

MICHEL COLLON

**JE SUIS
OU JE NE SUIS PAS
CHARLIE?**

**Réflexions sur la guerre,
la terreur, l'Islam
et la liberté d'expression**

INVESTIG' ACTION

Je suis
ou je ne suis pas
Charlie ?

Ouvrages déjà parus de Michel Collon :

La stratégie du chaos – Impérialisme et islam (avec Grégoire Lalieu), Investig'Action – Couleur livres 2011

Libye, Otan et médiamensonges, Investig'Action – Couleur livres, 2011

Israël, parlons-en !, Investig'Action – Couleur livres, 2010

Les 7 péchés d'Hugo Chavez, Investig'Action – Couleur livres, 2009

Bush, le cyclone, Marco Pieter, Liège, 2005

Monopoly – L'Otan à la conquête du monde, EPO, Bruxelles, 2000 (épuisé)

Poker menteur. Les grandes puissances, la Yougoslavie et les prochaines guerres, EPO, Bruxelles, 1998 (épuisé)

Attention, médias ! Médiamensonges du Golfe – Manuel anti-manipulation, EPO, Bruxelles, 1992 (épuisé)

Michel Collon

Je suis
ou je ne suis pas
Charlie ?

Réflexions sur la guerre, la terreur,
l'islam et la liberté d'expression

Investig'Action

© Michel Collon

Mise en page : Inês Monteiro

Couverture : David Buret

Correction : Elisabeth Beague, Sarah Brasseur,
Emmanuel Wathélet

Versions numériques : Johann Soibinet

Edition : Investig'Action – www.michelcollon.info

Distribution : edition.livres@investigaction.org

Commandes : commandes@investigaction.org
ou sur le site www.michelcollon.info

Interviews, débats : secretariat@michelcollon.info

ISBN : 978-2-930827-03-2

Dépôt légal : D/2015/13.542/1

Table des matières

12 questions pour débattre

Introduction	7
Vocabulaire	13
1. Jihadistes : la France innocente ?	15
2. Arabie saoudite et Qatar financent le terrorisme ?	25
3. Les Etats-Unis ont-ils armé ces terroristes ?	33
4. Eurojihadistes en Syrie : Opération Ben Laden bis ?	79
5. L'antisémitisme se répand : à cause d'Israël ?	123
6. Islamisme et islamophobie : musulmans suspects ?	135
7. La France, c'est la liberté de la presse ?	185
8. Fallait-il publier ces caricatures ?	191
9. Qui a rapproché Charlie de l'Otan et de BHL ?	203
10. La théorie du complot, un piège ?	231
11. Le 11 septembre français : quelles conséquences ?	249
12. Que faire ?	281
Merci	310
Index	313

Introduction

Etre ou ne pas être ? « Je suis Charlie », proclame une foule immense à Paris. « Je ne suis pas Charlie », répondent de nombreuses voix arabes, africaines ou latinos. Certains sont en colère contre Charlie ; d'autres sont solidaires mais demandent pourquoi on nie leur souffrance à eux : « Je suis Gaza ». « Je suis le Congo ». Noam Chomsky relativise avec ironie : « *Nous sommes tous... (remplissez le blanc)* ». Protestant contre la montée de l'islamophobie, l'Union Juive Française pour la Paix affiche : « *Je ne suis pas Charlie, mais #JeSuisMusulman* ».

A-t-on le droit de se poser ce genre de questions ? Le fossé paraît profond et dramatique. Entre Nord et Sud, mais aussi entre deux France. Dans ces endroits qu'on appelle du bout des lèvres « banlieues », où jamais ne s'aventurent nos élites politiques et médiatiques, beaucoup refusent une

unanimité jugée trompeuse et même hypocrite. Serons-nous capables de traiter ce « choc des cultures » non pas en arrêtant de penser, mais en essayant de penser deux fois plus ?

Ce n'est pas l'impression que donnait la chef du service politique de *France 2* lançant devant des millions de Français : « *Ceux qui ne sont pas Charlie, il faut les repérer et les traiter.* » Aïe, la télé se prend pour la police ! Si tu n'es pas Charlie, c'est que tu soutiens les attentats ?

Cela rappelle l'esprit tout en nuances de George Bush après les attentats du 11 septembre : « *Vous êtes avec nous ou contre nous.* » On espère que cette dame n'enverra pas une convocation au Vatican où un certain François a déclaré : « *On ne peut pas provoquer, insulter la foi des autres ou la tourner en dérision. Si un grand ami parle mal de ma mère, il peut s'attendre à un coup de poing, c'est normal.* » Le Pape non plus n'est pas Charlie.

L'école aussi risque de devenir la police, en tout cas sa ministre Najat Vallaud Belkacem : « *Il y a eu de trop nombreux questionnements de la part des élèves. Et nous avons tous entendu les « Oui je soutiens Charlie mais », les « deux poids, deux mesures », les « pourquoi défendre la liberté d'expression ici et pas là ? » Ces questions nous sont insupportables, surtout lorsqu'on les entend à l'école, qui est chargée de transmettre des valeurs.* »¹

« Trop de questions » ? C'est ça, l'école ? Pas une tête ne doit dépasser, aucun jeune ne peut

¹ Najat Vallaud-Belkacem, 14 janvier 2015, citée dans *Médiapart* du 20 janvier.

s'interroger, aucun prof ne peut apprendre à réfléchir et débattre ?

Au lieu d'exclure et de diaboliser, ne faudrait-il pas se demander plutôt si les médias n'ont pas eux aussi contribué à créer ce fossé et cette frustration d'une grande partie de notre jeunesse ? Pourquoi deux parties de la population s'informent-elles de façon complètement différente, ne croient plus du tout à la même version des événements et ne se parlent plus ?

Réfléchir ? Pour certains, c'est tout réfléchi. Les frères Kouachi et Coulibaly sont tout simplement des monstres, ils ne sont pas humains, ils constituent une sorte de corps étranger n'ayant rien à voir avec la société française. Et la solution serait simple aussi : davantage de soldats dans les rues, davantage d'espionnage des citoyens et le fameux « Nous sommes en guerre » du premier ministre Valls.

La France en guerre ? Ce serait passer à côté du problème. Si elle faisait plutôt un examen de conscience ? Les trois meurtriers étaient Français, ont grandi en France, ont côtoyé des Français et ont suivi les cours de l'éducation nationale française². Alors comment se fait-il que tant de jeunes s'identifient à Daesh plutôt qu'à la France ?

Si on veut mettre fin à ce terrorisme détestable, on doit creuser ses causes. Les enquêtes sur le parcours des « eurojihadistes » convergent : la cause

² isegorie.wordpress.com/2015/01/12/charlie-hebdo-lettre-ouverte-a-un-ami-francais/

commune, c'est le désespoir. Sur le plan social pour beaucoup : pas de boulot, pas d'avenir, donc la drogue, puis la prison, et enfin le recrutement par des groupes bien organisés qui profitent méthodiquement des faiblesses de leurs « cibles » pour les recruter, les encadrer et les droguer à nouveau mais spirituellement. La délinquance, on ne l'excuse pas, mais elle a des causes.

Sur le plan de l'information aussi, le désespoir : comme un des frères Kouachi et comme Amedy Coulibaly dans leurs interviews téléphoniques à *BFMTV* quelques heures avant d'être tués, tous les jeunes jihadistes interrogés disent que leur révolte est venue des images de Guantanamo, des tortures d'Abou Ghraïb, des armes chimiques US déversées sur la population de Fallujah en Irak, ou des images des petits enfants de Gaza massacrés par Israël avec le soutien honteux de « la France » officielle.

Cette voie terroriste, l'ont-ils choisie en pleine liberté ou bien y ont-ils été poussés ? Par qui et comment ? La France inonde d'armes des milliers d'islamistes en Syrie et elle s'étonne d'en retrouver quelques-unes sur son territoire ? Israël reçoit cinq milliards de dollars par an pour construire un Mur et massacer à Gaza et on s'étonne que les jeunes aient la rage ?

C'est sur ça qu'il est important de réfléchir et de débattre. Sur les causes. Après ce crime barbare et le contexte psychologique qui a suivi, une analyse sereine des causes n'est pas facile. Mais elle

est urgente. Je ne crois pas que Charb, qui dessinait pour les Palestiniens, aurait apprécié de voir Netanyahu venir manifester aux côtés de François Hollande pour « la liberté d'expression ». Je ne crois pas que Wolinski qui défendait Cuba contre les Etats-Unis aurait apprécié de se voir récupéré par l'Otan et l'extrême droite.

Est-ce que ces événements n'étaient pas complètement prévisibles, et d'ailleurs annoncés ? En juin 2013, j'ai organisé à Bruxelles un grand débat : « Jeunes qui partent en Syrie, que pouvons-nous faire ? » J'y avais d'abord invité les quatre grands partis politiques belges. Pendant des semaines, j'ai insisté : *« L'eurojihadisme aura des répercussions ici en Europe, il faut faire quelque chose et proposer aux jeunes un véritable débat démocratique sur le Moyen-Orient et l'info. »* Seul Philippe Moureaux (PS) avait accepté. Tous les autres (CDH, MR, Ecolo) étaient aux abonnés absents. Pourquoi ?

Le nombre d'eurojihadistes a doublé entre janvier 2014 et janvier 2015 ! La France compterait 1.200 jihadistes partis en 2014 contre 412 partis en 2013. La Belgique : + 64%. La Suisse « progresserait » encore davantage. Est-on satisfait du bilan de la politique suivie ? Va-t-on continuer à faire la même chose ou bien est-il temps de faire autrement ?

Si nous voulons comprendre et prévenir, il va falloir débattre. Sans exclusives. Et d'abord sur la façon dont nous sommes informés. Ou désinformés ? Si nous voulons empêcher qu'on nous entraîne vers de nouvelles guerres qui entraîneront forcément

de nouveaux attentats, il va falloir non pas moins mais plus de démocratie. Il va falloir se demander combien de fois on nous a fait le coup des « armes de destruction massive bidon » sans que nous l'ayons remarqué.

Une démocratie qui ne pense pas et qui n'interroge pas ses propres informations n'est plus une démocratie. Et elle sera la proie du premier populiste qui surfera sur la vague des angoisses. Pour notre malheur à tous.

Ce petit livre, rédigé en urgence et forcément incomplet, veut ouvrir le débat. En apportant les informations et les points de vue qui ont été mis de côté. Pour comprendre le monde, il est parfois nécessaire de changer de lunettes. L'intellectuel parisien a raison de se révolter contre la tuerie à Charlie, mais il aura aussi intérêt à se mettre à la place du torturé d'Abou Ghraïb ou de Guantanamo, du bombardé de Gaza, de l'affamé du Mali. Afin que nous puissions tous ensemble répondre à cette question : « Je suis ou je ne suis pas Charlie ? »³

3 Débat ouvert sur la page facebook d'Investig'Action - Michel Collon

Vocabulaire

La façon dont on nomme les choses et les gens n'est pas neutre. Certains mots expriment une vision du monde méritant d'être questionnée. Cependant, il faut rester compréhensible, on n'écrit pas sur une île déserte. Nous reprendrons donc certains termes couramment utilisés dans les médias, tout en essayant de montrer qu'ils peuvent déformer la réalité.

« Islamiste » : associé ou non à terrorisme, ce mot évoque un conflit religieux pour désigner erronément un conflit politique. Parlerait-on de terrorisme chrétien ou juif ou bouddhiste ?

« Takfiri » (« Excommunication ») employé dans le monde arabe, est plus correct que le terme « islamiste ». Il désigne des extrémistes se réclamant de l'islam mais adeptes d'une idéologie violente. Les takfiris considèrent les musulmans ne partageant pas leur point de vue comme étant des « apostats » ou renégats. Donc des cibles légitimes pour leurs attaques.

« Islamisme » : ce mot fourre-tout implique des courants politiques très divers et parfois carrément opposés.

« Jihad » ou « Djihad » : signifie en arabe « effort, lutte, résistance ». Il désigne le combat contre soi-même pour être capable de faire rayonner la justice

et le respect. L'assimiler à la violence terroriste est une déformation qui n'est pas innocente. En réalité, le mot jihad a été traduit en « guerre sainte » par des auteurs chrétiens occidentaux qui ont plaqué le concept des croisades au monde musulman.

« Amérique » et « américain » : sont fréquemment employés pour désigner ce qui a trait aux Etats-Unis. Mais ce continent comprend 22 pays dont assez peu s'identifient à la politique de Washington. « Etats-Unis » ou « étatsunien » est donc plus correct.

En citant des médias, des autorités ou des experts, nous conserverons bien sûr les termes qu'ils emploient. Mais en appelant à réfléchir sur certains termes qui peuvent nous piéger.

Chapitre 1

Jihadistes : la France innocente ?

« *Le Front al-Nosra fait du bon boulot, c'est difficile de les désavouer.* »

Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères
(Al-Nosra : branche syrienne d'Al-Qaida)

Qui a armé les frères Kouachi et les autres « jihadistes » ? *Le Figaro* écrivait le 21 octobre 2011 : « *Un soutien aux islamistes. Le minuscule mais richissime émirat du Golfe - dont l'armée est équipée à 75 % par la France - a financé à hauteur de plusieurs dizaines de millions de dollars l'instruction de rebelles, souvent peu expérimentés. En sous-main, le Qatar a également livré plus de 20.000 tonnes d'armes aux insurgés, notamment des missiles anti chars. Un soutien qui a reçu l'aval des États-Unis et des principaux pays occidentaux - dont la France.* »

Le *Washington Post* confirmait : « *Des autorités françaises ont annoncé mercredi que la France avait armé les rebelles en Libye, c'est la première fois qu'un pays membre de l'OTAN admet officiellement qu'il fournit une aide militaire directe à l'opposition au gouvernement.* ». Ajoutant : « *La France envoie (aussi) des armes aux rebelles syriens* ».

Seulement aux « modérés », comme disait alors Paris ? Seulement aux « démocrates » de « l'Armée syrienne libre » ? Mais Khalid al Hamad, l'homme qui, face caméra porta le cœur d'une de ses victimes à la bouche, en faisait partie, de cette ASL. Et cette distinction est une fiction, disent les experts : en effet, les combattants passent de l'un à l'autre de ces groupes et les armes aussi.⁴

Si vraiment la France prétend condamner le terrorisme, alors pourquoi son ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a-t-il déclaré fin 2012 que le Front Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda) « *fait du bon boulot contre Assad* » et que « *donc, c'est très difficile de les désavouer* »⁵ ?

De quel « *bon boulot* » s'agit-il exactement ? L'attentat du 6 janvier 2012 contre des autobus au centre de Damas et qui a tué 26 personnes, essentiellement des civils ? L'adoption de la méthode de décapitation des « ennemis » qui avait déjà commencé à cette époque ? Les déclarations de Farouk, chef du Front islamique : « *Les moudjahidines du Levant vont laver la souillure des Rafidhas, pour purifier le Levant à jamais... Les Chiites demeureront à jamais soumis et humiliés comme ils l'ont toujours été tout au long de l'histoire. Et l'Islam a toujours détruit leur Etat... La dynastie des Omeyyades a toujours détruit leur Etat* ».⁶

C'est la France qui a mis en place la Coalition nationale syrienne pour renverser Bachar. Son vice-

4 Grégoire Lalieu, *Jihad made in USA*, Entretiens avec Mohamed Hassan, 2014, p. 105.

5 Marrakech, 12 décembre 2012.

6 Bahar Kimyongür, *La guerre des Saoud contre la Syrie*, michelcollon.info, 9 janvier 2014.

président Riad Seif déclarait en décembre 2012 : « *Rien ne prouve que Jabhat al-Nosra est un mouvement terroriste.* »⁷

Fabius ne sait rien ?

Après l'attentat contre Charlie, Fabius a rejeté les critiques en continuant à prétendre que le Qatar ne soutient pas le terrorisme⁸ : « *Nous avons fait faire par nos services des enquêtes précises qui ont montré que cela n'était pas exact.* » Mensonge complet : le 8 octobre 2012, sur *C dans l'air*, Louis Caprioli, ancien sous-directeur de la lutte contre le terrorisme à la DST, a déclaré : « *Des Français vont en Tunisie s'entraîner dans des camps djihadistes tunisiens financés par le Qatar, ou en Libye, notamment dans la région de Derna, où des gens s'entraînent avant d'aller faire le djihad en Syrie.* » Le 8 octobre 2012, Yves Bonnet, ancien directeur de la DST, a déclaré à *La Dépêche du Midi* : « *On n'ose pas parler de l'Arabie saoudite et du Qatar, mais il faudrait peut-être aussi que ces braves gens cessent d'alimenter de leurs fonds un certain nombre d'actions préoccupantes.* » Le 4 mars 2014, David Cohen, sous-ministre des Finances pour le terrorisme et le renseignement financier, a constaté que le Qatar et le Koweït laissent opérer sur leur territoire les collecteurs de fonds du terrorisme. Laurent Fabius ment, il sait depuis le début que le Qatar finance les combattants islamistes. Il sait aussi que ce financement est sous-traité depuis 2013.

⁷ Le Figaro.fr, 14 décembre 2012.

⁸ [Vidéo] Laurent Fabius assure que le Qatar ne finance pas le terrorisme : le ministre a menti, Arrêt sur info, 29 janvier 2015.

Enfin, si la France prétend combattre le terrorisme, pourquoi Manuel Valls déclara-t-il en 2013 : « *Je ne peux pas, en tant que ministre de l'Intérieur, empêcher des djihadistes français d'aller en Syrie et d'accomplir leur djihad* » ? Pourquoi son successeur Cazeneuve se contente-t-il de répéter encore le 5 août 2014 à RTL : « *Ce n'est pas un délit de prôner le jihad* » ?

Héros en partant, salauds en revenant

Nos dirigeants politiques ont encouragé des milliers de jeunes à partir en Syrie. Ne sont-ils pas les premiers responsables de la violence ainsi déchaînée ? Ont-ils considéré que le terrorisme n'était pas grave tant que c'étaient seulement des Arabes qui mouraient ? Aujourd'hui, ces dirigeants nous répètent : « La France est en guerre ». Oui, et depuis longtemps d'ailleurs, mais cette guerre, ce sont eux qui l'ont déclarée.

De tout cela, on ne débat guère à la télé française ou belge, sauf dans une émission qui hélas porte très bien son nom : « *Ce Soir (bien tard) ou jamais* » Et effectivement, jamais un ministre va-t-en-guerre n'est sérieusement interrogé ou confronté à un opposant dans un journal télévisé, jamais on ne donne la parole aux victimes de « nos » guerres humanitaires ou on n'explique l'histoire des crimes commis par les grandes puissances, jamais on ne confronte les experts des deux camps à une heure de grande écoute, jamais le spectateur n'est traité en adulte ayant le droit d'entendre tous les points de vue pour se faire son avis librement. Jamais ou,

soyons corrects, pratiquement jamais : certains journalistes courageux se battent pour faire passer des morceaux de vérité et il convient de leur rendre hommage. Mais la tonalité générale des médias reste ce que définissaient Herman et Chomsky dans leur magistral livre *Manufacturing Consent* : « *La fonction sociétale des médias n'est absolument pas d'assurer au public la possibilité « d'exercer un contrôle significatif sur les mécanismes politiques » en lui offrant « l'information requise pour s'acquitter au mieux de ses responsabilités politiques* ». Au contraire, elle « *est plutôt d'inculquer et de faire valoir ou prévaloir les objectifs économiques, sociaux et politiques de groupes privilégiés qui dominent la société civile et l'Etat. Cette fonction, les médias l'assument de toutes sortes de manières : à travers la sélection des sujets abordés, le choix de ceux sur lesquels on insistera ou non, la manière d'en poser le contexte, le filtrage des informations, l'emphase et le ton, mais aussi en enfermant le débat dans les limites de prémisses acceptables.* »⁹

Dix questions qu'on ne posera jamais

Si l'on écoute les discussions de café, de boulot ou d'Internet, plusieurs questions reviennent en boucle sans jamais recevoir de réponse des décideurs ni même d'écho de la part des grands journalistes. Ce qui pourrit l'ambiance, car ces questions résultent de déductions assez logiques. Les citoyens n'ont-ils pas le droit d'avoir des réponses ? Et d'ailleurs, certaines de ces questions sont abordées dans de grands médias étrangers.

⁹ Herman et Chomsky, *La fabrication du consentement, De la propagande médiatique en démocratie*, Pantheon, New York, 1988, conclusion. Traduction originale de Dominique Arias.

Pourquoi pas dans le premier pays concerné?

Voici par exemple dix questions qu'on ne pose jamais aux autorités françaises alors qu'il serait important de savoir si Paris a combattu le terrorisme toujours et partout ou si son attitude a parfois été fort ambiguë :

1. Pourquoi la France dit-elle combattre les jihadistes alors qu'elle les a soutenus et armés en Libye et en Syrie ?

2. Est-il exact que des instructeurs français ont formé des combattants islamistes dans le camp d'entraînement mis sur pied en 2012 par les Etats-Unis et la Turquie à Safawi (nord de la Jordanie) et qu'une partie de ces combattants a ensuite rejoint Daesh ?

3. Est-il exact que la France a organisé l'intervention des séparatistes Touaregs au Mali avant (ou afin ?) de pouvoir déclencher une intervention militaire contre ces mêmes Touaregs ?

4. La France a-t-elle soutenu les rebelles Seleka en Centrafrique afin d'écartier le président Bozizé accusé de signer des contrats trop favorables à la Chine et à l'Afrique du Sud ? Alors que, moins d'un an plus tard, la même France a mobilisé l'ONU pour combattre ces mêmes rebelles Seleka.

5. Les services secrets français ont-ils collaboré avec leurs collègues saoudiens et US pour maintenir le Moyen-Orient à feu et à sang afin de renverser tous les gouvernements qui ne convenaient pas à leurs intérêts stratégiques ?

6. Pourquoi aucun débat public n'a-t-il lieu au Parlement sur ces engagements très graves ?

7. Pourquoi des autorités françaises interdisent-elles des manifestations de solidarité avec les Palestiniens ?

8. Quand le président Hollande se rend à la grande synagogue de Paris pour écouter le prêche de Netanyahu, approuve-t-il le fait que cette synagogue a organisé une campagne de recrutement pour l'armée israélienne ?

9. Et pourquoi ne se rend-il pas à l'église, à la mosquée et aux autres cérémonies pour les autres victimes ?

10. La France a-t-elle critiqué les pays européens qui ont participé aux tortures « délocalisées » de la CIA sur le sol européen ou dans des dictatures liées à l'Occident ?

« Etats-Unis, je vous aime ! »

La France est-elle si innocente envers la frustration de sa jeunesse alors que ses responsables politiques renient leurs promesses aux électeurs ? Juste un exemple : pour gagner des voix, le candidat François Hollande avait, durant sa campagne présidentielle de 2012, critiqué la réintégration de la France dans l'OTAN, opérée par son prédécesseur : *« Il fallait sans doute y voir une sorte d'adhésion idéologique, au nom du « retour dans la famille occidentale »* *prôné par Nicolas Sarkozy, à l'Amérique des années*

Bush. Cette décision hâtive n'a pas permis à la France de renforcer son influence au sein de l'Alliance. L'Europe de la défense a été délaissée. Le temps est venu de procéder à un bilan complet de cette réintégration. Nous favoriserons sur cette base un rééquilibrage politique, dans l'intérêt de la France et de la défense européenne. »¹⁰

Mais, une fois élu, le président François Hollande a fait exactement le contraire : aucun bilan et même une aggravation de cette complicité « otanesque », allant jusqu'à déclarer son amour au président des Etats-Unis en ces termes : « *Il y a une décennie, peu auraient pu imaginer deux pays collaborant aussi étroitement de tant de façons. Mais dans les dernières années, notre alliance s'est transformée. Depuis le retour de la France dans le commandement militaire de l'Otan, il y a quatre ans, et de façon consistante avec notre engagement pour renforcer le partenariat OTAN – Union européenne, nous avons renforcé notre coopération par-delà les océans.* »¹¹

Si les promesses électorales ne servent qu'à se faire élire et si on n'avait aucunement l'intention de les tenir, croit-on pouvoir tromper la jeunesse de façon aussi cynique sans que cela ait des conséquences ?

« *La France est en guerre.* »
Depuis quand exactement ?

« *La France est en guerre* » ? Ah, oui, mais depuis très longtemps, en fait ! Le site de la Direction de l'information légale et administrative fournit lui-même les chiffres : « *La France est intervenue militairement à près*

10 L'Obs, Otan, ce qu'en disent les candidats, 18 avril 2012.

11 uspolicy.be/headline/obama-hollande-renewed-french-us-alliance

de quarante reprises sur le sol africain dans les cinquante dernières années et une vingtaine de fois entre 1981 et 1995 sous les deux septennats de François Mitterrand. Certaines de ces opérations n'ont duré que quelques jours, d'autres ont donné lieu à des déploiements beaucoup plus longs (opérations Manta et Epervier au Tchad, par exemple). »¹² A ces chiffres concernant l'Afrique, il faut ajouter le Liban (1983), l'Irak (1990), la Bosnie (1992), le Kosovo (1999), l'Afghanistan (2001), la Syrie (2014), etc.

Le sociologue français Saïd Bouamama démasque le mythe d'une « France attachée à la paix » : « La France est une des puissances les plus en guerre sur la planète. De l'Irak à la Syrie, en passant par la Libye et l'Afghanistan pour le pétrole, du Mali à la Centrafrique, en passant par le Congo pour les minerais stratégiques, les soldats français contribuent à semer la mort et le désastre aux quatre coins de la planète. La fin des équilibres mondiaux issus de la seconde guerre mondiale avec la disparition de l'URSS, couplée à une mondialisation capitaliste centrée sur la baisse des coûts pour maximiser les profits et à la nouvelle concurrence des pays émergents, font de la maîtrise des matières premières la cause principale des ingérences, interventions et guerres contemporaines. »¹³

Un autre sociologue, Thierry Brugvin, tord le cou aux mythes de Barack Obama et de l'Union européenne « Prix Nobel de la Paix » : « *La conclusion de la guerre froide a précipité la fin d'une régulation des conflits au niveau mondial. Entre 1990 et 2001, le nombre de conflits interétatiques a explosé : 57 conflits majeurs sur 45*

12 Du Tchad à l'Irak : les interventions extérieures de l'armée française depuis 1981, vie-publique.fr, 25 septembre 2014. A cette carte, il faut ajouter Madagascar et les Comores.

13 Saïd Bouamama, L'attentat contre Charlie Hebdo, le blog de Saïd Bouamama, 11 janvier 2015

territoires distincts. [...] Officiellement, le départ pour la guerre contre une nation adverse est toujours légitimé par des mobiles vertueux : défense de la liberté, démocratie, justice... Dans les faits, les guerres permettent de contrôler économiquement un pays, mais aussi de faire en sorte que les entrepreneurs privés d'une nation puissent accaparer les matières premières (pétrole, uranium, minerais, etc.) ou les ressources humaines d'un pays. »¹⁴

La France est particulièrement engagée dans toutes les agressions de ces dernières années. L'armée française semble ne vouloir rater aucune guerre. Alors, Messieurs Sarkozy, Kouchner, Juppé, Hollande, Valls et Fabius, êtes-vous vraiment étonnés que la violence exportée un peu partout revienne un jour en boomerang sur le territoire français ?

Est-ce que vraiment vous ne savez pas d'où proviennent les armes, l'entraînement militaire et l'endoctrinement des frères Kouachi ? Ne serait-ce pas de vos amis, mécènes et complices l'Arabie saoudite et le Qatar ? N'avez-vous vraiment rien à voir dans l'engrenage qui a rendu possible cet attentat ?

14 Thierry Brugvin, *Le pouvoir illégal des élites*, Max Milo, Paris, 2014.

Chapitre 2

Arabie saoudite et Qatar financent le terrorisme ?

« *Les Saoudiens ont conclu un accord privé avec la Maison-Blanche pour soutenir divers groupes sunnites extrémistes du Jihad.* »

Seymour Hersh, journaliste US

En 2005, après le retrait de l'armée syrienne, des groupes radicaux islamistes s'installent au nord du Liban, non loin de la frontière et de la ville syrienne de Homs. Le Fatah Al-Islam commence par attaquer deux autobus en février 2007, et, en quelques mois, il massacre deux cent victimes dont 134 soldats libanais abattus ou décapités. Selon les réfugiés palestiniens de la région, ce groupe a beaucoup d'armes et d'argent. Qui est derrière ?

Le prince saoudien Bandar Ben Sultan. Un homme de l'ombre, mais dont le rôle fut décisif dans l'expansion du terrorisme, ainsi que l'a montré Bahar Kimyongür dans son livre *Syriana*, fin 2011.¹⁵

Ambassadeur aux USA de 1983 à 2005, Bandar s'y est lié d'amitié avec Bush. Au point qu'il sera surnommé « Bandar Bush ». En 2011, il deviendra

15 Voir aussi Alexander Cockburn, Prince Bandar and the Destruction of Syria, *Counterpunch*, 14 août 2013.

secrétaire général du Conseil de sécurité nationale saoudien. A ce titre, c'est lui qui dirigera l'action souterraine de l'Arabie saoudite en Syrie. Mais pour comprendre le poids de ce personnage, un petit flash back s'impose...

En 2007, la Justice britannique a voulu poursuivre Bandar pour une affaire de corruption et de détournement. Une paille : il aurait détourné vers ses *comptes off-shore* six milliards de livres sterling de rétro-commissions sur les livraisons militaires de British Aerospace à l'Arabie saoudite.

Banal dans ces milieux ? Mais là où ça devient intéressant, c'est que le procès Al Yamamah a été stoppé net par la Haute Cour de Justice de Londres. A quel moment ? « *Lorsque Bandar a averti que toute investigation supplémentaire exposerait la Grande-Bretagne à 'un autre 7/7', c'est-à-dire à un nouvel attentat comparable à celui du 7 juillet 2005 qui fit un carnage dans les rues et le métro de Londres. Comment se fait-il que, suite à ses menaces, Tony Blair ait fait cesser l'enquête diligentée contre Bandar par la Serious Fraud Office? Le juge Moses en charge de l'affaire parle d'un « pistolet pointé sur la tête du gouvernement ». Que nous cache-t-on ?* »¹⁶

« *Un accord privé avec la Maison-Blanche* »

Revenons au Liban. Pourquoi Bandar Bush arrose-t-il de dollars des mouvements takfiristes sunnites comme le redoutable Fatah Al-Islam dirigé par le terroriste Naji Kanaan ? Pour affaiblir le Hezbollah chiite, fer de lance de la résistance à

¹⁶ Bahar Kimyongür, Syriana, Investig'Action, page 129.

Israël au Liban. C'est ainsi que Bandar Bush alimente les clivages confessionnels d'abord au Liban, puis bientôt en Syrie. Les takfiris sont des extrémistes islamistes adeptes d'une idéologie violente. Le terme takfiri signifie littéralement « excommunication ». Les takfiris considèrent les musulmans ne partageant pas leur point de vue comme étant des apostats, donc des cibles légitimes pour leurs attaques.

Après les terribles massacres commis au Liban, le célèbre journaliste Seymour Hersh, Prix Pulitzer 1970, spécialiste du terrorisme et toujours bien informé, explique : « *Les acteurs clés sont les Saoudiens bien sûr et Bandar qui ont conclu une sorte d'accord privé avec la Maison-Blanche (Dick Cheney et Elliot Abrams). L'idée est d'avoir un soutien financier de l'Arabie Saoudite pour soutenir divers groupes sunnites extrémistes du Jihad, particulièrement au Liban, qui seraient perçus comme un appui en cas de confrontation avec le Hezbollah, groupe chiite. C'est aussi simple que cela.* »¹⁷

« Massacer les ennemis de Dieu »

Donc, Bandar agit en sous-main pour le compte de l'administration Bush. Mais cette « *guerre confessionnelle* » n'a en réalité rien de nouveau. La Syrie a déjà été frappée par cette sauvagerie durant les années 70, indique Kimyongür. Pour les terroristes, les alaouites sont considérés comme « *des ennemis de Dieu* ». Les laïques, nationalistes et communistes aussi. Des bombes sont placées dans les

17 Seymour Hersh, interview à CNN, 22 mai 2007.

gares, des familles entières sont massacrées. Ce qui déclenchera une répression massive de Damas et laissera des traces profondes.

L'histoire se répète. Dès 2011, Bandar finance massivement le terrorisme en Syrie. Déchaînant des violences abominables contre les populations, mais échouant néanmoins, Bandar sera finalement écarté en 2014 sous la pression des Etats-Unis qui sentaient que ce terrorisme islamiste commençait à devenir incontrôlable et dangereux. On veut dire : pour leurs intérêts.

Mais l'Arabie saoudite n'est pas seule à financer le terrorisme islamiste. Le Qatar aussi a joué un rôle très important dans ce déchaînement de violence et de barbarie... Entre 2011 et mai 2013, il a dépensé trois milliards de dollars pour financer la rébellion. Mohamed Hassan explique dans *Jihad made in USA* : « *Le Qatar est un petit pays qui n'a pas vraiment d'armée nationale. Mais un milliard de dollars pour l'émir, ce n'est pas grand-chose. C'est comme ça qu'ils se composent une armée. Si vous êtes pauvre, que vous n'avez aucune perspective dans votre pays et qu'on vous offre 10.000 dollars pour aller vous battre. 10.000 dollars que vous pourrez donner à votre mère... Les pétro-monarques peuvent ainsi recruter des jeunes, pauvres ou stupides, qui serviront de chair à canon. Des jeunes abrutis par des discours religieux ou politiques simplistes qui prennent d'autant mieux que les systèmes d'éducation arabes ont été saccagés par trente années de néolibéralisme. »* »

Et nos gouvernements ?

Et les gouvernements français, belge et autres n'ont rien fait pour empêcher ces jeunes d'aller se battre ? Réponse : « *Les dirigeants européens n'avaient pas de problème à voir s'exiler ces jeunes dont ils ne saavaient que faire. Ce devait même être un soulagement pour eux de voir partir sous les bombes ces « fous d'Allah » plutôt que de s'interroger sur la radicalisation de leurs jeunes citoyens. Une grande partie de ces euro-jihadistes sont des marginaux qu'on a parqués dans des ghettos. On ne leur a laissé aucune perspective d'avenir. Finalement, on les a juste autorisés à sombrer dans la drogue ou à se faire tuer loin de chez nous au nom de Dieu et contre un pays qu'on a voulu détruire. On ne leur donne pas beaucoup de chances pour suivre des études correctement, trouver du travail, fonder une famille et s'épanouir. Ceux qui s'accrochent malgré tout et parviennent à faire une bonne scolarité peinent ensuite à trouver un travail. Quel modèle peuvent-ils ensuite offrir à leurs petits frères ? Comment leur expliquer que c'est important d'aller à l'école alors qu'ils sont l'exemple même que les efforts ne paient pas forcément ?* »¹⁸

Bien avant l'attentat de Paris, Mohamed Hassan signalait le danger pour l'Europe aussi : « *Et maintenant, les gouvernements européens craignent que ces jeunes reviennent de Syrie. La menace terroriste va monter d'un cran, les mesures sécuritaires vont être renforcées, la défiance à l'égard des musulmans va s'accroître et, au final, la radicalisation gagnera encore du terrain.* »¹⁹

18 Grégoire Lalieu, *Jihad made in USA*, Entretiens avec Mohamed Hassan, 2014, page 106

19 Idem.

La question interdite, c'est : « Pourquoi ? »

Tout était annoncé donc, mais rien n'a été débattu. Les médias ont-ils permis à l'opinion de comprendre ce qui se passait au Moyen-Orient et ce qui allait inévitablement se passer en Europe ? Non, répond Shamus Cooke, assistant social, syndicaliste et écrivain aux Etats-Unis, qui critique « le spectaculaire échec médiatique » à propos de la couverture aux USA de l'affaire Charlie...

Une des ambitions essentielles du journalisme est de répondre à la question « pourquoi ? » : « *C'est le devoir des médias d'expliquer « pourquoi » un événement s'est produit, afin que le lecteur puisse réellement comprendre ce qu'il lit. Si l'on évacue le « pourquoi », la page se remplit des suppositions et des stéréotypes que ne manquent pas de dispenser les politiciens, dont les réponses ridicules ne sont jamais contestées par les médias dominants. Le véritable « pourquoi » du massacre de Charlie Hebdo étant resté sans réponse, (...) cela a déclenché une discussion nationale complètement débile dans les médias U.S. pour savoir si l'islam était « intrinsèquement » violent. Le simple fait que les médias posent cette question prouve soit une méconnaissance crasse du Moyen-Orient et de l'islam, soit une volonté délibérée de manipuler les émotions du public en donnant la parole uniquement aux prétendus experts qui croient en de telles absurdités.* »²⁰

Les médias européens ont-ils fait mieux ? Dans l'émotion de tous, et la manipulation de certains, nous ont-ils rappelé les liens - connus et prouvés - entre les USA et ces terroristes ?

20 Shamus Cooke, Le spectaculaire échec médiatique à propos de Charlie, Counterpunch, 14 janvier 2015.

Si l'Arabie saoudite et le Qatar sont les financiers directs, peut-on imaginer qu'ils le soient contre la volonté ou même à l'insu de leurs parrains tout-puissants, les Etats-Unis ? Et s'ils sont des « sous-traitants » qui ne tiendraient pas cinq minutes sans la protection de leur parrain, alors n'est-ce pas le rôle des Etats-Unis qu'il convient d'examiner ?

Chapitre 3

Les Etats-Unis ont-ils armé ces terroristes ?

« *L'Opération Ben Laden a été une excellente idée. Et vous voulez que je le regrette ?* »

Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Carter

Depuis le 11 septembre, les dirigeants des Etats-Unis affirment consacrer toutes leurs forces à « combattre le terrorisme ». Alors, pourquoi les médias ne posent-ils pas ces questions qui semblent évidentes :

1. Lorsque Bush a attaqué l'Irak au nom de « la guerre contre la terreur », Al-Qaida était inexistant en Irak. Dix ans plus tard, les fondamentalistes y contrôlent un énorme territoire. Ne faut-il pas changer toute la stratégie contre le terrorisme ?

2. En 2012, Hillary Clinton, ministre des Affaires étrangères, reconnaissait : « *Nous, Etats-Unis, avons créé Al-Qaida* ».²¹ Cela ne mériterait-il pas des documentaires d'investigation, des interviews de ceux qui le disaient depuis longtemps, des débats contradictoires entre experts, des interpellations

²¹ www.youtube.com/watch?v=Dqn0bm4E9yw

de notre « allié » afin d'obtenir des excuses et des réparations ?

3. En 1998, le créateur de cette stratégie, Zbigniew Brzezinski, conseiller international du président Carter (1976-1980), avait déjà avoué avoir mis sur pied cette « Opération Ben Laden » en Afghanistan, dans une interview au *Nouvel Observateur* : « *Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan et vous voulez que je la regrette ?* »

4. En 1996, James Baker, alors ministre US des Affaires étrangères, déclarait : « *Il n'y a pas de pays musulman plus intégriste que l'Arabie saoudite (...) et pourtant c'est à la fois un ami et un pays important pour les États-Unis. (...) Nous ne devons nous opposer à l'intégrisme que dans la mesure exacte où nos intérêts nationaux l'exigent* ».²² Cela veut-il dire que tout au long de ces années, on n'avait pas vraiment l'intention d'éradiquer le terrorisme, mais seulement de l'utiliser autant que possible pour faire la sale besogne dans le renversement de gouvernements que les Etats-Unis n'aimaient pas ?

On a choisi les plus criminels

Mais voyons d'abord comment on en est arrivé là. D'où sort ce « fondamentalisme islamique » ? Qui a choisi historiquement de bloquer la modernisation économique, politique et culturelle du monde arabe, qui a organisé la destruction du courant laïc

²² www.humanite.fr/node/95432

et progressiste au sein de l'islam, qui a choisi de le remplacer par l'islam le plus rétrograde, le plus fanatique et le plus violent ? Qui ? Eh bien, Londres, Paris et Washington ! Explication historique...

Au milieu du 18^{ème} siècle, la tribu bédouine des Saoud, cherchant à conquérir l'ensemble de la péninsule arabique, s'allie aux wahhabites, un clan de fanatiques religieux. Commettant des actes d'une terrible sauvagerie contre les populations, ils seront finalement réprimés par l'empire ottoman (turc). Mais en 1820, c'est la Grande-Bretagne qui veut s'étendre dans la région et cherche des alliés. Elle choisit les Saoud justement à cause de leur fanatisme et de leur cruauté. « *Les Britanniques garantissaient argent et protection aux Saoud tant que ces derniers servaient les intérêts de la puissance coloniale dans la région. En 1901, le chef Albdelaziz ibn Saoud écrivait au gouverneur britannique du Golfe : « Que les yeux du gouvernement britannique reposent sur nous et que nous soyons considérés comme vos protégés. »*²³

En 1916, par les Accords secrets Sykes-Picot, la Grande-Bretagne et la France redécoupent à leur profit toute la géographie du Moyen-Orient, fragmentant délibérément la nation arabe et construisant des Etats artificiels à la tête desquels ils placent leurs pions. L'objectif central est d'empêcher l'unité du monde arabe, sa modernisation et son indépendance.

En 1924, la féroce armée des wahhabites attaque le royaume d'Hussein, chérif de La Mecque et descendant direct du prophète. Massacrant des popu-

23 Michel Collon et Grégoire Lalieu, La stratégie du Chaos, Investig'Action, 2011, page 128.

lations entières, coupant les têtes des vieillards, assassinant des imams dans leurs mosquées et pillant toutes les richesses sur leur passage. Londres ferme les yeux. Les Saoud sont d'autant plus précieux qu'on vient de découvrir en Arabie les plus grands gisements de pétrole de la planète. British Petroleum importe bien plus que le bonheur des Arabes. La dynastie des Saoud a été choisie justement parce que c'est un clan obscurantiste, mafieux, ultra-violent, et donc détesté dans toute la région et, pour cette raison précisément, elle est totalement dépendante de ses protecteurs.

Mais l'Empire britannique sortit très affaibli de la Seconde Guerre mondiale et ce sont les Etats-Unis qui deviennent les nouveaux patrons de la région. En 1945, le président Roosevelt rencontre le roi en secret sur le navire Quincy et passe avec lui un marché : « *Nous vous protégeons et vous nous obéissez* ».

Chaque fois qu'un pays arabe
a voulu la démocratie...

Cependant, le monde arabe et musulman n'en peut plus du colonialisme, de la dépendance et de la misère qu'elle entraîne. En Iran, le premier ministre Mossadegh exige de British Petroleum une part des revenus pétroliers afin de sortir son peuple de la pauvreté. En Egypte, le colonel Nasser renverse le roi Farouk, marionnette féodale des Britanniques ; son but est de mettre en place un Etat moderne, laïc et progressiste et de développer l'Egypte en fonction de ses intérêts propres.

En 1969, de jeunes officiers libyens renversent le roi Idriss, mettent fin au féodalisme et aux priviléges de British Petroleum, entreprenant de placer les ressources énergétiques au service du développement et de la population. Dans l'ensemble du monde arabe, le nationalisme progressiste conquiert les esprits.

Tout ceci est intolérable aux yeux des grandes puissances. En Iran, la CIA et le MI6 britannique fomentent un coup d'Etat et éliminent Mossadegh en 1951. En 1956, Paris, Londres et Israël bombardent l'Egypte qui entend récupérer son canal de Suez. Plus tard, la résidence de Kadhafi sera bombardée par Reagan. De même, Londres et Washington tenteront de se défaire des gouvernements trop nationalistes et indépendants d'Irak et de Syrie.

Que ces gouvernements cherchent à utiliser leurs ressources naturelles pour développer l'économie, l'éducation et la santé n'a pas de valeur aux yeux des Etats-Unis et de leurs alliés. Ce qui compte, ce sont les intérêts d'Exxon, Shell et British Petroleum. A partir de 1967, Washington va armer massivement Israël pour lui confier le rôle de gendarme du Moyen-Orient chargé d'agresser tout Etat arabe qui deviendrait trop gênant. Parallèlement, il va utiliser systématiquement l'Arabie saoudite et d'autres émirats réactionnaires pour diviser les Arabes et empoisonner les cerveaux.

La CIA aide les Saoud pour deux tâches clés : 1. Financer des coups d'Etat pour renverser les gouvernements laïcs et progressistes. 2. Répandre leur

doctrine obscurantiste dans l'ensemble du monde arabe et aussi en Europe à travers un énorme réseau international de propagande et de formation.

Bref, pendant tout le vingtième siècle, et plus encore à partir de 1950, alors que la démocratie s'était développée en Europe, ce sont les colonialistes européens qui l'ont interdite au monde arabe. Pas question que ces peuples décident eux-mêmes de leur avenir et gèrent eux-mêmes leurs richesses afin de se développer librement au lieu de remplir les coffres-forts des sociétés multinationales !

...l'Occident l'a empêché

C'est le colonialisme européen qui a bloqué les pays arabes dans le féodalisme, les empêchant de se moderniser sur tous les plans. C'est le colonialisme européen qui a réprimé et finalement détruit les interprétations laïques et progressistes de l'islam.

Comme l'indique Shamus Cooke, déjà cité : « *Jusque dans les années 1980, le fondamentalisme islamique était pratiquement imperceptible au Moyen-Orient - excepté dans l'Arabie saoudite dictatoriale, soutenue par les USA, et dont la monarchie régnante ne survit que grâce au soutien états-unien. La religion officielle de l'Arabie saoudite est une version unique et fondamentaliste de l'islam, qui constitue, avec la dynastie royale, le socle du pouvoir gouvernemental saoudien. Avant les années 1980, l'idéologie dominante au Moyen-Orient était le socialisme panarabe, une idéologie laïque qui considérait le fondamentalisme islamique comme rétrograde, tant d'un point de vue social qu'économique. Les*

fondamentalistes islamiques ourdissaient des attentats terroristes contre les gouvernements « socialistes panarabes » d'Égypte, Syrie, Libye, Irak et d'autres gouvernements qui se sont rapprochés de cette idéologie à différentes époques. »²⁴

C'est un fait, le fondamentalisme islamique avait virtuellement disparu entre 1950 et 1980, excepté en Arabie Saoudite et plus tard au Qatar, demeurés les bastions et les bases d'accueil des fondamentalistes bannis des pays laïques. Et cela n'a été possible que parce que Washington, pour empêcher l'émancipation des peuples, a joué systématiquement la carte de ces monarchies rétrogrades.

Opération Ben Laden

Mais c'est en 1978 que les Etats-Unis ont véritablement donné le coup d'envoi de leur stratégie du terrorisme islamiste. En Afghanistan, une révolution vient d'amener au pouvoir le gouvernement Taraki d'inspiration socialiste. Le pays connaît alors sa meilleure période : le gouvernement Taraki instaure un Etat laïc ; les femmes acquièrent l'égalité des droits, les mariages d'enfants et les dots féodales sont supprimés, les syndicats sont légalisés, on construit des routes, des centaines d'écoles et des hôpitaux. Le gouvernement lance un programme d'alphabétisation et aide les petits paysans. « *La campagne a changé davantage en vingt ans qu'en deux siècles* », constate le politologue britannique Fred Halliday.²⁵ Tout ceci heurte évidem-

24 Shamus Cooke, Le spectaculaire échec médiatique à propos de Charlie, Counterpunch, 14 janvier 2015.

25 Cité par John Ryan, “Freedom Fighters” ? Recruited by the CIA.

ment les intérêts des féodaux afghans et les molahs dont les sermons préchaient « Seul Allah peut donner la terre » mais qui possédaient eux-mêmes des terres immenses.

Tout ceci est insupportable aussi pour les « maîtres du monde », d'autant plus que ce pays se rapproche de l'Union soviétique. Les Etats-Unis vont donc s'associer à l'Arabie Saoudite pour fournir quantités d'armes, d'entraînement et de financement aux jihadistes du mouvement fondamentaliste, alors à l'état embryonnaire et appelés moudjahidines. C'est donc grâce à Washington et Riyad que les fondamentalistes se sont transformés en une force sociale régionale, ouvrant la voie aux talibans et puis à Al-Qaïda.

Cela a l'avantage d'attirer en réaction l'armée soviétique dans le bourbier afghan, comme le voulait Brzezinski, conseiller du président Carter. Et aussi de détourner les jeunes Arabes combattifs du champ de bataille principal : la Palestine occupée, à un moment où l'Organisation de Libération de la Palestine menait encore ses combats avec la participation de combattants internationalistes.

« Ces gentlemen... », disait Ronald Reagan

A l'époque, les moudjahidines afghans sont appelés « combattants de la liberté » par les Etats-Unis et les médias. Mais ils ont une curieuse conception de la liberté et des droits de l'homme. Une de leurs méthodes favorites est de torturer leurs victimes, de leur couper le nez et les oreilles, ainsi que

les parties génitales, et ensuite d'enlever une fine couche de peau, l'une après l'autre pour provoquer une mort très lente.

Malgré des rapports très documentés sur ces atrocités, le président US Ronald Reagan invita un de ces groupes à la Maison-Blanche en 1985 et les présenta ainsi aux médias : « *Ces gentlemen sont les équivalents moraux des pères fondateurs de l'Amérique* ». Supposons qu'ils aient agi ainsi envers des soldats US ?

Où donc la CIA a-t-elle trouvé les forces pour renverser le gouvernement qui avait reçu un grand soutien populaire ? L'Arabie saoudite et le Pakistan ont recruté environ trente-cinq mille moudjahidines venus individuellement de quarante pays différents. Même après le retrait de l'armée soviétique, il fallut trois ans aux terroristes pour renverser le gouvernement progressiste afghan. Et ensuite les talibans renversèrent les moudjahidines détestés par la population, instaurèrent eux-mêmes un régime rétrograde et cruel, et furent néanmoins soutenus jusqu'en 2000 par Washington.

Le progrès des femmes grâce à l'Otan ?

Le problème avec l'Afghanistan, c'est que, pour des raisons qui restent à éclaircir, certaines ONG occidentales célèbres ont renforcé d'une certaine manière la propagande des Etats-Unis. Ainsi en 2012, Amnesty International a édité des affiches « *NATO : keep the progress going* » (Otan, continuez le progrès) à propos des droits des femmes.

Parallèlement, le George W. Bush Institute collectait des fonds pour promouvoir les droits de la femme.

Or cette façon de justifier l'invasion de l'Afghanistan était pure propagande : d'abord, les Etats-Unis ont renversé le seul gouvernement afghan qui avait fait quelque chose pour la condition féminine ; ensuite, l'invasion US a eu des résultats catastrophiques pour les femmes. Aujourd'hui, une Afghane n'a qu'une chance sur vingt d'aller à l'école secondaire (7^{ème} plus mauvais résultat mondial), elle aura en moyenne six enfants (3^{ème} pire résultat) et son espérance de vie est seulement de 49 ans²⁶. Pour une guerre « humanitaire », ce n'est pas très réussi. Et c'était pourtant le grand argument pour « vendre » la guerre en 2001 : protéger les femmes afghanes. Du marketing pur et simple.

Le silence des médias

Epaulé – discrètement - par les Etats-Unis, le jihad afghan représente la naissance du mouvement fondamentaliste islamique de l'époque moderne. Il a attiré et organisé les fondamentalistes de toute la région, leur donnant un entraînement militaire avec la complicité de la CIA. Il a reçu un coup de pouce décisif des alliés locaux des Etats-Unis : les dictatures des Etats du Golfe faisaient sa promotion dans les mosquées d'Etat et octroyaient un statut de héros aux combattants revenant d'Afghanistan (tout en les renvoyant

26 Statistiques ONU 2013.

bien vite vers d'autres théâtres de guerre).

Ainsi, le pauvre Afghanistan a été victime durant d'interminables années d'une guérilla terroriste qui a bloqué son développement. Mais les médias occidentaux n'ont cessé de présenter ces terroristes réactionnaires comme des « combattants de la liberté » sans indiquer qui les soutenait et les armait. Ils n'en ont d'ailleurs parlé qu'avec retard, présentant toute l'affaire comme une riposte à l'intervention de l'URSS dans le pays.

Cette stratégie US a produit des effets catastrophiques pour l'Afghanistan, pour la région et finalement pour la paix dans le monde. Mais son auteur s'en est publiquement félicité dans une interview au *Nouvel Observateur* en 1998...

Zbigniew Brzezinski :
« *Les islamistes ? Quelques excités !* »

Le *Nouvel Observateur*. - L'ancien directeur de la CIA Robert Gates l'affirme dans ses Mémoires : les services secrets américains ont commencé à aider les moudjahidines afghans six mois avant l'intervention soviétique. A l'époque, vous étiez le conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité ; vous avez donc joué un rôle clé dans cette affaire. Vous confirmez ?

Zbigniew Brzezinski. - Oui. Selon la version officielle de l'histoire, l'aide de la CIA aux moudja-

hidines a débuté courant 1980, c'est-à-dire après que l'armée soviétique eut envahi l'Afghanistan, le 24 décembre 1979. Mais la réalité, gardée secrète jusqu'à présent, est tout autre : c'est en effet le 3 juillet 1979 que le président Carter a signé la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime prosoviétique de Kaboul. Et ce jour-là, j'ai écrit une note au président dans laquelle je lui expliquais qu'à mon avis cette aide allait entraîner une intervention militaire des Soviétiques.

(...)

Le Nouvel Observateur - Lorsque les Soviétiques ont justifié leur intervention en affirmant qu'ils entendaient lutter contre une ingérence secrète des Etats-Unis en Afghanistan, personne ne les a crus. Pourtant, il y avait un fond de vérité... Vous ne regrettiez rien aujourd'hui ?

Z. Brzezinski. - Regretter quoi ? Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan et vous voulez que je le regrette ? Le jour où les Soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président Carter, en substance : « *Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam.* » De fait, Moscou a dû mener pendant presque dix ans une guerre insupportable pour le régime, un conflit qui a entraîné la démoralisation et finalement l'éclatement de l'empire soviétique.

Le Nouvel Observateur - Vous ne regrettiez pas non plus d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes, des conseils à de futurs terroristes ?

Z. Brzezinski. - Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ?

Le Nouvel Observateur. - « Quelques excités » ? Mais on le dit et on le répète : le fondamentalisme islamique représente aujourd'hui une menace mondiale.

Z. Brzezinski. - Sottises ! Il faudrait, dit-on, que l'Occident ait une politique globale à l'égard de l'islamisme. C'est stupide : il n'y a pas d'islamisme global. Regardons l'islam de manière rationnelle et non démagogique ou émotionnelle. C'est la première religion du monde avec 1,5 milliard de fidèles. Mais qu'y a-t-il de commun entre l'Arabie saoudite fondamentaliste, le Maroc modéré, le Pakistan militariste, l'Egypte pro-occidentale ou l'Asie centrale sécularisée ? Rien de plus que ce qui unit les pays de la chrétienté...²⁷

Al-Zawahiri (Al-Qaida) transporté dans les avions de l'Otan

Avec le temps, le fait que la CIA avait créé Al-Qaida est devenu un secret de polichinelle. Mais les dirigeants US ont alors prétendu que « tout cela était terminé depuis la chute de l'Union soviétique en 1989 ». Encore un mensonge.

27 Propos recueillis par Vincent Jauvert, *Le Nouvel Observateur*, 15 janvier 1998.

Que Sibel Edmonds a dévoilé. Peu connue du grand public, cette femme courageuse mériterait pourtant d'être autant célébrée que Bradley Manning et Edward Snowden. Deux semaines après le 11 septembre, elle fut engagée comme traductrice pour le FBI grâce à sa connaissance du turc, du farsi et de l'azerbaïdjanaïs. Chargée de traduire des rapports secrets concernant les opérations terroristes menées au-dedans et en-dehors des Etats-Unis, elle put alors constater de façon directe que la CIA, les Affaires étrangères et le Pentagone avaient travaillé main dans la main avec des terroristes de haut niveau.

Par exemple, le bras droit de Ben Laden, Ayman al-Zawahiri, devenu ensuite le chef d'Al-Qaïda, s'était réuni régulièrement entre 1997 et 2001 à l'ambassade US de Bakou (Azerbaïdjan) avec des fonctionnaires de l'armée US et des services de renseignement. A cette époque, lui et des membres de la famille Ben Laden avaient été transportés dans des avions de l'Otan vers les Balkans et certaines régions de l'Asie centrale, aux fins d'y mener des opérations de déstabilisation, soutenues par le Pentagone. En 1998, le frère d'Al-Zawahiri, Mohamed, dirigeait une unité d'élite de l'Armée de Libération du Kosovo (UCK)²⁸. Tout ceci se passait dans le cadre d'une opération appelée « *Gladio B* ».

Que signifie « *Gladio B* » ? En fait, ce serait le prolongement de l'Opération *Gladio*, entamée dans les années 40 en Europe occidentale. Longtemps

28 Sur les provocations terroristes au Kosovo en 1998, voir Michel Collon, *Monopoly – L'Otan à la conquête du monde*, EPO, Bruxelles, 2000, p. 26-31.

niée par les autorités occidentales, l'existence du Réseau Gladio a bien été confirmée et ses activités éclaircies par une commission d'enquête officielle du Parlement italien, suite à un attentat commis par ce réseau à Bologne (Italie) en 1980 et dont nous parlerons plus loin. Selon cette commission, la CIA et le MI6 britannique avaient constitué tout un réseau secret paramilitaire, comprenant de nombreux éléments fascistes et collaborateurs des nazis. Une de leurs missions consistait à préparer des attentats terroristes en Europe occidentale, attentats dont les communistes seraient accusés. Les services secrets italiens baptisèrent ceci la « stratégie de la tension ». A son procès en 1984, un ancien agent de Gladio, Vincenzo Viciguerra, expliqua cette stratégie : *« Il fallait terroriser les citoyens, hommes, femmes, enfants, des gens innocents, des inconnus, engagés dans aucune activité politique. La raison était simple. Nous devions forcer ces gens à se tourner vers l'Etat pour exiger davantage de sécurité. »*²⁹

« La personne à qui on a le plus fermé la bouche dans l'histoire des Etats-Unis »

Sibel Edmonds a été décrite par la très renommée American Civil Liberties Union comme étant *« la personne à qui on a le plus fermé la bouche dans l'histoire des Etats-Unis »*³⁰. Et en effet...

29 Hugo Gijsels, Netwerk Gladio. Leuven, Kritak. 1991. Jan Willem, Gladio, EPO, Bruxelles, 1991. Daniele Ganser, NATO's Secret Armies: Operation GLADIO and Terrorism in Western Europe. New York, 2005.

30 Cité dans Dirk Adriaensens, NAVO-vliegtuigen verscheepen regelmatig heroïne van Afghanistan naar België, dewatereldmorgen.be, 8 juin 2013.

Sibel Edmonds accusa plusieurs collègues du FBI d'espionnage. Ses plaintes furent finalement examinées par le ministère de la Justice, qui ne se prononça pas mais critiqua fortement le FBI pour n'avoir pas sérieusement enquêté sur ces accusations. Les révélations d'Edmonds furent vérifiées par deux journalistes du *Sunday Times* britannique auprès de hauts fonctionnaires du Pentagone et du MI6. Le journal britannique comptait publier sur ce thème une série de quatre dossiers, mais au dernier moment, la publication fut supprimée de façon inexpliquée.³¹

Finalement, Sibel Edmonds entama la publication d'un livre *Classified Woman* racontant son expérience. Le FBI tenta de l'en empêcher. Légalement, il avait trente jours pour demander la suppression de certains passages pour raisons de sécurité. Un an plus tard, toujours rien, sauf une lettre interdisant de publier l'ouvrage. Mais Sibel Edmonds passa outre. Ses mémoires accusent de hauts fonctionnaires US de négligence, corruption et collaboration avec Al-Qaida. Et sa conclusion est très claire : les autorités US ont soutenu des réseaux du terrorisme international et du crime organisé.³²

La carte fondamentaliste pour faire éclater la Yougoslavie

Contrairement aux affirmations officielles, les dirigeants US n'avaient pas renoncé à utiliser l'arme

31 Idem.

32 Voir aussi Michel Collon et Grégoire Lalieu, *La stratégie du chaos*, Investig'Action, 2011, chapitre Afghanistan sur la CIA et le trafic de drogue en Afghanistan, p 264-267.

du terrorisme fondamentaliste et ils n'ont cessé de l'utiliser chaque fois que l'exigeaient leurs intérêts, en appliquant le principe de James Baker : « *Nous ne devons nous opposer à l'intégrisme que dans la mesure exacte où nos intérêts nationaux l'exigent.* » Entre 1990 et 1996, les Etats-Unis viennent d'employer à nouveau - très discrètement mais avec un grand succès - l'arme fondamentaliste en Bosnie. Dans quel but ? Faire éclater cette Yougoslavie qui leur était devenue insupportable : un pays qui refusait, après la chute du Mur, d'ouvrir ses portes aux multinationales, dont l'armée refusait de s'intégrer dans l'Otan, un pays qui continuait à soutenir les Palestiniens et d'autres résistances du tiers monde, un tel pays devait disparaître de la carte. Et le fondamentalisme a été un des instruments pour y parvenir.

Pour détruire la Yougoslavie, Washington a mis au pouvoir en Bosnie Alija Izetbegovic. Pas n'importe qui... En 1943, il dirige les Jeunesses musulmanes de Sarajevo et à son appel, vingt mille Bosniaques musulmans s'engagent dans les Waffen SS. La fameuse division SS « Handchar » (*couteau à couper la gorge*) sera responsable de telles atrocités à l'égard des populations serbes que même des officiers allemands se montrent choqués. En 1990, soutenu par les Etats-Unis dans sa campagne pour devenir président de la Bosnie, Izetbegovic publie à nouveau sa « Déclaration islamique » de 1970 dans laquelle il avait écrit : « *Il n'y a pas de paix ni de coexistence possible entre la religion islamique et les institutions sociales et politiques non islamiques.* »³³ Une fois au pouvoir, Izetbegovic provoque le nettoyage ethnique des

33 Sauf indication contraire, les citations sur la Bosnie sont tirées de : Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, 1998, pages 268, 269, 270, 272, 275.

zones qu'il contrôle ainsi que le constate George Kenney, responsable du dossier Bosnie aux Affaires étrangères jusqu'à sa démission en 1992 : « *A présent, nous voyons une purification ethnique menée par les Musulmans... ».*

Quand le futur roi Salman finançait la terreur en Bosnie...

Derrière cette purification et cette fanatisation, on retrouve les pétro-dollars : « *Près de Split, dans un camp de réfugiés, les cinq étrangers parlent l'arabe. Ce sont des imams saoudiens. De leurs valises, les étrangers sortent des liasses de billets de banques. La distribution peut commencer... »*³⁴

Sous couvert d'actions humanitaires, les pétro-dollars ont financé l'exacerbation du conflit entre communautés par la violence délibérée. Un ancien agent de la CIA, Bruce Riedel, a révélé que le principal financier saoudien du terrorisme en Afghanistan et en Bosnie était... Salman bin Abdulaziz Al Saud, qui est monté sur le trône en janvier 2015 avec le soutien et les félicitations d'Obama, de Hollande et de tous les dirigeants occidentaux.

Salman recruta des combattants pour Abdul Rasul Sayyaf, un combattant afghan qui a formé deux personnalités importantes : d'une part, Ben Laden et d'autre part, le cerveau des attentats du 11 septembre : Khalid Sheikh Mohamed.³⁵ Salman

34 Le Nouvel Observateur, 18 juin 1992.

35 David Weinberg, La sombre histoire du Roi Salman, Foreign Policy (USA), 27 janvier 2015.

supervisait la *Saoudi High Commission for Relief of Bosnia* qui servait de couverture aux transferts d'armes et c'est au bureau de cette organisation que des forces de l'Otan ont découvert en 2001 un trésor de matériel terroriste : photos d'attaques d'Al-Qaida avant et après, instructions pour s'emparer de badges du Département d'Etat US, cartes indiquant les accès aux bâtiments gouvernementaux US.

Pétro-dollars en Bosnie

En avril 1993, le président Izetbegovic reçoit solennellement à Riyad le Prix islamique « *en récompense de son engagement en faveur du Jihad, la guerre sainte des musulmans contre les infidèles* »³⁶. En fait, c'est un racisme militant qu'Izetbegovic pratique en Bosnie. Ainsi, le journal de son parti *Ljilian* dénonce les mariages interethniques : « *Les enfants nés de ces mariages sont des êtres frustrés. Les mélanges ne contribuent pas à enrichir le peuple.* »

Ce fanatisme raciste a été entièrement camouflé par une grande campagne orchestrée par l'agence de relations publiques US *Ruder Finn*. Cette agence a fabriqué une image de marque positive pour ce régime, comme son directeur l'a avoué au journaliste Jacques Merlino (*France 2*) : « *Le président Izetbegovic avait pris trop fortement position en faveur d'un Etat islamique et fondamentaliste. (...) Entre le 2 et le 5 août 1992, lorsque le New York Newsday a sorti l'affaire des camps (de concentration),* »

36 The King Faisal International Prize (1979 – 2003), menofia.edu.eg

*nous avons saisi l'affaire au bond et immédiatement, nous avons circonvenu trois grandes organisations juives : B'nai Brith ; American Jewish Committee et American Jewish Congress. (...) L'entrée en jeu des organisations juives du côté des Bosniaques fut un extraordinaire coup de poker. Aussitôt, nous avons pu dans l'opinion publique faire coïncider Serbes et nazis. » A quoi le journaliste fait remarquer que l'affaire des préputus camps de concentration serbes en Bosnie était bidon. Réponse directe et cynique : « *Nous sommes des professionnels. Nous ne sommes pas payés pour faire la morale.* »³⁷*

Combien de musulmans savent qu'ils ont été manipulés par une campagne de relations publiques made in USA avec l'aide du lobby sioniste US ? Combien de progressistes savent que les Etats-Unis ont joué depuis très longtemps la carte du fondamentalisme islamiste pour faire exploser les pays qui les dérangeaient ? Des pays qui par ailleurs soutenaient les Palestiniens.

En 1998, la même opération fut répétée au Kosovo pour préparer et justifier les bombardements de l'Otan contre la Yougoslavie. Donc, le bras droit de Ben Laden avait été chargé par les Etats-Unis de provoquer une escalade de violences au Kosovo selon la fameuse « stratégie de la tension ». Ce qui donna lieu à l'un des revirements les plus rapides dans toute l'histoire de la diplomatie des Etats-Unis ! Le 22 février 98, Robert Gelbard, envoyé spécial US aux Balkans, déclare : « *Je sais ce qu'est un terroriste lorsque j'en vois un. Et je vous dis que ces gens de*

37 Jacques Merlin, *Toutes les vérités yougoslaves ne sont pas bonnes à dire*, Albin Michel, 1993, p. 128-129.

l'UCK (Armée de Libération du Kosovo) sont des terroristes. » Mais à peine quatre mois et demi plus tard, le 4 juillet 98, le porte-parole officiel du Département d'Etat déclare au contraire : « *L'opinion des Etats-Unis n'est pas que l'UCK est terroriste* ».³⁸ Puis, Madeleine Albright, chef de la diplomatie US noue une alliance avec le chef de cette UCK Hashim Thaci et l'Otan va servir de force aérienne à cette UCK « ex-terroriste » dans ses affrontements avec l'armée yougoslave.

Spectaculaire blanchissement ! Terroriste un jour, ami le lendemain : on ne saurait mieux confirmer la déclaration de James Baker évoquée plus haut.

Comment le djihad est arrivé en Europe

Dans son livre « *Comment le Djihad est arrivé en Europe* », le journaliste allemand Jürgen Elsässer confirme les révélations de Sibel Edmonds : « *J'ai étudié le cas d'Al Zawahiri, le bras droit de Ben Laden, qui était le chef des opérations dans les Balkans. Au début des années 90, il a voyagé tout au travers des États-Unis avec un agent de l'US Special Command pour collecter de l'argent pour le Djihad ; cet homme savait qu'il participait à cette collecte d'argent dans une activité qui était appuyée par les États-Unis.* »³⁹

Une fois la guerre en Afghanistan terminée, Oussama Ben Laden a recruté ces militants

38 Michel Collon, *Monopoly - L'Otan à la conquête du monde*, EPO, Bruxelles, 2000, p. 26.

39 Arrêt sur Info, interview par Silvia Cattori en 2006, republiée le 11 janvier 2015.

djihadistes, les a entraînés - partiellement avec le soutien de la CIA - et les a mis en place en Bosnie, en Yougoslavie et en Tchétchénie, toujours avec le soutien de la CIA. Ce qui ne signifie pas que celle-ci contrôlait l'ensemble et le détail des opérations.

Ce que les Etats-Unis ont fait en Irak....

Je suis allé deux fois en Irak. La deuxième fois, c'était en 2002, dans une mission internationale pour la paix alors que Bush préparait son invasion. A mes côtés, se trouvait notamment le docteur belge Geert Van Moorter qui enquêtait sur la situation sanitaire déplorable créée par l'embargo occidental. Geert est un homme très courageux et il est retourné en Irak juste avant les bombardements US. Il entendait témoigner et aider dans la mesure de ses moyens. Son témoignage sur place nous a fait comprendre ce que les médias occidentaux ne montraient pas : *« Les Etats-Unis sont confrontés à une résistance croissante qu'ils essaient de briser en menant une sale guerre. Ils « éliminent les terroristes » dans des villes et villages entiers. J'ai pu voir les résultats dans les hôpitaux: de nombreux civils tués et blessés par bombes, abattus aux check-points, lors de perquisitions à domicile, en rue. J'ai pu constater que l'armée US elle-même est un facteur d'insécurité. Ses soldats tirent sur tout ce qui leur semble suspect. Même sur les ambulances, malgré l'interdiction de la Convention de Genève. Un soldat interrogé à ce propos m'a répondu: « Cette ambulance aurait pu être pleine d'explosifs ».*

*« Et ils savent qu'ils peuvent agir impunément. En août 2003, j'ai demandé à un MP (police militaire) américain ce qu'il faisait s'il voyait des suspects s'enfuir. Il a répondu : ‘On les liquide’. Il ne devait même pas rédiger de procès-verbal quand un soldat américain abattait un Irakien. Et si jamais il fallait faire un rapport, ‘on adapte l'histoire en disant que le type s'est enfui en tirant’ ».*⁴⁰

... est la principale fabrique du terrorisme

Contrairement au mythe médiatique de la libération de l'Irak qui aurait été applaudie par la population, les « libérateurs » US ont d'emblée rencontré une résistance acharnée de cette population. Et pas seulement des pro-Saddam. C'est pourquoi, très rapidement, les chefs militaires US ont ordonné à leurs troupes de recourir à la violence systématique pour intimider la population. Les tortures d'Abou Ghraib n'étaient pas des « bavures », mais bien l'esprit même de l'occupation.

Aujourd'hui, chacun se demande comment les frères Kouachi et Coulibaly ont pu faire preuve de tant de sauvagerie, comment ils ont pu à ce point nier à leurs victimes leur caractère d'êtres humains. Alors, il convient d'approfondir notre réflexion : d'où est venu l'exemple ? Ce n'est pas parce que la majorité de la population française s'informe seulement à travers le filtre de ses médias traditionnels que les atrocités commises en

40 Geert Van Moorter, Pas d'indiscrets en Irak, Solidaire (Belgique), 14 mars 2005.

Irak n'ont pas existé. Elles ont existé, elles ont été connues par les jeunes s'informant sur Internet et elles ont provoqué un choc psychologique qui a manifestement été sous-estimé.

A mes yeux, la réponse est claire : la violence maximale et la déshumanisation de l'ennemi ne tombent pas du ciel, ne proviennent pas de gens « monstrueux par nature » ou ayant seulement subi de mauvaises influences. Non, les premiers professeurs de tout cela, ceux qui ont montré l'exemple, ce sont George Bush et Barack Obama. L'exemple est venu d'en haut, de ces guerres impériales et menées avec cruauté. Voilà pourquoi il faut absolument étudier soigneusement ce qui s'est passé en Irak et que les médias nous ont dissimulé...

Le commandant des forces US : « *Le danger, c'est que sunnites et chiites collaborent* »

Au début de l'invasion US, la résistance était forcément dispersée. D'autant que Saddam Hussein avait donné instruction de constituer des cellules de résistance très autonomes à l'échelle locale ; et il avait pris des dispositions pour disséminer les armements. Cependant, après quelques mois seulement, voilà que les diverses forces de résistance se prêtent main forte. Ainsi, quand l'armée US affame la population sunnite de Fallujah et l'assiège avec une brutalité inouïe (la résistance ne sera finalement vaincue qu'avec des armes chimiques), la solidarité provient aussi des chiites : des camions de nourriture et d'aide humanitaire

affluent de leurs régions : « *Sunnites, chiites, cela n'a plus d'importance maintenant* », témoigne Sabah Saddam, 32 ans, qui a pris congé pour conduire un camion de secours.⁴¹

Les jeunes chiites viennent aussi combattre : des jeunes gens de la banlieue chiite de Bagdad prennent le bus avec leurs fusils, puis contournent les check-points des *Marines*, pour participer aux combats. Témoignage de Nimaa Fakir, 27 ans, ancien enseignant et milicien de l'Armée de Mahdy, une très importante milice chiite : « *Nous avons reçu de nos dirigeants des ordres pour combattre comme un seul homme. Nous voulons intensifier le combat, augmenter le nombre de victimes et chasser les Américains. Pour cela, nous devons joindre nos forces.* »⁴²

Cette unité de la résistance inquiète très fort l'armée d'occupation : « *Le danger, c'est que nous pensons qu'il peut y avoir jonction à la base entre les sunnites et les chiites. Nous devons tout faire pour l'empêcher.* », s'alarme le Lieutenant Général Ricardo Sanchez, commandant des forces d'occupation. Le *New York Times* fait écho : « *La coopération croît entre sunnites et chiites. Cela préoccupe les USA.* »⁴³ Tout est dit.

Cette force imprévue de la résistance irakienne va entraîner une réaction double des chefs militaires US : 1. Tout faire pour provoquer des conflits entre chiites et sunnites. 2. Intimider la population en recourant à des méthodes illégales : la « sale guerre » commence...

41 Jeffrey Gettleman, *Sunni-Shiite Cooperation Grows, Worrying U.S. Officials*, 8 avril 2004.

42 Idem.

43 Idem.

Pour semer la guerre des religions, le gouverneur US Paul Bremer manoeuvre pour diviser les Irakiens sur base de leur origine, en commençant par les collabos irakiens qu'il désigne pour faire partie de l'Iraqi Governing Council ; pour lui, il n'y a plus de nationalité irakienne, chacun est étiqueté sunnite, chiite, kurde, chrétien, assyrien ou turkmène, Bremer prend le contrepied de la politique d'intégration qui avait précédé.

En réalité, ce sont les Etats-Unis eux-mêmes qui ont transformé l'Irak en une poudrière inter-communautaire. Et ce n'est pas un hasard, cette stratégie avait déjà été annoncée par le très influent Richard Perle et ses collègues néo-conservateurs dans un document de 1996 : selon eux, un changement de régime par les armes « *provoquerait l'éclatement de l'Irak par la politique des seigneurs de guerre, des voleurs, des clans, des sectes et des grandes familles.* »⁴⁴

Cette stratégie de morcellement et d'exacerbation des conflits locaux avait été proposée dès 1982 par Oded Yinon, alors ministre israélien des Affaires étrangères : « *L'Irak peut être divisé selon les lignes régionales et ethniques, tout comme la Syrie (...) Trois Etats se formeraient autour des trois grandes villes.* »⁴⁵

« *Nous devons terroriser les Irakiens* »

Pour intimider la population irakienne, Paul Bremer décide d'organiser des milices paramilitaires

44 A Clean Break, A New Strategy for Securing the Realm, cité notamment sur *Information Clearing House*.

45 Oded Yinon, Stratégie pour Israël dans les années 80, revue *Kivounim*, Jérusalem, février 1982.

échappant à la discipline et aux conventions internationales sur les règles de la guerre. Le célèbre journaliste US Seymour Hersh révèle le 15 décembre 2003, en citant un conseiller de l'armée US : « *La seule manière, dont nous pouvons gagner, c'est de passer aux méthodes non conventionnelles. Nous devons terroriser les Irakiens et les forcer à se soumettre. La nouvelle opération sera une chasse à l'homme préventive.* »⁴⁶ Fin de citation du pays grand défenseur des droits de l'homme.

Le Pentagone a donc recruté des mercenaires, choisis parmi les couches les plus criminelles de la population irakienne, les a fait entraîner par des compagnies de milices privées comme DynCorp, active en Colombie et précédemment dans l'ombre de diverses dictatures militaires d'Amérique latine. Ici, on passe dans la guerre illégale, celle qui bafoue volontairement toutes les conventions internationales sur les règles de la guerre. Ainsi, un rapport du Pentagone, dévoilé par l'hebdomadaire US *Newsweek*, recommande : « *La population sunnite ne paie aucun prix pour le soutien qu'elle accorde aux terroristes. De leur point de vue, ce soutien demeure sans conséquences. Nous devons changer cela.* »⁴⁷ L'idée était de former des milices sectaires et de les employer pour terroriser les Irakiens et déclencher une guerre civile en Irak.

46 Seymour Hersh, *Moving Targets*, *The New Yorker*, 15 décembre 2003.

47 Seymour Hersh, *Moving Targets*, *The New Yorker*, 15 décembre 2003.

« Option Salvador » : Comment les USA appliquent la sale guerre

Pour appliquer les méthodes de cette sale guerre, Bush envoya à Bagdad John Negroponte et Steve Casteel qui avaient conçu en Amérique latine une stratégie de terreur qu'on appela ensuite « Option Salvador ». Les y a rejoints l'ex-colonel James Steele, qui avait appliqué cette stratégie sur le terrain en 1984 - 1986 et qui fut nommé « conseiller » à l'ambassade US de Bagdad. En quoi consistait cette Option Salvador ? C'était une stratégie de terrorisme d'Etat et de punition collective contre l'ensemble d'une population pour qu'elle cesse de soutenir la résistance.

Le prêtre salvadorien Daniel Santiago témoigne de ce qui a été commis par Steele et ses collègues dans son pays : *« Au Salvador, les escadrons de la mort ne tuent pas simplement les gens. On les décapite, on place leurs têtes sur des piques et on garnit ainsi le paysage. La police salvadorienne ne tuait pas seulement les hommes, elle coupait leurs parties génitales et les fourrait dans leurs bouches. Non seulement la Garde nationale violait les femmes salvadoriennes, mais elle arrachait leurs utérus et leur en recouvrait le visage. Il ne suffisait pas d'assassiner leurs enfants, on les accrochait à des barbelés jusqu'à ce que la chair se sépare des os, et les parents étaient forcés de regarder. »*⁴⁸

Ces commandos policiers étaient supervisés par Steve Casteel, ancien fonctionnaire de la DEA, qui fut chargé de coordonner les milices paramilitaires

48 Cité par Noam Chomsky, The crucifixion of Salvador, in What Uncle Sam really wants, Odonian Press, 1993.

et les escadrons de la mort en Colombie. Il fut ensuite envoyé à Bagdad pour recommencer le même travail. Et Casteel importa en Irak les méthodes appliquées au Salvador jusque dans certains détails : durant les razzias, les hommes portaient des cagoules et des gants de cuir noir. Il faut remarquer que, même s'ils terrorisaient la population sunnite, les membres et même les responsables de ces escadrons de la mort étaient sunnites. Ce n'était pas une guerre de religion, mais une guerre terroriste planifiée par les Etats-Unis.⁴⁹

Un fonds secret de 3 milliards \$

Cette opération n'était pas accessoire dans l'intervention US. Le 6 novembre 2003, le *New York Times* indiquait que le gouverneur Bremer soutenait la création d'une milice paramilitaire. Le 1^{er} janvier 2004, le journaliste US *freelance* Robert Dreyfuss indiquait que ce programme de milices paramilitaires serait organisé dans tout l'Irak, en regroupant des milices faisant partie de groupes d'opposition revenus d'exil. Et il comparait cette opération de terreur et d'assassinats extrajudiciaires à l'*Opération Phenix* qui avait été appliquée au Vietnam : « *Le fonds secret de trois milliards de dollars servira à des opérations secrètes camouflées en 'programme secret' de l'US Air Force.* »⁵⁰

En juin 2004, le général Petraeus, qui deviendra

49 Dirk Adriaensens, *Van El Salvador naar Irak*, dewaterdmorgen.be, 11 mars 2013.

50 Robert Dreyfuss, *Phoenix rising*, revue The American Prospect, volume 15, 1er janvier 2004.

chef de la CIA sous Obama, fut chargé d'organiser dans le même esprit la formation des unités de l'armée et de la police irakiennes. C'est alors que les escadrons de la mort plongèrent l'Irak dans une guerre civile effroyable. Pour vaincre la résistance de tout un peuple, les dirigeants US ont donc appliqué les méthodes les plus perverses et les plus barbares, niant toute dignité à l'être humain.

« Je ne considérais pas les Irakiens comme des êtres humains »

Qu'est-ce qui a amené Bradley Manning à se révolter et à transmettre à Wikileaks les dossiers secrets de la guerre en Irak ? Cette petite phrase : *« Je ne considérais pas les Irakiens comme des êtres humains »*.

Qui l'a prononcée ? Steven Green, 26 ans, un des cinq soldats qui le 12 mars violèrent une jeune fille de 14 ans, Abeer, avant de la tuer et de la brûler ainsi que toute sa famille. Travaillant comme analyste de documents pour l'armée des Etats-Unis, Manning rencontra des centaines de documents de ce type. Et il constata la mauvaise foi et la censure de ses chefs. Le 2 mars 2010, on lui demanda d'étudier la détention de quinze personnes arrêtées par l'*Iraqi National Police* pour « diffusion de littérature anti-irakienne ». Très vite, il conclut à leur innocence. Ces personnes avaient seulement rédigé des rapports scientifiques sur la corruption au sein de l'administration Maliki et ses conséquences

pour la société irakienne. Il était évident que ces personnes allaient être torturées et éliminées. Cependant, ses supérieurs lui dirent de laisser tomber et d'aider la Police Nationale à arrêter davantage de dissidents. « *C'est alors que j'ai décidé de transmettre l'information à WikiLeaks en espérant qu'ils empêchent la Police Nationale de s'en prendre encore plus durement aux opposants.* »

Manning prend donc conscience du caractère criminel de l'occupation en regardant les vidéos incluses dans ces dossiers : « *Le plus troublant pour moi était la soif de meurtre témoignée par les membres de l'Air Force. Ils déshumanisaient les personnes qu'ils abattaient et dont la vie humaine ne semblait avoir aucune valeur. Ils les appelaient 'dead bastards' et se félicitaient pour leur habileté à les tuer en masse. Pour moi, c'était pareil à un enfant qui martyrise des fourmis avec une loupe.* »⁵¹

Les multiples atrocités commises en Irak et révélées par Manning et WikiLeaks, si elles étaient étudiées comme il faut par la presse, enverraient devant des tribunaux de guerre la plupart des dirigeants politiques, militaires et des services secrets liés à la guerre contre l'Irak. Mais la presse a beaucoup plus parlé de Manning lui-même et des accusations portées contre ce 'traître' que de ses révélations qui furent largement étouffées. Pourtant, le *Brussels Tribunal*, commission d'enquête indépendante, a tenu plusieurs sessions de qualité sur ces atrocités, mais on ne peut dire que les grands médias se soient bousculés pour les relayer.

51 Cité dans Dirk Adriaensens, *Ik beschouwde Irakezen niet als mensen*, dewereldmorgen.be, 12 juin 2013.

Déshumanisation : l'exemple vient d'en haut

Je connais bien Dirk Adriaensens, un des animateurs courageux de ce Brussels Tribunal. Lui aussi était avec moi en Irak en 2002. Très amer sur l'étouffement de ces crimes, il affirme qu'il ne s'agit pas de bavures isolées mais d'une mentalité très répandue : « *J'ai rencontré Ross Caputi, ancien Marine qui participa à la bataille de Fallujah en novembre 2004. Il fut tellement troublé par tout ce qu'il avait vu en Irak qu'il en a pété les plombs et fut même arrêté. A présent, il a quitté l'armée, s'est marié à une américano-irakienne et a lancé le Justice for Fallujah Project.* »

Sur sa page facebook, Caputi a eu une conversation très significative avec plusieurs soldats de son ancien peloton à propos du « *Golden Shower Incident* ». Cette photo où on voit des soldats US uriner sur le cadavre d'un combattant afghan.

- Angelo Joe Martinez : Tu ne gagnes aucune guerre en suivant les règles. Je te donne un exemple, il y avait des bombes partout dans les talus. Jusqu'à ce que tu captures un insurgé, l'abattes, l'attaches à l'avant de ton véhicule et parades dans les rues afin que tout le monde le voie. Ce fut la dernière fois qu'on a eu des bombes dans les talus.

- Ross Caputi : Angelo, tu te rends compte que ce que tu décris est un crime de guerre. Tu parlais de moralité ? Ce que tu décris là, c'est un acte de terrorisme (définition dans le manuel du ministère de la Défense : l'usage illégal de violence ou

de menace pour créer l'angoisse et faire chanter les gouvernements ou des communautés). Tu viens de décrire un usage illégal de la violence pour forcer Ramadi à la passivité.

- Angelo Joe Martinez : Oh ! Ah bon ! Félicitations, Caputi ! Maintenant, tu sais comment on gagne les guerres.

- Adam Banotai : Ross, je ne comprends pas que personne ne t'ait encore tranché la gorge. J'espère que tu auras une mort lente et douloureuse, afin que je puisse pisser sur ta figure.

- Ross Caputi : Je vois que vous défendez tous le racisme, les crimes de guerre et le terrorisme comme stratégie.

- Adam Banotai : Caputi, je ne savais pas que tu étais marié avec une Haji. Je retire ce que j'ai dit à propos de pisser sur ta figure. Puisque malheureusement ta femme a survécu au phosphore blanc, j'espère que ce sera elle qui mourra afin que je puisse pisser sur sa figure pendant que tu regardes.

Voilà à quelle barbarie a mené la guerre des Etats-Unis en Irak ! A fabriquer des milliers de monstres sadiques. Et des milliers de fous : un très grand nombre de soldats US sont traumatisés à vie par ce sadisme généralisé.

En déclenchant une atroce guerre de religion en Irak, les dirigeants des Etats-Unis n'ont-ils pas semé la haine à une échelle industrielle ? En orga-

nisant une telle violence militaire et paramilitaire, les dirigeants des Etats-Unis n'ont-ils pas donné au monde entier un exemple qui devait fatallement être suivi ?

La violence de Daesh et d'autres groupes terroristes n'est pas un phénomène incompréhensible. Ils suivent l'exemple venu de Washington. Et les dirigeants français si dociles envers les Etats-Unis peuvent-ils se prétendre innocents de ce qui est arrivé à Paris ?

« En Libye, l'Otan s'est alliée à Al-Qaida »

Puis, ce fut au tour de la Libye d'être plongée dans le cauchemar. Après une enquête sur place durant les bombardements, nous avions écrit dans un petit livre sur cette guerre : « *L'Otan s'est alliée à la section libyenne d'Al-Qaïda.* » Sur base du rapport d'enquête rédigé par des anciens des services secrets français, dirigés par Yves Bonnet, ancien patron de la Direction de la Surveillance du Territoire. En effet, le « Groupe islamique de combat libyen » (GICL) avait été fondé en Afghanistan au début des années 90. Il figurait sur la liste des organisations terroristes de l'ONU. Une grande partie de ses militants était ensuite revenue en Libye pour y imposer un Etat islamique radical. En 1996, ils avaient essayé de tuer Kadhafi, lequel lança aussitôt une lutte sans merci contre le GICL et Al-Qaida. La Libye fut le premier Etat à réclamer un procès contre Ben Laden.

Donc Washington savait très bien à qui elle avait

affaire quand elle a décidé de soutenir les forces islamistes de Benghazi. Car un rapport de l'Académie militaire de West Point indiquait dès 2007 : « *La région de Benghazi à Tobrouk représente une des plus grandes concentrations de terroristes au monde* ».⁵² Et la CIA, dans une note divulguée par Wikileaks, ajoutait : « *Les individus les plus dangereux pourraient avoir une influence dans le cas où Kadhafi devrait tomber.* »⁵³

Malgré ces avertissements, l'administration Obama a quand même joué cette carte terroriste. Revenu d'Afghanistan, Hakim al-Hasidi a été nommé responsable du gouvernement d'opposition pour la sécurité à l'Est de la Libye et a déclaré : « *Les membres d'Al-Qaida sont de bons musulmans et se battent contre l'envahisseur (Kadhafi).* » Aussitôt approuvé par l'amiral Stavridis, commandant suprême des Forces alliées de l'Otan en Europe : « *Des douzaines d'anciens combattants du GICL participent aux efforts des rebelles visant à renverser Kadhafi. Ils le font à titre personnel, pas comme groupe constitué* ».⁵⁴ « A titre personnel » ! Une nuance remarquablement hypocrite.

Pourquoi fallait-il absolument assassiner Kadhafi ?

Beaucoup d'observateurs se sont demandés pourquoi il était nécessaire d'assassiner Kadhafi et pour-

52 Michel Collon, Libye, Otan et médiemensonges, Investig'Action, 2011, page 151.

53 Idem, page 151.

54 Idem, page 171.

quoi Hillary Clinton était si radieuse en apprenant sa mort ? Bien sûr, « faire un exemple » est toujours utile pour intimider les chefs d'Etat du Sud tentés de résister. Leur montrer qu'on ne peut pas lâcher les Etats-Unis sans craindre pour sa vie est une motivation réelle. Cependant, on sentait bien que Clinton nous cachait quelque chose, mais quoi ?

La réponse semble en train d'arriver. Le 28 janvier 2015, ont été rendus publics des enregistrements du Pentagone mentionnant des conversations avec des généraux et des amiraux US. Ces bandes indiquent que des entretiens privés avaient eu lieu entre dirigeants libyens et envoyés US, ceux-ci avaient été assurés que Kadhafi n'allait pas engager l'armée contre les manifestants et les opposants (ce qui nous a été confirmé sur place par des ministres libyens en été 2011) et même qu'il était prêt à abdiquer et à s'exiler. Le parlementaire Denis Kucinich, qui fut candidat démocrate aux élections présidentielles de 2008, avait informé Clinton sur ses conversations avec Kadhafi. Seif, un des fils Kadhafi, avait même demandé au gouvernement US d'envoyer sur place une « *fact finding mission* », une commission d'enquête pour vérifier que la situation sur le terrain n'était pas du tout ce que les médias racontaient. Commentaire amer de Kucinich : « *C'était comme les armes de destruction massive en Irak. C'était basé sur un faux rapport* ».⁵⁵

Le double jeu d'Hillary Clinton

Et si Clinton avait besoin de cacher son double jeu ?

55 Secret tapes undermine Hillary Clinton on Libyan war, on peut écouter une bande sur www.washingtontimes.com/news/2015/jan/28

Entre 2004 et 2009, les Etats-Unis et la Libye ont collaboré. Assez étroitement même. L'administration Bush avait besoin de partenaires arabes pour contrer Ben Laden qui s'était retourné contre eux. La CIA a donc coopéré avec les services secrets libyens (une grande naïveté qui permettra l'infiltration de la CIA dans l'administration libyenne). Des islamistes takfistes ont même été livrés à Kadhafi et pas forcément pour être bien traités.

Pour échapper au sort qui venait d'être infligé à l'Irak, Kadhafi a fait de grandes concessions aux multinationales occidentales et au néolibéralisme. Causant même un recul social, limité mais réel, dans son pays. Cependant, Kadhafi n'a pas voulu aller trop loin et il est resté fidèle à l'indépendance de son pays, à la solidarité avec les pays africains et aux relations Sud-Sud, qu'il a refusé de trahir.

Du coup, l'administration Obama - Clinton l'a trouvé beaucoup moins utile. D'autant qu'entre-temps, la rébellion en Irak avait exigé de recourir de nouveau à la stratégie « guerre de religions ». Le terrorisme islamiste était redevenu un allié qu'on ne pouvait montrer mais qui serait très utile si on attaquait la Syrie.

« Nous allons prendre 7 pays : Irak, Syrie, Liban, Libye, Somalie, Soudan, Iran »

« Mais l'attaque contre la Syrie n'a eu lieu qu'en 2011, suite à des manifestations spontanées », dira-t-on. Seuls les naïfs pensent qu'une guerre se décide au der-

nier moment. En fait, elle se prépare longtemps à l'avance, même si la date dépend de l'occasion qui se présente (ou qu'on provoque).

Ce sont les puissances occidentales qui ont réussi à faire croire qu'elles réagissaient à des événements spontanés. Le fin du fin, ce fut même d'arriver à se faire critiquer pour une présumée passivité et de se faire prier pour intervenir.

En réalité, l'agression contre la Syrie est préparée depuis longtemps. Elle fait partie d'un plan d'ensemble de recolonisation du Moyen-Orient préparé sous Bush.

Ce plan fut ensuite révélé par le général Wesley Clark, pas vraiment un gauchiste puisqu'il dirigea les bombardements de l'Otan contre la Yougoslavie en 1999. A la retraite et visitant un ami au Pentagone en 2001, Clark raconte : « *Un général m'a dit : Je viens de recevoir un mémo confidentiel ('classified') du secrétaire à la Défense : nous allons prendre sept pays en cinq ans, en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran'.* »⁵⁶

Bien sûr, l'échec de Bush a démontré qu'on ne pouvait attaquer trop de pays en même temps et que l'occupation terrestre n'était pas la méthode la plus efficace. On a donc changé la tactique mais pas du tout renoncé à « prendre la Syrie ».

56 Democracy Now (video), 2 mars 2007,

« *En 2009, les Anglais m'ont dit :
On va attaquer la Syrie* »

Cela ressort clairement des confidences de Roland Dumas, ancien ministre français des Affaires étrangères : « *Les Anglais préparaient la guerre en Syrie deux ans avant les manifestations en 2011. J'ai été deux ans, à peu près, avant que les hostilités ne commencent en Syrie, je me trouvais en Angleterre par hasard (...) J'ai rencontré des responsables anglais et quelques-uns qui sont mes amis m'ont avoué, en me sollicitant, qu'il se préparait quelque chose en Syrie. L'Angleterre préparait l'invasion des rebelles en Syrie. Et on m'a même demandé à moi, sous prétexte que j'étais ancien ministre des Affaires étrangères, si je participerais comme ça à cette... J'ai évidemment dit le contraire, je suis Français, ça ne m'intéresse pas. C'est pour dire que cette opération vient de très loin, elle a été préparée, conçue, organisée (...) dans le but très simple de destituer le gouvernement syrien, car dans la région il est important de savoir que ce régime syrien a des propos anti-israéliens. (...) J'ai la confidence du premier ministre israélien qui m'avait dit : on essaiera de s'entendre avec le premier ministre (syrien) et avec les Etats autour et ceux qui ne s'entendront pas, on les abattra.* »⁵⁷

Renversement d'alliances

Depuis quand l'attaque contre la Syrie a-t-elle été préparée de façon concrète ? Plus tôt encore que 2009, si l'on en croit le journaliste US très bien informé Seymour Hersh qui écrivit en 2007 : « *Le*

57 LCP, ça vous regarde, 14 juin 2013, vidéos sur Youtube.

gouvernement saoudien fournirait, avec l'approbation de Washington, des fonds et l'aide logistique pour affaiblir le président Bachar-el-Assad de Syrie. »⁵⁸ Il faut dire qu'à l'époque les tensions Washington-Téhéran sont au plus fort et que l'Iran redevient une cible prioritaire. Ce qui implique d'affaiblir d'abord son allié la Syrie.

Voilà sans doute pourquoi Hillary Clinton a de nouveau et brutalement renversé les alliances qui avaient été nouées avec Kadhafi. Considérant qu'Al-Qaida allait être à nouveau utile et qu'en outre, en renversant Kadhafi, on renforcerait Israël, on affaiblirait les Arabes et on s'emparerait du pétrole et du gaz libyen, un butin très précieux. D'où l'attaque surprise de 2011, sous des prétextes qui étaient de purs médiamensonges. Il est quand même frappant que Kadhafi ait été reçu avec sa tente et tous les honneurs à l'Elysée de Sarkozy et que, deux ans plus tard, il soit redevenu tout d'un coup totalement infréquentable ?

C'est ainsi que s'est nouée cette alliance USA-Al Qaida, dénoncée dans notre livre *Libye, Otan et médiamensonges*. Avec les conséquences prévisibles. Quand vous utilisez al-Qaïda, vous savez quand ça commence, vous ne savez jamais quand ça finit. Nous annoncions dès la fin 2011 : « *La guerre n'est pas finie et la tragédie ne fait que commencer. Ce pays (la Libye) va plonger dans le même enfer que l'Irak* »⁵⁹. Et ce livre annonçait aussi que le terrorisme libyen allait s'exporter dans les pays de la région. Ce n'était pas

58 Seymour Hersh, The Redirection, *The New Yorker*, 5 mars 2007.

59 Michel Collon, *Libye, Otan et médiamensonges*, Investig'Action, 2011, page 171.

difficile à prévoir et cela s'est effectivement réalisé autour du Mali.

Et, très vite après la chute de Kadhafi, un grand nombre de ces jihadistes ont été « réexportés » vers la Syrie. Où l'utilisation de la carte terroriste atteindra de nouveaux sommets, nous le verrons au chapitre suivant. Mais d'abord, il convient d'expliquer ce changement de stratégie de Washington.

Le retour de la stratégie Brzezinski

Après le piteux bilan des guerres par occupation directe de Bush en Irak et en Afghanistan, Obama hésite. La guerre directe par des bombardements de l'aviation US ne suffit pas à prendre le contrôle d'un pays. La guerre directe par l'envoi de troupes au sol pourrait y arriver mais présente de gros inconvénients : elle coûte cher, elle réunifie la résistance de la population locale, elle choque l'opinion internationale et augmente l'impopularité des Etats-Unis. Le nouveau président entend éviter le retour des énormes manifestations internationales de 2003 lorsque Bush a déclenché sa guerre contre l'Irak et pour son pétrole. Tout faire pour éviter l'impopularité d'un nouveau Vietnam.

Dès lors, Obama va recourir de nouveau à la « stratégie Brzezinski » qui avait donné de si bons résultats en Afghanistan à partir de 1979. Financer et armer une guérilla recourant au terrorisme pour déstabiliser et puis renverser le pouvoir.

Ce changement de méthodes, appliqué en 2011 contre la Libye mais surtout contre la Syrie n'est pas une surprise. Nous en avions décrit les motivations en 2008 dès l'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche après l'échec de George Bush⁶⁰. D'abord, il faut situer ces questionnements sur la tactique dans le contexte global des Etats-Unis et du déclin inévitable de leur Empire. Dont Brzezinski est lui-même parfaitement conscient, puisqu'il écrit en 1997 : « *A long terme, la politique globale est vouée à devenir de moins en moins propice à la concentration d'un pouvoir hégémonique dans les mains d'un seul Etat. L'Amérique n'est donc pas seulement la première superpuissance globale, ce sera très probablement la dernière.* »⁶¹

De façon surprenante, ce pessimisme est partagé par les idéologues et stratégies néo-conservateurs qui pensent derrière et pour George Bush. En effet, dans leur célèbre manifeste *Project for a New American Century* (PNAC), rédigé en 1992 par Paul Wolfowitz et ses amis, on trouve évidemment toute l'idéologie militariste de la nouvelle croisade, mais aussi cette remarque qui attire l'attention : « *Actuellement, les Etats-Unis ne rencontrent aucun rival mondial. La grande stratégie de l'Amérique doit viser à préserver et étendre cette position avantageuse aussi longtemps que possible (...) Préserver cette situation stratégique désirable dans laquelle les Etats-Unis se trouvent maintenant exige des capacités militaires prédominantes au niveau mondial.* »⁶² .

60 Michel Collon, Quelle sera demain la politique internationale des USA ?, site Investig'Action, septembre 2008.

61 Zbigniew Brzezinski, Le Grand Echiquier L'Amérique et le reste du monde, Hachette 1997, p. 267.

62 Project for a New American Century (PNAC), Rebuilding America's Defenses, septembre 2000.

La guerre indirecte : de « basse intensité »...

Analysant en 2008 l'échec de Bush et de sa guerre brutale à visage ouvert, nous avions annoncé : « *L'autre option, c'est celle défendue par Brzezinski et qu'il aime à appeler 'soft power' (le pouvoir en douceur). D'autres parlent d'un 'impérialisme intelligent'. En fait, il s'agit de réaliser les mêmes objectifs des Etats-Unis, mais par des formes de violence moins directes, moins visibles. En comptant moins sur les interventions militaires US, très coûteuses, et davantage sur les services secrets, les manœuvres de déstabilisation, les guerres par pays interposés, et sur la corruption aussi... »*⁶³

En droit international, on distingue les conflits de basse et de haute intensité. Le premier oppose soit un État à un ou des groupes armés, soit un groupe armé à un autre groupe armé. Par contre, le conflit de haute intensité implique un centre de commandement unifié pour ces groupes. Tous deux sont bien distingués du « conflit armé international », au sens classique, auquel on réserve le terme de « guerre » parce que c'est un conflit militaire entre deux Etats. L'inconvénient d'une guerre déclarée est évident pour les Etats-Unis : ils seraient soumis au droit international (même s'ils ont toujours refusé de le respecter) et pourraient être tenus pour responsables des dommages créés.

Pour diverses raisons - qui peuvent se résumer en deux mots : discréetion et non-responsabilité - les Etats-Unis ont décidé de recourir le plus possible aux guerres de basse intensité. Plus efficaces, moins chères, plus discrètes.

63 Michel Collon, Quelle sera demain la politique internationale des USA ?, site Investig'Action, septembre 2008.

... bien plus discrète...

A la différence des années Bush, la stratégie Brzezinski privilégie ces guerres de basse intensité. Elle n'est donc nullement plus morale, mais se veut seulement plus intelligente et plus efficace. Il s'agit de recourir à d'autres formes d'intervention.

Souvent, on ne pense qu'à la forme la plus visible de l'agression, c'est-à-dire l'intervention militaire des Etats-Unis. En réalité, ils disposent de toute une panoplie. Si on veut établir une typologie complète, dans l'ordre d'intensité, on doit compter les formes suivantes : 1. Corruption des dirigeants locaux. 2. Chantage sur ces dirigeants locaux. 3. Campagnes médiatiques de diabolisation. 4. Désstabilisations diverses. 5. Embargos et blocus commerciaux. 6. Coups d'Etat. 7. Provocations de séparatismes. 8. Guerres par intermédiaires. 9. Bombardements. 10. Occupations terrestres.

Toute une gamme de méthodes, on le voit, et qui peuvent évidemment se combiner. Mais toutes constituent des agressions, toutes appliquent une conception violente des relations internationales.

Sur base de cette analyse, nous annoncions en 2008 : « *Si les Etats-Unis décident d'appliquer la stratégie Brzezinski, il y aura sans doute moins de guerres directes. Et elles se feront le plus possible en concertation avec les alliés. Ce qui permettra également de mieux soigner l'image médiatique et la manipulation de l'opinion. Et surtout, en faisant travailler davantage la CIA, on s'efforcera de remplacer les guerres menées directement par les Etats-Unis par des guerres indirectes*

. Faire se

battre des pays voisins en soutenant « le bon » sous toutes sortes de prétextes. Ce fut la méthode employée avec succès par Clinton contre la Yougoslavie. »⁶⁴

...et en sous-traitance

Les stratèges US appellent cela « *proxy war* » : la guerre par intermédiaires. Quels intermédiaires ? Il y a plusieurs possibilités. Soit des groupes locaux formés et encadrés par la CIA pour mener des coups d'Etat. Soit des mouvements séparatistes qu'on arme pour fomenter des guerres civiles. Soit un Etat de la région qu'on finance pour attaquer son voisin. Et quand tout cela n'est pas possible ou a échoué, Washington finance des organisations terroristes pour créer le chaos.

Aujourd'hui, que peut-on trouver mieux que ce qu'on appelle « les islamistes » pour faire le sale boulot à la place de l'armée US ? Ce fut le cas en Afghanistan, en Bosnie, au Kosovo, en Tchétchénie, en Irak, en Libye, en Syrie et dans bien d'autres pays encore. Washington n'a aucun scrupule à utiliser les pires instruments pour s'assurer le contrôle de certaines régions stratégiques : Moyen-Orient, mais aussi Caucase, Asie du sud et du centre, Corne de l'Afrique et même Afrique centrale. C'est en fonction de leurs seuls intérêts que les Etats-Unis s'allient un jour avec des terroristes qu'ils combattent le lendemain avant de se réconcilier le surlendemain.

Dans d'autres pays, on peut utiliser les tribalismes

⁶⁴ Idem.

ou les intégristes hindouistes (Tigres tamouls, droite fasciste hindoue en Inde) ou les bouddhistes islamophobes (comme au Sri Lanka) ou les intégristes bouddhistes (Falung gong, Birmanie, Sri Lanka), ailleurs les groupes néo-évangélistes (comme l'Armée de libération du Seigneur en Ouganda, au Congo, en Centrafrique) ou encore d'autres sectes.

Chapitre 4

La guerre en Syrie : Opération Ben Laden bis ?

« Selon le dernier sondage d'opinion, la majorité des Syriens soutiennent leur président, 55% ne voulant pas qu'il démissionne. »

Sondage du Qatar, novembre 2011

Puisque cela a été programmé depuis des années, comment les stratégies de Washington et leurs alliés comptaient-ils « prendre la Syrie » ? Au départ, Washington, Londres et Paris annoncent avec leur habituelle arrogance qu'ils vont faire tomber Bachar-al-Assad en quelques jours. Puis en quelques semaines. Puis en quelques mois.

« Bachar va tomber en quelques semaines »

Propagande ou naïveté ? Leurs services ne leur avaient-ils pas signalé que, oui, Bachar comptait de nombreux opposants de par ses méthodes sécuritaires brutales, mais qu'il avait aussi de nombreux partisans ? Son père et lui avaient su empêcher les affrontements interconfessionnels, préserver la stabilité et garantir un relatif Etat-Providence.

On n'y souffrait pas de la misère contrairement à l'Egypte, à la Tunisie et à d'autres régimes de la région qui étaient protégés par l'Occident. En outre, l'armée était bien plus unie et solide que celle de la Libye.

Donc, en 2012, malgré des mois de guerre civile intense, l'Occident n'est pas parvenu à renverser Bachar. Or, il y tient beaucoup. Non par amour de la démocratie (sinon pourquoi ne pas commencer les « changements de régime » à Riyad et à Doha ?) mais plutôt par amour d'Israël, gendarme précieux de la région et de son pétrole.

Depuis des années, les objectifs stratégiques de Washington pour le Moyen-Orient sont clairs : neutraliser la Syrie, éliminer les trois groupes de résistance palestiniens Hamas, FPLP et Djihad islamique, éliminer le Hezbollah au Liban, et enfin s'en prendre à l'Iran. La reconquête complète du Moyen-Orient, du pétrole et du gaz passe par le chemin de Damas. Dont la résistance acharnée gêne d'autant plus qu'Israël s'est isolé dans la région et dans le monde par ses crimes à répétitions. En 2003 déjà, un sondage de la Commission européenne a pointé Israël comme principale menace pour la paix aux yeux des Européens. Donc, pour en finir avec la résistance de la Syrie, il faut passer à l'offensive et pour cela on a besoin de trouver une bonne stratégie.

Il faut trouver une autre méthode

Pour attaquer la Libye, Obama et Clinton avaient réussi à tromper la communauté internationale. Ils avaient promis que l’Otan se bornerait à faire respecter une *no fly zone* pour « empêcher l’aviation de Kadhafi de bombarder les rebelles ». Ce qui reposait sur un gros médiemensonge : ce bombardement ne s’était pas produit et n’allait pas se produire, comme en attestait les missions sur place des organisations des droits de l’homme. Mais avec la complicité des médias, le mensonge était passé à nouveau.

Et une fois le vote obtenu à l’ONU, la « mission humanitaire » était devenue ce qui avait été effectivement prévu : bombarder des objectifs économiques et civils pour mettre le pays à genoux, intervenir dans les combats, aider les rebelles à prendre le pouvoir et même assassiner Kadhafi, tout ceci violant le mandat de l’ONU et la Charte même de l’ONU.

Cela pouvait marcher une fois, mais pas deux. Obama le savait et d’ailleurs lorsqu’il envisagea de bombarder la Syrie en été 2013, Moscou et Pékin, avertis par l’expérience, dirent non comme prévu. Il fallait trouver une autre méthode.

Après l'Opération Ben Laden en Afghanistan, l'Opération Ben Laden bis en Syrie

Pour résoudre ce problème, la CIA recommença contre la Syrie l'*Opération Ben Laden*, qui avait si bien marché en Afghanistan : l'Arabie saoudite et le Qatar envoyèrent des milliers de mercenaires – pardon : de « combattants de la liberté » - pour renverser un gouvernement laïc et instaurer un Etat fanatique. Avec des armes US et des financements sans limites, on commença par importer des combattants al-Qaida venus d'Irak, puis des groupes comme al-Nosra. La dite Armée Syrienne Libre qui n'avait pas obtenu de grands résultats fut remplacée sur le terrain par des combattants takfistes recourant au terrorisme et aux atrocités systématiques contre la population.

Ainsi, une nouvelle fois les Etats-Unis se sont alliés aux fondamentalistes takfistes, contre le gouvernement syrien. En Syrie, l'armement des terroristes a battu tous les records ! Fournisseurs directs : l'Arabie saoudite et le Qatar. Intermédiaire : la Turquie, membre de l'Otan, constellée de bases militaires, voie de passage obligée et complaisante.⁶⁵ Mais les véritables patrons de toute l'opération sont Washington et Paris, laissés dans l'ombre par leurs médias.

Il fallait des milliers de combattants étrangers pour « libérer le peuple syrien » ? Qu'à cela ne tienne : l'Arabie Saoudite, le Qatar et d'autres Etats du Golfe ont fourni des milliards de dollars, des

65 Voir Bahar Kimyongür, *Syriana, Investig'Action*, Bruxelles, 2011, p 97 : Polémique sur les camps de réfugiés du Hatay.

tonnes d'armes et ont promu le jihad à travers les médias d'Etat, les personnalités religieuses et les mécènes du pétrole.

Quand le gouvernement de Damas identifia ces groupes comme terroristes, les médias occidentaux l'ignorèrent purement et simplement. Le fait que le pays était agressé par des attaques suicides et la décapitation massive de soldats, de civils, de journalistes, de travailleurs humanitaires et de fonctionnaires fut tout simplement escamoté par les médias occidentaux. Pas les bonnes victimes.

Silence complice

Il faudra s'interroger sur ce silence complice. Et sur cette absence de curiosité concernant la question clé : qui fournissait ces énormes quantités d'armements ? Pourtant, il ne manquait pas d'indications sur cette Opération Ben Laden bis... En août 2011, le journaliste d'investigation Seymour Hersch signalait que la CIA avait organisé un important transfert d'armes libyennes aux rebelles syriens : un navire libyen avait accosté en Turquie avec 400 tonnes d'armements, y compris des missiles SAM-7 sol-air. Le 21 juin 2012, le *New York Times* indiquait : « *Des officiers de la CIA opèrent secrètement dans le sud de la Turquie, aidant les alliés à décider quels combattants de l'opposition syrienne recevront des armes pour combattre le gouvernement syrien* ». Début 2013, eut lieu un grand envoi d'armements connu sous le nom de « Grand Pont aérien croate » : trois mille tonnes d'armements venus de Croatie, de France

et de Grande-Bretagne, sous la coordination de la CIA. Le 24 mars 2013, le *New York Times* signalait que l'Arabie saoudite avait financé les vols de 160 avions cargos chargés d'armes.

Malgré ces indications très précises, les médias européens n'ont cessé pendant des années de véhiculer la fable des « combattants de la liberté ».

Qui a fait partir ces jeunes en Syrie ?

Nous devons encore essayer de répondre à cette question complexe : Qui a fait partir ces jeunes en Syrie ? Ce qui en fait comporte plusieurs questions : Etais-ce un geste spontané ou le travail d'une organisation ? Pourquoi nos gouvernements les ont-ils laissé partir ? Par quels médias ont-ils été influencés ?

Deux catégories de jeunes sont partis en Syrie : 1. D'une part, des jeunes sans boulot, sans qualification, et déjà tombés dans la drogue et la délinquance. 2. D'autre part, des adolescents, parfois très jeunes, avec une bonne scolarité et un ancrage familial, mais révoltés par les injustices du monde et donc influençables si on profite du malaise de leur âge.

Voyons d'abord comment cela s'est passé sur le terrain... En juin 2013, j'ai recueilli le témoignage d'une maman bruxelloise vivant ce drame atroce de voir son enfant partir vers la guerre : « *Les enrôleurs atteignent les jeunes à leurs endroits habituels* :

la mosquée, la salle de musculation ou de jeu vidéo, devant le supermarché, sur le terrain de l'action humanitaire où les jeunes distribuent des vivres aux pauvres. Là, l'enrôleur en aborde un et lui dit : ‘Pourquoi aides-tu les démunis en Belgique, alors que c'est le rôle de l'Etat ? Je te propose un autre projet, où tu apporteras le même secours, et davantage.’ L'enrôleur utilise aussi le Coran pour démontrer qu'il a raison. Il emploie tous les moyens pour convaincre que sa cible a le devoir de combattre en Syrie. »

Une maman : « Il s'agit d'une organisation extrêmement structurée, puissante... »

Alors, ce n'était pas un départ spontané ? La réponse vient, directe et claire : « Non. Nous sommes face à une organisation extrêmement structurée, puissante, avec des moyens technologiques et financiers. Et Internet est aussi sans doute le premier endroit que les jeunes fréquentent. Il y a des sites et des vidéos dont la composition technique montre que ce n'est pas un travail d'amateur. Je constate aussi une forme de laisser-faire dans nos pays : en France, en Belgique, en Hollande... Des centaines de sites Internet diffusent la haine et l'appel au jihad, rien n'est fait pour les bloquer. Je trouve cela sidérant ! »

Par la suite, diverses enquêtes ont confirmé ce rôle des filières organisées. Par exemple, en octobre 2014, le documentaire « Engrenage : les jeunes face à l'islam radical » de Clarisse Feletin présente des conversations téléphoniques interceptées⁶⁶.

⁶⁶ France 5, 3 février 2015.

On y entend des recruteurs aux méthodes très professionnelles et manifestement bien préparés pour manipuler des jeunes à un âge critique. Une machine implacable et qui fait froid dans le dos quand on pense qu'elle a broyé les vies de milliers de jeunes Européens et plongé autant de familles dans le désespoir...

Boris Cyrulnik : « *Une organisation financée par les gens du pétrole et de la drogue*»

Un autre témoignage est venu confirmer ce constat. Le célèbre psychiatre Boris Cyrulnik (qui a dû recevoir des appels au secours de familles victimes) pointe avec lucidité des filières très organisées qui appliquent un programme politique précis :

- « C'est pas un accident, c'est une organisation qui existe depuis très longtemps, qu'on a signalée et dont personne n'a tenu compte. On met la haine dans des quartiers en difficulté, c'est intentionnel, c'est une politique. On repère ces enfants en détresse psychologique et sociale, on leur offre des stages de formation militaire...

- Des groupes terroristes ?

- Non, c'est des groupes politiques qui utilisent le terrorisme comme une arme, parce que c'est une arme efficace et économique. C'est pas cher, on peut bouleverser une société avec peu d'hommes à sacrifier, et c'est moins cher qu'une

armée. Quand la haine est semée, on repère les enfants les plus faciles à fanatiser, on leur offre des armes et ensuite on les envoie au sacrifice. C'est une organisation...

- Financée par qui ?

- Financée par les gens du pétrole, de la drogue, qui ont des intentions politiques sur le Proche-Orient et sur l'Occident. Une fois que ces jeunes gens en détresse ont été repérés, fabriqués et sacrifiés, ils déclenchent des processus politiques mondiaux ».⁶⁷

« *Les gens du pétrole et de la drogue utilisent des jeunes comme armée pour bouleverser des sociétés* » ! Une accusation politique extrêmement grave et une interview qui aurait mérité plus d'échos. Quel média aura le courage d'enquêter à fond sur les dessous de ces filières ?

Rien fait pour les empêcher de partir ?

Et les gouvernements français et belge, des gouvernements qui sont censés protéger leurs citoyens, particulièrement les jeunes, qu'ont-ils fait pour empêcher ces départs ? Rien du tout et pendant des années !

La maman que j'ai rencontrée et dont l'enfant de 16 ans était parti sans problème vers le front syrien était indignée : « *Aux aéroports, il n'y a même pas un représentant de l'ordre chargé de faire attention aux jeunes*

⁶⁷ Point de Vue, *TV7*, L'info Sud-Ouest, Point de vue de Boris Cyrulnik, neuropsychiatre, 15 janvier 2015.

suspects qui passent la douane à destination de la Turquie en période scolaire... Je ne vois pas où est le problème d'en mettre un. Il s'agit tout de même de la protection du citoyen ! Mais les autorités répondront qu'elles ne peuvent interroger sur l'apparence physique ou vestimentaire, ce serait un délit de faciès. Par contre, c'est une pratique courante dans les boîtes ou à l'embauche ! »

Cette passivité totale a continué même lorsque les parents concernés ont interpellé le gouvernement belge. En mai 2013, la ministre de l'Intérieur, Joëlle Milquet, avait annoncé que des mesures avaient été prises pour renforcer les contrôles et empêcher les jeunes de partir en Syrie. La télé belge RTBF a mené une expérience : deux adolescents prenant l'avion à Bruxelles pour se rendre à Istanbul. En quatre heures, les deux jeunes avaient rejoint la Turquie sans aucun problème. Personne ne leur avait posé de questions. Ils n'avaient pourtant que seize ans et voyageaient sans adultes.⁶⁸

Etait-ce juste de la passivité, de l'inconscience ? Pour le politologue Mohamed Hassan, c'est bien plus grave encore, redisons-le : « *Je pense plutôt que les dirigeants européens n'avaient pas de problème à voir s'exiler ces jeunes dont ils ne savaient que faire. Ce devait même être un soulagement pour eux de voir partir sous les bombes ces « fous d'Allah » plutôt que de s'interroger sur la radicalisation de leurs jeunes citoyens. Une grande partie de ces euro-jihadistes sont des marginaux qu'on a parqués dans des ghettos. On ne leur a laissé aucune perspective d'avenir. Finalement, on les a juste autorisés à sombrer dans la drogue ou à se faire tuer loin de chez nous au nom*

68 Réaction de Joëlle Milquet, RTBF, 22 avril 2013.

de Dieu et contre un pays qu'on a voulu détruire. »⁶⁹

Les autorités belges n'étaient pas seulement passives, mais en réalité elles étaient satisfaites d'être débarrassées de certains jeunes ! A nouveau, une accusation très grave...

Ces jeunes délinquants
dont on se débarrasse...

Une accusation qui a été confirmée par des enquêtes et témoignages. Notamment, une émission de la télé flamande *VRT* en octobre 2014 : « *Qui sont ces Belges partis en Syrie ?* »⁷⁰.

« *La criminalité a baissé dans certains quartiers de Vilvorde (banlieue de Bruxelles)* », constate le reportage. Explication : « *Pas mal de personnes qui se battent actuellement en Syrie avaient un casier judiciaire en Belgique.* » Le politologue belge Rik Coolsaet confirme la thèse de Mohamed Hassan : « *Certains criminels ou sadiques sont partis pour faire là-bas ce qu'elles ne peuvent pas faire ici parce que sinon on les enverrait directement en Cour d'Assises.* »

Faut-il alors s'inquiéter que certains puissent revenir en Belgique et s'y montrer violents ? Le reportage se veut rassurant : « *Les combattants 'syriens' (belges partis en jihad) vraiment dangereux mourront sur le champ de bataille ! Nous ne souffrirons plus (sic). Les autres combattants 'syriens' qui mènent la guerre sainte*

69 Grégoire Lalieu, *Jihad made in USA*, Investig'Action, 2014, p 106.

70 « Qui sont ces Belges partis en Syrie ? », traduction d'une émission de la *VRT*, RTBF 1^{er} octobre 2014.

parce qu'ils sont convaincus de la création de cet Etat Islamique, ceux-là iront se battre ailleurs, en Jordanie, au Soudan, en Somalie... Ces combattants ne reviendront pas. La plupart des jeunes ne veulent pas rentrer, on ne doit pas craindre leur retour. » Peut-on être plus clair et plus cynique ?

...qu'ils aillent commettre
leurs crimes là-bas !

On est content de s'être débarrassé de délinquants qui iront commettre leurs atrocités là où tout le monde s'en fout ? Tant que les crimes se passent en Syrie ou en Afrique, il n'y a pas de problème ? C'est d'ailleurs le reproche qu'exprime Rik Coolsaet dans ce même reportage : « *En Syrie et en Irak, dix mille personnes ont déjà été tuées par l'Etat islamique et nous n'en avons rien vu. Personnellement, je trouve que cela démontre le peu d'empathie que l'on a vis-à-vis de ces personnes. On parle maintenant d'un grand danger alors que les premiers Occidentaux (N.B. des otages en Syrie) ont été sauvagement assassinés, mais nous avons oublié que dix mille musulmans, chrétiens et Kurdes sont déjà morts.* »

C'était trois mois avant l'attentat contre Charlie. C'était deux ans après que Laurent Fabius ait déclaré : « *En Syrie, al-Nosra fait du bon boulot* » !

Se débarrasser des jeunes délinquants et criminels d'ici n'était donc pas un hasard, c'était une politique consciente de nos autorités. Un calcul cynique qui se croyait très intelligent. Mais Rik Coolsaet juge sévèrement cette stratégie : « *Il est horrible de penser*

qu'ils n'ont qu'à y rester. Mais c'est aussi stupide car c'est comme cela qu'est né Al-Qaïda. C'est une solution de facilité de dire qu'ils ne peuvent plus rentrer. C'est un boomerang qui nous reviendra en pleine figure. »

En effet, même si la plupart n'allait pas revenir, il suffisait de quelques-uns pour commettre des dégâts terribles. Et c'est arrivé. Le boomerang a fini par revenir. L'apprenti sorcier avait déchaîné des forces qu'il ne pouvait entièrement maîtriser.

« On leur érigera un monument » ?

C'est pourquoi il convient de revenir sur les déclarations plus anciennes de certains responsables politiques et de voir comment ils ont pu encourager les départs. Par exemple, en avril 2013, alors que les parents victimes protestent contre l'attitude passive du gouvernement belge, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders établit une distinction assez hypocrite entre plusieurs catégories de combattants : « *Si certains partent pour combattre aux côtés du président Assad, qu'ils soient amenés devant la Cour pénale internationale.* » Cette hypothèse existe seulement dans la tête du ministre. Mais l'important suit : « *S'ils rejoignent des groupes terroristes et djihadistes, il faudra les poursuivre sur base de la loi sur le terrorisme. (...) Mais peut-être y en a-t-il qui par idéal partent se battre aux côtés de l'Armée Syrienne de Libération (ASL) que nous soutenons. Et on leur érigera peut-être un monument dans quelques années. Donc je souhaite qu'on ne fasse pas d'amalgame en la matière* ».⁷¹

71 Didier Reynders veut « suivre à la trace » les Belges revenus de Syrie, in RTBF, 26 avril 2013.

Arrêtons-nous un instant sur cette déclaration capitale. Deux ans après le début de la guerre, le chef de la diplomatie belge ne sait toujours pas que l'ASL commet aussi des atrocités et que la distinction entre modérés et extrémistes est une fiction, comme l'ont indiqué quantité de reportages ? Il ne sait toujours pas qu'un commandant de son ASL chérie mange le cœur de ses victimes à mains nues face aux caméras ? Les journalistes indépendants en savent davantage que le chef de la diplomatie d'un des plus proches alliés des Etats-Unis ?

« *Eriger un monument aux jeunes partis en Syrie* » ? ! Alors de deux choses, l'une. Ou bien le chef de la diplomatie belge ne lit pas les rapports préparés par les services de renseignements, ni les reportages des journalistes d'investigation. Ou bien il ment à l'opinion, il sait très bien que « nos Belges en Syrie » commettent des atrocités épouvantables contre la population locale mais il obéit à la stratégie des Etats-Unis. Et alors représente-t-il les intérêts de la population belge ou ceux d'une puissance étrangère ? Dans les deux cas, vraiment, ce ministre peut-il rester à son poste ?

Les preuves de la complicité des autorités belges sont abondantes... Lorsque des représentants de la communauté musulmane de Belgique ont interpellé les Affaires étrangères, les réponses furent éloquentes : « *Un pays comme la Belgique pensait que ce n'était pas une mauvaise idée de prendre les armes contre Assad. La Belgique a trouvé des alliés dans les premiers combattants.* »⁷² Pourquoi voulez-vous qu'on arrête des alliés ?

72 « Qui sont ces jeunes partis en Syrie ? », traduction d'une émission de la VRT, RTBF 1^{er} octobre 2014.

Confirmation par Montasser Alde'eme, politologue à l'université d'Anvers, ville d'où sont partis de nombreux jihadistes : « *Le ministère de l'Intérieur a clairement dit que chaque musulman de Belgique qui voulait aller vivre là-bas dans un califat en avait le droit. Il n'y a pas de problème avec ça.* »⁷³ Qu'on ne vienne donc pas prétendre qu'on a mené la moindre politique sérieuse pour tenter d'empêcher les jeunes Belges de partir !

Une maman : « *C'est l'information qui forme l'opinion* »

Je reviens au témoignage de cette maman d'un jeune parti en Syrie. Je lui avais aussi demandé :

- « Quel est le but des jeunes qui partent en Syrie ?

- Je dirais le sentiment de faire l'histoire, d'être utile à une cause, de suivre une quête héroïque.

- Mais que comprennent-ils de cette guerre ?

- Leurs réponses sont floues. Ils ignorent ce qu'ils font vraiment. Ils savent juste qu'ils se battent contre un dictateur qui a volé les richesses du pays.

- D'où leur vient cette idée ?

- Je crois que derrière tout cela le problème est le matraquage médiatique. Souvent, des flashes info sur la Syrie parlent des répressions du

73 Idem.

gouvernement, des atrocités de Bachar. Il y a quelques années, c'était le même type d'expressions avec Saddam Hussein ; et des centaines de jeunes sont partis combattre Saddam Hussein, car c'était la bête noire, le dictateur sanguinaire, qui avait exploité honteusement son peuple. Dans toute société, c'est l'information qui forme l'opinion. Ce qui est diffusé dans les médias a une emprise phénoménale sur les gens. Nous sommes tous susceptibles de croire telle ou telle vérité parce qu'elle a été diffusée à la télé. Je remarque souvent un fossé entre les messages officiels et ceux qui travaillent sur le terrain même. J'ai rencontré une dame qui travaille au ministère de la Justice et qui m'a parlé de la mise en place d'une cellule de dé-radicalisation. Pas un mot à ce sujet à la télé ou dans la presse. » (N.B. En été 2013).

Creusons cette influence des médias sur la décision de partir...

Par quels médias ces jeunes ont-ils été influencés ?

Il y a bien sûr la haine sectaire répandue par des prêches fanatiques sur certaines chaînes arabes, surtout *Al Jazeera* (nouvelle version, alignée sur Washington) ou *Al-Arabiya* et par des vidéos circulant sur Internet. Le problème est que les médias français et belges, dans un style différent bien sûr, sont allés exactement dans le même sens et ont renforcé cette pression. En effet, quels thèmes ces

médias ont-ils répétés quotidiennement pendant des années ?

1. « *Comme Moubarak et Ben Ali, Bachar est isolé face à son peuple unanime* ». Faux, la réalité est bien plus complexe, il y a des opposants mais aussi des partisans. Très nombreux.

2. « *Bachar défend la secte des alaouites et opprime les musulmans* ». Faux aussi. Les alaouites sont également des musulmans, menacés par la guerre sectaire made in Saoud alors que la Syrie faisait respecter la paix entre les confessions. Le conflit est politique, pas religieux.

3. « *Bachar va tomber en quelques semaines puisqu'il est isolé* ». Faux encore, la suite des événements l'a prouvé. En fait ce thème fait partie de la guerre psychologique pour décourager les oppositions à la guerre.

Que la Syrie ne soit pas un grand modèle de démocratie, qui le conteste ? Qu'on veuille y apporter la démocratie avec les milices et les pétrodollars du Qatar et de l'Arabie saoudite, d'abord, c'est prendre le public pour un imbécile, et ensuite cela viole la Charte des Nations unies qui interdit strictement à tout gouvernement d'un Etat d'en renverser un autre. Les révolutions sont faites par les peuples eux-mêmes et ne s'exportent pas.

Un auteur comme Bahar Kimyongür a expliqué tout cela avec beaucoup de nuances et de preuves

concrètes dans son livre *Syriana*⁷⁴ mais, sauf exceptions rarissimes, les médias l'ont boycotté, ce n'était pas la « bonne version ».

Sur ces trois thèmes donc, les médias occidentaux ont laissé leur public dans l'ignorance. Pire : ils ont donné une image déformée de cette guerre en cachant la réalité historique et sociologique de ce pays et surtout en cachant les intérêts économiques et stratégiques des puissances extérieures. Comme les responsables politiques, les médias français et belges ont poussé les jeunes vers la Syrie.

Les effets tragiques du médiamensonge « Bachar est isolé, il n'a aucun soutien »

Revenons sur ce médiamensonge « Bachar isolé ». Il est très facile à réfuter, il suffit de s'appuyer sur des documents de... l'Otan et du... Qatar.

En décembre, l'émirat qui emploie les gros moyens pour renverser Bachar organise à Doha une grande réunion internationale très sélective puisque 91% des participants veulent le départ de Bachar. Un sondage est commandé pour éclairer les débats. Eh bien, même là, leur propre sondage indique que 55% des Syriens soutiennent Assad ! « *Selon le dernier sondage d'opinion commandé par le Doha Debates, la majorité des Syriens soutiennent leur président, 55% ne voulant pas qu'il démissionne. Une des principales raisons avancées par eux est leur crainte pour l'avenir du pays.* »⁷⁵

⁷⁴ Bahar Kimyongür, *Syriana – La conquête continue*, Investig'Action, Bruxelles, 2011.

⁷⁵ « *According to the latest opinion poll commissioned by The Doha Debates,*

Si eux-mêmes le disent ! Mais ce sondage sera caché par les médias occidentaux.

Avec le temps, le soutien à Bachar va même augmenter, indique l’Otan en 2013 : « *Les données transmises à l’OTAN au cours des derniers mois indiquent que 70% des Syriens soutiennent le « régime » Assad. 20% sont considérés comme neutres, et les 10% restants ont exprimé leur soutien aux rebelles. Les données proviennent d’un éventail d’activistes et d’organisations indépendantes installées en Syrie, en particulier celles engagées dans le secours humanitaire.* »⁷⁶ Si eux-mêmes le disent ! Mais ce sondage sera caché par les médias occidentaux.

Les médiamensonges tuent

Seulement 10% de soutien en Syrie pour les rebelles ! On voit qu’en continuant à ressasser « *Bachar est isolé* » pendant toutes ces années les médias français et belges ont désinformé en répétant sans esprit critique ce slogan forgé de toutes pièces par les agences de propagande de Washington. Qui-conque objectait, quiconque appelait à une analyse plus nuancée et plus réaliste était immédiatement catalogué « ami des tyrans », comme pour la Libye, et la discussion était terminée avant même d’avoir commencé.

Seulement, les effets de cette censure sont tragiques. « *Les médiamensonges tuent* », ai-je répété après

Syrians are more supportive of their president with 55% not wanting him to resign. One of the main reasons given by those wanting the president to stay in power was fear for the future of the country. », The Doha Debates, member of The Qatar Foundation, 27 novembre 2011.

76 The World Tribune, 21 mai 2013.

chaque guerre, et notamment après les « armes de destruction massive » en Irak. La Syrie le confirme.

Nos dirigeants se foutent de l'avis des Syriens, mais aussi de celui de leurs propres électeurs. En mars 2013, selon un sondage français IFOP - Atlantico, 61% des Français se disent contre le fait d'armer les rebelles (et seulement 26% sont favorables). Deux mois plus tard, ce chiffre monte à 69% selon un sondage Gallup. En avril 2013, 62 % des citoyens US y sont opposés, selon un sondage *New York Times – CBS News*. En mai, 80% des Allemands disent non, indique un sondage TNS. Ainsi que 78% des Britanniques selon un sondage *Opinium - Observer - Guardian*.

Et pourtant les pays occidentaux n'ont cessé d'armer les jihadistes alors que leur population y était opposée ! L'avis des citoyens compte vraiment pour du beurre.

Le problème général est que la politique internationale de nos pays est « privée », et même secrète. Le 1% sait que le 99% s'opposera à la guerre s'il reçoit une information correcte et complète. Ce n'était pas une plaisanterie lorsque Coluche disait : « *On ne peut pas dire la vérité à la télé, il y a trop de gens qui regardent !* ».

Cette absence de débat réel sur la guerre est un déni de démocratie. Aussi bien chez les dirigeants politiques que dans les médias, on ne peut discuter que sur le « comment » de la guerre. C'est-à-dire : comment gagner la guerre ? Mais jamais du « pourquoi ». C'est-à-dire : avons-nous le droit d'attaquer

des pays qui ne nous agressent pas, juste afin de satisfaire des intérêts économiques et stratégiques ?

Aujourd’hui encore, l’absence de débat empêche de comprendre la guerre

Cette absence de débat sur la guerre fait qu’aujourd’hui encore, les citoyens concernés n’ont toujours pas les éléments pour se faire un jugement. On le constate dans les deux reportages que nous avons cités plus haut.

Le documentaire français *Les jeunes face à l’islam radical*⁷⁷ donne la parole à un expert qui continue d’affirmer « l’absence d’intervention en Syrie » de la France, et ce serait cette absence d’action que les jeunes auraient alors voulu suppléer. De même, dans *Qui sont ces Belges partis en Syrie ?*⁷⁸, le professeur Montasser Alde’emeh, politologue à l’université d’Anvers, répète, trois ans plus tard, le cliché qui a fait tant de tort : « *La Communauté Internationale est en réalité complice car elle ne fait pas grand chose pour stopper Assad* ».

Mais c’est archifaux ! D’abord, ce que vous appelez « communauté internationale » se réduit en réalité à l’Occident : Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Belgique et leurs alliés, soit 10% des populations de la planète. Ensuite, contrairement à ce que vous prétendez, cet Occident a fait absolument tout ce qui était en son pouvoir pour renverser Bachar-al-

⁷⁷ *France 5*, 3 février 2015.

⁷⁸ « Qui sont ces Belges partis en Syrie ? », traduction d’une émission de la *VRT*, *RTBF* 1^{er} octobre 2014.

Assad, comme l'indiquaient l'ex-ministre français Roland Dumas, le journaliste d'investigation Seymour Hersh et l'ex-général US Wesley Clark cités plus haut. Simplement ce n'est pas passé aux infos.

« L'Occident ne fait rien », c'est faux

Cette chanson « L'Occident ne fait rien » a été et reste un moteur puissant pour soulever le sentiment d'indignation et envoyer des eurojihadistes là-bas. Mais elle est inexacte. Le fin du fin pour Washington, nous l'avons dit, c'est de détruire un pays par son action clandestine, et de le cacher tellement bien qu'elle finit par être accusée d'inaction et sommée d'intervenir ! Clinton fit ainsi contre la Yougoslavie entre 1992 et 1995, Obama refait le coup contre la Syrie et si on laisse faire ça recommencera.

Tant qu'il n'y aura pas un vrai débat politique sur cette guerre avec toutes les informations et tous les documents concernant les interventions bien réelles de Washington, Paris, Londres et Bruxelles contre la Syrie, il ne sera pas possible de faire réfléchir les jeunes sur ce qui se passe vraiment là-bas.

Tant que la ministre française de l'Education Vallaud-Belkacem, citée au début de ce livre, persistera à interdire le débat dans les écoles en assénant : « *Il y a eu de trop nombreux questionnements de la part des élèves. Et nous avons tous entendu les « Oui je soutiens Charlie mais », les « deux poids, deux mesures », les « pourquoi défendre la liberté d'expression ici et pas là ? »* »

Ces questions nous sont insupportables, surtout lorsqu'on les entend à l'école, qui est chargée de transmettre des valeurs. »⁷⁹, tant qu'elle empêchera ainsi la libre discussion, eh bien, cette dame renforcera la frustration des jeunes, condamnés au mépris et au silence, et elle contribuera à envoyer de nouveaux Kouachi et de nouveaux Coulibaly en Syrie et ailleurs, même si elle pense faire le contraire.

De même tant que la ministre belge Milquet organisera des séances de « déradicalisation » en allant prendre conseil auprès du FBI et de la CIA⁸⁰, en s'appuyant exclusivement sur des anti-Assad et en commençant par répéter aux jeunes que c'est très bien de vouloir renverser le président syrien, mais qu'il faut « laisser ça aux grands », elle renforcera évidemment leur sentiment qu'il est juste d'aller se battre là-bas.

La responsabilité de Fabius dans la déshumanisation des victimes

C'est l'absence de débat qui exacerbe les frustrations et transforme tous ces jeunes en proies faciles pour les filières de fanatisation. Mais c'est aussi d'en haut que vient le mauvais exemple pour ce qui est de déshumaniser l'adversaire et de favoriser la violence barbare...

79 Najat Vallaud-Belkacem, 14 janvier 2015, citée dans *Médiapart* du 20 janvier.

80 Mission officielle aux USA, 22-24 avril 2013, in Stratégie fédérale belge contre la radicalisation violente, pdf, joellemilquet.be

Aujourd’hui, les atrocités de Daesh nous révoltent tous parce qu’ils s’en prennent à des Occidentaux. Mais comment est-il possible d’en arriver là, comment est-il possible de nier à ce point l’être humain ? « *Les jihadistes ne voient plus l’homme, mais un obstacle à la réalisation du Califat. Psychologiquement, cela devient alors très facile de les tuer* », explique un psychologue dans le reportage cité plus haut « *Qui sont ces Belges partis en Syrie ?* ».

De fait, on y entend un jihadiste européen communiquer par téléphone qu’il va assassiner des « non-musulmans » car ce sont « de vrais chiens ». Cela ne rappelle-t-il pas le « *Je ne considérais pas les Irakiens comme des êtres humains* » de ce soldat US condamné pour ses crimes en Irak ? Il est donc essentiel de comprendre comment cette férocité s’est répandue parmi les « jihadistes ».

L’inspiration est-elle venue aussi de Paris ? En août 2012, le ministre français Laurent Fabius déclare : « *Je suis conscient de la force de ce que je viens de dire : Monsieur Bachar ne mériterait pas d’être sur la terre* »⁸¹ C’est déjà une fameuse incitation à la haine et à la violence. D’autant plus grave que Fabius sait très bien deux choses : 1. En Syrie, ce sont les milices ultraviolentes d’al-Nosra qui « font du bon boulot » selon ses propres dires. 2. Ce n’est pas Bachar, bien protégé, qui sera leur victime, mais les populations que ces fanatiques trouveront sur leur chemin. Etant donné que 55% au moins de la population soutient Bachar et 20% sont entre

81 France 2, 20 heures, 17 août 2012.

les deux camps, ce sont ceux-là qui souffriront des atrocités commises par les protégés de Monsieur Fabius. Loin des caméras occidentales, bien sûr.

Remplacer la négociation par la violence viole la Charte des Nations unies

Déshumaniser une population gênante se fait par un procédé classique de la propagande de guerre : tout centrer sur un individu, faire comme si la résistance venait seulement de cet individu ou d'un petit groupe et non d'un peuple tout entier ou d'une partie de ce peuple. Parce que la propagande de guerre implique aussi d'occulter soigneusement les buts économiques de cette guerre, c'est-à-dire qu'il faut escamoter le conflit entre des intérêts économiques opposés. La guerre « western » pour cacher la réalité de la guerre économique et stratégique.

Par son appel, Fabius a semé la haine et la violence contre la population syrienne en général. Ce curieux « diplomate » a donné l'exemple négatif : au lieu de résoudre les conflits par la négociation, comme l'impose la Charte des Nations unies, il prône de passer directement à l'élimination de ses adversaires.

En Syrie, il existait aussi, et il existe toujours, une opposition à Bachar exigeant des réformes mais refusant la guerre et toute ingérence étrangère. Cette opposition rejette les vingt mille combattants étrangers qui se sont abattus sur le pays selon les

chiffres de l'administration US⁸². Cette opposition refuse de figurer sur les feuilles de paie de Riyad et de Doha. Elle a été systématiquement écartée des discussions par les Etats-Unis et la France. Ce qui les intéressait, ce n'était pas une Syrie démocratique et indépendante. Il leur fallait une Syrie dépendante et bien à genoux dans le cadre de la recolonisation globale du Moyen-Orient par l'Occident.

La réalité complexe est cachée par un rideau de médiomensonges

Aujourd'hui, entre médias traditionnels et médias indépendants du Net, on ne se parle pas. Mais devant la gravité des conséquences du terrorisme, et devant les menaces qui persistent, n'est-il pas possible d'organiser une confrontation sereine pour rechercher qui a manipulé qui tout au long de ces années de guerre ?

Est-ce qu'on peut encore s'accrocher au cliché du début « Bachar est isolé, c'est juste une petite clique ou secte et en face de lui, se dresse un peuple unanime » ? Peut-on maintenir le mythe, chaque fois répété, d'une guerre qui serait forcément propre du côté des rebelles que nous soutenons et forcément sale du côté de ceux que nous voulons écarter ? Les guerres civiles ne sont-elles pas des réalités plus complexes ?

Y a-t-il donc des journalistes prêts à examiner sans préjugés tous les témoignages pour établir la vérité

82 RTBF, 11 février 2015.

sur ces dix épisodes cruciaux de la guerre, pour n'en prendre que quelques-uns :

1. En mai 2011, les télés occidentales montrent « des manifestations violemment réprimées en Syrie ». Intox. Ce sont des images d'archives du Liban en 2005. L'agence *Reuters* s'excusera. Le 6 juin, on annonce qu'une jeune blogueuse lesbienne Amina Abdallah Arraf al Omari a été enlevée lors des manifestations. Alerte internationale. En réalité la « blogueuse syrienne » était un citoyen étatsunien Tom MacMaster qui avouera le 12 juin.

2. Le 7 août 2011, *CNN* accuse les milices du régime d'avoir détruit le générateur de l'hôpital d'Hama, provoquant l'arrêt des couveuses et la mort de huit bébés prématurés. Intox. L'image provient d'Egypte et les bébés sont en bonne santé.

3. À Jisr Al Chougou, les 6 et 7 juin, cent vingt soldats de l'armée syrienne sont massacrés parce que, disent les médias, ils refusaient de tirer sur les manifestants. Intox. Des vidéos prouveront plus tard qu'ils avaient été piégés dans une embuscade des rebelles armés comme l'affirmait le gouvernement.

4. Le 20 novembre 2011, *Al Jazeera* annonçait que le siège du parti Baath avait été attaqué à Damas, signe que le régime, touché en plein cœur, vacillait. Intox. Invention complète.

5. En juin 2011, *France 24* annonce la démission

de l'ambassadrice syrienne à Paris « pour protester contre le cycle de violence ». Intox : elle exercera ses fonctions jusqu'en mai 2012 quand elle sera expulsée par le gouvernement français.

6. L'assassinat du journaliste Gilles Jacquier (*France 2*) le 11 janvier 2012 est immédiatement attribué à l'armée syrienne malgré le manque de témoignages. Intox. « *Les analyses balistiques et les renseignements recueillis sur place par nos sources juste après le drame indiquent que Jacquier a été tué d'un tir d'obus de mortier de 81 mm venu d'un quartier sunnite rebelle. Des analyses montrent assez précisément la source du tir. (...) Tous les services spécialisés (DCRI et DGSE) sont d'accord sur cette conclusion.* »⁸³

7. Le 25 mai 2012, un massacre fait des dizaines de victimes civiles à Houla. Les médias occidentaux accusent les milices pro-gouvernementales. Le journaliste allemand Jurgen Todenhofe, se basant sur des rapports des services allemands, dénonce une opération *false flag*, effectuée par des milices de l'opposition pour en faire porter la responsabilité au gouvernement.⁸⁴

8. Le 21 août 2013, des armes chimiques sont utilisées à la Ghouta, dans la banlieue de Damas. Obama et Kerry, Hollande et Fabius prétendent que seul le gouvernement syrien a les moyens d'effectuer une telle attaque. Le secrétaire d'Etat John Kerry affirme disposer de preuves

83 *Le Figaro*, 17 janvier 2012.

84 Christoph Reuter and Abd al-Kadher Adhun, A Syrian Bloodbath Revisited : Searching for the Truth Behind the Houla Massacre, in *Spiegel Online International*, 23 juillet 2012. John Rosenthal, German intelligence : al-Qaeda all over Syria, in *Asia Times Online*, 24 juillet 2012

irréfutables impliquant le régime syrien. Son rapport présenté au Congrès en vue de faire voter une intervention armée mentionne des analyses balistiques et une conversation interceptée avec le chef de l'unité des armes chimiques. Intox. Un groupe d'anciens officiers des renseignements US, les Veteran Intelligence Professionals for Sanity (VIPS) écrivent à Obama, sur base de confidences d'officiers de la CIA, que le directeur de la CIA, John Brennan, est en train « *de commettre une fraude - du type de celle commise avant la guerre en Irak - envers les membres du Congrès, les médias, le public, et peut-être même envers vous* »⁸⁵

9. Le 10 septembre 2013, Obama déclare savoir que le régime d'Assad est responsable de l'attaque au sarin. Intox. Le journaliste d'investigation Seymour Hersh se base sur les révélations d'Edward Snowden et des confidences pour affirmer que les services US avaient perdu la capacité d'intercepter les communications syriennes. Hersh accuse le front al-Nosra, un groupe de jihadistes affilié à Al-Qaïda, et affirme que le gouvernement US disposait de rapports prouvant qu'al-Nosra maîtrisait la technique de production du sarin et était capable d'en produire en quantité.⁸⁶

10. Au mois d'août 2014, une très forte couverture internationale a été donnée à la terrible décapitation du journaliste US James Foley. Pourquoi les médias n'ont-ils pas parlé de la décapitation, au

85 Veteran Intelligence Professionals for Sanity, Obama Warned on Syrian Intel, in *Consortium News*, 06 septembre 2013

86 Seymour M. Hersh, Whose sarin?, in *London Review of Books*, 19 décembre 2013. Seymour M. Hersh, The Red Line and the Rat Line, in *London Review of Books*, 17 avril 2014.

même moment, de 220 soldats syriens par Daesh près de la base aérienne de Taqba⁸⁷ ? Parce que l'opinion aurait compris que ces mêmes horreurs, les Syriens en étaient victimes depuis des années ?

Les eurojihadistes ont été les soldats inconscients de Washington

Sur base de ce qui précède, nous pouvons établir plusieurs constats à propos de cette guerre contre la Syrie :

1. La guerre ne commence pas en 2011, mais au moins en 2009. Washington et ses alliés voulaient depuis longtemps abattre le gouvernement syrien.
2. Une telle guerre se prépare en coulisses en attendant le moment favorable. Qui survient avec les révoltes de Tunisie et d'Egypte.
3. Envoyer des troupes US au sol ou des milices style Blackwater comme en Irak n'était plus possible pour diverses raisons.
4. Pour renverser Bachar, les Etats-Unis vont donc employer plusieurs méthodes successives : d'abord, corruption pour provoquer des défections dans l'appareil d'Etat, manipulation de manifestations et campagnes médiatiques ; ensuite, des milices laïques en espérant que des militaires feront défection ; enfin, des milices

⁸⁷ The Mass execution of 220 syrian soldiers, www.syrianfight.com, 30 août 2014.

terroristes armées à travers le Qatar et l'Arabie saoudite et qui incorporeront les eurojihadistes.

L'échec de chaque phase nécessite le passage à la phase suivante. Washington ne pouvant plus envoyer ses propres troupes au sol après les échecs en Irak et en Afghanistan, les eurojihadistes sont donc devenus, sans le savoir, l'armée des Etats-Unis. Si ce n'était tragique, ce serait drôle car ils n'en étaient évidemment pas conscients. La plupart étaient même très opposés aux Etats-Unis. Telle est la subtilité de la guerre indirecte à la Brzezinski : si on passe par suffisamment d'intermédiaires, les agents qu'on emploie sur le terrain ne s'en rendent pas compte, ils ne savent pas pour qui ils travaillent.

Si Daesh a pu conquérir une telle puissance en Irak et en Syrie, c'est grâce aux soutiens financiers énormes reçus à travers des donations « privées » saoudiennes et qatariotes. Interrogé sur cette ascension fulgurante, Richard Dearlove, ancien chef des services secrets britanniques du MI6 a confirmé : « *De telles choses ne surviennent pas spontanément* »⁸⁸.

La stratégie du chaos appliquée à la Syrie

Le fin du fin, nous l'avons dit, c'est que les eurojihadistes sont persuadés d'agir « parce que les Etats-Unis ne font rien », « parce qu'ils se fichent des musulmans » ou « parce qu'il n'y a pas de pétrole en Syrie » alors qu'en réalité, les Etats-Unis ont bel

88 Cité dans Patrick Cockburn ISIS consolidates, *London Review of Books*, 21 août 2014.

et bien préparé cette guerre en coulisses, mais se font prier pour intervenir. Préparer ce stratagème ne veut pas dire que Washington maîtrise tous les événements qui surviennent. Les plans ne se réalisent pas toujours dans la réalité pour diverses raisons dont le rapport des forces sur le terrain.

Les eurojihadistes sont les soldats inconscients des Etats-Unis, les « idiots utiles » servant des stratégies qu'ils ne comprennent pas. Leur emploi prouve que Washington, face à la résistance imprévue de Damas, a recouru à ce que nous avons appelé la « stratégie du chaos ». Comme le dit un proverbe africain : « *Ce que tu ne peux contrôler, détruis-le.* »

Si Washington ne parvient plus à prendre le contrôle « tranquille » d'un pays comme la Syrie en plaçant ses agents à sa tête, alors le plan B consiste à rendre ce pays inutilisable aussi bien pour ses dirigeants locaux que pour ses alliés tant régionaux (l'Iran et les Palestiniens) que mondiaux (la Russie et la Chine).

Le problème pour les Etats-Unis, avec la stratégie du chaos, c'est qu'ils savent quand et comment ça commence, mais jamais comment ça se termine. La créature du Docteur Frankenstein finit par échapper à son inventeur et se retourner contre lui. Ben Laden le fit en 2001. La section libyenne d'al-Qaida fit pareil. Et maintenant Daesh... La stratégie du chaos, c'est la solution désespérée d'une superpuissance en déclin et d'autant plus dangereuse.

Obama meilleur que Bush : plus aucun manifestant !

Après les problèmes rencontrés en Irak et en Afghanistan, l'administration Obama peut être très fière. En 2011, elle a attaqué deux autres pays - la Libye et la Syrie - mais il n'y a plus eu aucun manifestant dans les rues.

Les Etats-Unis ont pu se faire passer, dans un cas, pour le simple assistant des « forces démocratiques libyennes » (pour ce qui est de la démocratie on a vu le résultat, mais comme les médias sont amnésiques, ils ne parleront plus des médiamenteuses de 2011) et, dans l'autre cas, comme un spectateur plein de bonne volonté mais malheureusement impuissant devant le drame syrien à cause de la mauvaise volonté des Russes et des Chinois. Aucun média ne demande à Washington si elle n'est pas elle-même responsable d'avoir provoqué et attisé ces drames libyen et syrien.

Dans les deux cas, les destructions sont passées comme une lettre à la poste, tout cela était « humanitaire », voyons ! Il est bien connu que la démocratie s'impose à coups de missiles, d'attentats et de décapitations.

Bien sûr, Obama n'est pas tiré d'affaire, car les résultats ne sont pas formidables non plus. Certes, en Libye, le chaos est toujours préférable (aux yeux des USA) à un Etat qui résistait à l'Otan, qui soutenait les Palestiniens et qui finançait des pays africains pour échapper aux chantages du FMI. Par

contre, en Syrie, on a le chaos mais toujours pas le « changement de régime ». Et surtout les agents sous-traités ont pris un peu trop d’indépendance, semble-t-il.

Comme Frankenstein avait échappé à son créateur, Ben Laden avait lui aussi échappé au contrôle de la CIA et cela recommence, semble-t-il, avec Daesh. Semble-t-il, car le jour où on ouvrira les archives de la CIA, on découvrira encore bien des choses...⁸⁹ Pour attaquer Daesh à la fin 2014, Obama s'est limité à des bombardements sans bloquer ses financements ni la complicité de la Turquie pour acheminer les armements. Parce que Daesh pourrait fournir un merveilleux prétexte pour intervenir quand même avec l'armée US contre la Syrie ?

Obama et Hollande : le silence sur Daesh jusqu'à ce que...

Tant que ce terrorisme jihadiste martyrisait la population syrienne, les politiciens et les médias US ont gardé le silence face aux crimes d'Al-Qaïda et de Daesh. Obama s'est tu jusqu'en 2014 et n'a commencé à bouger - un peu - que lorsque l'invasion de l'Irak par Daesh a atteint la région kurde parrainée par les Etats-Unis et Israël.

Quant à François Hollande, après l'attentat contre Charlie, il a dénoncé un « *acte d'une exceptionnelle barbarie* ». Mais il avait envoyé des milliers de Kouachi et de Coulibaly commettre des actes

89 Sur les liens USA - Daesh, voir l'audition du général Desportes au Sénat français, Commission des Affaires étrangères, 17 décembre 2014.

d'une exceptionnelle barbarie contre la population syrienne. Seulement, les victimes syriennes, on ne les entendait pas dans les médias. Pas les « bonnes victimes ».

La guerre des religions, c'est bien utile...

Pour motiver les troupes locales, il convient d'attiser la haine. La tradition coloniale du « Diviser pour régner ». Nous avons vu comment les Etats-Unis ont développé la guerre des religions en Irak. La même recette a servi contre la Syrie. Afin que sunnites et chiites se déchirent au lieu de se tourner contre la véritable cause de leurs malheurs. La chaîne *Al-Arabiya* et diverses chaînes télécoraniques ont ainsi propagé la haine en utilisant les méthodes de manipulation religieuse simpliste des chaînes télévangélistes aux USA.

Ainsi, la guerre des religions a été délibérément attisée par l'Arabie saoudite et le Qatar, pour le compte de Washington et de Paris. Mohamed Hassan explique : « *C'est d'ailleurs sur base d'une propagande confessionnelle que l'Arabie saoudite et le Qatar ont pu recruter autant de jihadistes (pour aller en Syrie). Même Al-Qaïda a changé de discours pour cibler les chiites.* »⁹⁰

Telle est l'effroyable responsabilité des dirigeants états-uniens et français dans le déchaînement de violence déclenchée sur le Moyen-Orient et qui vient de retomber sur Paris ! L'écrivain US

90 Grégoire Lalieu, *Jihad made in USA*, Investig'Action, 2014, p. 104.

Shamus Cooke, déjà cité, dénonce cette irresponsabilité aux conséquences énormes : « *Les guerres états-uniennes en Afghanistan, Irak, Libye et Syrie ont détruit quatre civilisations parmi l'ensemble des nations à majorité musulmane. Des peuples jadis prestigieux ont été anéantis par la guerre, leurs citoyens tués, blessés, réfugiés ou étranglés par le chômage de masse et les privations. Des conditions idéales pour que s'épanouisse le fondamentalisme islamique dans le style saoudien, fort des promesses de dignité et de grandeur que ce dernier fait résonner chez ceux qui en ont été privés.* »⁹¹

Pour contrôler le pétrole et le monde,
tout est bon. Même le pire.

Nous sommes ici au coeur du problème. Si les dirigeants US soutiennent les pires dictateurs et embauchent les pires criminels, ce n'est pas qu'ils soient nés criminels, ce n'est pas qu'ils obéissent à un imaginaire complot d'on ne sait quels Illuminati, c'est qu'ils appliquent la règle de base du capitalisme : toujours être le plus fort, toujours gagner la guerre économique. Et pour gagner la guerre économique, la guerre tout court et le terrorisme sont à leurs yeux des moyens acceptables et même nécessaires.

Les Etats-Unis se savent en déclin et menacés par l'émergence d'un monde multipolaire, lequel ne sera pas forcément idéal, mais plus équilibré et moins guerrier. Ils n'en veulent pas. Leur obses-

91 Shamus Cooke, Le spectaculaire échec médiatique à propos de Charlie, Counterpunch, 14 janvier 2015.

sion est de maintenir les rivaux en position subordonnée ou même d'émettre ces pays. Tout faire pour empêcher une grande alliance Russie - Chine - Inde - Iran, combinée avec la libération des pays du Sud qui a démarré en Amérique latine et qui se prépare en Afrique.

En effet, un tel bouleversement des rapports de force mondiaux serait une catastrophe pour les multinationales US. Dans ce scénario, les Etats-Unis seraient rabaisés au statut d'une simple puissance régionale. Ils ne seraient plus le grand gendarme du monde, car ils seraient bloqués par les contrepoids des autres puissances. Leur dollar artificiellement soutenu s'effondrerait. Ils ne pourraient plus tenter d'organiser des coups d'Etat en Amérique latine. Ils ne pourraient plus soumettre les pays africains aux chantages de la Banque mondiale et du FMI car ces pays africains trouveraient plus facilement d'autres partenaires (un processus qui a déjà commencé, mais que Washington et Paris s'efforcent toujours de bloquer par les pressions ou par la violence).

Enfin, cette alliance aurait un impact important et un pouvoir d'attraction sur les puissances européennes et le Japon qui rechercheraient leur intérêt : vendre. Parce qu'il n'y a pas d'alliés éternels, il n'y a que du business, des rapports de force qui changent, et les alliances changent donc aussi. Voilà le cauchemar commun de Clinton, Bush, Obama, Brzezinski et de ceux qui vont suivre.

Le rôle d'Israël et de l'Arabie saoudite

Dès lors, pour contrôler le pétrole et le gaz du Moyen-Orient qui sont au cœur des rapports de force mondiaux et pour empêcher les peuples arabes de s'émanciper, les Etats-Unis et leurs alliés européens complices, ont érigé deux gendarmes régionaux : 1. Israël chargé de jouer le flic de quartier contre les voisins rebelles. 2. L'Arabie saoudite chargée de diviser les Arabes et de les droguer spirituellement. Mais l'Arabie saoudite est un faux pays, c'est juste un grand casino maffieux et une base militaire. Ce « faux pays » est juste la propriété personnelle d'une bande de parasites aux méthodes fascistes : terrorisant la population par la police religieuse et le « Conseil des oulémas », des gens qui adorent fouetter, amputer et décapiter. Sans la protection de ses maîtres, il est donc très fragile.

Ce qui est ahurissant, c'est que, nous l'avons dit, les démocraties de Washington, Paris et Bruxelles adorent les Saoud si « modérés » et voient en eux des partenaires privilégiés pour ce qu'ils osent appeler la « stabilité » au Moyen-Orient et la « démocratie en Syrie ». En janvier 2015, encore, la mort du roi Abdallah a déclenché chez les dirigeants occidentaux un grand concours d'hommages plus cyniques les uns que les autres : « *Nos pays ont travaillé ensemble à relever de nombreux défis et j'ai toujours apprécié notre amitié véritable et chaleureuse* » (Obama), « *(La vision d'Abdallah) d'une paix juste et durable au Moyen-Orient reste plus que jamais d'actualité.* » (Hollande), « *(Je retiens son engagement) en*

faveur de la paix et du renforcement de la compréhension entre les religions » (David Cameron), « *Un ardent défenseur de la paix* » (Stephen Harper, premier ministre canadien), « *(Une politique équilibrée et modérée (pour) le dialogue entre le monde musulman et l'Occident.* » (Angela Merkel), « *Un partenaire solide de l'Union européenne* ». (Donald Tusk, président du Conseil européen) « *Un grand défenseur des femmes* » (Christine Lagarde, directrice du FMI).

Aucune pudeur !

Le fanatisme ne tombe pas du ciel,
mais des pétro-dollars

Tout ceci est la cause profonde des événements atroces de Paris. Le fanatisme ne tombe pas du ciel mais des pétro-dollars. Et l'Occident hypocrite ne combat pas cet islamisme, il l'a répandu délibérément pour contrer les idées progressistes dans le monde arabe.

Depuis Nasser, chaque fois qu'un dirigeant arabe ou musulman s'est dressé pour que son pays devienne indépendant et maître de ses ressources, chaque fois qu'il a voulu installer un Etat laïc et tolérant, garantissant le multi-confessionnalisme, la tolérance et le vivre ensemble, chaque fois les Etats-Unis ont mis toutes leurs forces pour l'abattre et y imposer un islam réactionnaire.

Qui a empêché les Etats arabes d'assurer à leurs citoyens l'éducation et la santé ? Qui a favorisé

ainsi le développement de réseaux alternatifs de charité religieuse permettant la montée de certains courants religieux archaïques ? Qui a empêché la plupart de ces Etats d'émanciper les femmes, replaçant celles-ci sous le contrôle des prédictateurs machistes ? Eh bien, c'est l'Occident et son colonialisme cupide !

Briser l'islam progressiste

De même, sur le plan de l'économie, le capitalisme occidental a tout intérêt à neutraliser une vision progressiste de l'économie qui s'inspirerait du Coran comme le docteur marocain Mohammed Rafi l'exprimait lors d'un colloque sur le défi de l'économie islamique : « *Il est donc fondamental de garder à l'esprit ces objectifs essentiels pour éviter toute décision économique ou financière qui déséquilibre l'ordre du monde voulu par le Créateur pour l'humanité. L'humanité (n'a) pas été créée pour être utilisée comme moyen de production au service du capitalisme.* »

Qui a intérêt à remplacer cette noble pensée par des émirs parasites se vautrant dans les milliards pendant que la nation arabe souffre de la pauvreté et du chômage ? Qui crée ainsi le terreau où prospèrent le désespoir et le terrorisme ? Le problème, ce n'est pas l'islam, mais l'interprétation rétrograde, raciste et violente diffusée par les alliés des Etats-Unis et sous leur direction.

Pourquoi ne peut-on parler de tout ceci dans nos médias ? Pourquoi ce silence complice sur le ca-

ractère criminel des familles régnantes Saoud et Al-Thani (Qatar) ? Il y a bien de temps en temps quelques brèves ou des protestations générées contre tel excès qui a circulé sur Internet. Mais jamais une campagne comme celles régulièrement menées contre les « ennemis de l'Occident ».

Dans les médias aussi, l'Arabie saoudite et le Qatar sont « nos amis » et on ne doit pas se montrer trop curieux à leur égard. Pas d'enquêtes sur les crimes des cheikhs et des émirs, pas de révélations sur leurs liens avec Al-Qaida, Daesh et la violence déchaînée partout. Pas de campagnes pour adopter des sanctions jusqu'à ce que la démocratie soit enfin permise. Ces salauds sont dans « notre camp ».

Par contre, de grands débats sur le danger de l'islam et les déviances des jeunes de nos banlieues. Du blabla sectaire contre le foulard et le danger épouvantable qu'il représenterait pour la démocratie. Avec des magazines à grands tirages attisant la haine et la peur par des couvertures angoissantes contre les simples citoyens musulmans. Courageux contre les faibles et lâches face aux puissants ?

Suivre les Etats-Unis jusqu'en enfer ?

Comment peut-on prétendre qu'on défend la démocratie et la liberté d'expression quand on s'allie avec les monarchies absolutistes d'Arabie saoudite et du Qatar pour combattre des républiques laïques ? Appelle-on des pyromanes pour éteindre un incendie ?

Les effets de cette stratégie « islamiste » des Etats-Unis sont épouvantables, que ce soit en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie et maintenant en Europe aussi. Alors, les Européens vont-ils continuer à suivre aveuglément Washington et la CIA ? Ou bien aurons-nous enfin une commission d'enquête indépendante sur les liens Etats-Unis - OTAN - terrorisme, avec un débat public et une prise de conscience que là se trouve la cause directe des problèmes de terrorisme qui surviennent en Europe et partout dans le monde ?

Après le 7 janvier, la plupart des dirigeants français, belges et européens ont martelé qu'il fallait poursuivre la même politique internationale. Celle qui a provoqué le désastre ?

Seul l'ancien premier ministre François Fillon a pris ses distances avec courage : « *La France a le devoir de s'interroger sur la lutte qu'elle mène avec ses alliés. La stratégie occidentale au Proche-Orient est un échec. L'intervention en Afghanistan n'a pas porté ses fruits ; l'Irak et la Libye sont en situation de chaos ; la Syrie connaît une guerre civile...* » « *Il ne faut plus raisonner comme du temps de la guerre froide avec l'OTAN et un front commun constitué par les nations occidentales. Il faut élargir nos alliances...* » Et de proposer une « discussion sérieuse » avec la Russie.⁹² On aurait aimé qu'il ne fasse pas le contraire quand il était premier ministre, mais comme on dit, mieux vaut tard que jamais...

92 *Le Monde*, 22 janvier 2015.

Devant tant d'échecs et de catastrophes, la sagesse l'emportera-t-elle enfin en France et en Europe ?

L'Europe osera-t-elle enfin se dresser contre son parrain ?

Chapitre 5

L'antisémitisme se répand. A cause d'Israël ?

« Israël est la plus grande fabrique du virus de l'antisémitisme dans le monde »

Uri Avnery, opposant israélien.

L'image a profondément choqué les manifestants sincères du 11 janvier à Paris : Hollande, Merkel, Cameron, Rajoy et... Netaynahou manifestant coude-à-coude, eux aussi, « pour la liberté d'expression ».

Soucieux de sa cote de popularité, Hollande a mis en scène une photo bien à l'abri pour la presse. Acceptant avec complaisance cette émouvante photo de famille, les médias n'ont pas signalé que chacun de ces nobles manifestants aurait mérité qu'on manifeste *contre* lui. Parce que chacun d'eux réprime très gravement la liberté d'expression.

En Europe d'abord... Le Britannique David Cameron a envoyé des barbouzes détruire des données au journal *The Guardian* pour étouffer l'affaire Snowden (qui fut obligé de s'enfuir à Moscou).

L'Espagnol Mariano Rajoy venait de faire passer la « loi-bâillon » limitant gravement le droit de manifester (amende : 600 euros). Quant au Grec Samaras, sa police anti-émeutes a battu et blessé deux journalistes lors d'une manifestation. Cerar (Slovénie) a fait condamner un blogueur à six mois de prison pour « diffamation ». En Ukraine, le président Porochenko est responsable ou a couvert l'assassinat des journalistes Igor Korneluk, Anton Voloshin, Anatoly Klyan, Andrey Stenin, Serguei Korechenkov, Andre Viachalo.⁹³

Quant aux amis arabes et musulmans du président... Le Sheikh Al-Thani du Qatar a emprisonné pour 15 ans l'auteur du poème «Le Jasmin». Quant à Davutoglu (Turquie), son pays détient le record mondial d'emprisonnements de journalistes (97 début 2015). Le numéro deux sur cette liste est le Bahrein qui était représenté par son ministre des Affaires étrangères. Le roi Abdullah de Jordanie a condamné un journaliste palestinien à 15 ans de travaux forcés. Le chef du gouvernement tunisien Mehdi Jomaa a fait emprisonner le blogueur Yassine Ayan pour « diffamation de l'armée ».

L'Afrique n'était pas en reste, représentée par une belle brochette de dictateurs amis de la « Françafrique » : Bénin, Congo-Brazzaville, Gabon, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo...

Toutes les puissances de l'Otan étaient là, derrière le secrétaire-général Jens Stoltenberg. Pourtant, l'Otan est elle-même une *serial killer* de journalistes. Le 23 avril 1999, elle a bombardé la télévision à Belgrade, faisant 16 tués (et tous les médias

⁹³ <http://www.tortillaconsal.com/albared/node/5121>

occidentaux ont applaudi à cette « victoire contre la machine de guerre serbe »). En 2011, l’Otan a de nouveau bombardé des journalistes à la TV libyenne.

404 journalistes tués en Irak occupé

John Kerry, le ministre US des Affaires étrangères, n’était pas à Paris, mais les Etats-Unis avaient envoyé leur Procureur général. Enquêtera-t-il sur la responsabilité des dirigeants US dans l’assassinat de 404 journalistes depuis l’invasion de l’Irak ? Vous avez bien lu : 404 journalistes victimes, dont 374 de nationalité irakienne.

Le massacre a commencé très tôt. Le docteur Geert Van Moorter, cité au chapitre 3, a témoigné sur ces « exécutions », il n’y a pas d’autre mot, de journalistes gênants pour l’occupation : « *Le tir contre l’hôtel Palestine, le 8 avril 2003, a tué deux journalistes. J’étais alors en Irak pour Médecine pour le Tiers Monde. Au moment des faits, je me trouvais deux étages plus bas et j’ai aidé au sauvetage. En guise d’excuse, l’armée US a dit qu’on avait tiré sur ses hommes depuis l’hôtel. Mais personne, sur place, n’a entendu de tirs. Plus tard, un soldat américain m’avait expliqué avec fierté comment, de son char, il pouvait clairement voir une tête à deux mille mètres. Le tankiste qui a tiré sur l’hôtel Palestine a donc pu distinguer nettement les journalistes et leur caméra. Ce même jour, le bureau d’Al Jazeera a été victime d’un raid aérien. Un journaliste a été tué. Paul Pascual, de l’agence Reuters, m’a confirmé que l’armée US savait où Al Jazeera était installé: il avait, à la de-*

mande d'*Al Jazeera* elle-même, transmis les coordonnées GPS du bureau au Pentagone pour qu'on ne leur tire pas dessus. »⁹⁴

Le 17 août 2003, Mazen Dana, 43 ans, cameraman palestinien de l'agence *Reuters*, a été tué en Irak par les forces américaines. Il filmait devant la prison d'Abou-Ghraïb, cible d'une attaque au mortier la veille. Un char US est alors sorti de la prison et a tiré sur le journaliste. Le preneur de son de Dana, Nael Al-Chioukhi, a expliqué avoir demandé à un soldat américain près de la prison s'ils pouvaient voir un officier. La requête a été rejetée. « Ils nous ont vus et connaissaient nos identités et notre mission », a dit Chioukhi. L'incident s'est produit en plein jour. Et la scène a été filmée par une caméra de télévision. Dana travaillait essentiellement dans la ville palestinienne de Hébron. En 2001, le Comité de Protection des Journalistes (CPJ), basé aux Etats-Unis, l'avait choisi pour le Prix international de la liberté de presse.

En mars 2004, deux reporters irakiens, Ali Al-Khatib, journaliste et Ali Abdelaziz, cameraman, de la chaîne satellitaire *Al-Arabiya* ont été tués par des tirs des soldats US alors qu'ils partaient couvrir un attentat contre un hôtel, le «Bourj Al-Hayat». En août 2004, le gouvernement irakien installé par les Etats-Unis a fermé les bureaux d'*Al Jazeera* pour un mois après que le ministre US de la Défense, Donald Rumsfeld, les a accusés d'anti-américanisme. A cette époque, bien révolue, *Al Jazeera* laissait encore ses journalistes dire la vérité sur les guerres des USA en Irak et en Afghanistan.

94 Solidaire (Belgique), 20 août 2003.

Aucune enquête

Eason Jordan, directeur de l'information chez CNN, a déclaré en janvier 2005, lors du Forum économique mondial de Davos, que plusieurs journalistes en Irak ont été la cible de l'armée US. Les pressions furent telles qu'il a dû démissionner peu après. Selon la Fédération internationale des Journalistes (FIJ), les Etats-Unis voulaient bel et bien contrôler et intimider les médias en Irak. La preuve : il n'y a eu aucune explication sérieuse ni enquête sur la mort de treize journalistes de médias occidentaux tués par les troupes américaines en Irak.

Pour cacher l'impact de la résistance irakienne, les Etats-Unis n'ont pas hésité à assassiner des journalistes. Liberté d'expression ? De tout ceci les médias n'ont guère parlé. Pour ce qui est des journalistes également, toutes les victimes n'ont pas la même valeur. Un journaliste français assassiné à Paris vaut mille fois plus qu'un journaliste victime de l'Otan.

Pratiquement chacun des voisins de François Hollande sur cette touchante photo de famille réprime durement la liberté d'expression chez lui mais vient manifester à Paris. Bien sûr, la multitude des manifestants sincères n'a pas été consultée là-dessus, mais il reste cette question : dirigeants politiques et simples citoyens, manifestant au même endroit, partageaient-ils les mêmes valeurs et les mêmes objectifs ? Comment éviter que la colère des uns soit récupérée pour servir les intentions guerrières des autres ?

« Pour la liberté d'expression » ? Netanyahu vient de tuer 17 journalistes !

En matière de récupération politique, la palme d'or devrait quand même être décernée au premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, venu lui aussi manifester « pour la liberté d'expression »...

Il était accompagné de son ministre des Affaires étrangères Avigdor Liebermann qui avait appelé à « *bombarder la bande de Gaza comme les États-Unis l'avaient fait avec les Japonais* » et de son ministre de l'Economie Naftali Bennet qui avait déclaré : « *J'ai tué beaucoup d'Arabes dans ma vie. Et il n'y a aucun problème avec ça* ».

Netanyahu et ses ministres ont tué dix-sept journalistes à Gaza en été 2014, ils assassinent ou emprisonnent régulièrement ceux qui veulent informer et ils ont le culot de venir manifester pour « la liberté d'expression » !

Telle n'est pas l'expérience du journaliste français Maximilien Le Roy, expulsé d'Israël en octobre 2014, alors qu'il se rendait à un festival de bandes dessinées. Ses dessins ont été jugés pro-palestiniens : « *Ils m'ont expliqué, pour conclure, que si je pouvais critiquer Israël dans mon pays, je n'aurais plus le droit de le faire sur leur territoire. Je savais dès les premières minutes qu'ils allaient m'expulser, mais je ne m'attendais pas à une interdiction de séjour de dix ans. Ils m'ont traité comme si j'étais un terroriste.* »⁹⁵

95 L'Humanité, 28 octobre 2014.

Le piège tendu aux juifs de France

Certes, l'antisémitisme (ou plutôt le racisme anti-juifs puisque la plupart des juifs ne seraient pas des sémites, au contraire des Palestiniens⁹⁶), le racisme anti-juifs, donc, augmente en France et c'est très préoccupant. Mais si on veut combattre ce phénomène, ne convient-il pas d'en analyser *toutes* les causes de façon objective ? Et d'abord, la responsabilité de Netanyahou lui-même ?

« Israël est la plus grande fabrique du virus de l'antisémitisme dans le monde », a déclaré Uri Avnery, célèbre opposant israélien. Cette analyse est confirmée par le mouvement de solidarité Europalestine qui analyse ainsi la venue de Netanyahou dans la manif de Paris : *« En faisant croire que tous les juifs du monde approuvent ce régime colonialiste, raciste et oppresseur (...), cette gangrène ne peut que prospérer. Ces irresponsables à la tête d'un Etat d'apartheid, comme leurs soutiens inconditionnels, prennent délibérément les juifs en otages, qu'il s'agisse de la population israélienne ou des juifs qui vivaient tranquillement en France.»*⁹⁷

Très juste. Les plus grands producteurs d'antisémitisme, ce sont ces dirigeants sionistes qui bombardent des hôpitaux, affament une population, torturent des enfants, et prétendent faire tout cela « au nom du peuple juif ». Il est juste de dire qu'ils prennent en otage des juifs qui vivaient tranquillement en France et dans d'autres pays, et cela seulement pour assouvir de sordides intérêts économiques et financiers.

96 Shlomo Sand, Comment le peuple juif fut inventé, Fayard, 2008.

97 L'antisémitisme en France ? Netanyahou ne l'a pas inventé : il le propage, www.capjpo-europalestine.com, 13 janvier 2015.

L'Union Juive Française pour la Paix estime elle aussi que ce sont les dirigeants israéliens qui « tendent un piège aux juifs de France » : « *A partir des provocations de Sharon sur le parvis de la mosquée d'Al Aqsa qui ont déclenché la deuxième Intifada en 2000, le gouvernement israélien de l'époque a décidé que la France, où réside la première communauté juive d'Europe, était un outil nécessaire et incontournable de sa politique. Son exécutif sur place ? L'ambassade d'Israël, l'agence juive, et le CRIF, conseil dit représentatif des institutions juives de France. »* Comment opèrent-ils ? « *Il s'agit d'embrigader tous les Juifs de France dans un soutien inconditionnel à tous les actes du gouvernement israélien, même les pires. Un CRIF qui va imposer une vision uniforme d'une communauté juive totalement homogène soudée autour d'un sionisme sans faille et d'un soutien sans nuances aux actes du régime.* »⁹⁸

De même, ceux qui déclarent, comme François Hollande, « *Je serai toujours l'ami d'Israël* » alors que celui-ci vient tout juste de massacrer des enfants sur la plage de Gaza, ne sont-ce pas ces gens-là qui développent le racisme anti-juifs dans la population française ?

Les trois objectifs de Netanyahu à Paris

Son arrogance a choqué tout le monde mais quel but poursuivait Netanyahu en venant à Paris surfer sur l'indignation ? Voilà ce qu'il faut se demander. Trois objectifs en fait :

98 Ujfp.org, Le piège tendu aux juifs de France, 15 janvier 2015.

1. Se poser en victime pour détourner l'attention de ses propres crimes envers les Palestiniens.

2. Importer des citoyens français effrayés pour contrer l'exode des résidents israéliens. Environ quinze mille d'entre eux quittent Israël chaque année en raison de l'insécurité, mais aussi de la pauvreté croissante provoquée par le néolibéralisme gouvernemental et les dépenses pour les colonies.

3. Exacerber la guerre de religions.

On exagère ? Pas du tout. Vendredi 9 janvier, après avoir présenté ses « condoléances » au peuple français, il a lancé cet appel : « *C'est un combat global. Traduire en justice les meurtriers de Paris est juste le commencement. Cela doit être suivi d'un large assaut sur les forces de l'islam à travers le monde. C'est la bataille de tout un chacun.* »

Vous avez bien lu : « les forces de l'islam ». Cet aveu brutal a semblé tellement choquant aux médias israéliens et au *New York Times* que dans leurs compte-rendus, ils ont ajouté un adjectif : « islam radical ». Mais cet adjectif ne figure pas dans la vidéo originale.⁹⁹ Les médias européens ont passé sous silence cet aveu compromettant du chef du gouvernement sioniste. Encore un médiamensonge par omission.

⁹⁹ PM Netanyahu's meeting with French ambassador Maisonnave. www.youtube.com/watch?v=8zkj3gMcZi8, A 2', on voit que le texte prononcé en anglais par Netanyahu est trafiqué dans le sous-titre.

Pour lutter efficacement contre le racisme anti-juifs

Dans notre livre *Israël, parlons-en !*¹⁰⁰ ont été décrivées les causes historiques du racisme anti-juifs qui a sévi en Europe à l'Est (Russie, Pologne) comme à l'Ouest (Allemagne, France). Le travail de mémoire est important mais il ne suffit pas. Si Avnery a raison de dire que la principale fabrique de l'antisémitisme aujourd'hui est le gouvernement israélien lui-même, alors il convient de neutraliser cette cause principale. Pour lutter efficacement contre le racisme anti-juifs, il faut :

1. Diffuser une éducation qui situe ce racisme dans son contexte historique. Comme cela doit être fait à propos de tous les racismes afin que chacun en comprenne bien les causes et les conséquences.
2. Sanctionner Israël tant que durera l'occupation.
3. Mettre fin à l'exceptionnalisme, appliquer le droit commun et poursuivre les criminels de guerre israéliens.
4. Cesser de faire croire que tous les juifs soutiennent ces crimes et diffuser la parole des juifs qui les condamnent.
5. Pénaliser non pas le boycott de solidarité avec la Palestine (BDS), mais les firmes françaises

100 Michel Collon, *Israël, parlons-en!* Investig'Action, 2010, chapitre 1, entretien avec Paul Delmotte.

qui collaborent aux crimes de guerre (Lagardère, Bouygues, Dassault, etc.).

6. Cesser d'importer le conflit en France comme le fait Hollande en invitant et soutenant Netayanhou.

7. Cesser de privilégier médiatiquement le racisme anti-juifs.

A écouter les médias on penserait que les juifs sont les principales victimes du racisme. Mais la vie réelle est bien différente...

Chapitre 6

Islamisme et islamophobie : musulmans suspects ?

*« Si le jeune est mal vu par son prof,
il se sentira mal vu par l'ensemble de l'Etat. »*

Une enseignante en quartier « défavorisé »

« *Excusez-vous !* » Tout comme le 11 septembre 2001, le 7 janvier 2015 a déclenché une pression psychologique intense sur les musulmans, sommés de se démarquer, voire de s'excuser. Sous prétexte que ce crime barbare a prétendument été commis au nom de leur religion.

Dans la semaine qui a suivi l'attentat, les agressions islamophobes commises en France ont battu tous les records : 116 en deux semaines soit le double des statistiques de janvier 2014. Quatorze femmes voilées ont été brutalement agressées en quelques jours à peine.¹⁰¹ Bien entendu, le nombre d'actes non suivis de plaintes est plus important encore. Tout cela sans que les médias y prêtent une grande attention.

101 Observatoire national de l'islamophobie.

Une confusion a été entretenue : l'attentat de Paris est une action politique et non pas religieuse. Pour dissiper cette confusion, nous pensons qu'il faut clarifier plusieurs points : 1. Les musulmans doivent-ils « s'excuser ? » 2. Qu'est-ce que l'islamisme ? 3. Qu'est-ce que l'islamophobie ? 4. Comment se répand-elle ? 5. A qui profite-t-elle ?

Les musulmans doivent-ils s'excuser ?

L'attentat a renforcé un climat général déjà très pesant à l'encontre des musulmans. Depuis le 11 septembre 2001, ils sont constamment suspectés d'être – de par leur religion même – portés vers l'extrémisme ou en tout cas trop conciliants avec les extrémistes. On les somme donc de condamner fermement les crimes de leurs « coreligionnaires ». Et plus généralement, on sous-entend que les musulmans vivant en France refuseraient de « s'intégrer » et de partager « ses valeurs », ils se complairaient dans le statut de victimes, ils ressasseraient leur frustration...

Incompréhensible, cette frustration ? Et si on se mettait un peu à leur place ? Imaginons qu'un pays musulman bombarde successivement la Hollande, le Danemark, la Pologne, la Bulgarie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Belgique, la Suisse et la France, soit dix pays de l'Europe de tradition chrétienne, imaginons que les chrétiens vivant dans ce pays musulman soient systématiquement discriminés pour l'emploi, le logement

ou les contrôles policiers en rue, supposons qu'un fanatique d'extrême droite ait massacré 77 chrétiens ou « complices » des chrétiens, supposons que les journaux et les intellectuels de là-bas se moquent avec obscénité de Jésus Christ, est-ce que certains chrétiens ne finiraient pas par s'énerver ?

Eh bien, les Etats-Unis et leurs alliés ont fait tout cela ces dernières années ! Ils ont bombardé la Palestine, le Liban, l'Afghanistan, le Pakistan, la Somalie, le Soudan, le Yemen, la Libye, la Syrie et le Mali, soit dix pays où vivent des musulmans, et pendant tout ce temps, des intellectuels occidentaux n'ont cessé de dénigrer la culture musulmane comme étant inférieure (nous, Occidentaux, sommes toujours « les meilleurs »), des penseurs US ont répandu la théorie de la « guerre des religions », des livres islamophobes ont fait un tabac dans les médias et dans l'hystérie ainsi créée, à Oslo, le 22 juillet 2011, un certain Anders Breivik a attaqué le camp de la Ligue des Jeunes Travailleurs de Norvège, massacrant froidement 69 adolescents « complices des musulmans », et, en plus, pendant toutes ces années, des blagues racistes anti-arabes et antimusulmanes n'ont cessé de déferler dans les médias européens. D'abord à l'extrême droite, puis à droite, et enfin dans certains médias se disant de gauche...

Pourtant, l'immense majorité des musulmans a rejeté les actions terroristes. Seule une infime minorité y a participé ou les a approuvées. Des gens manipulés par « nos amis » d'Arabie saoudite.

Les musulmans qui ont condamné l'attentat contre Charlie ne l'ont pas fait - et ils n'avaient pas à le faire - en tant que « musulmans », mais seulement en tant qu'êtres humains et citoyens, français ou autres. Ils n'ont pas à s'excuser ou à se « justifier ». Poser cette question, c'est déjà discriminer et commettre une injustice.

« C'est Dieu qui m'a ordonné ... »

Quand George W. Bush affirme en 2003, quatre mois après avoir déclenché sa guerre criminelle : « *C'est Dieu qui m'a ordonné de mettre fin à la tyrannie en Irak* » et qu'il prétend que Dieu lui aurait également dit : « *George, va combattre ces terroristes en Afghanistan* »¹⁰², est-ce qu'alors tous les chrétiens du monde doivent s'excuser en tant que chrétiens pour les crimes commis par le président des Etats-Unis ? Quand Ariel Sharon ou Benyamin Netanyahou assassinent des milliers de Palestiniens à Gaza en prétendant le faire « au nom du peuple juif », est-ce qu'alors tous les juifs du monde doivent s'excuser en tant que juifs ? Quand l'Eglise interdit les préservatifs aux Africains créant ainsi d'innombrables victimes du sida, ou quand elle interdit le mariage des prêtres créant ainsi des générations entières de frustrés et de pédophiles, est-ce que tous les catholiques doivent s'excuser pour des actes du Vatican que la plupart désapprouvent ? N'est-ce pas à chacun, quelle que soit sa religion, de prendre position et de se battre contre tout ce qu'il estime injuste ?

¹⁰² BBC, cité dans www.courrierinternational.com/breve/2005/10/07/george-w-bush-parle-avec-dieu

Une « essence » du musulman ?

La base théorique de ce racisme islamophobique est un raisonnement (si on peut appeler cela ainsi !) qui attribue aux musulmans une « identité », laquelle découlait du Coran et ferait d'eux un groupe homogène, porteur d'un projet commun à l'encontre de nos institutions et nos valeurs. L'opposé et l'adversaire en quelque sorte de « l'identité française », propagée par Sarkozy.

Peu importe qu'il y ait chez les musulmans comme partout des caractères différents, des métiers différents, des positions sociales et politiques différentes, des attitudes diverses envers la foi, non, c'est tous dans le même sac, tous définis par « l'essence musulmane » ! De même, les « Français de souche », selon le terme couramment employé, seraient caractérisés par une identité française qui leur serait propre dès la naissance et qui découlait de « nos ancêtres les Gaulois » bien que ce mythe soit démenti par les historiens sérieux.¹⁰³

Dans le domaine du dessin, cet essentialisme consiste à « racialiser » le musulman en le présentant toujours sous des traits ridicules ou haineux. La vision dominante ramène le « racialisé » à ce qui le caractériserait : sa culture, sa religion, sa couleur de peau. Et sa bêtise. Dans le temps, le juif était « racialisé » comme un voleur cupide. Aujourd'hui, le musulman est « racialisé » comme un fanatique, un arriéré ou les deux.

103 Saïd Bouamama, *La France. Autopsie d'un mythe national*, Paris, Larousse, 2008.

Stigmatisation collective

On ne doit pas sous-estimer les conséquences de cette «*stigmatisation collective des musulmans*», souligne le politologue belge Sami Zemni, « *et pas seulement des jihadistes. Les musulmans sont confrontés quasi quotidiennement aux images médiatiques et aux récits auxquels ils sont sommés de réagir... en tant que musulmans. Le racisme quotidien qui n'est plus, depuis longtemps, réservé à l'extrême droite, presuppose que le musulman n'est rien d'autre que son « essence de musulman », le musulman tel qu'il est produit par l'essence de l'islam. De cette façon, on ôte au musulman son humanité car l'image qu'on lui impose est préfabriquée. S'il ne répond pas à cette image, alors il est soupçonné de pratiquer le double discours ou de cacher sa vraie nature. Cette forme primaire de racisme fait du musulman un non-humain au sens littéral.* »¹⁰⁴

Cet « essentialisme » raciste est-il imposé aux seuls musulmans ? Non. En sens inverse, nous recevons parfois sur notre page facebook d'Investig'Action des commentaires comme celui-ci : « *Les deux seuls et uniques problèmes sur cette planète sont les occidentaux et les juifs, si vous lisez vos livres d'histoires vous comprendrez que le monde va mal à cause d'eux, colonisateurs, menteurs, complotistes, assassins, arrogants et j'en passe...* »

A quoi nous avons répondu ceci : « Nous pensons qu'il ne faut pas généraliser pour éviter de tomber dans le racisme. Oui, l'Occident a pratiqué le colonialisme, la traite des esclaves et pille les ressources du tiers monde. Mais cela a été décidé et dirigé par une petite élite qui en a profité. Des Occidentaux

104 Sami Zemni, Drama, fatwa en media: over vrijheid, kritiek en lange tenen, www.dewerldmorgen.be, 13 janvier 2015.

ont aussi lutté et luttent contre ces injustices et contre les guerres de l'Occident. Donc, il faut distinguer de quel côté chacun se place.

Il en est de même pour les juifs. Certains juifs ont développé et appliqué la théorie sioniste du colonialisme et d'autres l'ont combattue. Aujourd'hui, certains juifs soutiennent Netayanhou et ses pratiques de colonisation, de nettoyage ethnique et d'apartheid, tandis que d'autres juifs les combattent de diverses manières y compris en refusant le service militaire, en organisant des manifestations, en collaborant activement avec les Palestiniens. Ces juifs-là sont d'autant plus courageux que c'est difficile, et, ces juifs-là, nous les soutenons chaleureusement.

Nous pensons donc qu'il faut toujours faire une distinction entre les élites profiteuses et les gens qui en sont victimes. Attention donc de ne pas mettre tous les gens d'une nation ou d'une communauté dans le même sac, chacune est traversée par une lutte entre le juste et l'injuste. »

Interdit de critiquer ?

Il y a les racistes purs et durs qui agressent l'islam. Mais il y a aussi des gens qui, de bonne foi, plaident pour « ménager les musulmans », car ils ne seraient pas encore prêts à accepter les critiques sur l'islam. N'est-ce pas aussi une forme de racisme quoique plus « soft » ?

Sortons du paternalisme. Bien sûr qu'on peut critiquer l'islam comme n'importe quelle religion. Par exemple, ses écoles de pensée « créationnistes » qui refusent Darwin et l'évolution des espèces. Mais critiquer l'islam de quelle manière et dans quel but ? C'est la question posée par Sami Zemni : « *Nombre d'intellectuels et analystes (aussi bien musulmans que non-musulmans) mettent l'islam en discussion d'une manière très profonde. Le problème n'est donc pas qu'il y ait une critique, mais (la) manière. On nous somme en permanence de critiquer l'islam. Avant qu'on puisse parler des structures qui sont à la base de l'exploitation, de l'oppression et de la violence pratiquées au nom de l'islam, nous devons nous excuser... Ceux qui participent à ces lamentations publiques ne sont en fait pas vraiment préoccupés par une véritable critique intellectuelle. C'est plutôt une pose, une attitude. (...) La critique envers l'islam est légitime et fructueuse si elle dévoile aussi les mécanismes sociaux d'oppression et les structures d'exploitation.* »¹⁰⁵

La version paternaliste de l'antiracisme prétend que nous, Européens, devons être tolérants et patients envers les musulmans afin de les aider à atteindre notre niveau en quelque sorte. La version non paternaliste de l'antiracisme affirme au contraire que chaque culture a quelque chose à apprendre des autres, qu'en échangeant et débattant, l'enrichissement sera mutuel. En écoutant les peuples du Sud, nous avons beaucoup à apprendre sur le caractère monstrueux du colonialisme dans lequel nous avons été éduqués depuis tout petits et qui n'a pas encore disparu de nos têtes.

105 Sami Zemni, Drama, fatwa en media: over vrijheid, kritiek en lange tenen, www.dewerldmorgen.be, 13 janvier 2015.

« Islamisme », un concept fourre-tout et trompeur

Les médias parlent sans cesse de l' « islamisme » sans faire de distinction mais je suis convaincu qu'il s'agit d'un « concept fourre-tout » qui sème la confusion. En effet :

- L'Arabie saoudite « islamiste » collabore avec les USA et Israël. Mais le Hezbollah « islamiste » les combat.

- En Egypte, les Frères musulmans pactisent avec Washington et Tel-Aviv. Au contraire du Hamas palestinien, pourtant issu des mêmes Frères.

- Au nom de la « lutte pour la démocratie », les jeunes djihadistes islamistes français et belges ont été applaudis en partant en Syrie, mais emprisonnés au retour.

- Obama bombarde Daesh, mais Hillary Clinton reconnaît que ce sont les Etats-Unis qui ont créé Al-Qaida.

Pour en sortir, nous avons donc besoin non pas d'étiquetages rapides et d'amalgames superficiels, mais de véritables explications basées sur l'histoire réelle du Moyen-Orient et sur l'analyse nuancée des phénomènes actuels du monde musulman. Comme Grégoire Lalieu et Mohamed Hassan l'ont bien expliqué dans *Jihad made in USA*¹⁰⁶, il n'existe pas un islamisme mais cinq courants différents.

¹⁰⁶ Grégoire Lalieu, *Jihad made in USA*, Entretiens avec Mohamed Hassan, 2014, p. 175.

Et ces courants sont très contradictoires puisque Washington soutient certains islamistes et combat les autres.

A propos de Charlie, ce Hezbollah qu'il est interdit d'écouter

Dans nos médias, le mouvement de résistance Hezbollah est présenté comme terroriste et fanatique tandis que l'Arabie saoudite et le Qatar sont présentés comme des modérés et alliés naturels de l'Occident. Mais si on dépasse les étiquettes pour s'informer à la source...

Prenons l'attentat contre Charlie. Les Saoud ont envoyé hypocritement un ambassadeur manifester à Paris. Mais leur véritable place serait plutôt au tribunal. Sur le banc des accusés, car ce sont eux et leurs imams fanatiques qui ont endoctriné les frères Kouachi comme ils ont endoctriné dans la haine et le fanatisme des milliers de combattants terroristes en Afghanistan, puis au Moyen-Orient.

Le contraste est frappant avec ce qu'a déclaré à propos de l'attentat contre Charlie Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, toujours diabolisé et à qui on ne donne jamais la parole : « *A travers leurs actes immondes, violents et inhumains, ces groupes extrémistes takfiristes font plus de tort au prophète que les caricatures occidentales et le tort qu'ils ont causé à l'islam est sans précédent dans l'histoire. Ces groupes takfiristes prétendent suivre l'islam mais ils font plus de tort à l'islam, au Coran et au prophète... que ceux qui ont insulté le prophète dans des films ou l'ont caricaturé.* »¹⁰⁷ Daesh plus

107 Daily Star (Liban), cité dans Russia Today, rt.com 10 janvier 2015.

grave que Charlie ! Les Saoud plus dangereux que les non-croyants ! Bien sûr, les médias n'ont pas relayé. On n'écoute pas « les méchants ».

Si l'Europe et les Etats-Unis croyaient vraiment aux grands principes qu'ils affichent, ils devraient sortir le Hezbollah de leur liste des organisations terroristes et y placer l'Arabie saoudite. Mais les règles du fric dominent celles de la morale. Un jour, il faudra quand même se demander pourquoi nos « amis » sont fanatiques et sanguinaires et nos « ennemis » plus ouverts et tolérants.

« Détruisez toutes les églises ! »

Les médias français et occidentaux critiquent de temps en temps l'un ou l'autre excès des Saoud. Mais jamais on ne les verra lancer une campagne contre ce régime le plus arriéré et le plus féodal de la planète. Ils dénoncent ce qu'il est impossible de dissimuler mais ne cherchent pas à montrer au public qu'il est urgent de cesser de soutenir ces ennemis de l'humanité qui répandent le fanatisme et la criminalité politique.

Il est donc ahurissant d'entendre nos médias occidentaux décrire à tout bout de champ l'Arabie saoudite comme un régime « modéré » alors que, selon le cheikh Abdul Aziz ibn Abdullah, grand mufti d'Arabie saoudite, il « *est nécessaire de détruire toutes les églises de la région* ».¹⁰⁸ Selon lui, l'islam serait la seule religion autorisable dans toute la péninsule arabique.

108 La Croix (France), 29 septembre 2013.

Sur le plan religieux, les dirigeants saoudiens nient le message d'amour et de justice présent dans le Coran. Ils le remplacent par une doctrine de répression et de crainte. Les mouvements terroristes qu'ils financent ont complètement déformé la signification du jihad qui implique en premier lieu un combat contre soi-même pour être davantage capable de faire rayonner la justice et le respect. La conception wahhabite du jihad est raciste, violente et pour tout dire primaire. Se sachant incapables de convaincre sur le plan des idées, les Saoud peuvent seulement imposer leurs règles par la violence et la peur.

Où Daesh va-t-il chercher son inspiration ?

Après s'être tus pendant trois ans, les médias occidentaux poussent à présent des cris d'horreur devant les agissements de Daesh. Sans jamais expliquer d'où provient sa doctrine. Les manuels de religion utilisés dans les régions contrôlées par Daesh sont amenés d'Arabie saoudite. Il est également instructif de comparer le code pénal et les épouvantables châtiments infligés par Daesh avec les pratiques de l'Arabie saoudite ...

En Arabie saoudite, le blasphème, les actes homosexuels, l'apostasie (le fait de renier sa foi) et le meurtre sont punis de mort. Pareil chez Daesh. En Arabie saoudite, l'adultère, si la personne est mariée, est puni de mort par lapidation. Pareil chez Daesh. La calomnie et la consommation d'alcool sont punies en Arabie saoudite à la discrétion du

juge et chez Daesh par 80 coups de fouet. Le vol est puni par l'amputation d'une main tant en Arabie saoudite que chez Daesh. Le vol en bande organisée par l'amputation des mains et des pieds en Arabie saoudite comme chez Daesh. Le meurtre et le vol en bande organisée sont punis en Arabie Saoudite par la mort et chez Daesh par la mort par crucifixion. « Modérés », nos amis de Riyad ? Tombée du ciel, l'idéologie sanguinaire de Daesh ?

Pourquoi les femmes ne peuvent conduire

L'Arabie Saoudite est une monarchie islamique absolue où la famille Saoud détient l'ensemble des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Il n'y a pas de Constitution (tout comme en Israël). La surveillance islamique a pour tâche de valider chaque décision du gouvernement. Elle est composée de deux institutions : le Haut Conseil des Oulémas (une centaine de théologiens nommés par le roi), et la Présidence générale pour la condamnation du vice et la promotion de la vertu (police religieuse spécifique à l'Arabie saoudite).

Ce n'est pas un hasard si en Arabie saoudite, l'Etat et la religion sont confondus en une religion d'Etat ultra-répressive. C'est la façon la plus efficace d'empêcher la démocratie et de garder le contrôle privé sur les ressources naturelles gigantesques de la région.

Pour empêcher l'émancipation des citoyens et les maintenir dans une terreur profitable, les dirigeants

saoudiens, grands alliés de Hollande, Fabius et Cie, professent les pires imbécilités. Ainsi, les femmes ne peuvent pas conduire selon Cheikh Saleh al-Lehaydan, consultant judiciaire et psychologue auprès de l'Association psychologique du Golfe, car « *si la femme devait conduire sans que ce soit utile, cela pourrait l'affecter d'un point de vue physiologique ; le cas a été étudié dans le domaine de la physiologie fonctionnelle et il s'avère que les ovaires sont automatiquement affectés, que la poussée du bassin est contrariée, et c'est ce qui explique que la plupart des femmes qui conduisent régulièrement des voitures donnent naissance à des enfants qui présentent des problèmes de santé d'ordres variés.* »¹⁰⁹ La gynécologie selon « nos amis » de Riyad.

Figée ou ouverte, deux versions de l'islam

Le cliché d'un islamisme unique et fourre-tout sème la confusion. En réalité, comme le christianisme, le judaïsme et toutes les religions, l'islam est traversé par différents courants, les uns réactionnaires, les autres progressistes. Reflétant des écoles d'interprétation, oui, mais qui ne tombent pas du ciel, ces courants sont étroitement liés aux conditions politiques et sociales des sociétés où ils se développent. Si l'islam se divise en deux, alors la gauche française laïque a tout intérêt à étudier le phénomène de plus près...

L'interprétation figée de l'islam interdit aux citoyens de réfléchir avec leurs propres cerveaux pour

109 Interview au journal en ligne Sabq, cité dans globalvoicesonline.org, 22 septembre 2013.

comprendre les textes et les adapter au contexte où ils vivent. Les traditionalistes veulent imposer un islam figé qui exige d'obéir sans réfléchir à des paroles prononcées il y plus de treize siècles dans un tout autre contexte où elles représentaient alors un progrès par rapport aux règles qui dominaient à l'époque. Dans cette interprétation réactionnaire de la religion, le croyant doit rester fataliste et passif. C'est-à-dire se soumettre au diktat des pouvoirs théologico-pétro-monarchistes.

Mais cet islam fossilisé, qui se montre souvent raciste et intolérant, n'est pas du tout le courant principal parmi les croyants. L'immense majorité des citoyens français et européens rejettent autant la dictature des Saoud que le mode de vie et de pensée qu'ils prétendent imposer.

A l'opposé des fossilisés, il existe une lecture du Coran, dont on parle bien trop peu, une lecture ouverte et progressiste insistant sur le fait que ce texte doit être placé dans son contexte historique, qu'il a été écrit dans l'Arabie du 7^{ème} siècle, donc dans des circonstances précises et que c'est la responsabilité des croyants d'aujourd'hui de l'interpréter à partir du sens profond de leur religion.

Pour le chercheur Rachid Benzine, « *l'histoire peut combattre les folies de l'idéologie en montrant par exemple la diversité des manières d'être musulman. Ce sont les hommes de chaque époque qui reconstruisent le sens et font évoluer la lecture en fonction des crises et des drames de leurs temps.* »¹¹⁰ Pour le psychanalyste Fethi Benslama, « *(il faut) une religion réflexive. Les mouvements appelés*

110 Nicolas Dutent, Ces intellectuels qui tissent un islam progressiste, *L'Humanité*, 12 février 2015.

*radicaux ou islamistes ont fondé leur doctrine sur l'idée que l'islam signifie soumission. On oublie que ce mot est polysémique : il peut signifier tout autant paix ou salut ».*¹¹¹

Cette autre lecture de l'islam appelle les musulmans à contribuer, en tant que citoyens et en tant que croyants, à la construction d'une société plus juste et plus pacifique. Ceci est l'intérêt de la grande majorité, mais pas de tout le monde...

Le sectarisme divise la résistance

C'est pourquoi le sectarisme, attisant les antagonismes entre les divers courants de l'islam, ne tombe pas du ciel non plus. D'un côté, explique le politologue Mohamed Hassan, « *les impérialistes ont toujours crain de voir les peuples du Sud s'unir. Avec leur vision sectaire, les islamistes réactionnaires avaient et ont toujours le profil de l'allié idéal. Par ailleurs, ces dictateurs féodaux totalement déphasés avec notre époque ne peuvent compter sur un soutien massif des populations pour rester au pouvoir. Ils sont donc totalement dépendants de l'appui et de la protection que leur apportent les impérialistes. Ainsi, les puissances occidentales, qui prétendent défendre la démocratie et les droits de l'homme à travers le monde, entretiennent des rapports ultra-privilégiés avec des pays comme l'Arabie saoudite.* »¹¹² En fait, les Saoud, fidèles serviteurs du colonialisme, mettent en pratique la stratégie de leurs maîtres : « Diviser pour régner ».

De l'autre côté, des musulmans qui veulent une société meilleure auront à cœur d'unir toutes

111 Idem.

112 Grégoire Lalieu, *Jihad made in USA*, Entretiens avec Mohamed Hassan, 2014, p. 185.

les forces qui peuvent faire reculer l'injustice. Les musulmans progressistes combattent les oppresseurs et les agresseurs, même s'ils sont musulmans. Et ils s'allient à tous ceux qui résistent, y compris s'ils sont chrétiens ou athées.

Comment on a pu vaincre Israël

Ainsi, au Liban, le Hezbollah possède certes sa vision de la société idéale islamique mais pour repousser l'agresseur israélien, il a choisi de s'allier avec tous ceux qui résistent. Y compris avec les milices de défense du parti communiste libanais. Leur unité a mis en déroute l'agression israélienne en 2006, montrant que c'est le chemin de la victoire. Tout à l'opposé donc de l'Arabie saoudite, le Hezbollah applique la tolérance et l'esprit d'unité, ce qui permettra aussi de concilier le projet islamique propre et le « vivre ensemble » dans le respect des coutumes des autres communautés.

De même, en été 2014, la mise en échec d'Israël n'a été possible que par la collaboration sans faille des divers mouvements de résistance palestiniens : Hamas, Djihad islamique, FPLP marxiste, brigades du Fatah et d'autres groupes laïcs ou marxistes.

La question clé est donc : quels intérêts sert-on ? Les intérêts des opprimés qui cherchent la libération ? Ou les intérêts des oppresseurs qui profitent des divisions pour imposer le statu quo ? L'islam réactionnaire correspond aux intérêts des classes qui veulent que rien ne bouge afin de préserver leurs priviléges et leurs immenses fortunes.

Quelle classe défendez-vous ?

Le fond de la question, ce sont bien les intérêts de la classe sociale à laquelle on appartient et qu'on défend.

Il n'y a aucune « essence » commune entre le roi d'Arabie saoudite avec ses quatorze milliards de dollars et le musulman de la banlieue qui vit au SMIC ou avec moins encore. De même qu'il n'y avait aucune essence chrétienne commune entre les dictateurs militaires d'Amérique latine style Pinochet et les prêtres catholiques inspirés de la théologie de la libération, qui vivaient dans les bidonvilles ou même accompagnaient la guérilla populaire.

Aujourd'hui, des théologiens progressistes comme Tariq Ramadan indiquent avec lucidité le fond du problème social : « *Ceux qui pensent aujourd'hui que Marx est dépassé feraient bien de revoir leur littérature. Quand il a dit une chose qui est vraie : c'est une question de classe ! C'est une question de classe ! Et c'est une question de pouvoir ! C'est-à-dire qu'il y en a certains qui ont du pouvoir et qui tiennent la parole, et il y en a qui tiennent le pouvoir de l'argent et qui tiennent le médiatique. Et aujourd'hui la majorité des gens qui sont dans les banlieues, ce sont des gens sans pouvoir et sans porte-voix. Et quand il y en a un, deux, trois qui apparaissent, s'ils ne sont pas dans l'air du temps, il faut les diaboliser pour qu'on n'entende pas ce qu'ils disent (...) Il faut prendre de tous ces intellectuels qui nous ont appris à déconstruire les instruments de pouvoir... »*¹¹³

113 Tariq Ramadan, Conférence, 22 mai 2010, Université de Paris X, Nanterre. Cité dans lapenseelibre.org, Au carrefour entre croyance et raison, 18 juillet 2011.

Quand l'islam obéit au capitalisme

A l'opposé, les Saoud défendent la soumission au Capital et à l'exploitation qui serait voulue par Dieu. Se soumettre aux riches « pour obéir à Dieu », c'est aussi le genre de préceptes de mauvaise foi que l'Eglise catholique a répandus en Europe pendant des siècles. Et pendant ce temps, cette Eglise était immensément riche.

De « leur » islam, les Saoud ont soigneusement retiré la doctrine très progressiste qui condamne la spéculation et l'usure (le prêt à taux abusif) qui sont considérés comme les péchés les plus importants après le polythéisme. Mais qui font la fortune de leurs maîtres capitalistes aux USA et en Europe. Là, les dictateurs se soumettent à leurs maîtres. Aucun Etat se disant musulman n'ose appliquer l'islam sur ce point.

S'ils étaient sincères...

En réalité, les émirs saoudiens, qataris, koweïtiens et autres sont de faux musulmans car ils sont les ennemis de leurs propres peuples. S'ils aimeraient vraiment leur Dieu et leur peuple, et l'ensemble de la nation arabe, alors ils feraient comme les chrétiens Chavez ou Evo Morales qui ont dit non aux Exxon, BP et Shell, qui ont récupéré l'argent du pétrole, qui ont apporté enfin à manger à leurs peuples, et aussi du travail, l'éducation et des soins de santé pour tous. S'ils étaient sincères, les émirs arrêteraient de gaspiller les richesses natu-

relles pour des frivolités et les utiliseraient pour mettre fin à la pauvreté partout. Ils permettraient l'émancipation des hommes et des femmes par la démocratie. Et s'ils étaient sincères, les dirigeants de France et d'Europe cesseraient de soutenir ces dictateurs corrompus et cruels, ils laisseraient les peuples se développer par eux-mêmes pour le bien-être de tous. Le Moyen-Orient et le monde arabe pourraient être transformés en dix ou vingt ans, la pauvreté serait envoyée au musée et le terrorisme n'existerait plus que dans les manuels d'Histoire.

Mais on en est bien loin. Ce changement-là ne viendra pas d'en haut, il ne viendra pas du fric. Il viendra d'en bas, il viendra des gens, de ceux qui travaillent et font réellement progresser la société humaine.

Le rôle des pétro-monarques : tuer l'espoir

Pourquoi les émirs saoudiens et autres tiennent-ils ces discours réactionnaires qui bloquent toute réflexion et tout progrès dans le monde arabe ? L'historien et analyste français Bruno Drweski l'explique ainsi : « *Au cours des trente dernières années parfois qualifiées de « trente piteuses » succédant aux « trente glorieuses », la désindustrialisation et les délocalisations ont entraîné une crise du monde du travail qui a produit une masse de jeunes précaires, qu'on aurait autrefois appelé lumpenprolétariat, et qui sont abreuivés de discours simplistes désignant des adversaires factices pour canaliser leur désespoir.* »¹¹⁴

114 Bruno Drweski, Islam : le point de jonction Tiers monde - Occident - puissances émergentes, intervention au colloque *Géopolitique de l'islam*, Académie de Géopolitique de Paris, Assemblée nationale, 9 février 2015.

Et Drweski montre quels intérêts globaux servent ces émirs : « *(Les) pétromonarchies cherchent à canaliser le mécontentement des jeunes précaires d'Orient et d'Occident vers des conflits ethno-religieux répondant à leur mentalité néo-tribale et vidant l'islam de son souffle novateur basé avant tout sur la lutte contre l'injustice, la spéculation et l'usure. Manipulation répondant aux intérêts des cercles dominant un Occident en panne et de son allié israélien incapable de sortir de sa logique de guerre et de clash des civilisations.* »

Au contraire des grands libérateurs d'Amérique latine comme Chavez ou Evo Morales, les émirs saoudiens et autres sont les serviteurs serviles des maîtres du monde. Ils sont le verrou chargé de bloquer la marche du monde arabe et musulman vers le progrès, la justice sociale et l'harmonie entre les peuples. Leur rôle est de tuer l'espoir d'une libération.

Comme le colonialisme empêche le Moyen-Orient de s'industrialiser et de créer une économie autonome (qui pourrait lui faire concurrence), la région reste bloquée dans une économie de pillage des ressources par les multinationales, de parasitisme par l'élite et de stagnation, donc de chômage chronique. De plus, les émirs saoudiens et qatariotes ne veulent pas d'une économie produisant une classe ouvrière locale (jugée dangereuse) et donc ils la remplacent par des esclaves importés de pays pauvres et maltraités de façon scandaleuse.

Il est temps de mettre fin aux nuisances de ces ennemis de l'humanité. Il est temps d'obliger leurs protecteurs de Washington et de Paris à laisser les

peuples décider par eux-mêmes. Les puissances occidentales qui maintiennent de force les Saoud au pouvoir pour le malheur des Arabes ne sont-elles pas les premières responsables des attentats terroristes à Paris et ailleurs ?

« La principale menace du 21^{ème} siècle » ?

Mais dans les médias, ce n'est pas de cela qu'on nous parle. On y invite au contraire un défilé de « penseurs » à la Finkielkraut pour nous faire paniquer sur le terrorisme islamique qui constituerait « *la principale menace du 21^{ème} siècle* ». Mais sur quelle planète vivent ces types ?

Ont-ils remarqué qu'un homme sur deux dans le monde est pauvre, qu'un milliard de gens souffrent de la faim, que l'écart riches - pauvres ne cesse de s'aggraver au Nord comme au Sud, que les guerres se multiplient pour le pétrole et les richesses stratégiques, et que les Etats-Unis risquent de nous entraîner dans un conflit généralisé qui embraserait la planète ? A qui profite cette façon de semer la panique en essayant de faire oublier les problèmes fondamentaux ?

Tout d'abord, en entendant ces discours de haine contre les musulmans, on a envie de demander si tout d'un coup la classe dirigeante de ce pays, à savoir la classe patronale, souhaiterait se débarrasser des Arabes et Africains ? Hors de France, les musulmans ?

Pas du tout. Toutes les études officielles, réalisées par des institutions liées au monde des entreprises sont unanimes : 1. L'immense majorité des immigrants s'est intégrée avec succès dans l'économie et contribue au développement économique. 2. Le déclin démographique de l'Europe exige au moins vingt millions d'immigrants d'ici 2050 si on veut que la Sécurité sociale reste en équilibre et l'économie compétitive.

Pourquoi est-il important d'analyser les réalités économiques de l'immigration ? Parce que l'attentat contre Charlie est lié à la montée des tensions dans un engrenage vicieux : la crise augmente le chômage et pousse les salaires vers le bas, l'extrême droite accuse alors les immigrés au lieu de s'en prendre à la politique du Capital. Le racisme de gauche accablant les musulmans « fanatiques et arriérés » vient renforcer ce racisme d'extrême droite, provoquant en retour une réaction fanatique « au nom de l'islam », réaction provoquée et manipulée par les puissances qui sèment la « guerre des religions ». Il est donc crucial de dégonfler les mythes de « l'immigré profiteur »

« Les immigrés profiteurs » ?

Les statistiques économiques officielles ridiculisent le mythe de l'immigré profiteur qui viderait les caisses de la Sécu et mettrait en danger notre économie et notre Etat. Une équipe de chercheurs de l'université de Lille a réalisé pour le compte du ministère des Affaires sociales une étude sur les

coûts de l'immigration pour l'économie nationale. Travaillant sur des chiffres officiels, les chercheurs ont décortiqué tous les grands postes de transfert des immigrés. Il en ressort un solde très positif.

*« Les immigrés sont une très bonne affaire pour l'économie française : ils reçoivent de l'Etat 47,9 milliards d'euros, mais ils reversent 60,3 milliards. Autant dire un solde positif de 12,4 milliards d'euros pour les finances publiques. »*¹¹⁵

En outre, leurs bas salaires ont un impact qui fait baisser les prix à la consommation dans tous les secteurs où ils sont exploités.

En Italie, le même calcul aboutit à un « cadeau » offert par les immigrés à l'Etat italien équivalant à 3,9 milliards d'euros.¹¹⁶ En Belgique et dans d'autres pays européens, les statistiques sont semblables. Alors, à quoi rime toute cette agitation ?

A qui profite l'islamophobie ?

C'est très simple : en matière de racisme, comme en matière de guerres, il faut toujours se demander : à qui profite le crime ? A l'heure où, d'un côté, nos gouvernements réduisent les salaires, les retraites et aussi les budgets pour l'école ou la santé, à l'heure où de plus en plus de ménages ne parviennent plus à boucler leurs fins de mois, à l'heure où sept cent mille Européens meurent

115 Juan Pedro Quinonero, *ABC* (Espagne), cité dans *Courrier international*, 2 décembre 2010.

116 *Corriere della Sera*, Gli immigrati regalano all'Italia 3,9 miliardio di euro, 23 novembre 2014.

chaque année parce qu'ils n'arrivent plus à payer leurs soins de santé¹¹⁷, et à l'heure où, de l'autre côté, l'argent ainsi volé aux simples gens permet aux gens pas simples d'acheter, ce sont juste quelques exemples, une *Porsche 918* à 800.000 euros, un téléphone portable Lamborghini à 5.500 euros ou une montre Patek modèle 5118P pour seulement 72.050 euros¹¹⁸, à l'heure où, par cette prétendue « austérité » qu'il faut plutôt appeler « transfert de fonds », à l'heure où le 1% le plus riche de la planète ne cesse de s'enrichir puisqu'il possédait 44% du patrimoine mondial en 2009, 48% en 2014 et dépassera les 50% en 2016¹¹⁹, je dis que dans cette situation, il est pour ces super-riches absolument décisif de parvenir à diviser les gens normaux. Il faut absolument que les volés se tapent les uns sur les autres au lieu de se tourner contre les voleurs.

Le meilleur truc pour diviser

Le meilleur truc qu'ils aient trouvé (mais ce n'est pas le seul), c'est de dresser les Français dits « de souche » contre les « immigrés », lesquels représentent un pourcentage très important de la classe travailleuse. Il faut absolument faire oublier que nous sommes tous des immigrés, la seule différence étant la date de notre arrivée. Il

117 Etude Johan Mackenbach, université de Rotterdam.

118 Salon de l'Auto, Bruxelles janvier 2015, Le Soir, janvier 2015, catalogue Patek Fabrice Gueroux.

119 www.oxfam.org/files/file_attachments/ib-wealth-having-all-wanting-more-190115-fr.pdf

faut, par le racisme anti-Arabs, anti-Noirs et par l'islamophobie, flanquer la trouille et la haine de « l'étranger ». C'est tout simplement la tactique du « bouc émissaire ».

Car nous vivons une époque où les riches déchaînent la guerre sociale. Auparavant, on appelait ça « la lutte des classes ». Et certains bien-pensants vont certainement nous ordonner de ne plus employer ce vocabulaire « dépassé ». Alors je rappellerai, une nouvelle fois, que tel n'est pas l'avis de la troisième fortune mondiale, le super-spéculateur Warren Buffett : « *Tout va très bien pour les riches dans ce pays, nous n'avons jamais été aussi prospères. C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner.* »¹²⁰ Si lui-même le dit...

Même en dépensant un million de dollars par jour, il faudrait à Buffett 160 ans pour dépenser sa fortune. Malgré tout cela, la politique actuelle de tous nos gouvernements est de continuer à enrichir Buffett et ses collègues. Car le nombre de milliardaires a doublé en dix ans. Comme disait Victor Hugo, « *c'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches* ». L'islamophobie sert à faire oublier ça.

Disputez-vous !

Donc, le patronat ne veut absolument pas chasser les immigrés du marché du travail. Au contraire, plus il y a de gens qui se disputent les emplois, plus bas seront les salaires et plus hauts les profits.

120 Ben Stein, In Class Warfare, Guess which Class is winning, *The New York Times*, 26 novembre 2006.

Mais pour cela il convient qu'une partie au moins de ces salariés soient sans droits, sans syndicats et coupés de leurs collègues blancs, afin qu'ils soient obligés d'accepter n'importe quoi pour survivre. C'est ce qu'on appelle la pression sur les salaires grâce à « l'armée de réserve ». Diviser pour régner, cela ne s'applique pas seulement dans les colonies, mais aussi sur le marché du travail. Voilà pourquoi capitalisme égale racisme. L'islamophobie, c'est la meilleure diversion pour empêcher que les gens d'en bas s'en prennent aux vraies causes de l'exploitation et de la pauvreté.

Si le racisme se développe à toute allure, c'est à cause de la crise. La France et toute l'Europe subissent une triple crise : des banques, de la dette et de l'euro, qui en réalité traduit une crise plus profonde, structurelle, permanente avec un déclin continu du taux de profit depuis 1965. Mais les partis dominants ne savent pas comment en sortir puisqu'ils sont tous d'accord de se battre pour la « compétitivité de nos entreprises ». Donc pour intensifier la guerre économique laquelle se mène en appauvrissant ceux d'en bas pour augmenter les profits de ceux d'en haut. Mais ce faisant tous ces partis diminuent le pouvoir d'achat de ceux qui sont censés faire tourner l'économie en consommant et donc ils aggravent la crise générale.

Partis en crise et FN trompeur

Et cette crise économique provoque une profonde crise politique aussi. Puisque, depuis trente ans, les

partis n'ont rien réussi et répètent sans cesse les mêmes promesses électorales qu'ils n'ont ni la possibilité, ni l'intention de réaliser.

Perdant ainsi toute crédibilité, ils ont ouvert un boulevard à la démagogie de l'extrême droite. Dont le programme est aussi d'enrichir les très riches, mais, tant qu'elle n'est pas au pouvoir, elle parvient à faire croire le contraire. Cependant les faits sont les faits : dès que le FN a eu des élus au Parlement, ceux-ci ont repoussé toutes les propositions allant dans le sens du progrès social et approuvé tout ce qui était favorable aux puissances d'argent. Fiscalement, le FN propose de supprimer les impôts sur le revenu, les successions et la fortune, et de les remplacer par la TVA, impôt injuste frappant tous les consommateurs.¹²¹

En France, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Grèce, les partis traditionnels sont en crise et tentent de se rattraper en surfant sur l'islamophobie. Ce qui ne fait qu'aider encore plus l'extrême droite.

Peur des révoltes

Si le racisme se développe à toute allure, c'est que l'élite de l'U.E. a peur des révoltes qui embrasent déjà la Grèce et l'Espagne, elle sait que des partis radicaux acquièrent de plus en plus d'influence aussi en Belgique, en Hollande, au Portugal, que d'autres vont surgir et elle sait qu'une étincelle peut

121 Résistances.be, L'extrême droite est antisociale.

mettre le feu à la poudrière sociale. Les gens sont de plus en plus en colère.

Donc, l'islamophobie sert de diversion aux riches qui exploitent le travail des autres. Et elle sert aussi aux va-t-en-guerre, ce qui en fait revient au même. Semer la méfiance et la haine envers les Arabes permet de chauffer l'opinion pour approuver les guerres des multinationales pour le pétrole. Semer la méfiance et la haine envers les Noirs permet de chauffer l'opinion pour approuver les guerres des multinationales pour les minerais précieux de leur continent. Après l'islamophobie, nous allons avoir droit à la négrophobie.

Si on veut pouvoir combattre le racisme, il faut pouvoir rétablir la vérité sur l'immigration et démonter les mythes...

Les grands mythes concernant l'immigration

Le fonds de commerce du racisme, c'est que l'immigration serait aujourd'hui de plus en plus massive et menacerait la pureté ou le bien-être des pays envahis. Mais pourquoi les médias qui répandent ces phobies et ces fantasmes n'exposent-ils pas tout simplement les réalités historiques ou actuelles ?

1. L'immigration n'est pas un phénomène récent qui aurait débuté avec l'arrivée des travailleurs issus des anciennes colonies. Elle est liée au développement du capitalisme qui avait besoin

d'énormes masses de forces de travail pour son nouveau mode de production. La première forme de la migration fut la traite des esclaves (30 millions d'Africains).¹²² La noblesse et la bourgeoisie française ont bâti des fortunes colossales grâce à ce trafic.

2. Les Etats-Unis, le Canada, l'Australie ou l'Argentine se sont entièrement construits par vagues successives d'immigrés. Faudrait-il les renvoyer « chez eux » ?

3. Pour leurs grands projets économiques, les élites européennes ont souvent organisé l'importation de grandes masses d'immigrés : Allemands pour aménager les polders et les digues d'Amsterdam, Espagnols pour les vignobles français, Irlandais pour les égouts de Londres, Allemands et Belges pour les boulevards parisiens du baron Haussman fin 19^{ème}.

4. L'immigration fut trois fois plus forte entre 1850 et 1914 qu'aujourd'hui.

5. Quand les Européens émigraient, c'était toujours à cause de la pauvreté (ou parfois à cause de persécutions religieuses). Aujourd'hui encore, c'est la répartition inégale des richesses qui est la cause fondamentale : un chauffeur de bus gagne quinze fois plus en Europe que dans un pays pauvre.

6. Après cinq siècles de migrations intra-européennes, les Européens constituent une popula-

122 Données tirées de Harpal Brar, Capitalisme et immigration, Etudes marxistes, n° 76, octobre 2006.

tion très mélangée. Un quart des Français actuels ont un parent ou un grand-parent né à l'étranger.

7. Quand le capitalisme connaît une forte croissance ou des besoins spéciaux dans un secteur, rien ne peut empêcher l'immigration des travailleurs dont il a besoin. Les dirigeants politiques peuvent bien faire de la démagogie électorale, les patrons leur rappellent toujours, discrètement, que les profits ont besoin de nouvelles mains d'œuvre.

8. La Commission européenne a déclaré que la population laborieuse allait décliner en 2025 et que le blocage de l'immigration n'était plus adapté aux conditions économiques. Il entraînerait en effet un déclin de la croissance et la part de l'U.E. dans le produit mondial brut risquerait de baisser de 18% à 10%.

9. L'Allemagne a introduit une « carte verte » sur le modèle des Etats-Unis pour favoriser l'importation de travailleurs dont elle a besoin pour certains secteurs. Sarkozy a lui aussi prôné « l'immigration choisie » (par lui, ou plutôt par les entreprises).

10. On a créé un sentiment de panique alors que le nombre de demandeurs d'asile a été considérablement réduit depuis 2000.

« *C'est l'immigration illégale qui nous rapporte* »

Le but réel de la démagogie anti-immigrés n'est pas de freiner l'immigration mais de faire peser

le blâme sur les travailleurs étrangers. Au lieu que soit examinée la responsabilité du capitalisme dans les problèmes de pauvreté et de chômage. Comme l'explique un activiste indien vivant en Grande-Bretagne : « *Les contrôles (de l'immigration) sont destinés à dresser contre ces nouveaux venus la fraction de la classe ouvrière établie depuis plus longtemps (parmi laquelle on trouve de nombreux immigrés des première, seconde ou troisième générations). Une fraction des travailleurs accuse l'autre de conditions dont ni l'une ni l'autre ne sont responsables.* »¹²³

Le mot « démagogie » n'est pas exagéré et cela ressort d'une polémique apparue en 2003. Le ministre britannique de l'Intérieur avait distingué l'immigration légale et l'immigration illégale, réclamant une limitation. Mais Christopher Caldwell, un célèbre éditorialiste du très patronal *Financial Times*, le remit à sa place : « *Si la migration de masse est un paramètre naturel de l'économie mondiale, c'est précisément l'immigration illégale - et non la légale - qui fournit le filon économique (...) L'insistance de la gauche sur le terme « immigré sans papiers » - au lieu d' « étranger illégal » n'est pas correcte sur le plan politique. Qualifier des immigrés d' « illégaux » ne fait que camoufler les avantages qu'ils fournissent aux employeurs du fait qu'ils n'ont pas accès aux réglementations en matière d'assurance et de salaire minimal. (...) Économiquement, il vaut la peine d'avoir de tels immigrés, mais uniquement s'ils vivent sous un autre régime politique.* »¹²⁴

Comme quoi la vérité sort parfois des journaux financiers. Si on écarte les mythes et si on recherche

123 Idem, page 34.

124 *Financial Times*, 22 novembre 2003.

les faits historiques et économiques, on peut voir que le racisme est juste un rideau de fumée très utile à certains. Le capitalisme se caractérise par un écart énorme entre la richesse des uns et la pauvreté des autres. Tant que persistera cet écart, il sera intéressant pour les patrons de faire venir des immigrés et il sera inévitable pour des pauvres de migrer pour survivre. Comme les « illégaux » sont ceux qui rapportent le plus, l'hypocrisie continuera.

Le racisme est un héritage du colonialisme. Le racisme est un instrument de l'exploitation. Le racisme fait du tort aux Blancs aussi.

Comment répand-on l'islamophobie ?

Pour semer la « guerre des religions » en France, des intellectuels comme BHL, Finkielkraut, Bruckner, Fourest ou Taguieff mènent une guerre idéologique incessante pour diaboliser « le péril musulman », et, simultanément, pour défendre Israël. Car les deux sont liés. Après le 11 septembre, Israël a recyclé ses vieux prétextes pour diaboliser les Palestiniens et a tout misé sur l'assimilation des Palestiniens au terrorisme. Il fallait absolument profiter de toute l'opération de marketing lancée par l'administration Bush et qui marchait si bien.

Sur base de ce que nous venons de lire, provenant des milieux patronaux, le diagnostic est clair : consciemment ou non, les intellectuels islamophobes sont des employés de luxe du patronat. Leur mission : habiller de belles phrases chic la

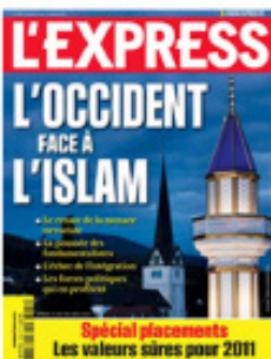
sordide réalité de l'exploitation : le patronat préfère des travailleurs sans droits à des travailleurs ayant les moyens de se défendre.

Il est frappant de constater que les intellectuels islamophobes refusent les véritables débats contradictoires où leurs analyses pourraient être vérifiées sur base des faits. Débattre n'est manifestement pas leur but. Exacerber le conflit, y compris en insultant leurs adversaires, oui. Nous y reviendrons.

Pour semer la trouille, des magazines concoctent des couvertures terrifiantes et répandent des peurs irrationnelles. Au lieu de mener un vrai travail journalistique d'enquête, d'explication et d'échange entre cultures.

Depuis dix ans, la France a connu une véritable campagne de diabolisation médiatique et politique des musulmans : loi sur le foulard, déferlantes de déclarations politiques et médiatiques accusant l'islam de menacer la république, le droit des femmes, la laïcité, loi sur la burqa, débat sur l'identité nationale, débat sur les prières de rue, débat sur les minarets, tirades de Zemmour, livre de Houellebecq... Quasiment tous les trois mois, éclate une « affaire » avec, à chaque fois, des couvertures (voir ci-contre) diffusant la caricature et la peur. L'islamophobie n'est pas née toute seule, elle a été suscitée par ces faux débats dans les médias.





Qui commet le plus d'attentats en Europe ?

Après l'attentat contre Charlie, les clichés ont déferlé dans certaines conversations. On a entendu partout : « *Tous les musulmans ne sont pas des terroristes, mais tous les terroristes sont musulmans* ». Inévitab-lement suivi de : « *Pourquoi n'y a-t-il pas de terroriste chrétien ou juif ?* »

Réponse : mais il y en a ! Tout plein ! C'est juste qu'on leur donne un autre nom. Qu'est-ce que le « terrorisme » sinon la volonté de faire peur pour imposer ses volontés politiques ? Comment qua-lifier alors la guerre menée par Bush en Irak et l'opération militaire initiale qui s'appelait « *Shock and Awe* », c'est-à-dire : « Choc et effroi » ? Et que fait Netanyahu sinon terroriser les civils palesti-niens pour qu'ils partent et qu'Israël puisse rafler leurs terres ?

Cependant, dans les médias, ce terrorisme prat-iqué à grande échelle par des Etats amis s'appelle « défense de la démocratie ». L'étiquette « ter-roriste » est réservée aux petits artisans.

Admettons. Alors, qui a commis le plus grave massacre terroriste perpétré depuis vingt ans en Europe ? Nous en avons parlé, c'est Anders Breivik, qui se définissait comme un militant anti-immigrés, anti-musulmans et « pro-Europe chré-tienne ». C'était à Oslo en 2011. A l'époque, on a dit qu'il ne convenait pas de l'appeler « terroriste chrétien ». C'est correct. Mais alors pourquoi nos médias parlent-ils de « terrorisme musulman » ? Parleraient-ils de « terrorisme juif » à propos des

crimes de Sharon ou de Netanyahu ou des crimes commis en France par la milice dite Ligue de Défense Juive (LDJ) ? Non, et ce terme ne conviendrait pas non plus. Apparemment, avec les musulmans, on peut se le permettre. Deux poids, deux mesures.

N'empêche que l'homme de la rue a cette impression : « *Quand même, beaucoup d'attentats sont commis par des musulmans* ». Faux encore ! Selon Europol (l'Office de police criminelle intergouvernemental de l'Union européenne), la part des attaques terroristes perpétrées en Europe par des musulmans est inférieure à 2% des attaques terroristes totales. Sur les 152 attaques terroristes menées en Europe en 2013, seulement deux ont été motivées par des motifs religieux et 84 ont eu pour motivation le nationalisme ou le séparatisme. Aux Etats-Unis aussi, entre 1980 et 2005, 94 % des attaques terroristes ont été perpétrées par des non-musulmans, selon une étude du FBI.¹²⁵

Criminaliser ceux qui critiquent Israël

Une autre méthode joue un rôle important dans la propagation de l'islamophobie : cette façon qu'ont les dirigeants et les médias français ou belges de criminaliser toute critique du colonialisme israélien. Ils osent même traiter de « racistes » ceux qui sont activement solidaires des Palestiniens. Le monde à l'envers ! C'est Israël qui pratique le racisme d'Etat. C'est Israël qui discrimine officiel-

125 Are all terrorist Muslims ? It's not even close, www.thedailybeast.com, 15 janvier 2014.

lement les citoyens non juifs (« de par la volonté de Dieu », paraît-il !). C'est Israël qui piétine le principe de l'égalité des êtres humains.

Comme l'écrit très bien l'Union des Juifs Français pour la Paix, toute la France officielle est hypocrite en blanchissant Israël malgré ses violences et en diabolisant ceux qui résistent, surtout la communauté musulmane : *« Le porteur de kippa n'arbore-t-il pas aussi souvent l'insigne des parachutistes israéliens ? Lui peut aller manifester tranquillement pour soutenir l'armée israélienne et ses massacres à Gaza, voire même y participer, la presse nationale, le gouvernement français, tiennent le même discours que lui sur l'opération « Bordure de protection ». Il est du côté du manche. Il est blanc, il est occidental, il a le droit du plus fort pour lui. Les groupes violents comme la Ligue de Défense Juive peuvent insulter la Palestine, les Arabes, frapper, casser, rien, aucune sanction, la police regarde et se tait, comme cet été rue de la Roquette, des vidéos prises sur place faisant foi. Le jeune Arabe, lui, n'a pas le droit de manifester pour Gaza - interdictions ministérielles pendant la même période. Comment ne pas penser à ce jeune homme qui a été arrêté (avec d'autres sur délit de faciès pur) en marge d'une manifestation de cet été, en rentrant tranquillement chez lui, parce qu'il portait un keffieh : frappé, passé en comparution immédiate, la journaliste de Libération qui assistait à l'audience où le garçon pleurait devant une juge partielle et inflexible, refusant d'entendre quoi que ce soit, en a fait un article scandalisé. Il a pris trois mois de prison ferme, et est encore aujourd'hui assigné à résidence dans sa banlieue avec bracelet électronique. »*¹²⁶

Comme nous le disions au début de ce livre, la

126 Bureau national de l'UJFP, 15 janvier 2015.

France officielle, la France de l'élite n'est pas innocente. Elle n'est pas la victime mais bien la première coupable des colères et des frustrations qu'elle a elle-même créées : « *Cette justice à deux vitesses, cette stigmatisation des uns au bénéfice doutenus des autres, ce discours officiel qui fait du monde arabe l'axe du mal terroriste, l'arriéré barbare, et d'Israël un modèle de démocratie, des jeunes Arabes et Africains des dangers potentiels pour la société et des Juifs une catégorie intégrée dans un Occident tout récemment devenu judéo-chrétien et à protéger, font le lit de la colère.* »¹²⁷

« *Tu es Arabe, alors...* »

Cette colère, cette frustration, je les ai ressenties très souvent. Lors des conférences qui ont suivi la publication de mon livre *Israël, parlons-en !*, je commençais toujours par interroger mon public : « *Quand vous parlez du conflit Israël - Palestine, quel est le problème principal que vous rencontrez pour convaincre ?* » Réponse la plus fréquente : « *Tu es Arabe, donc tu n'es pas objectif !* », c'est par ce genre de phrases que mes interlocuteurs se retrouvaient discrédités et exclus d'avance de la discussion. Combien de jeunes m'ont raconté avec colère : « *Mon prof m'a dit de me taire car je ne connaissais pas la situation ! Mais c'est lui qui ne connaissait ni l'Histoire, ni la situation sur le terrain !* »

Des profs censés favoriser la curiosité, la recherche, le débat démocratique mais qui les étouffent ! Comment est-ce possible ? Parce qu'ils sont eux-

¹²⁷ Idem.

mêmes victimes de la désinformation médiatique et du chantage culpabilisant sur « l'antisémitisme ». Parler d'Israël est devenu tabou dans beaucoup d'écoles. Pense-t-on que cela aidera les jeunes immigrés à débattre démocratiquement et à se sentir bien acceptés dans la société ?

Mais le ratage de l'école ne concerne pas seulement Israël. C'est toute la pratique envers les jeunes d'origine immigrée qui pose problème...

Le rejet commence à l'école

« *De toute façon, vous finirez chômeurs comme vos parents !* » Fatima, institutrice à Bruxelles, m'explique comment de nombreux jeunes d'origine immigrée tombent sur des profs désabusés et cyniques, et assez souvent racistes. Ou alors, quand des jeunes se battent à la récré, ce qui doit être le lot de toutes les cours de récré du monde depuis la nuit des temps, mais là, le regard change et ça devient : « *Encore vous, les Arabes !* »

« *Et c'est à l'école, malheureusement, me confie Fatima, que commence la mauvaise image de soi, le manque d'auto-estime. Certains profs devraient simplement apprendre la pédagogie. Mais il y en a beaucoup aussi qui pratiquent un racisme structurel. Et c'est très grave, car le professeur est le premier rapport de l'enfant avec l'institution. Si le jeune est mal vu par son prof, il se sentira mal vu par l'ensemble de l'Etat.* »¹²⁸

128 Entretien personnel.

Est-ce lié à certains quartiers « défavorisés » comme on dit ? « *Il y a toujours eu des ‘sales quartiers’, même avant l’immigration. Des quartiers pauvres où on craignait de se promener. Il y a toujours eu discrimination sociale et misère. Cependant cela se renforce avec le racisme : nous venons d’un pays en voie de développement, alors nos cerveaux sont considérés eux aussi en voie de développement ! J’ai rencontré plein de parents désespérés car leur enfant n’avait tout simplement pas sa place à l’école. Et si en plus les parents parlent mal français et que du coup, à la réunion de parents, le prof leur parle comme à des débiles, tout cela se grave dans la conscience du jeune. »*

« *Ceci dit, intervient Tarik, jeune intellectuel français, quand un jeune est né ici, parle très bien et se débrouille pour manier les idées, il ne sera pas forcément bien accepté. Le mépris reste, on n’a pas le droit de parler à égalité. Moi, pour avoir mes points, j’ai été obligé de répéter la version officielle, comme quoi c’étaient les Etats-Unis qui avaient libéré l’Europe durant la Seconde Guerre mondiale »*

En fait, l’Histoire qu’on enseigne à l’école est bien souvent une version raciste et en tout cas européocentrique, et ceci ne heurte pas seulement les Arabes. Felipe, jeune Colombien de 13 ans, a raté son examen sur le thème Christophe Colomb. Le prof en était resté à la version européenne officielle à l’eau-de-rose et Felipe avait eu le tort de signaler qu’en réalité Christophe Colomb s’était trompé en arrivant en « Amérique » (il se croyait aux Indes, d’où le nom « Indiens » qu’il donna aux indigènes). Et surtout que son second voyage avait pour but de

piller l'or et l'argent du continent. Recalé !

Les professeurs sont censés éveiller le jeune à la curiosité, à la compréhension du monde par l'échange des idées et le dialogue. Il est ahurissant de voir que, par racisme conscient ou inconscient, ils ferment la porte au lieu de l'ouvrir. On ne généralise pas bien sûr. Plein de profs font de leur mieux avec peu de moyens. Mais c'est un problème structurel à prendre en mains. Rappelons-le : les frères Kouachi ont fait leurs études en France.

Le poids du colonialisme d'hier...

Il n'y a pas que la frustration née du colonialisme d'Israël. Il y a aussi l'impact du colonialisme et de la violence pratiqués pendant des décennies par la France...

En fait, ce n'est pas la première fois que le terrorisme frappe à Paris. Dans cette ville, le plus grand massacre a été commis par la police du général De Gaulle, le 17 octobre 1961. Alors que certains prétendent que les musulmans ne se mobilisent pas assez pour les « valeurs de la République », en réalité, c'est la communauté musulmane qui s'est le plus mobilisée. Elle n'en fut guère récompensée. En 1961, se déroulait une marche pacifique, républicaine et citoyenne en plein cœur de Paris, des milliers d'Algériens réclamant « Liberté, Egalité, Fraternité ». Ce qui, en droit international, commence par l'autodétermination des peuples et donc le droit de choisir une

Algérie indépendante. Ce 17 octobre 1961 donc, la police du général De Gaulle a attaqué sauvagement ces manifestants, faisant des centaines de blessés et plus de deux cents morts. Le nombre précis des victimes restera toujours inconnu en raison du black-out et de la censure totale imposée par les autorités françaises. Beaucoup des personnes assassinées par la police ont été purement et simplement jetées dans la Seine.

Il fallut attendre des dizaines d'années pour que ce terrorisme d'Etat soit enfin reconnu, grâce notamment aux enquêtes courageuses de Jean-Luc Einaudi¹²⁹. Et encore : reconnu du bout des lèvres. Pourtant, un massacre d'une telle ampleur aurait exigé un intense travail de mémoire : des rapports officiels, des études scientifiques, des commémorations solennelles et un musée pour éduquer la jeunesse. Seulement, ces victimes algériennes n'étaient pas de « bonnes victimes » puisqu'elles avaient été assassinées par la France d'en haut. Envers et contre tout, la France officielle doit rester noble, incarnant les valeurs de la civilisation.

Comme au Rwanda, quand elle a été complice du génocide ? Quand on présente les terroristes comme des monstres, est-on prêt à un examen de conscience général ?

...qui continue aujourd'hui

Pense-t-on que cinquante ans plus tard, cette page soit définitivement tournée ? Pense-t-on que

129 J-L Einaudi, *La bataille de Paris, 17 octobre 1961*, Seuil, Paris, 1991.

les crimes du colonialisme français contre l'Algérie ne laissent pas de traces dans la mémoire, les frustrations, le ressentiment des jeunes immigrés, d'autant qu'ils se retrouvent, à nouveau, méprisés et discriminés dans leur vie quotidienne ? Pense-t-on que l'apartheid qui exclut les banlieues françaises n'est pas le terreau où fleurit la tentation du terrorisme ?

Des amis m'ont dit : « *Quand on arrive de l'étranger, le racisme qui règne en France paraît énorme. Mais eux, les Français, ne le voient pas ?* »

Même depuis les Etats-Unis, ça se voit. Gordon Adams, professeur à la très officielle American University, écrit : « *La France et, par extension, l'Europe sont dans une impasse. Dans le cas de la France, la situation dure depuis des décennies, depuis plus d'un siècle même. Si l'extrémisme religieux est le motif immédiat du massacre de Charlie Hebdo et de l'épicerie casher à Paris, l'héritage du colonialisme et l'humiliation des anciens sujets des colonies sont au cœur du problème. Cet âpre héritage du colonialisme est encore à rive aujourd'hui - on peut le déceler dans les attentats comme dans la réaction française.* »¹³⁰

« *Ils ont enlevé le casque.
En dessous, la tête est restée coloniale* »

Souvent, je cite cette phrase du sociologue Régis Debray, décrivant bien le capitalisme français et certains intellectuels : « *Ils ont enlevé le casque. En*

130 Gordon Adams, The French Colonialist's Comeuppance, *Foreign Policy*, 21 janvier 2015.

dessous leur tête reste coloniale. » On ne mesure pas la profondeur de l'impact du colonialisme sur les esprits. Du colonisateur comme du colonisé. Quand on s'interroge sur la violence qui sévit aujourd'hui, ne faut-il pas se demander comment tout cela a commencé ?

Chaque ville française possède une avenue, une rue ou une place Jules Ferry (1832 - 1893) célébré pour son rôle dans la mise en place de l'enseignement public comme une des « stars » de la République française. A quand un débat sur ses merveilleuses déclarations coloniales du genre : « *Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures* ».¹³¹

Dans son *Discours sur le colonialisme*, paru en 1950, l'écrivain martiniquais Aimé Césaire décrit la brutalité de la relation entre colonisateur et colonisé : « *Il n'y a de place que pour la corvée, l'intimidation, la pression, la police, l'impôt, le vol, le viol, les cultures obligatoires, le mépris, la méfiance, la morgue, la suffisance, la muflerie, des élites décérébrées, des masses avilis* ». Césaire appelait donc les colonisés à se forger une nouvelle conscience de soi, la « négritude », permettant de s'opposer, mentalement aussi, aux colonisateurs français blancs. En 1957, Albert Memmi, écrivain et sociologue juif tunisien, dans son *Portrait du colonisé*, précédé du *Portrait du colonisateur*, expliquait que le système colonial déshumanise à la fois le colonisateur et le colonisé. Le colonisateur faisant « *mine obstinément de n'avoir rien vu de la misère et l'injustice qui lui crèvent les yeux* ». En 1961, l'élève

131 Débat parlementaire du 28 juillet 1885.

de Césaire, Frantz Fanon, également martiniquais, auteur du pamphlet majeur *Les Damnés de la Terre*, critiquait sans concession la violence continue de l'administration coloniale française qui traitait ses sujets comme des êtres inférieurs. Pareille violence ne pouvait à ses yeux qu'engendrer la violence.

S'il n'y a pas là-dessus un travail de mémoire et de débat public, véritable et donc sur pied d'égalité, l'abcès restera. Toujours prêt à exploser.

« La France ne s'adapte pas à ses immigrés »

Après la colonisation qui fut très brutale tant dans le Maghreb qu'en Afrique noire, de nombreux ex-colonisés sont arrivés pour travailler en France, apportant la diversité culturelle et l'islam sur le territoire de la métropole. Mais qu'est-ce qui a changé ?

« La France s'est malheureusement mal adaptée à cette migration, si ce n'est pas du tout. », estime le professeur US Gordon Adams. « Le colonisateur n'a pas été capable de se faire à la présence du colonisé. La notion française de nationalité repose sur l'idée de devenir "français", d'adopter la culture et les symboles français, et non sur celle d'élargir ce qui est français pour embrasser d'autres cultures, races, religions et valeurs. La discrimination est allée bon train. Les damnés ont été condamnés à vivre dans des logements miteux dans les banlieues et ils ont été maltraités par le système éducatif ; leur religion a été ignorée ou critiquée (la France laïque rejette le port du foulard) ; les emplois qu'on leur a proposés étaient rares. La population immigrée est restée "colonisée". Cela fait plusieurs années que ces décen-

*nies d'héritage colonial et de renforcement étatique et public de la “séparation” se retournent contre la France. Il y a dix ans, des émeutes ont éclaté dans les banlieues immigrées de Paris. La marginalisation n'a pas cessé. Aujourd'hui, une partie de cette population non intégrée trouve sa voie dans l'islam radical. La jeune génération de ces familles d'immigrés vit en France mais elle n'est pas “de France”. Et la France ne la considère pas comme sienne. »*¹³²

L'expression de la rage profonde des colonisés

Donc, ni les dirigeants politiques, ni l'école, ni les médias français ne sont innocents de ce qui est arrivé à Paris et qui va continuer, hélas, si on ne change pas radicalement d'orientation en permettant un débat démocratique sans tabous. Comme l'a écrit Saïd Bouamama : « *A diaboliser les musulmans, on crée des islamophobes* ». Et à force de répandre l'islamophobie, on crée des terroristes.

Gordon Adams appelle aussi à ce débat en profondeur : « *L'extrémisme islamique est clairement une expression immédiate de cette rage profonde des colonisés, un message qui donne voix à cette humiliation et à ce désir de se soulever. Et les conséquences sont effroyables. Mais la religion n'est qu'une partie du problème. L'héritage du colonialisme en est une autre, bien plus importante.*

La réponse répressive au terrorisme est condamnée à échouer. Vu la frustration qui touche de larges couches de la population, elle peut calmer la

¹³² Idem.

situation quelque temps, mais, à terme, elle exacerbera la tension, confirmant aux exclus qu'ils n'ont pas de place dans ce système. La répression crée l'ennemi qu'elle prétend vaincre. La seule solution, c'est de donner de l'espoir. De vraies chances dans l'éducation et sur le marché du travail. Le contraire de la politique actuelle.

Dans ce chapitre, nous avons pu voir l'importance de distinguer les diverses sortes d'islam, figé ou ouvert, réactionnaire ou progressiste, d'aller au-delà de l'étiquette « islamisme » qui sème la confusion, nous avons pu constater que les démocraties occidentales s'allient aux éléments les plus rétrogrades pour contrer les progressistes et qu'il serait urgent de lancer une campagne massive contre ces pétromonarchies dangereuses, nous avons entendu comment le patronat ne veut absolument pas se passer d'une immigration, surtout illégale et ne pouvant résister, ce qui implique que des campagnes islamophobes maintiennent ces travailleurs immigrés en position de faiblesse, ce qui implique aussi que les immigrés soient exclus du débat sur l'Histoire, sur les guerres actuelles, alors qu'ils auraient tant à y apporter.

Le racisme ne tombe pas du ciel. Il est un rouage du système capitaliste pour exploiter les richesses naturelles et les forces de travail. Et c'est sans doute pour cette raison que la liberté d'expression n'est peut-être pas aussi complète qu'on nous le dit.

Chapitre 7

La France, c'est la liberté d'expression ?

*« La liberté d'information,
(ce n'est pas) un droit du journaliste,
c'est un droit du lecteur du journal.
Ce sont les gens qui travaillent dans une entreprise,
un chantier, un bureau qui ont le droit de savoir
ce qu'il se passe et d'en tirer les conséquences. »*

Jean-Paul Sartre, philosophe

Le 11 janvier 2015, Hollande, Cameron, Netayanhou, l'Otan et les émirs arabes ont manifesté tous ensemble pour nous assurer que la France était et devait rester le pays de « la liberté d'expression ». Quand les puissants de ce monde viennent manifester avec les simples citoyens au nom de leurs « valeurs communes » dont cette liberté d'expression, a-t-on le droit de se poser des questions ?

Il faut quand même rappeler que 90% des tirages de cette presse sont aux mains de très grosses multinationales. Quand des milliardaires décident qui sera directeur de rédaction et rédac chef, et donc ce qu'on pourra écrire ou pas, le décident-ils en fonction de l'intérêt des simples citoyens ou en fonction de leur portefeuille ?

Peut-on parler d'une presse démocratique quand...

Peut-on parler d'une presse française démocratique quand la plupart des magazines sont contrôlés par le fabricant d'armes Lagardère (complice d'Israël dans la fabrication des drones assassins), quand la principale télé est contrôlée par Bouygues (complice d'Israël dans la colonisation de Jérusalem), quand le principal quotidien de droite est contrôlé par le fabricant d'armes Dassault (dont les avions servent aux bombardements effectués par Israël), quand le principal quotidien du centre est contrôlé par trois milliardaires dont un banquier français et par une multinationale espagnole alliée à de grands groupes impliqués dans des coups d'Etat en Amérique latine, quand le principal quotidien « de gauche » est contrôlé par le banquier Rothschild (qui a acquis la nationalité israélienne) et ensuite par un milliardaire israélien sioniste qui veut « *améliorer l'image d'Israël* »¹³³, et quand la principale firme de publicité, Havas - dont dépendent financièrement tous les médias - est contrôlée par le groupe Bollore, serial-pilleur des matières premières africaines ? Ici, est-on encore dans le journalisme ou dans la défense d'intérêts bien précis et des clichés qui soutiennent ces intérêts ?

Dans tous ces médias, les exemples de censure sont quotidiens. Que ce soit par le propriétaire du journal, par les budgets publicitaires des multinationales, par les relations des propriétaires avec le monde du business et le monde politique, que ce

133 Patrick Drahi, cité dans www.chaos-controle.com/archives/2014/03/23/29506009.html

soit enfin par le phénomène de l'idéologie dominante qui provoque une censure inconsciente, peut-être plus dangereuse encore.

Sans oublier la censure directement économique, celle qui transforme les conditions de travail du journaliste en une perpétuelle course de vitesse pour coûter le moins cher à son entreprise et pour balancer les infos au plus vite, avant les concurrents, même s'il n'a pas eu le temps de les vérifier et peut seulement copier - coller des communiqués institutionnels. Mais ce n'est pas le moment d'approfondir ici le fonctionnement de la presse, bien que ce soit une question décisive pour les citoyens.

Quand ces médias nous font à chaque guerre le coup des armes de destruction massive ou d'autres prétextes bidon de ce genre, quand ces médias nous passent sous silence l'alliance Etats-Unis - Al-Qaïda dans les diverses guerres des trente dernières années, quand les médias ne disent pas quels criminels ont été envoyés en Irak pour y appliquer des méthodes de terreur, quand ces médias nous parlent de la maîtresse de David Petraeus mais pas de ses milices paramilitaires et tortionnaires, quand ces médias nous parlent aussi de la vie sexuelle supposée de Julian Assange au lieu de déballer à fond les dossiers énormes de Wikileaks qui contredisent tout ce qu'on nous raconte depuis vingt ans, quand on nous prend ainsi pour des pigeons, sommes-nous dans une information qui commettrait des erreurs ou dans une propagande pro-gouvernementale ?

Sartre, une autre définition de la liberté d'information

Cependant, loin de nous l'idée d'identifier tous les journalistes à leurs patrons. Beaucoup essaient de faire leur métier correctement dans les limites permises. Reste donc la question qui se pose aussi à tous les journalistes travaillant sur le Net : en quoi consiste la liberté d'information ? S'agit-il de la liberté pour les journalistes de lancer tout ce qui leur passe par la tête sans réfléchir aux conséquences ?

Pour notre part, dans l'équipe Investig'Action, nous avons fait nôtre une définition qui nous semble plus responsable. Celle que Jean-Paul Sartre proposait en 1973, à la fondation du quotidien *Libération*¹³⁴ : « *La première chose sur laquelle on fait beaucoup d'erreurs, c'est qu'on croit que la liberté d'information, le droit à la liberté de la presse, c'est un droit du journaliste. Mais pas du tout, c'est un droit du lecteur du journal. C'est-à-dire que ce sont les gens, les gens dans la rue, les gens qui achètent le journal, qui ont le droit d'être informés. Ce sont les gens qui travaillent dans une entreprise, dans un chantier, dans un bureau qui ont le droit de savoir ce qu'il se passe et d'en tirer les conséquences.* »¹³⁵

Le journaliste ou le dessinateur n'est pas pas un électron libre qui ne devrait penser qu'à lui-même. Il est responsable envers ses lecteurs. Leur apporte-t-il ce dont ils ont besoin pour comprendre et peut-être changer le monde ?

134 Toute ressemblance avec un quotidien existant actuellement serait pure coïncidence :-)

135 Jean-Paul Sartre, 4 janvier 1973, conférence de presse de présentation du quotidien *Libération*, Cité par François-Marie Samuelson, "Il était une fois Libé", Seuil, 1979

Pourtant, Charlie s'est proclamé « journal irresponsable ». Récemment, un de ses dessinateurs, Luz a théorisé cela : « *Depuis 2007, Charlie est regardé sous l'angle de la responsabilité. Chaque dessin a la possibilité d'être lu sous l'angle d'enjeux géopolitiques ou de politique intérieure. On met sur nos épaules la responsabilité de ces enjeux. Or, on est un journal, on l'achète, on l'ouvre et on le referme. Si des gens postent nos dessins sur Internet, si des médias mettent en avant certains dessins, ce sont leur responsabilité. Pas la nôtre.* »¹³⁶

Responsable ou pas ?

« *La possibilité d'être lu sous l'angle politique* » ? En réalité, que chaque dessin soit lu sous l'angle politique, c'est plus qu'une possibilité, c'est inévitable. Dessiner, c'est faire de la politique, c'est s'engager dans le conflit en cours. On ne comprend donc pas pourquoi, par une sorte d'exception curieuse, le dessinateur ne serait pas responsable de l'impact que ses dessins et ses textes ont sur les gens. S'il prend position sur des conflits aussi graves que la guerre, le racisme, la terreur, n'est-il pas forcé d'y réfléchir de façon responsable ?

On doit reconnaître un certain courage aux caricaturistes qui ont persisté malgré les menaces. Mais la liberté de s'exprimer ne doit-elle pas s'accompagner du sens des responsabilités en analysant dans quel contexte on écrit et quel sera l'effet de ce qu'on publie ? Alors, publier ces caricatures antimusulmanes, était-ce vraiment une bonne décision ?

¹³⁶ Tout le monde nous regarde, www.lesinrocks.com, 10 janvier 2015.

Chapitre 8

Fallait-il publier ces caricatures ?

« *Il fallait pas le faire.* »

Wolinski, un des dessinateurs assassinés

Fallait-il publier ces caricatures danoises ? Oui, selon François Hollande qui voit dans *Charlie* « *l'incarnation suprême de la liberté d'expression* ». Non, selon Wolinski, un des dessinateurs assassinés.

En novembre 2011, peu après l'incendie des locaux de *Charlie*, Wolinski avait confié à son ami Delfeil de Ton, un des fondateurs du journal : « *Je crois que nous sommes des inconscients et des imbéciles qui avons pris un risque inutile. C'est tout. On se croit invulnérables. Pendant des années, des dizaines d'années même, on fait de la provocation et puis un jour la provocation se retourne contre nous. Il fallait pas le faire.* »

Delfeil de Ton avait claqué la porte du journal en 1992 lors du changement d'orientation politique (voir plus loin). Après l'attentat, il a reproché au directeur Charb d'avoir publié ces caricatures de Ma-

homet : « *Quel besoin a-t-il eu d'entraîner l'équipe dans la surenchère ?* » Evoquant un « *gars épata* », mais « *tête de lard* », Delfeil reproche à Charb d'avoir mené sa rédaction à la mort : « *Il fallait pas le faire, mais Charb l'a refait, un an plus tard, en septembre 2012.* » Colère et émotion compréhensibles de la part de quelqu'un qui vient de perdre des amis très proches.

Pas question pour nous de déplacer les responsabilités de cet acte criminel que rien ne saurait justifier. Mais pas question non plus de passer sous silence d'autres violences qui se sont également déchaînées dans la société française ces dernières années, des violences moins médiatisées contre des citoyens musulmans : l'orientation prise par Charlie a-t-elle sa part de responsabilité dans cet engrenage de violences ?

Venant de l'extrême droite

C'est au nom de « la liberté d'expression » que Charlie a publié les caricatures danoises. Mais qu'est-ce que la liberté ? Si quelqu'un jette une cigarette dans une forêt par grande sécheresse, il peut dire : « *Je suis libre de le faire* » mais nous pouvons aussi dire qu'il est irresponsable et égoïste. Peut-on publier un dessin sans se demander qui va en profiter ?

Quand Bush a agressé et détruit l'Afghanistan et l'Irak en mentant au monde entier, quand ses idéologues l'ont justifié en inventant la « *guerre des civilisations* », quand on torture les musulmans à Guantanamo et Abou Ghraïb, quand Israël

bombarde les Palestiniens, quand tout le monde tape sur l'islam et les musulmans, est-il « courageux » d'en rajouter une couche en diffusant des caricatures danoises provenant de l'extrême droite et qui vont aider l'extrême droite ? Le courage consiste-t-il à hurler avec les loups ?

Pourtant, dès 2005, une ONG, European Network Against Racism, avait alerté : « *Le plus grand journal danois a commandé douze dessins très dérangeants et insultants, qui montrent le prophète Mohamed en terroriste et esclavagiste de femmes [...] Cet appel involontaire à la provocation a empoisonné l'atmosphère et créé un conflit entre le Danemark et le monde islamique.* »

« *Dès le départ, toute cette affaire baignait dans l'hypocrisie,* » souligne l'Observatoire du Néoconservatisme : « *Pour se défendre, le journal affirma que ses caricatures visaient à aider les musulmans progressistes par opposition à ceux qui sont plus religieux. Argument étrange parce que, si Jyllands Posten avait vraiment voulu aider les musulmans modérés, alors insulter la religion de l'Islam et son prophète, c'était vraiment la dernière chose à faire.* »¹³⁷ European Network Against Racism se demandait aussi « *pourquoi les médias danois en général, et Jyllands Posten en particulier, ont choisi l'islam. Tout le monde sait que les médias danois n'oseraient jamais s'en prendre aux autres religions.* »

Mais qui avait pris l'initiative de commander ces caricatures racistes ? Le site US *Counterpunch* a mené une enquête qui aboutit (en tout cas pour une partie des dessins) à Daniel Pipes, un essayiste

137 Observatoire du néoconservatisme, De BHL à Charlie Hebdo : la propagande néoconservatrice déguisée en gauche progressiste, Investig'Action, 7 décembre 2013.

d'extrême droite et pro-Israël, auteur de *La Menace de l'Islam* et directeur du Middle East Forum. Ce *think tank* US a notamment financé la défense en justice de Geert Wilders, le célèbre leader de l'extrême droite néerlandaise, poursuivi pour incitation à la haine raciale car il comparait le Coran à *Mein Kampf* et appelait les musulmans à se conformer à la « culture dominante » ou à s'en aller. Wilders fut acquitté en 2011.

Counterpunch révèle aussi que le rédacteur culturel du journal, Flemming Rose (qui avait publié de grands éloges du livre de Pipes), a décidé de diffuser ces caricatures alors qu'il venait juste de refuser des caricatures moquant Jésus et une autre sur l'Holocauste, craignant, disait-il, que « *cela offense les lecteurs* ». Westergaard, le dessinateur, a admis dans une interview au Herald of Glasgow que le sens de son message était que « *le terrorisme reçoit des munitions spirituelles de l'islam.* »

Bref, ces caricatures puaient la provocation d'extrême droite dès le départ.

Alors, quand six années (!) plus tard, Charlie recopie des insultes racistes comme « *Le Coran ne dit pas s'il faut faire quelque chose pour avoir 30 ans de chômage et d'allocs* », est-ce de la liberté d'expression ou un alignement irresponsable sur une provocation d'extrême droite ? Si un caricaturiste allemand avait, dans les années 30, exprimé la même chose sur les juifs, aurions-nous dû saluer son « courage » ?

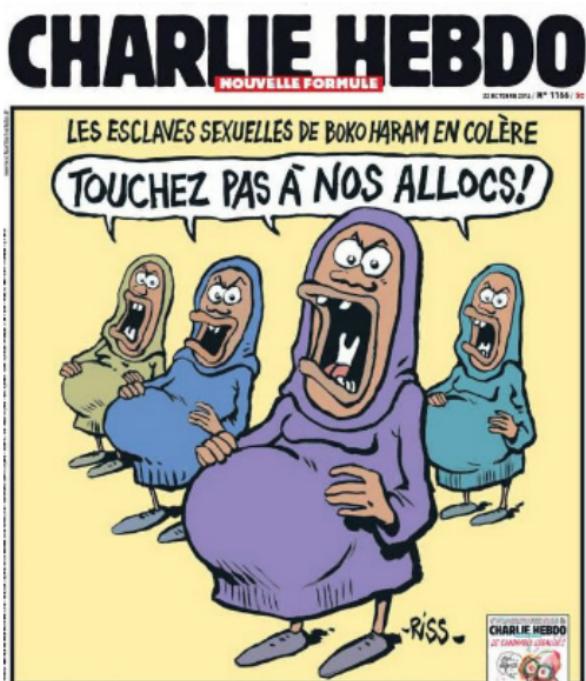
A la une de Charlie : « *Le Coran, c'est de la merde* »

Mais on n'en reste pas là, on en rajoute. A la une de son numéro 1099, en juillet 2013, Charlie se moque des centaines d'Egyptiens qui viennent d'être massacrés par la dictature militaire de Sissi : « *Le Coran, c'est de la merde, ça n'arrête pas les balles* ». Est-ce du courage ou de l'islamophobie méprisante ? La caricature serait-elle incompatible avec un peu de compassion humaine ? Et quelle serait aujourd'hui la réaction des médias et des autorités françaises si un dessinateur égyptien écrivait : « *Charlie Hebdo, c'est de la merde, ça n'arrête pas les kalachnikovs* » ?



Couverture du numéro 1099
après le massacre du Caire, le 8 juillet 2013.

De même, quand 276 jeunes filles sont enlevées par Boko Haram au Nigéria, en avril 2014, que fait Charlie ? Il présente quatre jeunes filles enceintes et leur met dans la bouche le traditionnel cliché de l'immigré profiteur : « Touchez pas à nos allocs ! ». En quoi est-ce de gauche de reprendre les clichés de l'extrême droite ?



Couverture du numéro après l'enlèvement de 276 jeunes filles par BokoHaram au Nigéria

En réalité, parmi les rédacteurs et les anciens rédacteurs de Charlie, il n'y avait pas unanimité pour soutenir cette publication. Il faut savoir qu'après l'arrivée de Philippe Val, comme nouveau directeur de la rédaction à Charlie Hebdo (entre 1992 et 2009), plusieurs collaborateurs avaient été licenciés et plusieurs étaient partis, en désaccord avec les

orientations de droite du nouveau patron. Nous y reviendrons au chapitre suivant.

Trop souvent, le débat sur la question « publier ou non les caricatures ? » est ramené au cliché « Peut-on rire de tout avec tout le monde ? » Sous-entendu : les musulmans ne seraient pas assez évolués pour rire de nos blagues. Mais je ne pense pas que ce soit la bonne question.

Un caricaturiste, tout comme un humoriste ou un journaliste, n'exerce pas son métier sur un nuage, loin de tout. Il prend position dans un monde bien concret où les forts écrasent les faibles, où la guerre sert à voler et le racisme à diviser ceux qui se font voler. Dans ce monde-là, de qui va-t-on se moquer ? Des voleurs ou des volés ? Des puissants ou des humiliés ?

Au début de *Hara-Kiri* et de *Charlie Hebdo*, les choix étaient clairs. Ces dernières années, moins. Cette façon de taper sur les musulmans, sur les « petits », oui, c'était déplacé. « *Les pauvres n'ont pas besoin d'être attaqués. Au contraire. C'est eux qu'il faut faire sourire. C'est à eux qu'il faut donner les armes pour se défendre.* », m'a écrit un ami qui a travaillé un temps dans un journal satirique.

Diverses définitions de la satire

Tout le débat est là : qu'est-ce qui est vraiment satirique ? Voici les réponses de deux écrivains juifs. D'abord, Norman Finkelstein, enfant de sur-

vivants des camps de concentration et auteur de *L'Industrie de l'Holocauste*, donne cette définition : « *La satire authentique est exercée soit contre nous-mêmes, afin d'amener notre communauté à réfléchir à deux fois à ses actes et à ses paroles, soit contre des personnes qui ont du pouvoir et des priviléges. Mais lorsque des gens sont misérables et abattus, désespérés, sans ressources, et que vous vous moquez d'eux, lorsque vous vous moquez d'une personne sans-abri, ce n'est pas de la satire* ». Les dessins danois de Charlie le dégoûtent : « *Il n'y a rien de drôle là-dedans. Si vous trouvez ça drôle, alors représenter des Juifs avec des grosses lèvres et un nez crochu est également drôle.* »¹³⁸

De même, Shlomo Sand, auteur de nombreux ouvrages critiques sur les mensonges du sionisme, a publié sur le site de l'Union Juive Française pour la Paix un article au titre tranchant « *Je ne suis pas Charlie* » : « *Déjà, en 2006, j'avais perçu comme une pure provocation, le dessin de Mahomet coiffé d'un turban flanqué d'une grenade. Ce n'était pas tant une caricature contre les islamistes qu'une assimilation stupide de l'islam à la terreur ; c'est comme si l'on identifiait le judaïsme avec l'argent !* »

Pourtant, on a dit que Charlie s'en prenait à toutes les religions sans distinction : « *Mais c'est un mensonge, répond Sand. Certes, il s'est moqué des chrétiens et, parfois, des juifs ; toutefois, ni le journal danois, ni Charlie ne se seraient permis, et c'est heureux, de publier une caricature présentant le prophète Moïse, avec une kippa et des franges rituelles, sous la forme d'un usurier à l'air roublard, installé au coin d'une rue. Il est bon, en effet, que dans la civilisa-*

138 normanfinkelstein.com, 19 janvier 2015.

tion appelée de nos jours, « judéo-chrétienne », il ne soit plus possible de diffuser publiquement la haine antijuive, comme ce fut le cas dans un passé pas très éloigné. Je suis pour la liberté d'expression, tout en étant opposé à l'incitation raciste. »

Et pourquoi s'opposer à certaines caricatures qui se revendiquent de la liberté d'expression ? Parce que, explique Sand : « *Un vent mauvais, un vent fétide de racisme dangereux, flotte sur l'Europe : il existe une différence fondamentale entre le fait de s'en prendre à une religion ou à une croyance dominante dans une société, et celui d'attenter ou d'inciter contre la religion d'une minorité dominée. Je continue de prendre pour modèle de référence le « Charlie » originel : le grand Charlie Chaplin qui ne s'est jamais moqué des pauvres et des non instruits.* »¹³⁹

De qui se moque-t-on ?

Shamus Cooke, l'essayiste US déjà cité au chapitre 3, intervient aussi sur cette définition de la satire : « *Bien que la définition varie, la satire politique est généralement comprise comme dirigée contre des gouvernements ou des personnages puissants. C'est une forme redoutable de critique politique et d'analyse, et elle mérite la protection la plus stricte au nom de la liberté d'expression. Cependant, lorsque ce même humour cinglant est dirigé contre des minorités opprimées, comme les musulmans le sont en France, le terme de satire cesse de s'appliquer et il devient un instrument d'oppression, de discrimination et de racisme.* »¹⁴⁰

139 Shlomo Sand, Je ne suis pas Charlie, www.ujfp.org, 13 janvier 2015.

140 Shamus Cooke, Le spectaculaire échec médiatique à propos de Charlie, Counterpunch, 14 janvier 2015

Parce que, souligne Cooke, le dessinateur ne travaille pas au milieu de nulle part : la discrimination à laquelle les musulmans français sont confrontés a considérablement augmenté au fil des années. « *L'exemple le plus notoire, abondamment relayé dans le débat politique et médiatique, ayant été l'interdiction prononcée en 2010 de se « couvrir la tête », une mesure expressément dirigée contre le port du voile par les femmes musulmanes. Cette discrimination s'est encore accentuée quand la classe ouvrière française a été soumise à la pression de l'austérité. Depuis la récession généralisée de 2008, cette dynamique s'est accélérée et, du coup les politiciens appliquent de plus en plus la politique du bouc émissaire contre les musulmans, les Africains et tous ceux qui pourraient être perçus comme des immigrés. C'est dans ce contexte que les caricatures visant à blesser les musulmans en ridiculisant leur prophète Mahomet – un acte spécialement offensant pour l'Islam – sont extrêmement insultantes et devraient être considérées comme une incitation à la haine raciale en France, pays où les Arabes et les Nord-Africains sont particulièrement visés par les attaques de l'extrême droite contre les immigrés. Charlie Hebdo n'est évidemment pas un journal d'extrême droite. Mais ses attaques incessantes contre les musulmans et les Africains montrent à quel point il s'est intégré à l'establishment politique français. »* »

« *Vous avez contribué
à rendre ce pays plus insalubre. »*

En 2013, Olivier Cyran, un journaliste ayant travaillé à Charlie, écrivait une lettre ouverte à ses anciens camarades : « *Je ne vous écris pas pour vous parler*

*de bon goût, plutôt de ce pays que vous avez contribué à rendre plus insalubre. Un pays qui désormais interdit à une femme de travailler dans une crèche au motif que le bout de tissu qu'elle porte sur la tête traumatiserait les bambins. Où une élève de troisième coiffée d'un bandana jugé trop large se fait exclure de son collège avec la bénédiction d'un maire UMP, du ministre socialiste de l'Éducation nationale et de la presse écumante. (...) Le pilonnage obsessionnel des musulmans auquel votre hebdomadaire se livre depuis une grosse dizaine d'années a des effets tout à fait concrets. Il a puissamment contribué à répandre dans l'opinion « de gauche » l'idée que l'islam est un « problème » majeur de la société française. Que rabaisser les musulmans n'est plus un privilège de l'extrême droite, mais un droit à l'impertinence sanctifié par la laïcité, la république, le « vivre ensemble ».*¹⁴¹

Comme d'autres, Olivier Cyran avait quitté Charlie en estimant que le journal avait viré à droite de façon inacceptable. Comment expliquer l'évolution parfois étonnante de Charlie durant ces vingt dernières années ?

141 Olivier Cyran, Charlie Hebdo, pas raciste ? Si vous le dites..., www.article11.info/?Charlie-Hebdo-pas-raciste-Si-vous

Chapitre 9

Qui a rapproché Charlie de l’Otan et de BHL ?

« Au-delà des frontières de l’Europe, le monde démocratique s’arrête. On en trouve juste un petit confetti avancé au Moyen-Orient : c’est l’État d’Israël. »

Philippe Val, directeur de Charlie en 2006

Il est triste d’avoir perdu des plumes talentueuses comme celles de Wolinski, Tignous, Charb et Cabu. Comment des dessinateurs de gauche, soutenant les Palestiniens, ont-ils pu être massacrés par des gens prétendant agir au nom de l’islam ? Quel sinistre engrenage a mené jusque là ?



Tignous dénonçant la gestion des mines d’uranium par la multinationale française Areva

CHARLIE HEBDO

SARCOZY
ULTIMES
COMBATS
AUX AMIS

FREE
LES SÉRIES
PEUT CLASSE QUE
LES PRIX

MAROC
BARBES AUX COMMANDÉS,
CHARB AU PROGRAMME

OFFERTE PAR
TO RAISONS
DE VOTER



1400

Cabu ironise sur le discours d'extrême droite de Sarkozy



Charb dénonçant les bombardements d'Israël à Gaza



Wolinski à La Havane, 1er mai 2009

Il est inquiétant de penser que cela risque de recommencer, d'un côté ou de l'autre. C'est pourquoi l'émotion légitime doit se prolonger dans une volonté de comprendre ensemble ce qui a rendu possible une évolution aussi tragique.

Première question : qui avait, ces dernières années, restreint la liberté de Charlie de se moquer de tout ?

Siné licencié de Charlie pour un texte « pas correct »

En 2008, Siné, un des plus célèbres dessinateurs de toute l'histoire de Charlie, ironise sur une éventuelle conversion au judaïsme de Jean Sarkozy : « *Il vient de déclarer vouloir se convertir au judaïsme avant d'épouser sa fiancée, juive, et héritière des fondateurs de Darty. Il fera du chemin dans la vie, ce petit !* ».

Licencié sur le champ par le directeur Philippe Val ! A la porte de Charlie ! Val qui avait laissé passer le texte, s'incline quand le lobby pro-Israël se met à attaquer Siné. Apparemment, certains intérêts sont placés au-dessus de la « liberté d'expression ». L'hebdo sera condamné par le tribunal de grande instance de Paris pour rupture abusive de contrat. 90.000 euros de dommages et intérêts.

Cette affaire Siné déclenche - ou révèle - un clivage profond au sein et autour de Charlie. La décision de Val est critiquée par plusieurs membres de la rédaction : Willem, Tignous, Michel Polac, Sylvie Caster. Et aussi par Cavanna, fondateur historique d'Hara-Kiri, puis de Charlie. Parmi les contributeurs et amis de Charlie, l'indignation est très forte également : Philippe Geluck, Jacques Tardi, Guy Bedos, Christophe Alévêque, Gilles Perrault, François Maspero, Régine Deforges, Raphaël Confiant, Jean-Luc Godard, Denis Robert, Denis Sieffert, Gérard Depardieu, Marina Vlady, Yolande Moreau, Olivier Besancenot, Alain Krivine, Noël Godin, Pierre Stambul (Union Juive Française pour la Paix), Rony Brauman et de nombreux autres dénoncent cette censure scandaleuse.

Par contre, Val reçoit le soutien de toute une série de « nouveaux amis » de Charlie, provenant des milieux sionistes pro-Israël : Bernard-Henri Lévy, Pascal Bruckner, Bertrand Delanoë, Elisabeth Roudinesco, Laurent Joffrin (*Libération*), Daniel Leconte (*Arte*)...

Malgré les protestations, Siné sera quand même chassé de Charlie et fondera son propre journal. Tout se passe comme s'il y avait à présent deux Charlie, celui de la vieille tradition gauchiste où l'on pouvait effectivement se moquer de tout et celui qui suit une orientation plus à droite en tout cas sur certaines questions sensibles. Mais à quand remonte cette contradiction ?

« Névrose islamophobe » après le 11/9

« Après le tournant du 11 septembre 2001, la névrose islamophobe s'est peu à peu emparée de vos pages », reproche le journaliste Olivier Cyran dans une lettre ouverte à Charb. Cyran avait travaillé à Charlie de 1991 à 2001 et le quitta en désaccord avec la ligne imposée par le nouveau directeur Philippe Val. *« Les tours jumelles s'effondrèrent et Caroline Fourest débarqua dans votre rédaction. Cette double catastrophe mit en branle un processus de reformatage idéologique qui allait faire fuir vos anciens lecteurs et vous en attirer d'autres, plus propres sur eux et plus sensibles à la « war on terror » (...). Petit à petit, la dénonciation en vrac des « barbus », des femmes voilées et de leurs complices imaginaires s'imposa comme un axe central de votre production journalistique et satirique. (...) Quiconque ne se reconnaissait pas dans*

*une lecture du monde opposant les civilisés (européens) aux obscurantistes (musulmans) se voyait illico presto renvoyé dans les cordes des « idiots utiles » ou des « islamogau-chistes ».*¹⁴²

Pour Olivier Cyran et beaucoup d'observateurs, c'est Philippe Val qui a fortement transformé Charlie Hebdo. Qui est-ce ? Né en 1952 à Neuilly-sur-Seine, Philippe Val est un journaliste, animateur de radio, humoriste et écrivain. Directeur de Charlie Hebdo de 1992 à mai 2009, il sera ensuite nommé par Sarkozy pour diriger la radio publique *France Inter* où il licenciera plusieurs humoristes qui déplaisaient au pouvoir (Stéphane Guillon, Didier Porte, Gérald Dahan). Ces purges et son autoritarisme seront dénoncés en juin 2010 par une motion de ses journalistes exprimant leur « *colère face aux choix et aux méthodes de Philippe Val* »¹⁴³.

Le virage de Philippe Val

Pendant des années, Val s'était montré relativement critique face au colonialisme d'Israël. Tout d'un coup, grand virage : en septembre 2001, Val dénonce violemment la conférence mondiale de Durban contre le racisme, organisée par l'UNESCO (département éducation, science et culture de l'ONU). Il lui reproche d'avoir qualifié de « racisme » le sionisme, c'est-à-dire la doctrine

142 Olivier Cyran, Charlie Hebdo pas raciste ? Si vous le dites... Article11.info, 5 décembre 2013.

143 *France Inter* : “colère” des journalistes contre Val, lesmotsonssens.com, 18 juin 2010.

qui prétend justifier la colonisation par Israël. A partir de là, Val ne cessera plus de déclarer son amour pour les dirigeants israéliens. Parfois en des termes lyriques. En 2006, alors que l'armée israélienne vient d'envahir et de mettre à feu et à sang le Liban voisin, Val ose écrire : « *Au-delà des frontières de l'Europe, c'est-à-dire de la Grèce, le monde démocratique s'arrête. On en trouve juste un petit confetti avancé au Moyen-Orient : c'est l'État d'Israël. Après, plus rien, jusqu'au Japon.* » Une « démocratie » qui a chassé avec une extrême violence les habitants du territoire palestinien et qui pratique l'apartheid ?

Comment expliquer ce retournement de veste de Philippe Val ? Révélation soudaine ? Carriérisme ? Attrait des dollars ? On aimerait comprendre : Val s'expliquera-t-il ?

Ce n'est pas seulement sur Israël, c'est sur l'ensemble des enjeux politiques que Val a viré à droite. En 2003, il soutient l'agression de Bush contre l'Irak. En 2005, il défend le « oui » au référendum sur la Constitution européenne contre tous les progressistes qui ont compris que c'était un texte entièrement patronal, antisocial et anti-démocratique. En 2006, il propage de fausses rumeurs sur le Forum Social Européen, l'accusant d'être infiltré par des islamistes fanatiques.

A bas Chomsky !

Une des bêtes noires de Val est le célèbre critique des médias Noam Chomsky. Dans un article inti-

tulé « *Pour aller à gauche, c'est par où ?* », Philippe Val enchaîne les contre-vérités. Chomsky est qualifié « *d'amoureux des sectes* », « *il est gaga, il empoisonne la réflexion de gauche en nourrissant une théorie du complot ne flattant que les instincts fascistes et visant à faire porter à un 'Autre' les responsabilités des malheurs du monde* ». Ou encore : « *Il est évident que jamais, contrairement à ce que pense Chomsky, les citoyens n'ont disposé d'autant d'informations* ». D'une grande mauvaise foi puisque Chomsky dit exactement le contraire. Mais aussi d'une arrogance bien prétentieuse : « *Son style est à l'usage des enfants du CM2* ». En septembre 2007, sur *France-Inter*, Philippe Val réattaque en lançant « *Chomsky-Ben Laden, même combat !* ». Le degré zéro du débat politique.

Val combine l'amour d'Israël avec la propagande islamophobe. En 2006, il soutient avec de nombreux autres sionistes le prof de philo Robert Redeker qui avait écrit dans *Le Figaro* : « *Quand le judaïsme et le christianisme sont des religions dont les rites conjurent la violence (...), haine et violence habitent le livre dans lequel tout musulman est éduqué, le Coran* ».

En 2006 également, il publie dans *Charlie* un grandiloquent « *Manifeste des 12* » qui assimile l'islamisme au fascisme. Aux côtés de Bernard Henri-Lévy et de Caroline Fourest, il clame : « *Rien, pas même le désespoir, ne justifie de choisir l'obscurantisme, le totalitarisme et la haine.* » Ces donneurs de leçons oublient soigneusement de signaler ce qui pousse tant de gens au désespoir : Bush, Guantanamo, Abou Ghraïb, Ariel Sharon, le pillage des ressources par Exxon et Cie, la destruction de plusieurs pays arabes...

L'alliance entre Charlie et BHL

Dans son analyse de 2013, déjà citée, Olivier Cyran reprochait également à Val d'avoir fait débarquer à Charlie une certaine Caroline Fourest et de « *nouer des alliances avec les figures les plus corrompues de la jet-set intellectuelle, telles que Bernard-Henri Lévy ou Antoine Sfeir* ». Il est temps d'analyser la signification de ces arrivées dans ou autour de Charlie.

Pour justifier le licenciement de Siné par Val, Bernard-Henri Lévy prend sa plus belle plume en écrivant « De quoi Siné est-il le nom ? » pour l'accuser sans preuves de racisme anti-juif. Bernard-Henri Lévy autrefois brocardé par Charlie et à présent allié de choix ! L'aime-t-on pour son argent ? Il est vrai qu'il est extrêmement riche : plus de 150 millions d'euros. Mais d'où vient cette fortune ?

Elle a été construite par son père André et lui-même en exploitant dans des conditions esclavagistes le bois précieux de Côte d'Ivoire, du Cameroun et du Gabon. Par exemple, pendant quatorze ans, de 1983 à 1997, la Becob, le groupe de la famille Lévy, a exploité dans le Gabon du dictateur Omar Bongo le chantier MBoumi : une concession de 170.000 hectares où travaillent quelque deux cents employés, essentiellement gabonais.

Les conditions salariales et sanitaires déplorables ont été dénoncées par le rapport d'une ONG africaine, le Comité-Inter-Association Jeunesse et Environnement : « *Les travailleurs se contentent des ruisseaux et rivières pour s'alimenter en eau. Nous avons*

fait ce constat à la SHM (Société de la Haute Mondah) où les cadres possèdent de l'eau potable par le biais d'un château d'eau aménagé pour la circonstance tandis que les travailleurs doivent parcourir plus d'un kilomètre pour s'alimenter dans une rivière. Ces travailleurs sont exposés aux maladies car cette rivière est polluée par des poussières et d'autres substances. » Les dispensaires sont dépourvus de médicaments et, pour certains, le personnel employé est incomptént. Fin novembre 1996, au moment où l'unique patron du groupe s'appelle Bernard-Henri Lévy, une épidémie d'Ebola se déclenche à la SHM, faisant quatre morts. « Les travailleurs étant considérés comme des semi-esclaves, rien n'a été organisé dans le sens de leur épanouissement (...) A SHM, seuls les cadres ont la télévision alors que les travailleurs n'ont ni télé ni radio. »¹⁴⁴

Droits-de-l'hommiste à Paris et esclavagiste au Gabon?

Deux journalistes français ont enquêté sur cette imposture de BHL et sur la façon dont il s'y est pris pour étouffer le scandale dans la presse. « *En mars 1998, le magazine français Entrevue décide d'envoyer une équipe enquêter sur la Becob. Les journalistes d'Entrevue arrivent en plein conflit social ! A Sivoobois, les travailleurs se plaignent des retards de salaires et leurs banderoles dénoncent des conditions de travail « esclavagistes ». Pourquoi les ouvriers ivoiriens ne sont-ils payés qu'irrégulièrement ? Combien rapportait cette filiale ? L'écrivain improvisé forestier s'est-il déjà rendu sur place ? Au téléphone,*

144 Nicolas Beau & Olivier Toscer, *Une Imposture française*, Les Arènes 2014.

Bernard-Henri Lévy écoute. L'écrivain tente des réponses convenues. « Et puis soudain, il me dit qu'il arrête tout et, très en colère, me raccroche au nez », se souvient Zemouri (le journaliste d'Entrevue). »

*« L'article sur l'écrivain-forestier ne paraîtra jamais. Le lendemain, Hervé Hauss, le rédacteur en chef du magazine, vient trouver les reporters : Désolé, les gars, mais on ne peut pas publier cette enquête. BHL s'est plaint auprès d'Arnaud Lagardère. Et Arnaud a mis son veto. Oubliez tout. »*¹⁴⁵

Pendant que son compte en banque est ainsi irriqué par des travailleurs gabonais en quasi-esclavagisme, à Paris, l'intellectuel pérore : « *(En Afrique), il existe des enjeux mégastratégiques ou plutôt métastratégiques (sic), en cela qu'ils engagent notre conception de l'homme et fixent l'idée que nous nous faisons de l'espèce humaine (re-sic).*¹⁴⁶

Alliance avec un ami de Le Pen

Quand la société Becob ira moins bien, en 1985, Bernard-Henri fera jouer ses relations politiques pour se faire prêter de l'argent très bon marché par l'Etat français, c'est-à-dire par le contribuable. Puis, il revendra cette société pour 800 millions de francs au milliardaire François Pinault, bientôt deuxième fortune de France. De quoi choquer à nouveau car ce Pinault a été le grand ami de personnages d'extrême droite et de Jean-Marie Le Pen lui-même. Alors que BHL avait essayé de se construire une réputation « de gauche » sur son combat contre Le Pen et l'extrême droite, cela ne

145 Idem.

146 Le Figaro, 12 août 2003.

le dérange pas de revendre à Pinault, grand ami dudit Le Pen !

Certains pensent d'ailleurs que Pinault a justement fait une fleur à l'écrivain sur le plan financier pour obtenir son silence concernant ses liens d'amitié avec Le Pen. Devenu propriétaire de l'hebdo de droite *Le Point*, Pinault y accordera une chronique régulière à BHL.

Mais Bernard-Henri Lévy ne se contente pas d'exploiter les Africains, il répand aussi l'islamophobie. Dès le 11 septembre, le grand penseur s'aligne sur le non-penseur George Bush. Il prône lui aussi la mobilisation générale contre « *les précheurs de djihad* ». Il se montrera toujours très fier du nouveau concept « *que je suis, sauf erreur, le premier à avoir appelé fascislamisme* ».¹⁴⁷

BHL islamophobe avec Bush

Le « fascislamisme » ! Lévy adore être « le premier » ! Pas de chance, là aussi, il n'a rien inventé : le terme avait surgi en 1990 sous la plume d'un écrivain britannique décrivant ainsi « *l'autoritarisme gouvernemental* » de la plupart des régimes musulmans. Mais son vrai succès date du 11 septembre 2001 quand ce terme sera mis à la mode par Bush et son ministre de la Guerre Donald Rumsfeld.

« Fascislamisme » ? Assimiler ses adversaires à Hitler est un truc classique de la propagande de guerre

147 *Le Point*, 23 décembre 2010.

made in USA et nous l'avions analysé en 1991 dans notre livre *Attention, médias !* A cette époque, pour vendre la première guerre contre l'Irak (celle du père Bush) des magazines US retouchaient tout simplement la photo de Saddam Hussein en lui collant une moustache à la Hitler. En 1956 aussi, *Le Monde* avait assimilé le dirigeant égyptien anticolonialiste Nasser à Hitler pour soutenir les bombardements coloniaux de l'armée française sur l'Egypte. Bref, BHL n'a rien inventé, il s'inscrit dans une longue tradition de diabolisation.

Qui a inventé le « fascislamisme » ?

Quant à ce terme de fascislamisme, BHL l'a recopié depuis les élucubrations de Norman Podhoretz, rédacteur en chef de *Commentary* et membre fondateur du néo-conservatisme aux USA. Un Podhoretz qui ira jusqu'à dire qu'il faut absolument bombarder l'Iran qui est « *le principal foyer de l'idéologie islamo-fasciste contre laquelle nous nous battons depuis le 11 septembre.* »¹⁴⁸

Pourquoi ce terme « islamo-fascisme » sera-t-il popularisé à partir de 2001 par les néoconservateurs ? Parce que les faucons qui voulaient absolument attaquer l'Irak rencontraient un sérieux problème. Saddam Hussein n'avait rien à voir avec le 11 septembre, ni avec Ben Laden. Au contraire, en tant que dirigeant d'un Etat laïc, il figurait carrément sur sa liste noire.

148 Norman Podhoretz, The Case for Bombing Iran, andyross.net, juin 2007.

Alors, les agents en marketing politique dont le métier est de fabriquer des concepts pour vendre les guerres US ont lancé ce terme « fascisme islamique ». Une manipulation de langage qu'a analysée le chercheur français Stefan Durand : « *Unir sous une seule bannière, celle d'« islamofascistes », des dizaines de mouvements disparates, souvent en conflit les uns avec les autres, et ayant des objectifs très divers, permet d'enraciner le mythe d'un complot islamiste mondial, d'occulter les questions géopolitiques purement profanes, et donc de ne plus évoquer les causes qui ont entraîné la naissance de la plupart de ces mouvements. Notamment les occupations coloniales et les conflits territoriaux dont seule une juste résolution peut permettre d'assécher le terreau sur lequel prospère le terrorisme islamiste contemporain* ».¹⁴⁹

BHL avec Bush et Netayanhou

Pendant tout son mandat, Bush utilisera ce terme manipulateur pour justifier ses attaques incessantes contre les peuples arabes. Ainsi, dans un discours de 2006, pour expliquer son soutien à l'agression d'Israël contre le Liban, Bush évoque d'un seul souffle Al-Qaida, le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais pour vendre sa salade : « *Malgré leurs différences, ces groupes forment un mouvement unique, un réseau mondial de radicaux qui utilisent la terreur pour tuer ceux qui se mettent sur le chemin de leur idéologie totalitaire. Et les caractéristiques unificatrices de leur mouvement, le lien qui surmonte les divisions confessionnelles et*

149 Stefan Durand, « Fascisme, islam et grossiers amalgames », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2006.

les revendications locales, c'est la conviction ferme que les sociétés libres sont une menace pour leurs visions déformées de l'islam. La guerre que nous livrons aujourd'hui est plus qu'un conflit militaire. C'est la lutte idéologique décisive du 21^{ème} siècle. » « D'un côté, il y a ceux qui croient aux valeurs de la liberté et de la modération, au droit des gens de parler, de croire et de vivre en liberté. D'un autre, il y a ceux qui sont poussés par les valeurs de la tyrannie et de l'extrémisme. »

Après l'attentat contre Charlie, Netanyahu a lui aussi utilisé ce truc grossier consistant à regrouper sous un même concept des courants politiques totalement différents, voire opposés : « *Ceci est l'essence de la bataille que nous menons : la liberté contre la barbarie. Nous devons combattre ces ennemis de notre civilisation commune. Ces terroristes abattent des journalistes à Paris, ils décapitent des travailleurs humanitaires en Syrie, ils kidnappent des écolières au Nigéria, ils font sauter des églises en Irak, ils tirent des roquettes sur des civils depuis Gaza, et ils tentent de construire l'arme nucléaire en Iran. Ils peuvent porter des noms différents ISIS, Boko Haram, Hamas, al-Shabab, al-Qaida, Hezbollah. Mais tous sont mus par le même fanatisme haineux et assoiffé de sang.* »¹⁵⁰

Bernard-Henri Lévy est en bonne compagnie avec Bush et Netanyahu dans le prêt-à-penser infantile fabriqué par les *spin doctors* de Washington.

150 Youtube, PM Netanyahu's meeting with French ambassador Maisonneuve.

BHL copieur des *spin doctors*

BHL qui aime jouer les penseurs originaux s'aligne donc sur un procédé langagier concocté par les « *spin doctors* » de Washington. Les *spin doctors*, ce sont les experts en manipulations psychologiques de l'opinion. Le plus célèbre s'appelle Alastair Campbell, conseiller de Tony Blair et à ce titre inventeur du « génocide au Kosovo » puis des « armes de destruction massive *de Saddam* ».

L'objectif de toutes ces inventions et manipulations de concepts ? Flanquer la trouille aux gens afin qu'ils cessent de réfléchir. « *L'usage de l'expression « fascisme islamique », explique encore Stefan Durand, est surtout utile en raison de sa charge émotionnelle. Elle permet de semer la peur. Or c'est là que réside l'un des principaux dangers. En accréditant l'idée que l'Occident combat un nouveau fascisme et de nouveaux Hitler, on prépare l'opinion à accepter l'idée que la guerre peut et doit être « préventive ». La réponse à la « menace fasciste », massive, se trouve donc justifiée quelles qu'en soient les conséquences en termes de vies humaines.* ».

Concluons. Exploiteur des travailleurs africains, copieur-colleur des discours de Bush et serial-islamophobe, c'est donc un très curieux « homme de gauche » que Val fait entrer dans les nouvelles amours de Charlie, en totale contradiction avec les valeurs sur lesquelles l'hebdo s'était créé. C'est comme si on amenait Rockefeller dans un syndicat ou George Bush au mouvement anti-guerre. Mais Val n'amène pas seulement BHL, il introduit aussi Caroline Fourest.

Fourest et sa thèse complotiste de l'*Eurabia*

En 2005, Caroline Fourest publie dans le *Wall Street Journal*, organe des patrons US, une tribune intitulée « *The War for Eurabia* » (La Guerre pour l'Eurabie): désignant ainsi une Europe qui serait, prétend-elle, envahie par les Arabes. Selon Fourest, les immigrants arabes incapables de s'intégrer représenteraient une menace pour la démocratie car ce manque d'intégration peut les conduire à rejoindre des cellules terroristes islamistes¹⁵¹. Fourest fantasme à haute voix : selon elle, Londres serait devenue « Londonistan ». Les patrons US adorent. Et se montrent généreux ?

En fait, Fourest n'a rien inventé avec son « Eurabia », elle aussi recopie une thèse raciste et complotiste provenant des néocons. On peut la lire également chez ce Norman Podhoretz présenté un peu plus haut : « *Quelques observateurs nous mettent dès à présent en garde que d'ici la fin du 21^{ème} siècle, la totalité de l'Europe sera transformée en un espace auquel ils donnent le nom d'Eurabia.* »¹⁵²

L'Observatoire du Néo-Conservatisme fait remarquer à juste titre qu'en adoptant les concepts des « *promoteurs du choc des civilisations de source néoconservatrice* » Fourest se situe « *à l'exact opposé de la gauche engagée dont elle se réclame, les néoconservateurs sont depuis*

151 Citation originale : « But in Europe, they (the terrorists) take advantage of free speech and democracy as well as the failure of Arab immigrants to integrate. Here, they recruit at their leisure -- offering renewed pride and a political family united by a belief in radical Islam to thousands of alienated Muslims. »

152 Norman Podhoretz, The Case for Bombing Iran, Commentary Magazine, 6 janvier 2007.

leur création sur l'extrême droite de l'échiquier politique. »¹⁵³

Et ces auteurs soulignent, l'alliance objective entre les néocons et l'islamisme radical : « *Le plus grave dans ces manigances, c'est que les néoconservateurs sont les plus ardents instigateurs de l'islamisme radical. Que ce soit la coopération plus qu'étroite entre les USA et l'Arabie Saoudite, ou encore les financements et armements d'al-Qaïda en Libye et Syrie par le Qatar, quasi-systématiquement lorsque les fanatiques islamiques montent en puissance ils sont attisés par ces néoconservateurs va-t-en-guerre. »*

Fourest insulte les musulmans

Débarquant à Charlie, Fourest semble vouloir rivaliser avec les injures les plus ordurières. Le 11 juin 2008, dans une page entière,¹⁵⁴ elle raconte son amicale rencontre avec le dessinateur néerlandais Gregorius Nekschot, qui a connu des ennuis judiciaires pour ses dessins racistes : un imam habillé en Père Noël en train de sodomiser un ours, avec pour légende : « *Ali pratique la charité islamique* ». Ou un Arabe affalé sur un pouf et perdu dans ses pensées : « *Le Coran ne dit pas s'il faut faire quelque chose pour avoir trente ans de chômage et d'allocations familiales et de primes au logement* ». Ou encore ce « *monument à l'esclavage du contribuable autochtone blanc* » : un Néerlandais, chaînes au pied, porte sur son dos un Noir, bras croisés et tétine à la bouche. Si vous cherchez sur Google les « œuvres » de ce Nekschot, vous constaterez qu'elles tournent uniquement autour de son obsession anti-musulmans.

153 www.michelcollon.info/De-BHL-a-Charlie-Hebdo-la.html

154 Charlie Hebdo, 11 juin 2008.

N'importe quel démocrate verra dans ces dessins un racisme colonial puant mais Fourest défend Nekschot, qui doit être compris « *dans un contexte néerlandais ultratolérant, voire angélique, envers l'intégrisme* ». Bref, c'est encore la faute aux musulmans.

Ali el Wakkie bedrijft Islamitische liefdadigheid



Ali pratique la charité islamique

ALI ZIT BEST OP ZIJN POEF

In de Koran staat helemaal nergens dat je iets tegen hoeft te doen voor 30 jaar WAO en Kinderbijstand en Huursubsidie...



Ali bien installé sur son pouf « Le Coran ne dit pas s'il faut faire quelque chose pour avoir trente ans de chômage et d'allocations familiales et de primes au logement ».

*NU OOK SLAVERNIJ-
MONUMENT VOOR
BLANKE AUTOCHTONE
BELASTING-
BETALER*



Royaume des Pays-Bas
« Maintenant aussi un monument de l'esclavage pour le contribuable blanc autochtone »

Encore une remarque à propos de BHL et Fourest. On pourrait dire qu'ils ont le droit de penser comme ils pensent. En effet. Mais cherchent-ils la vérité, sont-ils prêts à débattre, ce qui serait le minimum à exiger de gens qui se veulent les chantres de la démocratie ? Pas du tout. Tous deux également refusent soigneusement de débattre avec les contradicteurs qui pourraient les gêner. Tous deux se bornent au rôle commode de « flics de la pensée » distribuant les contraventions et les excommunications.

Pire, tout se passe comme si leur but était de provoquer et de jeter de l'huile sur le feu. A une époque où Bush et son équipe partent en guerre

contre les musulmans et propagent la « guerre des civilisations », Lévy et Fourest partent en guerre contre les même cibles.

Provocatrice et diviseuse, Fourest concentre ses attaques justement sur ceux qui refusent cette prétendue « guerre des civilisations », sur ceux qui veulent au contraire jeter des ponts entre la gauche française traditionnelle laïque et la communauté musulmane révoltée. Ceux qui prônent le dialogue, le respect et l'unité dans les combats citoyens, c'est justement ceux-là que Fourest diabolise avec ses théories complotistes et ses insultes. Par exemple, en les amalgamant avec mauvaise foi et sans aucune preuve avec l'extrême droite dans son émission « *Les réseaux de l'extrême* », financée sur *France 5* par les pouvoirs publics.

BHL, lui, ne se salit pas les mains, mais il soutient ceux qui font la basse besogne. Par exemple, il a invité deux fois à son cercle *La Règle du Jeu* Rudy Reichstadt, animateur du site *Conspiracy Watch*. Lequel se présente comme un groupe de recherche scientifique traquant toutes les théories du complot. Mais en réalité, son activité consiste juste à discréditer tous ceux qui critiquent Israël. Il ménage le Qatar et tire à tout bout de champ sur l'Iran et il va puiser tous ses arguments dans le site ultrasoniste d'extrême droite *dreuz.info* ou auprès du think tank *MEMRI*, qu'Anders Breivik avait cité seize fois pour justifier son massacre à Oslo.

Il vaut la peine de s'intéresser aux sources favorites de nos trois « flics ». Le MEMRI est abondamment cité sur le site *La Règle du Jeu* de Bernard-Henri Lévy, par Caroline Fourest et par *Conspiracy Watch*. Toujours le truc des *think tanks* se présentant comme neutres et scientifiques. Mais le MEMRI est tout sauf neutre ! Pour comprendre où nos intellectuels « de gauche » vont chercher leurs munitions intellectuelles, examinons ce MEMRI, qui l'a fondé, qui le finance et qui sont ses « conseillers ».

La source de BHL et Fourest : les néocons de MEMRI

Siègeant à Washington, le MEMRI a été fondé en 1998 par Yigal Carmon, ancien colonel, ancien membre du renseignement militaire israélien, et par la politologue d'origine israélienne, Meyrav Wurmser, femme de David Wurmser, ancien conseiller pour le Moyen-Orient du vice-président Cheney.

Quelle est l'activité du MEMRI ? Selon Ibrahim Hooper, directeur du Conseil des relations américano-islamiques, « *l'intention du MEMRI est de trouver les pires citations du monde musulman et de les diffuser aussi largement que possible* ». « *Il sélectionne les déchets les plus violents et les plus haineux qu'il peut trouver, les traduit et les distribue dans sa newsletter aux médias et aux parlementaires US.* »¹⁵⁵ Vincent Cannistraro, un ancien de la CIA, confirme : le MEMRI est arbitrairement sélectif et sert la propagande du Likoud. Le MEMRI ne présente jamais le point de vue arabe,

155 Cité dans B. Whitaker, Selective MEMRI, *The Guardian*, 12 août 2002.

ses propriétaires sont pro-israéliens, ils prétendent montrer que les Arabes haïssent les juifs et l'Occident, qu'ils incitent à la violence et refusent toute solution pacifique au problème palestinien.

Comment expliquer cette partialité ? Par les dollars. Qui finance le MEMRI ? Le Département d'État US (Affaires étrangères), la Fondation Randolph qui finance aussi le Council on Foreign Relations – du milliardaire David Rockefeller (Exxon) et enfin la Bradley Foundation. C'est cet organisme qui a financé le très important « *Projet pour un Nouveau Siècle Américain* » (PNAC)¹⁵⁶ analysé au chapitre 3. Ce cercle de réflexion néoconservateur réunissait en son sein le vice-président Dick Cheney, le ministre de la Guerre Donald Rumsfeld et les deux importants stratèges Richard Perle et Paul Wolfowitz, soit tous les principaux dirigeants de la politique guerrière sous George Bush.

Qui gère le MEMRI ? Les pires va-t-en-guerre de l'ère Bush : Donald Rumsfeld, ministre de la Guerre, Oliver Revell, ancien directeur adjoint du FBI, Elliott Abrams, conseiller de Bush, Steve Emerson, auteur de « *Les terroristes parmi nous : Jihad en Amérique* », John Ashcroft, ministre de la Justice et inspirateur du liberticide *Patriot Act*...

Qui conseille le MEMRI ? Egalement les pires néoconservateurs comme Bernard Lewis, ex-conseiller de Netanyahu, James Woolsey, ancien directeur de la CIA, le général Michael Hayden, directeur de la NSA, puis de la CIA, José María Aznar, ancien Premier ministre espagnol, Ehud

¹⁵⁶ Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus*, EPO, Bruxelles, 2003, p. 98.

Barak, ancien Premier ministre d'Israël, Norman Podhoretz, ex-rédacteur en chef de *Commentary Magazine* (voir plus haut) et aussi Paul Bremer, qui fut le criminel gouverneur de l'Irak décrit au chapitre 3.

Voilà dans quelles poubelles nauséabondes, BHL, Fourest et Conspiracy Watch vont chercher leur nourriture intellectuelle. En concentrant leurs attaques sur ceux qui cherchent à unir les communautés dans le combat pour la justice sociale et contre la guerre, BHL et Fourest défendent des intérêts d'extrême droite qu'ils essaient de répandre à gauche.

Qu'est venu faire Val à Charlie ?

En imposant BHL et Fourest aux places d'honneur à Charlie, Val a détruit l'esprit du Charlie originel. Il l'a transformé d'un satirique anti-pouvoir en un instrument du pouvoir. Avec lui, on moque un peu le pouvoir, certes, mais c'est pour mieux faire passer dans un public de gauche des idées de droite sur le thème essentiel des guerres de l'Empire. Censeur acharné, Val empêchait qu'on parle dans Charlie de livres démasquant les guerres de l'Otan.

Après son passage, Charlie a continué à taper sur toutes les mêmes cibles que l'Otan. Sans jamais se poser la question qui aurait été plus courageuse : est-ce que l'Otan ment, est-ce qu'elle nous manipule, ne devons-nous pas réexaminer toute l'info

que nous recevons sur ces guerres au lieu d'y croire comme une religion révélée et incontestable ? Cette analyse n'a jamais été faite, et pas seulement à Charlie, mais dans la gauche française en général.

Charlie s'est aligné sur les médiamensonges de l'Otan sans les soumettre à analyse critique.



Charb : « *Si j'avais les moyens, il n'y aurait pas Val dans le journal.* »

Deux questions s'imposent alors : 1. Qu'est-ce qu'un néo-con d'extrême droite comme Val est venu faire dans un hebdo se réclamant de la gauche ? Il apparaît vraiment comme chargé d'une mission. 2. Comment un journal issu de mai 68, profondément anar et moqueur de toutes les institutions, a-t-il pu virer de bord à ce point ? Comment les dessins de Charb contre la violence d'Israël ont-ils pu se placer sous la direction d'un sioniste aussi agressif ?

Cette contradiction n'a pas échappé à Charb lui-même. Interrogé en 2007, au festival de Groland, le directeur assassiné y a fait une confidence très significative : « *Le truc qui est dur pour les gens de Charlie, c'est que Val est tellement atypique dans Charlie Hebdo... c'est lui le directeur et c'est lui qui ressemble le moins au journal quasiment (...) Si j'étais directeur d'un journal et si j'avais les moyens de faire un journal, il n'y aurait pas Val dans le journal. En tout cas, ce qu'il exprime dans le journal, ça n'existerait pas.* »¹⁵⁷ « Les moyens » ? Quel argent apportait Val et pour faire quoi ?

Il n'est pas facile de débattre sereinement de ce qui s'est passé à Charlie. Mais il faut absolument le faire pour comprendre l'enchaînement des événements et empêcher l'escalade. Donc, il faut essayer de répondre à ces questions très concrètes : Val incarnait-il l'irrévérence et la défense de la liberté, en défendant des provocations basées sur la

157 « *Charlie Hebdo* se fait Hara-Kiri », montage de Pierre Carles, www.planB.org, 2008.

théorie d'extrême droite du « choc des civilisations » ? Reprendre des caricatures racistes venues de l'extrême droite, était-ce de la « liberté d'expression », ou était-ce hurler avec les loups ?

Il convient de rechercher sans préjugés les responsables de cet enchaînement tragique. Pour moi, Charb, Cabu, Tignous et Wolinski ont été victimes de tueurs fanatisés et manipulés, trop lâches pour se battre sur le plan des idées. Mais ils ont aussi été victimes d'un Philippe Val, provocateur jetant de l'huile sur le feu, mais trop lâche pour débattre alors qu'il a joué la stratégie de la tension propre aux néocons.

Chapitre 10

La théorie du complot, un piège ?

« Il faut prioritairement rétablir la confiance de la population dans les gouvernements et les médias »

Aurore Vande Winkel,
docteur en information et communication

Le fossé est-il insurmontable ? Au départ de ce livre, je posais la question : *« Pourquoi deux parties de la population s'informent-elles de façon complètement différente, ne croient plus du tout à la même version des événements et ne se parlent plus ? »* Dans le débat - ou plutôt l'absence de débat - sur Charlie, ce fossé s'est élargi.

« C'est un complot », entend-on dans la communauté musulmane, mais pas seulement là. On a perdu confiance dans les médias traditionnels, on souffre de la stigmatisation et on a peur de l'avenir. On se pose plein de questions mais il n'y a nulle part où débattre et confronter. Sauf entre amis et sur Internet où on reste « entre soi ».

« *On ne discute pas avec les complotistes* », entend-on de l'autre côté, auprès des médias traditionnels.

Là, on ne se pose pas beaucoup de questions, sauf « Comment de tels actes sont-ils possibles ? ». On n'imagine pas ouvrir le débat avec « les autres », ceux qu'on qualifie de « complotistes ». Et on reste entre soi.

Fracture médiatique

Cette fracture médiatique reflète la fracture sociale et la fracture coloniale persistante. Et à son tour elle les renforce. Comment en sortir ? En examinant les faits sans préjugés et dans le respect mutuel. Quand un juge conscientieux doit élucider un conflit complexe, comment fait-il ? Il donne la parole aux deux parties en leur demandant de s'en tenir aux faits.

La seule méthode pour dépasser le faux problème du complot consiste à débattre objectivement sur les faits : en confrontant les deux versions, en ne croyant personne sur parole et en vérifiant tout sur base des meilleures sources selon les possibilités : témoins directs, témoins indirects fiables, analystes et experts indépendants, documents, rapports et communiqués. Tout cela des deux côtés, bien sûr.

Un débat sur les faits doit aussi inclure les causes. C'est-à-dire d'autres faits qui peuvent avoir provoqué les premiers. On ne saurait comprendre l'attentat contre Charlie - et ceux qui risquent de survenir - sans avoir examiné toutes les causes qui ont pu influencer ces comportements.

Et bien sûr débattre ne peut se faire que sur un pied de stricte égalité. Impossible de décider à l'avance qui a raison, qui a tort. Souvent, on trouvera des éléments de valeur dans chacune des deux positions. La fracture médiatique ne pourra être surmontée qu'en parlant vraiment avec l'autre.

Mais la voie suivie jusqu'à présent en paraît très éloignée...

« Il faut les décontaminer »

Le 6 février 2015, l'hebdomadaire *L'Express - Le Vif* a consacré un dossier au conspirationnisme. Nous avons cité ce journal au chapitre 6 parmi ceux qui ont diffusé toutes ces angoissantes couvertures islamophobes. Comme experte, le magazine donne la parole à Aurore Vande Winkel, docteur en information et en communication à l'Université de Louvain (UCL). La journaliste s'inquiète de savoir si les médias traditionnels adoptent « la bonne réaction » par rapport aux tenants de la théorie du complot :

- « Ils (les complotistes) devraient passer à l'antenne pour donner leur point de vue ?
- Non. S'ils le faisaient, ils en «contamineraien» d'autres. Ce que les médias doivent faire, c'est donner la parole à des experts extrêmement pointus qui démontreront leurs arguments un par un ».¹⁵⁸

158 Laurence Van Ruymbeke, Théories du complot : les sceptiques réclament plus de transparence, *Le Vif-L'Express*, 10 février 2015.

« *Contaminer* » ! Quel langage ! Ceux qui ne pensent pas comme vous sont des malades ? Et en cas de débat public, les gens seraient incapables de se défendre contre cette « infection » ?! Eh bien, franchement, votre méthode de « décontamination » semble fort paternaliste.

Notre docte docteur ne semble pas se poser beaucoup de questions... Madame Vande Winkel, osez-vous examiner si vous-même vous n'avez pas été « contaminée » par les médias traditionnels en ce qui concerne toutes ces guerres ? Vous concédez bien, du bout des lèvres, que « *les gouvernements n'ont pas toujours dit la vérité par le passé* ». Voilà qui est un peu court, Madame ! « *Pas toujours dit la vérité* » est un euphémisme du genre qui réduit une baleine à une sardine. Vous n'avez pas remarqué que ces gouvernements (Etats-Unis, France, etc.) ont menti à leurs opinions à chaque guerre en montant des opérations psychologiques pour diaboliser l'ennemi et pour cacher leurs vrais objectifs ? Vous n'avez pas vérifié le rôle joué à chaque fois par les *psy ops* et autres agences de relations publiques ?

Et pourquoi limitez-vous le problème aux seuls gouvernements ? Vous n'avez pas remarqué que les médias ont recopié tous ces discours gouvernementaux au lieu de faire ce qui est théoriquement leur métier, c'est-à-dire les vérifier et les confronter ? Vous demandez-vous pourquoi ils ont censuré tous ceux qui dénonçaient dès le début les médiomensonges du type « armes de destruction massive » qui accompagnent chaque guerre néocoloniale ?

En réalité, deux dangers nous guettent : tant la théorie du complot que la théorie de la naïveté. Chacune des deux bloque le débat et empêche d'y voir clair.

La théorie de la naïveté : certains médias sont nés au bon endroit

La théorie de la naïveté présuppose que nos gouvernements disent en général la vérité et que nos médias la disent toujours avec de rares exceptions quand ils se font piéger ou commettent une erreur en allant trop vite.

Mais cette théorie évacue totalement la question clé : qui possède les médias, qui y exerce le pouvoir, qu'est-ce qui influence leur contenu ? Au chapitre 7, nous avons vu que les médias ne sont pas libres, ainsi que cela a été analysé par Noam Chomsky et Edward Herman dans *Manufacturing Consent*. L'examen concret des différentes guerres des trente dernières années le confirme.

La théorie de la naïveté recopie les discours de nos gouvernements. Sans se demander pourquoi nos gouvernements auraient toujours raison, pourquoi ils seraient toujours, ou presque toujours, honnêtes quant à leurs intentions. Tandis que les gouvernements « des autres » ne diraient pas la vérité et cacherait systématiquement leurs véritables intentions. Suffit-il d'être né au bon endroit pour détenir la vérité ? Ou bien n'y aurait-il pas

dans chaque société un alignement sur les intérêts dominants dans cette société ? Cette théorie naïve semble fort « européocentrique ». Nous y reviendrons.

Les médias du « copier-coller »

En quoi les médias empêchent-ils la réflexion du public sur les causes du terrorisme ? D'abord parce que, même si certains lancent des appels à débattre, ils excluent d'emblée de ce débat ceux qui contestent radicalement les thèses des gouvernements et des multinationales. Un débat limité aux « bien-pensants » n'ira pas au fond des problèmes.

Mais en fait, le problème commence bien plus tôt. 80% des informations diffusées par les grands médias écrits ou audiovisuels sont du « copier-coller ». A partir de quelles sources ? 1. Les services de presse de l'Otan. 2. Différents *think tanks*, surtout US. Ces deux sources produisent quotidiennement des articles quasiment prêts et qui ne coûtent rien. 3. Bon marché aussi, le *rewriting* paraphrase des articles déjà parus dans des médias « de référence » (*New York Times*, *Le Monde*). Ce triple copié – collé permet à des médias qui se font concurrence d'économiser sur des frais importants : envoyés spéciaux sur le terrain, travaux de recherche, recoupement et vérification des infos...

Résultat : grâce à un système de relais locaux plus ou moins ouvertement affiliés à des *think tanks*

d'Outre-Atlantique ou pro-Washington, nos médias européens sont devenus les principaux canaux de transmission de campagnes de propagande made in USA. Produites au départ par des « *spin doctors* » US pour servir des intérêts purement US, ces campagnes sont aussi relayées, nous l'avons vu, par des personnalités comme Fourest, Bernard-Henri Lévy, Finkielkraut et autres, complaisamment présentées, sans aucun esprit critique, par les mêmes médias. Tout en croyant recevoir une info pluraliste, nous nous retrouvons abreuvés par la même source unique.

L'accusation de « conspi » : le truc de l'avocat qui sait son dossier pourri

Ces derniers temps, les partisans de la théorie de la naïveté ont lancé une grande campagne pour s'inquiéter du « complotisme » qui ferait des ravages et nuirait à l'info de qualité. Dans cette mode, on amalgame deux choses qui n'ont rien à voir entre elles.

D'une part, il existe des gens qui effectivement expliquent l'Histoire passée et présente par le fantasme du « grand complot d'une secte mondiale occulte ». Ou bien qui recherchent des trucages dans toutes les images des événements importants. Il y a en effet une étude intéressante à réaliser sur les causes de ces fantasmes. A condition de ne pas éviter la question : pourquoi ont-ils perdu confiance dans les médias traditionnels ?

Mais, d'autre part, des gens de mauvaise foi élargissent l'accusation de « conspirationnisme » à tous ceux qui critiquent la politique internationale des Etats-Unis, de l'Europe ou d'Israël. C'est très pratique : quand vous n'avez pas d'arguments à opposer aux faits avancés, vous traitez simplement les opposants de conspirationnistes et le tour est joué, plus besoin d'argumenter sur les faits, plus besoin de réfuter les preuves ! La « théorie du complot », c'est le truc de l'avocat qui sait que son dossier est pourri.

Amalgames de mauvaise foi

Dans ces campagnes contre le conspirationnisme, on peut repérer deux motivations différentes. 1. Des lobbys comme le lobby pro-Israël, inquiets de leur popularité croissante et conscients du fait qu'ils perdent la bataille des idées, cherchent donc à calomnier ceux qui dénoncent des faits irréfutables. 2. Des médias inquiets de leur perte de crédibilité, donc de leur chiffre d'affaires, cherchent à discréditer l'info et les analyses indépendantes qu'on peut trouver sur Internet.

En choisissant de se limiter à des exemples bien ridicules, ils peuvent ainsi jeter le discrédit sur les recherches sérieuses. L'interview de Vande Winkel s'inscrit dans un dossier anti-conspi très superficiel de ce magazine. Quand l'interviewée énonce complaisamment : « *Il faut prioritairement rétablir la confiance de la population dans les gouvernements et les médias* », n'est-ce pas le tiroir-caisse qui parle ?

Le plus rigolo, c'est que dans ce même numéro du 6 février 2015, le magazine (complotiste ?) publie des extraits des mémoires posthumes de Roger Auque dans lesquels ce célèbre journaliste grand reporter (RTL, *Paris Match*, *Figaro Magazine*, *Gamma Photo*, *Radio-Canada*), ayant travaillé à Bagdad et Beyrouth pour *TF1-LCI*, *Radio-Canada*, *TSR* et *RTBF*, avoue qu'il travaillait comme mercenaire pour les services israéliens du Mossad. Cela ne s'invente pas ! Un autre journaliste du grand quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a récemment révélé qu'il était payé (ainsi que beaucoup d'autres confrères) par la CIA pour assurer la propagation des thèses des Etats-Unis. Il y a donc une petite contradiction à voir des complotistes partout, mais des espions et des agents nulle part.

Encore un complot ?

La théorie de la naïveté nous piège mais le complotisme aussi. Tout de suite après les faits, de nombreuses théories ont afflué sur Internet à propos de certaines images. Le policier achevé sur le trottoir sans traces de sang autour de lui... Le tir de kalachnikov sans le moindre recul au moment de la décharge...

Bien sûr, on a le droit de s'interroger sur certaines invraisemblances de la version officielle. Par exemple, pourquoi il n'était pas possible de capturer les frères Kouachi vivants. Ni Mohamed Merah en mars 2012. Parce qu'une enquête et un procès auraient révélé des complicités embarrassantes ?

Les frères Kouachi avaient été formés au maniement des armes au Yemen en 2011 et avaient suivi la filière saoudo-étatsunienne.

Mais de là à voir dans tout cela des images truquées et un grand complot à élucider en priorité, ce serait un piège qui nous détournerait des questions fondamentales. Diana Johnstone écrit à juste titre : « *L'atmosphère de défiance est si lourde désormais que les théories de l'attentat sous « fausse bannière » fleurissent sur Internet, nourries par des bizarreries dans le récit officiel. L'information selon laquelle un des frères Kouachi a oublié sa carte d'identité dans la voiture avec laquelle il s'ensuyait, facilitant ainsi l'identification rapide des tueurs, relève de la catégorie « ça ne s'invente pas » et on ose croire que n'importe quel auteur d'attentat sous fausse bannière aurait inventé quelque chose de plus crédible.* »¹⁵⁹

En effet, l'attentat de Paris combine deux aspects. D'un côté, du professionnalisme : les frères ont reçu un entraînement militaire au Moyen-Orient. De l'autre côté, un fameux amateurisme aussi puisqu'ils ne s'étaient préparés aucune planque pour se replier en sécurité et ont sagement attendu l'assaut en terrain défavorable.

Dans ce terrorisme improprement appelé « jihadiste », on trouve d'une part des groupes professionnels importants et bien organisés ; et d'autre part des « électrons libres », travaillant en amateurs, que ce soit au musée juif de Bruxelles ou contre Charlie. Ce qui rend le phénomène plus large et plus dangereux encore.

159 Diana Johnstone, *La France sous influence*, *Counterpunch*, 20 janvier 2015.

Faux drapeau ?

De nombreux sceptiques pensent que l'attentat de Paris aurait été commis ou commandité par d'autres personnes que les suspects désignés. Ce que les experts appellent « *false flag* », » ou « faux drapeau », c'est-à-dire par des agents d'un camp se faisant passer pour l'autre camp. Un terme issu des pratiques d'anciennes batailles navales. Pour Charlie, on n'a aucune preuve dans ce sens.

Cela ne veut pas dire que ce type d'attentats n'existe pas. Il est connu que, dans le passé, des attentats importants ont été des attentats « *false flag* ». En 1933, Hitler a fait mettre le feu au Parlement allemand pour accuser les communistes et déclencher la terreur. En 1946, Menahem Begin (qui deviendra premier ministre d'Israël) a fait sauter l'hôtel King David à Jérusalem (92 tués) par des membres de sa milice déguisés en Arabes. En 1962, l'état-major US a préparé des plans (« *Opération Northwoods* ») pour commettre des attentats qui auraient été attribués à Cuba afin de justifier une invasion mais le président Kennedy ne les a pas approuvés. En 1980, nous l'avons signalé au chapitre 3, toute une « stratégie de la tension » a été organisée par les réseaux Gladio de l'Otan et de la CIA qui ont manipulé des néofascistes pour organiser un attentat à la gare de Bologne (85 morts, 200 blessés). Cela dans le but d'accuser faussement des groupes de gauche, d'empêcher les communistes d'entrer au gouvernement et de justifier des lois répressives. En avril 2002, la CIA a organisé des tirs de snipers à Caracas en faisant croire que c'était sur ordre du

président Chavez, alors que c'était un stratagème préparé pour justifier son renversement par un coup d'Etat militaire. Tout indique que la CIA a utilisé le même stratagème en Ukraine en février 2014.¹⁶⁰

Certains auteurs d'attentats *false flag* ont tout simplement avoué. L'un d'eux a même exposé le mode d'emploi de cette stratégie comme nous allons le voir !

Les révélations du major Kitson

En 1970, après avoir « brillamment » servi dans la répression des mouvements anticoloniaux au Kenya, en Malaisie, à Chypre, le général britannique Kitson est nommé en Irlande, avec pour mission d'y coordonner la répression. Cette expérience, il va la relater dans un livre exceptionnel, et très cynique, intitulé « *Opérations de basse intensité - Subversion, insurrection et maintien de la paix* ». Livre publié en 1971 et très vite retiré de la circulation. Kitson y expose toute sa doctrine de la « guerre spéciale ».

Tout général qu'il soit, Kitson considère que la répression militaire et policière classique n'a aucune chance de réussir sans une « *campagne pour gagner les coeurs et les esprits* » qu'il appelle « guerre psychologique stratégique ». Que recouvre ce terme mystérieux ? Cela se clarifie quand on examine l'ensemble des méthodes prônées, et utilisées, par Kitson :

160 Ahmed Bensaada, Ukraine : autopsie d'un coup d'Etat, michelcollon.info, 8 mars 2014.

- Former tous les cadres importants des ministères (Armée, Affaires étrangères...) aux techniques de « psy ops » (manipulations psychologiques de l'opinion).
- Monter de « pseudo-gangs » qui recueilleront un maximum d'informations. Mais qui, surtout, en menant des « coups » attribués à l'ennemi, permettront de le discréditer.
- Employer les « forces spéciales » (SAS) pour réaliser des attentats qui seront attribués à l'ennemi afin d'augmenter la tension et justifier la répression.
- Créer des diversions, par exemple en provoquant une « guerre de religions ».
- Fabriquer de faux documents (« black propaganda ») qui seront attribués à l'ennemi afin de le discréditer.
- Infiltrer des agents ou recruter des traîtres (par chantage ou corruption) au sein des organisations de l'adversaire, toujours afin de le discréditer voire de provoquer des scissions.
- Militariser l'info de la BBC et y censurer totalement le point de vue adverse.
- Filtrer l'information à destination de la presse internationale et s'y assurer des complicités.
- Fournir des documents photographiques pour influencer l'opinion.

- Utiliser des journalistes comme espions sur le terrain.
- Utiliser la musique pour attirer des jeunes avec un message apparemment « dépolitisé ».
- Mettre en place et populariser de faux mouvements « spontanés » présentés comme neutres et indépendants, en réalité financés et téléguidés afin de diviser et affaiblir le soutien au camp adverse.

Nous avons décrit cette expérience du major Kitson dans notre texte « *Portrait de la pieuvre* »¹⁶¹. Elle est très éclairante pour comprendre certaines guerres et certains événements de la période contemporaine. Je considère Kitson comme le père spirituel de toutes les opérations de la guerre psychologique pratiquée depuis par la CIA et d'autres services. Il est frappant de voir que les médias n'en parlent jamais.

Donc, les attentats *false flag* pour tromper la population, cela existe et, ne soyons pas naïfs, cela a été bien analysé dans certains livres. Mais ce n'est pas pour cela qu'il faut voir des complots partout.

Complot ou pas ?

Lorsque survient un attentat comme celui du 7 janvier, il est logique qu'un pouvoir fasse tout pour en tirer parti. Pour relancer la popularité d'un président discrédité, bien sûr. Mais surtout pour faire passer des lois répressives qu'on n'osait

161 Michel Collon, *Portrait de la Pieuvre*, ebook Investig'Action.

pas annoncer. Ou bien pour vendre à l'opinion une guerre injuste en la présentant comme une « riposte ».

Mais ce n'est pas parce que le pouvoir se sert d'un tel attentat qu'il l'a prémedité. Il se peut très bien qu'un attentat soit spontané et que les autorités sautent sur l'occasion. En contrôlant l'information, de façon directe ou indirecte, elles ont les moyens d'imposer les thèmes à débattre.

Il se peut que les frères Kouachi aient été un peu « aidés », il se peut que certains les aient laissé faire et il se peut très bien aussi qu'ils aient agi de façon tout à fait spontanée et surprenante. Ce n'est pas la question décisive.

Non, dans cette affaire Charlie, la manipulation la plus importante consiste à tromper les gens en cachant la responsabilité des Etats-Unis et de la France qui ont organisé et utilisé le terrorisme avec leurs protégés Arabie saoudite, Qatar et Turquie. La manipulation la plus importante est de cacher les causes profondes du terrorisme. De traiter l'attentat comme un phénomène inexplicable.

C'est en présentant des événements «inexplicables» que les médias poussent les gens à chercher l'explication ailleurs. Dans les fantasmes répandus sur Internet ou chez des prédictateurs manipulateurs. Les médias occulteurs ne sont donc pas innocents, ils sont les premiers responsables de ce qu'ils déplorent sans l'analyser sérieusement et sans se remettre en question.

Notre responsabilité de citoyens

Mais tout ceci n'est pas un complot, c'est juste le fonctionnement normal du système capitaliste de l'information. Les intérêts du 1% déterminent ce qu'on peut débattre et ce qui sera mis en avant.

En tout cas, une très grande partie de la population ne fait plus confiance aux médias. Nous avons essayé de faire comprendre pourquoi. Quelle est alors notre responsabilité en tant que citoyens ? Elle n'est pas de partir sur une fausse piste en consacrant toute son énergie à traquer les éventuelles invraisemblances du dossier. Non, elle consiste à se donner les moyens de lancer le vrai débat. Etre capable de démontrer concrètement l'invraisemblance des explications officielles sur l'eurojihadisme. Etre capable de faire comprendre les véritables objectifs des guerres dans lesquelles le terrorisme est impliqué. Bref, pouvoir apporter l'essentiel de façon simple et concrète autour de soi :

1. Les guerres sont économiques au service des multinationales.
2. Pour ces guerres, les USA ont développé le terrorisme comme l'ont avoué James Baker, Zbigniew Brzezinski et Hillary Clinton.
3. En se soumettant à cette politique de Washington, Sarkozy, Kouchner, Hollande et Fabius ont contribué à déclencher l'attentat contre Charlie.

Se former nécessite plusieurs instruments qui sont à la portée de chacun, contrairement à ce qu'on aimerait nous faire croire :

- connaître l'Histoire et la situation des régions du champ de bataille ;
- connaître non seulement les pays auxquels on est lié par sa culture mais aussi les expériences des autres continents. Pouvoir comparer avec les situations que d'autres connaissent et montrer qu'il s'agit toujours de la même guerre.
- Etudier la pensée et les documents de l'adversaire, être capable de les citer pour mieux convaincre qu'il ne s'agit pas d'inventions gratuites.

Bref, il s'agit de se former pour bien connaître les dossiers politiques et être capable de répondre aux questions des gens. De s'organiser pour débattre de façon convaincante. Tel est le but de ce livre que nous terminerons par des propositions pour l'action.

Mais avant cela, quels vont être les résultats de ce « 11 septembre à la française » ? Certains profiteront-ils de l'émotion ressentie pour restreindre la liberté d'expression et les droits démocratiques ?

Chapitre 11

11 septembre français : menace pour nos libertés ?

« L’armée belge a participé à des opérations militaires dans certains pays musulmans. A présent, cette même armée est engagée dans nos rues contre « l’effet boomerang » de cette participation. Pourtant, on nous avait dit qu’en participant à l’invasion de l’Afghanistan, on garantirait notre sécurité. »

Lode Vanoost, journaliste belge

Le 7 janvier 2015 est-il l’équivalent français du 11 septembre aux USA ? Non et oui. Non car l’attaque était beaucoup moins organisée et sophistiquée. Oui, parce que l’impact émotionnel, politique et médiatique a imprimé des traces très profondes dans la société française.

Dès le premier jour, la pression est énorme et elle ne va pas dans le sens de la démocratie. Deux exemples... Le philosophe Pascal Bruckner rappelle tout de suite que De Gaulle « *n’a pas hésité en 1961 à utiliser ses barbouzes* ».¹⁶² Prône-t-il le recours à des exécutions extrajudiciaires ? Selon ce philosophe (?), « *le seul moyen de combattre ce genre de menace est d’étendre les pouvoirs de la police* ». Bruckner appelle aussi à lutter contre « *l’immigrationnisme qui agite un certain nombre de nos élites* ».

¹⁶² *Le Figaro.fr*, 7 janvier 2015.

Trop d'immigrés, restons entre nous ?! Le philosophe ira-t-il jusqu'à combattre également cet « émigrationnisme » qui permet aux milliardaires français de s'inviter dans des pays africains pour en piller les ressources naturelles, appauvrir les habitants et les forcer ainsi à « l'immigrationnisme » s'ils veulent essayer de survivre en récupérant quelques miettes de ce qu'on leur a volé ? Pas certain.

Autre appel à la panique : Malek Boutih (PS), autrefois président de SOS-Racisme, réclame « *le retour d'un ordre politique et social strict* » dans les quartiers populaires. Pour certains, il prône même leur « *mise sous tutelle de l'Etat* » car le « *système démocratique* » ne serait plus en mesure de « *gérer* » certaines zones. Bref, un état d'exception pour les banlieues. L'apartheid.

Si on analyse les comportements et déclarations du pouvoir français, on voit qu'il réagit selon trois axes : 1. En réprimant la liberté d'expression (« pour la défendre »). 2. En mettant des soldats dans les rues (« pour nous protéger »). 3. En exigeant davantage de surveillance massive (« pour repérer les terroristes »). Voyons si ces mesures ont une chance d'arrêter le terrorisme...

Avec cette loi « Apologie du terrorisme »...

Il faudrait analyser en détail la couverture médiatique globale de ces événements du début janvier. Nous pensons qu'elle a contribué à créer un climat

d'hystérie islamophobe et de panique. La semaine qui a suivi, un directeur d'école de Halle (Belgique) annulait la visite de ses élèves à Bruxelles, ville jugée « trop dangereuse ». Faut-il s'en étonner ? Non. Le « Nous sommes en guerre » des politiques a déclenché logiquement un discours simpliste d'intimidation « ami – ennemi » qui recopie le célèbre « *Vous êtes avec nous ou contre nous* » de George Bush. La peur et la haine remplacent la réflexion et le dialogue.

Tout de suite, les effets se sont fait sentir : 251 procédures judiciaires en France en quelques jours à peine. Dont 117 pour « apologie du terrorisme », 77 jugements en comparution immédiate, 39 condamnations dont 28 à des peines de prison ferme dont 20 avec arrestation à l'audience¹⁶³. A Nice, Ahmed est convoqué par la police pour avoir refusé de participer à la minute de silence. Ahmed a 8 ans !

Rien qu'en consultant la presse française, on découvre des cas aberrants : cette femme condamnée à six mois de prison ferme pour s'être écriée lors d'une dispute avec des agents SNCF : « *Je ferais tout sauter si j'avais une bombe* »¹⁶⁴ Ou ce jeune homme condamné à deux ans de prison ferme pour avoir lancé à un policier en train de l'arrêter : « *Sur la vie du prophète, tu vas aller en enfer.* »¹⁶⁵ Le syndicat de la magistrature proteste en parlant d'une « *dérive* »

163 Communiqué du syndicat de la magistrature, 20 janvier 2015, Apologie du terrorisme : résister à l'injonction à la répression immédiate !

164 *Le Figaro*, 21 janvier 2015.

165 *Nouvel Observateur*, 21 janvier 2015.

de l'urgence » et accuse les instructions ultra-répressives de la ministre Taubira.¹⁶⁶

...Charlie Hebdo aurait pu être condamné

Surréaliste : un ado français sera même poursuivi pour « *apologie du terrorisme* » pour avoir publié sur Facebook une parodie d'une couverture de Charlie (analysée au chapitre 8 du présent livre). « *Le Coran, c'est de la merde, ça n'arrête pas les balles !* » est devenu « *Charlie Hebdo, c'est de la merde, ça n'arrête pas les balles* ». C'est tout ? C'est tout. Voilà qu'au nom de Saint Charlie, il devient interdit de citer... Charlie ! La liberté d'expression est piétinée au nom de sa défense.

Voilà bien toute l'hypocrisie de ce pseudo-délit « *apologie du terrorisme* ». Sautant sur la balle, le député belge de droite Denis Ducarme propose de suivre l'exemple français en introduisant ce nouveau délit dans le droit pénal belge. Ducarme veut qu'on puisse poursuivre en justice toute « *opinion qui approuve, cherche à justifier, présente l'infraction terroriste sous un jour acceptable ou minimise grossièrement l'impact d'une infraction terroriste, légitimant ainsi l'idéologie ayant présidé à la commission de l'infraction terroriste* ».¹⁶⁷

Bref, il deviendrait impossible de discuter un tel acte si on n'est pas d'accord avec son analyse officielle. Et qui définira les « terroristes » ? Les mêmes qui ont qualifié Nelson Mandela de terroriste jusqu'en 1994 ? Les Etats-Unis qui, aujourd'hui encore, ins-

166 Communiqué du syndicat de la magistrature, cité plus haut.

167 Le MR veut ériger en infraction l'*apologie du terrorisme*, rtbf.be, 30 janvier 2015.

crivent sur leur liste noire toute organisation qui résiste à leurs violences ? Israël qui qualifie systématiquement les Palestiniens de « terroristes », comme les nazis le faisaient de la résistance ?

Délit d'opinion différente

La proposition Ducarme reçoit une réplique cinglante de plusieurs juristes et professeurs belges : « *Une telle proposition crée un véritable délit d'opinion. Comment ne pas éprouver un sentiment d'hypocrisie quand, deux semaines à peine après que tout le monde a manifesté, main sur le cœur, son attachement à la liberté d'expression, on propose de créer un nouveau délit d'expression aux contours mal définis et particulièrement larges ? Comment se défaire d'une impression d'un 'deux poids, deux mesures' quand les ardents défenseurs de la liberté de caricaturer le prophète Mohammed proposent aujourd'hui de rendre punissables des propos certes provocateurs, choquants, de mauvais goût (comme Charlie Hebdo ?), mais ne présentant souvent aucune menace directe pour la sécurité ? La liberté d'expression, c'est aussi exprimer des opinions 'qui heurtent ou inquiètent l'État ou une fraction quelconque de la population', selon la Cour européenne des droits de l'homme.* »¹⁶⁸

Pénaliser « les opinions qui heurtent l'Etat », c'est pourtant bien ce que veut faire le premier ministre britannique David Cameron. Le 26 septembre 2014, il avait déclaré devant l'ONU : « *Les extrémistes non-violents sont tout aussi dangereux que les*

168 Maxime Lambrecht, Karim Sheikh Hassan, Mathias El Berhoumi, Martin Bouhon, Pierre-François Docquir, Céline Romainville, Quentin Van Enis, « L'apologie du terrorisme », un nouveau délit d'expression ? *Le Soir*, 3 février 2015.

terroristes et doivent être éradiqués de la même façon par tous les moyens à la disposition du gouvernement ». Sa justification ne manquait pas de culot : « *Certains analystes – tout comme certains prédictateurs - remettant en question la nature des événements qui ont précédé ou accompagné les tragédies de 2001 (11 septembre) et 2005 (attentat au métro de Londres), sans prôner la violence, contribuent néanmoins à justifier les actes terroristes perpétrés* ». Quoi qu'on pense du 11 septembre et de certaines théories à ce sujet, amalgamer « certains analystes » au terrorisme relève d'un mode de pensée... terroriste.

Donc, pour Cameron, il faudrait traiter de la même façon les terroristes de Daesh et ceux qui mettent en doute la politique guerrière de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis ou d'Israël ?

Au niveau du langage, remarquons que les termes « radicalisme » et « déradicalisation » ne sont pas employés par hasard pour désigner Daesh ou Al-Qaida. Des militants altermondialistes ou environnementalistes sont parfois aussi désignés sous le terme de « radicaux ». Les amalgamer aux terroristes prépare le terrain pour des répressions futures.

Des paras dans les rues

Depuis des années, quand vous arrivez de l'étranger à Paris, par exemple à la gare du Nord, vous éprouvez une curieuse impression. Le doigt sur la gâchette de leurs mitrailles, des soldats en tenue

de combat patrouillent dans les couloirs et sur les quais. Pour les étrangers, c'est toujours un choc : « Ce pays est-il en guerre civile ? »

Ça s'appelle « *Vigipirate* » (ce sont toujours les dominants qui choisissent ces noms de propagande). Une fois le choc passé, vous réfléchissez quand même : est-ce très efficace pour repérer des terroristes ? Supposons que vous en soyez un : allez-vous foncer sur ces soldats ou les contourner discrètement ?

Mais alors, quel est le véritable objectif de ce show ? Faire passer un message. A qui, si ce n'est pas aux terroristes ? Eh bien, aux citoyens ! Quel message ? Très simple : vous êtes en danger ! Partout, tout le temps. Mais nous vous protégeons. *Vigipirate*, c'est une campagne de com. Nous y reviendrons.

En Belgique aussi, le gouvernement a mis des paras un peu partout dans les rues après l'arrestation et l'élimination de deux possibles terroristes à Verviers. Mettre du kaki dans les rues a un seul effet : augmenter le sentiment subjectif d'insécurité. Le journaliste flamand Lode Vanoost (*De Wereld Morgen*) est très sceptique : « *Engager l'armée pour la sécurité intérieure donne l'impression de courte durée qu'on fait enfin quelque chose, alors que rien ne change sur le fond du problème. Cela démontre l'incapacité du politique à reconnaître ou appréhender les causes du malaise.* » Et Vanoost relève toute l'ironie de cette situation : « *L'armée belge a participé à des opérations militaires dans certains pays musulmans. A présent, cette même armée est engagée contre « l'effet boomerang » de cette participation. Pourtant, on nous avait dit qu'en participant à l'invasion* »

de l'Afghanistan, on garantirait notre sécurité. »¹⁶⁹ Et on l'avait dit aussi pour l'attaque contre la Libye. Ceux qui ne jurent que par « la sécurité » apportent l'insécurité partout. Puis, ils s'étonnent qu'un jour elle retombe devant leur porte.

Vite, un *Patriot Act* européen !

Tout de suite après l'attentat, des politiques ont réclamé pour la France et l'Europe l'équivalent du *Patriot Act* que Bush fit adopter à toute allure après le 11 septembre. Cette super-loi totalitaire a placé des centaines d'autres lois en position subordonnée, c'est-à-dire qu'elle a en fait annulé nombre de garanties et protections qui figuraient dans ces lois antérieures. Le concept de « sécurité nationale » a instauré, explique le sociologue Jan Blommaert « *une zone grise faite de secrets qui ne peuvent être mis à jour même par des tribunaux ou des gouvernements. Les services de sécurité ne sont plus obligés de fournir un accès complet aux informations sur lesquelles ils basent leurs décisions et leurs actions. En conséquence, toute forme de contrôle est écartée, nous dépendons entièrement de ce que nous racontent les services de sécurité et nous n'avons plus aucun moyen de contrôler la qualité de l'information et les arguments, ne parlons même pas de les corriger ou amender. Le système d'équilibre entre les pouvoirs qui constitue une démocratie, ce contrôle mutuel et permanent des divers pouvoirs, tout cela a disparu.* »¹⁷⁰

169 Lode Vanoost, *Leger op straat dient ander doel dan veiligheid*, www.dewereldmorgen.be, 22 janvier 2015.

170 Jan Blommaert, *Ik ben niet bang, want ik ben een democraat*, Dewereldmorgen.be, 16 janvier 2015.

Patriot Act est une super-loi complètement liberticide. Dans l'hystérie sécuritaire suivant le 11 septembre, on a pratiqué des emprisonnements arbitraires et sans jugement dans les prisons de la CIA, des tortures monstrueuses à Abu Ghraïb et ailleurs, on a donné à des agents US non identifiés le droit de tuer n'importe qui partout dans le monde et sans jugement, sur simple ordre du président des Etats-Unis, on a par la suite organisé l'espionnage systématique de la vie privée des citoyens du monde entier, et c'est avec ça que les faucons européens prétendent protéger nos libertés !

Pour toutes ces violations du droit, le terrorisme a fourni une justification merveilleuse. Puisque « l'ennemi » n'est plus un pays ou une armée précise, mais bien des citoyens pratiquant une sorte de guérilla, dès lors tous les citoyens, partout dans le monde, deviennent des suspects et des cibles potentielles du « contre-terrorisme ». Tout contrôle politique ou juridique disparaît.

Pour autant, *Patriot Act* a-t-il empêché l'attentat de Boston en 2013 ? La « guerre contre la terreur » a-t-elle rendu le monde plus sûr face au terrorisme ?

Croyez les services secrets sur parole

Mais les services secrets sont quand même là pour nous protéger des dangers ? Pas certain. A cet égard, la Belgique a vécu une expérience très instructive...

En 2003, George Bush se prépare à attaquer l'Irak. Le soutenant, huit hauts dirigeants européens Tony Blair, Vaclav Havel, Jose Maria Aznar, José-Manuel Duro Barroso, Silvio Berlusconi, Peter Medgyessy, Leszek Miller, Anders Fogh Rasmussen déclarent solennellement le 30 janvier 2003 : « *Aujourd'hui, les Etats-Unis sont plus que jamais menacés. Le régime irakien et ses armes de destruction massive représentent une menace évidente pour la sécurité mondiale. Nous débarrasserons le monde du danger posé par les armes de destruction massive de Saddam Hussein.* »

Pour faire transiter son matériel de guerre, Bush a besoin du port d'Anvers. Il lui faut donc l'autorisation de la Belgique. Le premier ministre Guy Verhofstadt est d'accord. Normalement, le parlement devrait contrôler ce genre de décisions. Mais quand les députés le questionnent, Verhofstadt répond seulement qu'il a « *des preuves solides* » sur la présence d'armes de destruction massive en Irak. Quelles preuves ? Il répond qu'il « *n'est pas autorisé* » à en parler au Parlement mais les services secrets US les ont en mains. Il faut faire confiance.

Cependant, le parlement n'est-il pas un pouvoir supérieur au gouvernement ? N'est-ce donc pas lui qui doit contrôler le gouvernement et ses informations ? En principe. Mais en pratique, les armes de destruction massive étaient bidon, on n'a rien vérifié et on a fermé la bouche à tous ceux qui le disaient dès le début. Fini, le contrôle démocratique.

Les mensonges tuent

Les résultats seront épouvantables : Bush ment, Verhofstadt répète son mensonge, les gouvernements de l’Otan mentent, les médias répètent leurs mensonges, plus personne ne contrôle les inventions des services secrets et cette chaîne de menteurs va envoyer des millions d’Irakiens en enfer. Quelle leçon en avons-nous tirée ? Recommencera-t-on la prochaine fois ? Oui, en fait la prochaine fois a déjà eu lieu. C’était en Libye et en Syrie, avec de nouveaux médiamensonges non contrôlés. Et à présent d’autres « cibles » sont sur la liste d’attente.

Alors, pour se protéger les Européens ont-ils vraiment besoin d’un *Patriot Act bis* qui leur enlèverait le peu des contrôles démocratiques qui reste ? Face aux inquiétudes pour nos libertés, certains politiques ont déclaré qu’il n’était pas question d’un *Patriot Act* français. Fort bien, mais que diront-ils au prochain attentat ? Et en fait, on peut arriver au même résultat, en recourant à la technique du saucissonnage. Mireille Delmas-Marty, juriste du Collège de France donne l’alerte : « *Il y a d’autres façons de porter atteinte à l’Etat de droit que par la guerre ou l’état d’exception. Au nom de la « prévention du terrorisme », la législation de ce pays utilise déjà des pratiques dérogatoires d’évitement du juge judiciaire au profit de pouvoirs de plus en plus larges confiés à l’administration ou à la police, constituant un véritable régime de police qui ne dit pas son nom* ».¹⁷¹

171 Cité par Olivier Le Cour Grandmaison, blog Paroles citoyennes, 24 janvier 2015.

L'Etat-espion : c'est la population qu'il veut contrôler !

Donc, le *Patriot Act* pourrait passer par petits paquets ? En fait, cela a déjà commencé. Le 13 novembre 2014, en toute discréction, la France a adopté la loi la plus répressive d'Europe sur l'espionnage des citoyens : « *Loi n° 2014-1353 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme* ».

Qui espionne-t-on et pourquoi ? Aujourd'hui, Big Brother ferait figure d'amateur comparé à l'espionnage généralisé des citoyens au moyen des technologies modernes dans les pays occidentaux. Il est frappant de constater que ceux qui donnent l'alerte sont des gens qui ont travaillé à l'intérieur même de cet appareil d'espionnage. En Grande-Bretagne, c'est le propre... commissaire du gouvernement sur les questions de surveillance, Tony Porter, qui s'est déclaré très préoccupé par l'apathie et l'ignorance du public : « *Beaucoup de citoyens ne comprennent pas comment l'information est utilisée pour « prédire les comportements »*.¹⁷² Aux Etats-Unis, William Blinney a démissionné de la National Security Agency (NSA) qu'il juge « *totalitaire, ses pratiques détruisent totalement les droits que vous accorde la Constitution. L'objectif de l'Etat-espion c'est de mettre en place la méthode et les moyens pour contrôler la population.* »

C'est évidemment illégal puisque la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, proclame en son article 12 que « *Nul ne sera l'objet d'immixtions*

¹⁷² Cité par Steven MacMillan, Britain's GCHQ domestic spying apparatus to be granted greater surveillance powers after Paris Attack, Global Research, 13 janvier 2015.

arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes. »

La question qui se pose est donc : pourquoi est-ce la population et non les seuls terroristes qu'on veut contrôler ? D'autant que cet éparpillement des cibles affaiblit l'efficacité, nous disent les experts.

Inefficace, dit Snowden

L'Union européenne imposera-t-elle une NSA européenne sous le prétexte de coordonner la lutte contre le terrorisme ? Edward Snowden, le célèbre sonneur d'alerte, a réagi aux mesures annoncées dans le cadre de l'Union européenne : « *La réaction (à l'attentat) des dirigeants européens n'est pas la bonne : plus de contrôle étatique, moins de vie privée, moins de liberté d'expression ... Prenons les attaques de Paris. On constate que la France a adopté l'année passée l'une des lois les plus intrusives et les plus coûteuses de toute l'Europe. Pourtant, ça n'a pas empêché l'attaque d'avoir lieu.* »¹⁷³

Snowden est tout aussi critique envers le *Patriot Act* des Etats-Unis : « *La Maison-Blanche a mené deux enquêtes indépendantes sur l'efficacité de ces mesures, et ils ont constaté que surveiller tous les appels téléphoniques des Etats-Unis n'avait pas permis d'empêcher la moindre attaque... On crée des bases de données sur des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes potentiellement*

173 *Le Soir*, 23 janvier 2015.

suspectes simplement parce qu'elles se sont parfois rendues sur un certain site Internet. Mais, en surveillant en permanence tout le monde, on rate les individus pour lesquels il faut dégager du temps et des moyens... »

Cette analyse de Snowden est confirmée par Joe McNamee, directeur d'Edri.org qui regroupe des associations militant pour la liberté d'Internet : « *La France est le pays où la surveillance de la population est peut-être la plus avancée en Europe. Et pourtant, cette surveillance de masse n'a pas empêché l'attentat. Il y avait pourtant des indications précises sur les deux terroristes (les frères Kouachi)... Ce qui est efficace, c'est d'appliquer toutes les ressources à une surveillance extrêmement ciblée plutôt que de les affecter à la surveillance de masse.* »¹⁷⁴

Quelle réponse apporter au terrorisme ?

Faisons le bilan des mesures adoptées ou proposées après le 7 janvier pour arrêter le terrorisme. 1. Réprimer les opinions « non conformes » ? Mais limiter la liberté d'expression est injuste et dangereux. Si on empêche les gens en colère de s'exprimer, on les marginalise et on les pousse vers le terrorisme. 2. L'armée dans les rues ? C'est juste du show. 3. La surveillance ciblée ? Elle peut être efficace, mais elle est déforcée si on élargit la surveillance à toute la population. Alors, si tout ceci n'est pas efficace, pourquoi nos dirigeants le font-ils quand même ?

¹⁷⁴ *Le Soir*, 19 janvier 2015.

Formulons autrement la question : pour arrêter le terrorisme, sont-ils prêts à s'attaquer à ses causes profondes ? Pas vraiment, si on écoute la critique de deux parlementaires écologistes belges Zakia Khattabi et Philippe Lamberts : « *Agir sur le plan de la surveillance et de la sécurité est la réponse facile (...) Certains n'hésitent pas à nous déclarer en guerre pour justifier des mesures d'exception bafouant les libertés que l'on prétend défendre. Ce n'est pas en mettant chaque citoyen sous surveillance permanente que nous diminuerons le risque de violence dans nos sociétés. Les politiques économiques, sociales, d'enseignement ou culturelles menées en Europe sont de notre propre ressort. Or, ces politiques ont pour résultat de marginaliser une partie de plus en plus grande de nos concitoyens (25% des Européens sont en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale), en particulier, les femmes, les enfants et les citoyens d'origine immigrée.* »¹⁷⁵

Le problème, ce n'est pas la religion, c'est la pauvreté

L'appauprissement - c'est-à-dire l'exploitation économique - et la marginalisation - c'est-à-dire l'exclusion du débat démocratique - voilà ce que les progressistes désignent comme cause fondamentale de la tentation terroriste (et aussi de la tentation de l'extrême droite, d'ailleurs). Le débat sur la religion musulmane est une fuite ou plutôt une diversion. Le problème fondamental, c'est la pauvreté et le manque de démocratie réelle.

175 Zakia Khattabi et Philippe Lamberts, Les inégalités, un terreau fertile pour le terrorisme, www.philippe-lamberts.eu, 30 janvier 2015.

Aux gens simples, la solution paraîtra donc logique : refuser l'explosion de l'écart riches - pauvres et mettre en place une société sans discrimination où chacun sera sur pied d'égalité, où l'on investira dans la création d'emplois, un enseignement de qualité pour tous, des soins de santé accessibles à tous. Le terrorisme existerait-il dans une société où chacun aurait un travail, un revenu correct, un avenir ?

Mais ne font-ils pas exactement le contraire, tous ces amis de François Hollande venus manifester à Paris, ces premiers ministres Angela Merkel, Mariano Rajoy, David Cameron, Charles Michel ou encore le chef de l'Europe Jean-Claude Juncker ? Ne sont-ils pas occupés depuis des années à creuser l'écart entre les revenus ? Est-ce que leur politique ne revient pas à appauvrir les 99% pour enrichir le 1% ? Sous prétexte de « sauver la compétitivité », ne privent-ils pas toujours plus de jeunes d'un revenu correct, donc de dignité et d'espoir ?

Jamais le monde n'a produit autant de richesse qu'aujourd'hui. Supposons qu'on distribue cette richesse de façon égale, chaque famille de cette planète disposerait d'un revenu de 2.850 dollars par mois. De la richesse, il y en a assez, mais sa répartition est extrêmement inégale : un humain sur trois ne dispose pas de sanitaires, un sur quatre n'a pas d'électricité, un sur sept vit dans un bidonville, un sur huit a faim et un sur neuf ne dispose pas d'eau potable.¹⁷⁶

176 Rapport PNUD (ONU), 2013, hdr.undp.org

« François, tu me fais honte »

« *Tu sais François. Tu me fais honte. Terriblement honte. Tout cela n'est que mascarade électoraliste* », a écrit un citoyen français juif dans une Lettre ouverte écrite au président de la République au moment de la grande manifestation. « *Alors que tu devrais développer le vivre ensemble, les moyens donnés à l'école et à la culture, quand tu devrais donner les moyens nécessaires à la santé publique, à l'habitat, à la jeunesse, à l'emploi plutôt qu'aux patrons capitalistes, à la justice, à la défense de l'environnement et d'une écologie solidaire, quand tu devrais soutenir plutôt qu'asphyxier les collectivités locales (communes, départements) qui ne peuvent plus conduire leurs politiques de proximité. Quand tu devrais...* »¹⁷⁷

Mais François n'a rien entendu et ne compte rien changer. Angela non plus et pas davantage David en Angleterre, Mariano en Espagne, ni Charles en Belgique et pas non plus Jean-Claude pour l'ensemble de l'Europe. Ils vont continuer ce qu'ils appellent d'un mot impropre « austérité » et qui consiste en réalité à serrer toujours plus la ceinture des petits pour augmenter le tour de taille des obèses. Entraînés dans leur folle compétition, les milliardaires n'en auront jamais assez.

Mais si nos dirigeants politiques refusent de donner un avenir à ces jeunes désespérés, c'est donc qu'il existe à leurs yeux quelque chose de plus important que la lutte pour la sécurité contre le terrorisme ? Que les priviléges des multinationales importent plus que des citoyens vivant en sécurité et en harmonie ?

177 Serge Grossvak, Lettre ouverte à François, facebook juifautrement. yid, 12 janvier 2015.

Tout le pouvoir aux multinationales

Pour comprendre cet engrenage des intérêts dominants et de leurs conséquences, examinons quel est actuellement le plus grand projet auquel sont occupées les bourgeoisie européennes bien qu'elles n'en parlent guère, et ça déjà, ce n'est pas bon signe. Leur nouveau rêve, c'est le *Transatlantic Trade and Investment Partnership*, en abrégé TTIP¹⁷⁸. Il s'agit de créer un grand marché commun USA - Europe qui supprimerait toutes les barrières et entraves freinant les échanges entre les deux continents. Très joli à première vue. Sauf que les « barrières et entraves » à éliminer, ce sont en fait toutes les protections sociales, sanitaires, environnementales et démocratiques qui ont été inscrites dans les lois européennes suite à des décennies de luttes des travailleurs et des citoyens. Ces protections gênent les multinationales qui cherchent toujours à réduire le plus possible leurs coûts dans une course sans fin.

S'il est adopté, ce projet TTIP entraînerait un appauvrissement considérable des gens qui travaillent. Parce que, explique Bruno Poncelet, auteur du livre *Le Grand Marché Transatlantique*,¹⁷⁹ « l'ambition première des actuelles négociations en vue de créer un grand marché transatlantique est d'accorder davantage de pouvoirs aux multinationales. Notamment en leur laissant le choix des législations sous lesquelles elles veulent travailler : aujourd'hui, avec le marché unique européen, les multinationales peuvent déjà choisir entre 28 pays différents - donc entre 28 normes fiscales,

178 Aussi appelé parfois aussi TAFTA (Transatlantic Free Trade Area).

179 Ricardo Cherenti et Bruno Poncelet, *Le grand marché transatlantique (les multinationales contre la démocratie)*, Bruno Leprince, Paris, 2011.

salariales, sociales différentes – tout en ayant l'assurance que leurs produits peuvent circuler librement. Voilà ce qui tue, concrètement, les bons salaires, la sécurité sociale et les politiques de solidarité... qui sont effectivement trop chers quand on décide de les mettre en concurrence avec des systèmes de travail (je devrais plutôt dire : d'esclavage) dignes du 19^{ème} siècle. Or, l'enjeu des négociations transatlantiques, c'est d'offrir aux multinationales encore plus de choix de délocalisations opportunistes en ajoutant aux 28 pays européens 50 Etats américains qui ne sont vraiment pas des paradis sociaux pour travailleurs. »¹⁸⁰

Sécuritaire pour qui ?

Donc, loin d'offrir un avenir à tous ces jeunes, les gouvernements européens cherchent plutôt à en faire des sous-travailleurs « zéro protection » jetés sur le marché du travail pour concurrencer et affaiblir ceux qui ont obtenu un certain salaire. Cette attaque anti-sociale n'ayant rien de démocratique (puisque l'intérêt général est sacrifié à l'intérêt d'une petite minorité), pas question de laisser les citoyens décider.

Et c'est pour ça que les négociations préparatoires du TTIP sont tenues secrètes. Les élites économiques, explique Poncelet, veulent « *des formes de gouvernance opaque, éloignées des gens* ». Il leur faut donc « *décrédibiliser la légitimité du pouvoir politique à une échelle locale (notamment nationale), ainsi que les finances publiques lorsque celles-ci sont au service de la solidarité.* ».¹⁸¹

180 Bruno Poncelet, Le TTIP est une ingérence des multinationales dans la vie politique, michelcollon.info, 21 novembre 2014.

181 Idem.

L'absence de démocratie économique entraîne l'absence de démocratie politique. La politique est donc « sécuritaire » pour les multinationales, mais pas pour les gens. Au contraire, si les gens s'en mêlent, contestent, revendiquent, proposent des alternatives, c'est dangereux.

Démocratie indésirable

Soigneusement caché derrière des négociations opaques, le Traité transatlantique est une machine de destruction des acquis sociaux, sanitaires et environnementaux. Vu qu'il sert seulement les intérêts du 1%, et que les dirigeants des multinationales prétendent décider de notre avenir alors que personne ne les a élus et que personne ne peut les contrôler, il est logique qu'ils refusent une démocratie qui pourrait les freiner.

La démocratie est indésirable. Les 99%, il ne faut pas leur donner la parole, il faut les surveiller, les espionner et au besoin les réprimer.

Voilà l'explication du « mystère NSA » soulevé plus haut. La surveillance de masse a été inefficace contre les attentats, et c'est logique, les véritables terroristes un peu sérieux se prépareront toujours en dehors des réseaux « espionnables ». Mais la cible fondamentale de l'espionnage, ce sont les gens, les travailleurs, les syndicalistes, les altermondialistes, les antiracistes, les défenseurs de la Nature et des droits humains : tous ceux qui entendent résister aux injustices.

Extraditions express

Très logiquement aussi, le TTIP comporte également un volet « sécuritaire » : ce nouveau cadre juridique donnerait des droits très élargis aux pouvoirs répressifs des Etats en s'appuyant sur une interprétation floue et arbitraire de la définition du terroriste.

En fait, en 2010, les Etats-Unis et l'Union européenne ont déjà mis en place deux accords très dangereux. Le premier prévoit que des enquêteurs US pourront travailler directement sur le sol européen. Le deuxième facilite les extraditions judiciaires transatlantiques : Washington pourrait extrader beaucoup plus rapidement des détenus ou des suspects à partir de l'Europe. On supprimerait les garde-fous qui existent actuellement comme la nécessité de garantir un traitement équitable ou le fait que la personne ne puisse être recherchée pour des raisons politiques. N'oublions pas que très peu de prisonniers de Guantnamo ont eu droit à un procès.

Avec le TTIP, Assange serait extradé en quelques jours. De même que tout contestataire qui serait facilement rebaptisé « terroriste ». Exagéré ? En 2003, quatre jeunes altermondialistes belges ont été placés sur écoutes par la Justice belge sur base de la loi dite « anti-terroriste ». L'Etat belge fut condamné mais continue : en 2011, 450 Belges étaient placés sur écoute chaque mois. « *Cela coûte très cher à l'État. Mais il y a surtout très peu de contrôles de ces méthodes d'enquête. On est entré dans l'ère du film*

américain sans le savoir. Ce qu'on voit à la télé, ça se passe désormais dans nos vies de tous les jours »,¹⁸² dénonce l'avocat Christophe Marchand au nom de la Ligue des droits de l'homme.

On devient vite « terroriste »

Le 17 août 2009, un avion d'Air France vers le Mexique a été détourné en plein vol parce que figurait parmi les passagers Paul-Emile Dupret, un juriste conseiller du groupe Gauche Unitaire Européenne au Parlement Européen. Ce passager n'avait commis aucune infraction, n'était recherché pour rien, mais figurait sur une liste noire des Etats-Unis pour avoir critiqué la politique européenne en Amérique du Sud. Il était donc considéré comme potentiellement terroriste et dangereux pour les Etats-Unis ! L'avion fut obligé de refaire son itinéraire en plein vol, de modifier ses escales, prolongeant le voyage de plusieurs heures imprévues. Quant au juriste, qui se rendait en Amérique du Sud, il a été obligé de renégocier de nouveaux billets pour son vol retour, la compagnie aérienne refusant de l'embarquer pour un vol devant passer au-dessus du territoire des Etats-Unis.

Surréaliste ? Dupret témoigne : « *Mes ennuis avec les autorités américaines ont commencé le 18 juillet 2004 lors d'un transit à Miami qui n'aurait dû durer qu'une heure. Comme collaborateur du groupe Gauche Unitaire Européenne du Parlement européen, j'accompagnais alors une délégation parlementaire qui revenait du Venezuela et du Nicaragua. Au bureau de l'immigration à Miami, le*

¹⁸² Vers l'avenir, 18 août 2011.

douanier a trouvé suspect que mon passeport soit rempli de cachets de séjours en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Il a dès lors ordonné ma détention, et bien que j'aie montré mon accréditation au Parlement européen, et que j'aie expliqué qu'il s'agissait de voyages réalisés dans le cadre de mon travail au Parlement européen, il a décidé de me retenir. Divers policiers m'ont interrogé : « Etes-vous allé à Cuba ? Avez-vous parlé personnellement avec Fidel Castro ? Vous êtes allés au Venezuela, avez-vous parlé personnellement avec Hugo Chavez ? » Ensuite, ils ont consulté Internet et m'ont posé des questions sur des articles que j'ai écrits. Après cela, ils ont pris les empreintes de mes dix doigts, photographié les iris, etc. et ont inscrit un code sur la couverture de mon passeport, partie intérieure. »

Si le TTIP passe, des gens comme Dupret seront arrêtés d'office comme « terroristes ».

Comment les multinationales s'enrichissent sur le dos du Sud

La fortune colossale accumulée par le 1% repose donc sur un principe simple : s'enrichir sur le dos des gens qui travaillent pour eux, directement ou indirectement : travailleurs déclarés ou non, cadres, petits patrons. Mais cette exploitation ne concerne pas que les populations de l'Europe et des Etats-Unis.

Quand on analyse les données statistiques, on constate que les multinationales du Nord s'enrichissent encore bien plus en exploitant le Sud, le tiers monde. De quelle manière ? Par sept pro-

cédés complémentaires que l'on peut appeler les « sept fléaux » frappant les nations pauvres : 1. Le pillage des matières premières. 2. L'exploitation de la main d'œuvre. 3. L'agriculture assassinée. 4. Des élites qui vendent leur pays. 5. La dette. 6. Les privatisations. 7. Le vol des cerveaux. Voilà les sept procédés par lesquels les richesses du Sud sont volées pour enrichir les multinationales du Nord.¹⁸³

Tant que les pays africains, arabes et sud-américains seront enfermés dans cette subordination au néocolonialisme, il leur sera impossible de vaincre la pauvreté. Car le fossé ne cesse de s'élargir. Or, les multinationales ne sont pas prêtes à renoncer à leurs priviléges basés sur l'exploitation du Nord et du Sud. La question qui se pose à elles est donc la suivante : par quels moyens pourront-elles briser les résistances ?

George Kennan, un important stratège des Etats-Unis répondit à cette question dans un rapport de 1948 : « *Nous (Etats-Unis) avons environ 50% des richesses mondiales mais seulement 6,3% de la population. (...) Dans cette situation, nous ne pouvons manquer d'être l'objet de l'envie et du ressentiment. Notre tâche réelle dans la période à venir est de concevoir un ensemble de relations qui nous permettront de maintenir cette position de disparité sans réel détriment pour notre sécurité nationale. Pour ce faire, nous devrons nous dispenser de toute sentimentalité ou rêve éveillé ; et notre attention devra être concentrée partout sur nos objectifs nationaux immédiats. Que nous puissions nous permettre le luxe de l'altruisme et du bienfait mondial est une illusion que nous ne devons pas entretenir.* »¹⁸⁴

183 Les 7 fléaux ont été analysés dans le chapitre 7 de Michel Collon, les 7 Péchés d'Hugo Chavez, Investig'Action, 2009.

184 Foreign Relations of the United States (1948), United States Depart-

« Nous dispenser de toute sentimentalité » ? A quels moyens pensait Kennan, et quels moyens furent employés par les stratégies US pour maintenir la suprématie ? Nous avons examinés au chapitre 3 les guerres des Etats-Unis pour continuer à voler le pétrole et le gaz. Au chapitre 6, nous avons examiné l'utilité du racisme, particulièrement « islamophobe ». Mais il n'y a pas que la guerre et le racisme, il y a aussi la propagation de la peur...

La stratégie de la peur recycle ...

A entendre les dirigeants politiques français, ils font tout pour que leurs concitoyens vivent en sécurité. Mais nous venons de voir qu'ils ne font pas tout, loin de là. Les causes profondes du terrorisme, ils refusent d'y toucher. Et, par des déclarations alarmistes, ils entretiennent même le sentiment que tous les citoyens sont gravement menacés par le terrorisme, ce qui statistiquement ne tient pas debout.

Alors surgit une question impertinente : est-ce que la peur serait utile ? Est-ce que flanquer la trouille servirait des objectifs politiques ? Dans son célèbre film *Bowling for Columbine*, le cinéaste Michaël Moore avait brillamment montré comment l'administration Bush avait répandu la peur auprès des citoyens US. Pour leur faire accepter deux choses : 1. Des lois liberticides. 2. Des guerres contre des pays arabes ou musulmans. Tout cela vendu au nom de la nécessité de « contrer la menace ».

ment of State, éd. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1976, t. 1, partie 2, p. 523-525

La même recette serait-elle appliquée, de façon plus subtile, par d'autres et notamment dans la France actuelle ? Telle est la thèse de Mathieu Rigouste, chercheur en Sciences sociales à l'Université Paris VIII Saint Denis et auteur du livre *L'ennemi intérieur* : « *La peur est une machine politique, un levier de contrôle social. Pour bien comprendre le rôle qu'elle joue dans la mécanique du contrôle sécuritaire, (...) nous avons étudié l'évolution des figures de « l'ennemi intérieur » dans les institutions politiques et militaires, la construction de l'immigration comme une menace et les instances politico-militaires agissant pour obtenir la validation politique de leurs conceptions de la guerre et de la sécurité.* »¹⁸⁵

... les vieilles stratégies coloniales

Rigouste analyse les théories contre-subversives qui furent appliquées par l'armée française dans les guerres d'Indochine et d'Algérie. Le régime de violence extrêmement brutale imposé à ces deux colonies servait aussi à démontrer la puissance de la France à tous les colonisés tentés de réclamer leur indépendance. Pour mettre en œuvre cette violence massive, il était évidemment nécessaire de rabaisser les colonisés au rang de sous-hommes auxquels les droits de l'homme et la démocratie ne sauraient s'appliquer.

Officiellement, ces stratégies de terreur d'Etat furent rayées des programmes sous De Gaulle. Mais une lecture attentive des documents récents des services spéciaux indique que ces stratégies

¹⁸⁵ Mathieu Rigouste, *L'ennemi intérieur*, La Découverte, 2009, pages 7 et 10.

sont en réalité toujours en vigueur. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, une telle hypocrisie n'est pas de mise : depuis le Vietnam jusqu'à l'Irak, la doctrine de *counter-insurgency* [*contre-insurrectionnelle*] a été décrite sans complexe et publiée dans des *field manuals* (*manuels de terrain*) qui la réglementent. En France, c'est censuré et totalement officieux. Mais la logique est la même : pour mater les résistances, il faut manipuler, intimider et même terroriser.

La « Doctrine de la Guerre Révolutionnaire » (DGR) a été élaborée dans les années 50 par des officiers de l'armée française. Elle visait à regrouper tous les éléments permettant de contrôler et de briser la résistance d'une population colonisée : « *En systématisant l'utilisation de l'action psychologique et des méthodes de la « contre-guérilla », la DGR implique théoriquement la mise en place d'un quadrillage militaro-policier intensif du territoire.* »¹⁸⁶ Rigouste retrouve ces mêmes théories à l'œuvre aujourd'hui dans la stratégie militaire et politique de contrôle de la société.

L'ennemi global et local

Au cœur de la stratégie de la peur, le racisme joue un rôle clé car il sert à construire la figure de l'ennemi et du danger : « *À l'ancienne figure de l'ennemi intérieur, communiste ou colonial, s'est substituée celle d'un ennemi intérieur post - colonial, désigné comme à la fois local et global, dissimulé dans les quartiers populaires, surtout parmi les non-Blancs pauvres. Au-delà des profonds changements géopolitiques, économiques et sociaux qu'a*

186 Idem, page 8.

connus le monde depuis la fin des colonies, le contrôle de l'immigration postcoloniale aura été en France le principal « fil rouge » ayant permis l'étonnante résurgence de certaines représentations « racialistes » au sein des médias dominants, comme celle de certains dispositifs de contrôle coloniaux au sein des appareils d'État. »

Entre la vieille doctrine de la répression coloniale et la stratégie sécuritaire d'aujourd'hui, Rigouste repère trois mécanismes communs :

- « *focalisation sur un ennemi intérieur socio-ethnique renvoyé à une menace globale;* »
- *conception du contrôle comme une médecine du corps national ;*
- *utopie d'une société sûre et assainie opposée au mythe d'une société gangrenée. »*¹⁸⁷

Le « racialisme » ici dénoncé correspond au fond à cet « essentialisme » que nous avons analysé au chapitre 6 (« Islamisme et islamophobie »). La société actuelle, explique Rigouste, « *légitime la domination sociale, économique et politique en distinguant les êtres humains selon une essence imaginaire.* »¹⁸⁸

La tumeur et le chirurgien

Voici donc les trois éléments relevés par Rigouste pour définir ce qu'il faut appeler « la stratégie de la peur » et nous les retrouvons dans la communication officielle sur les attentats de

¹⁸⁷ Idem, conclusion.

¹⁸⁸ Idem, p. 7

janvier :

1. L'ennemi intérieur (Arabe ou Black) représente la menace Al-Qaida.
2. L'autorité est un chirurgien qui nous protège en retirant la tumeur.
3. Mais la société en soi est saine et n'est pas responsable de cette tumeur.

Dans cette doctrine, plusieurs distinctions traditionnelles de la stratégie militaire s'estompent : temps de paix / temps de guerre, intérieur / extérieur, civils/combattants.

Rigouste montre comment cette vieille théorie est d'application contre les jeunes révoltés des banlieues : « *Les quartiers populaires ségrégés, ceux où le capitalisme a concentré les classes précarisées, sont investis comme des territoires d'exception et les descendants pauvres des colonisés comme des corps d'exception. La temporalité du pouvoir y est celle de l'exception permanente. Comme dans une colonie autrefois, il est donc possible d'y pratiquer une violence d'exception.* »¹⁸⁹ On se souvient qu'un dirigeant PS a proposé en janvier 2015 de placer les banlieues sous état d'exception, donc sous contrôle militaire.

Il faut relever que le musulman n'est pas la seule « menace ». La stratégie de la tension a d'autres boucs émissaires. Un décret du 27 juin 2008 a élargi les compétences de la nouvelle Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI) « *à la surveillance des individus, groupes, organisations et à*

189 Idem, conclusion.

l'analyse des phénomènes de société, susceptibles par leur caractère radical, leurs inspirations ou leurs modes d'action de porter atteinte à la sécurité nationale ». Ceci vise des groupes anarchistes présentés eux aussi comme une « menace terroriste » et contre lesquels on organise de temps en temps un show policier.

Ne pas supprimer l'ennemi qui est utile

Curieusement, le but de la stratégie sécuritaire appelée DGR n'est pas de supprimer l'ennemi. Il convient au contraire de le maintenir tout en le gardant sous contrôle. Parce que l'ennemi est utile pour influencer et intimider la population. De même que Daesh est utile aux Etats-Unis pour destabiliser les nations du Moyen-Orient, de même, les terroristes en France sont utiles pour diviser les résistances sociales, comme nous l'avons vu, et pour contrôler la population par la peur.

En temps de crise, un bouc émissaire sert à concentrer les frustrations. En janvier 2015, un président français au plus bas dans les sondages voit tout d'un coup sa cote de popularité remonter grâce à la mise en scène de sa gestion de la peur. De même en Belgique, un gouvernement de droite qui affrontait une forte résistance sociale bénéficie d'une pause grâce à l'atmosphère sécuritaire.

« Pour enrôler la population dans son autocontrôle, l'ordre médiatico-sécuritaire généralise une forme de pouvoir lui permettant de fabriquer l'ennemi, de le tolérer et de l'entretenir, de le détruire et de le remodeler, de concevoir le désordre

dans la perspective du rétablissement de l'ordre. »¹⁹⁰ Les médias jouent évidemment un rôle crucial dans la diffusion de la peur.

Le maintien de la peur est la stratégie fondamentale du pouvoir de nos élites. Sans la peur de l'antisémitisme, 90% des gens seraient contre Israël. Sans la peur des ‘islamistes’, 90% des gens seraient contre les Etats-Unis. Sans la peur des Russes, 90% des gens seraient anti-OTAN. Sans la peur de toutes les peurs, 90% des gens seraient anticapitalistes. Et le capitalisme aurait déjà été remplacé.

Ceux qui vivent des injustices ne peuvent les combattre

Nous avons vu dans ce chapitre que les mesures d'espionnage massif de la population ne sont pas la solution face au terrorisme, mais visent plutôt ceux qui contestent l'ordre économique existant. Or, le système capitaliste repose sur trois piliers : 1. Au Nord, l'exploitation de ses travailleurs. 2. Au Sud, l'exploitation des travailleurs africains, arabes, latinos et asiatiques ainsi que le pillage de leurs ressources naturelles. 3. Et pour les deux, le recours au racisme et à la guerre comme moyen de briser les résistances.

Il est important de voir que ces trois piliers sont inséparables. Sans lutter globalement contre les trois, sans unir les résistances, on se fera toujours dresser les uns contre les autres et la libération sera impossible.

¹⁹⁰ Idem, conclusion

Ce n'est donc pas étonnant si aucune des mesures du gouvernement français ne s'attaque aux causes structurelles qui ont provoqué des comportements terroristes. Ces causes, le sociologue français Saïd Bouamama les a bien indiquées : « *les inégalités sociales massives, les discriminations racistes systémiques, l'islamophobie humiliante, les contrôles policiers au faciès, les guerres pour le pétrole et les minerais stratégiques. Pourtant, il n'y a aucune autre solution sérieuse que celle de s'attaquer aux causes réelles car sans justice, il ne peut jamais y avoir de paix.* »¹⁹¹ Le 1% ne peut s'attaquer aux injustices, il en vit.

Alors, si la solution ne peut venir d'en haut, d'où peut-elle venir ? Que pouvons-nous faire ?

Dans ce dernier chapitre, nous devons essayer de répondre aux questions de départ : Est-il possible de surmonter le fossé et d'établir un dialogue entre les « Charlie » et les « pas Charlie » ? Est-il possible de comprendre les causes du départ des jeunes eurojihadistes vers la Syrie ? Est-il possible pour les simples citoyens d'avoir une influence dans le débat des idées et des informations ? Quelles pistes existent pour des actions concrètes au quotidien ?

191 Saïd Bouamama, *Les premiers fruits amers de l'unité nationale*, michelcollon.info, 22 janvier 2015.

Chapitre 12

Que Faire ?

« Le geste insensé des frères Kouachi a des causes auxquelles il faut réfléchir et dont la France et la planète entière sont responsables. »

Vincent de Coorebyter, philosophe et politologue

Est-il possible de répondre à notre question de départ : « Je suis ou je ne suis pas Charlie ? »

« *Je suis Charlie* », affichent 1,5 million de manifestants à Paris. Provenant de quelles classes sociales ? Selon Frédéric Lordon, « *le cortège parisien, si immense qu'il ait été, s'est montré d'une remarquable homogénéité sociologique : blanc, urbain, éduqué* »¹⁹². La journaliste du *Monde* Sylvia Zappi, constate qu'on y a vu peu d'habitants des banlieues : « *Comme si ce monde qui défilait n'était pas le leur. Ces habitants des banlieues se sentent oubliés, relégués* ». Deux France s'opposent-elles ?

« *Je ne suis pas Charlie* », rétorque l'historien juif Shlomo Sand : « *Le profond dégoût éprouvé face au*

¹⁹² Frédéric Lordon, Charlie à tout prix ?, blog du *Monde Diplomatique*, 13 janvier 2015.

meurtre doit-il obligatoirement conduire à s'identifier avec l'action des victimes ? Dois-je être Charlie parce que les victimes étaient l'incarnation suprême de la liberté d'expression, comme l'a déclaré le Président de la République ? » Prise de distance aussi dans ce tweet d'un intellectuel belge d'origine libanaise qui fera le tour de la planète : « Je ne suis pas Charlie. Je suis Ahmed, le flic abattu. Ils ont ridiculisé ma foi et ma culture et je suis mort pour leur permettre de le faire. #jesuisAhmed. ».

Au Cameroun, on hésite : « *Vu de la France, ce slogan (...) peut être interprété comme un geste de solidarité et de compassion vis-à-vis des familles si durement éprouvées. Par contre, les Africains peuvent ne pas s'identifier à Charlie pour plusieurs raisons... D'abord parce que la violence dans le monde en général est générée par les puissances occidentales qui, au gré de leurs intérêts du moment, arment et combattent des groupes appelés tantôt des alliés, tantôt des terroristes, selon les circonstances. (...) Vu sous cet angle, les Africains peuvent penser, tout en respectant la mémoire des morts, que la France ne mérite que ce qu'elle a semé ouvertement ou en sous-main, en Afrique et partout dans le monde. Un Africain peut-il être Charlie ? La réponse est à la fois oui et non !* »¹⁹³

« Charlie » et « pas Charlie » :
le dialogue est-il possible ?

Cette manifestation énorme exprime à la fois une unité impressionnante et une division inquiétante car les absents se sentent exclus et méprisés. Faut-il

193 Joli-Beau Koube, Qui est donc Charlie ? *cameroonvoice.com*, 12/01/2015.

forcément choisir entre les « *Je suis Charlie* » et les « *Je ne suis pas Charlie* » ?

Non, les deux « camps » font partie du même peuple, ils ont les mêmes intérêts : ne pas se laisser exploiter par les multinationales, ne pas se faire appauvrir par les politiques des gouvernements néolibéraux et ne pas payer pour des guerres coloniales qui n'ont rien à voir avec leurs besoins.

Cette manifestation de Paris exprime la colère et la solidarité des gens, mais Hollande et Valls y ont vu les moyens de redorer le blason de leur popularité perdue et de raccommoder les gens avec leur politique néolibérale. Mais l'intérêt des gens d'en bas n'est pas de s'unir avec ceux d'en haut, il est au contraire d'unir tous ceux d'en bas – sans exclusives – pour résister à ceux d'en haut. La véritable unité à créer est entre les « *Charlie* » et les « *pas Charlie* ». Est-ce possible ?

42 % des Français n'étaient pas favorables à la publication de caricatures du Prophète¹⁹⁴. Seront-ils rayés de cette communauté nationale que les médias exigent « unanime » ? Ou pourrons-nous enfin entamer un vrai dialogue en évitant excommunications et rejets pour débattre de façon constructive ?

« Le monde est divisé en deux »

Lorsque j'ai commencé à écrire ce livre, j'ai demandé à Freddy, un ami syndicaliste ouvrier de Charleroi : « *Qu'en pensent tes collègues et camarades ?* »

194 *Journal du Dimanche*, 18 décembre 2014.

Il m'a répondu : « *Le monde est divisé en deux. Ceux qui acceptent qu'on analyse, qu'on cherche les causes et ceux qui ne voient que le côté répressif (la protection). Cela peut être virulent, genre 'Nos avions F-16 nous protègent contre les djihadistes'. La haine de la religion musulmane est fréquente et aussi la théorie de l'invasion par le nombre. Le problème que je ressens : le manque de connaissance de ce que nos dirigeants politiques ont fait et font à l'étranger. En général les gens ne connaissent pas l'Histoire.* »

Cette enquête m'a été précieuse et nous amène à une question centrale : d'où vient que les gens restent si ignorants sur la réalité de l'islam, sur le poids réel de l'immigration et sur la politique internationale de nos gouvernements ? C'est l'ignorance qui rend possible la haine et la division.

Et pourquoi sommes-nous divisés ? 1. A cause de l'islamophobie. 2. A cause d'une stratégie insuffisante sur la Palestine. 3. A cause des médias. Nous aborderons ces trois problèmes pour voir ce qu'il est possible de faire. Mais d'abord, il faudrait réfléchir un peu sur une certaine caractéristique des Européens : leur certitude d'être toujours les bons, les civilisés, ceux qui savent...

« Eux » et « nous ».

Qu'est-ce qui rend sourd et aveugle ? La certitude d'être du bon côté. Les bons face aux méchants, les civilisés face aux « barbares ». L'étiquette immédiatement collée.

Mais la sociologue italienne Anna Curcio exprime son malaise : « *A mon sens, le slogan « Je suis Charlie » équivaut à dire « Je suis l’Ouest ». Je ne veux diaboliser personne, mais ce que je lis dans cette expression, c’est surtout : moi, je suis l’Occident, je suis les droits, je suis la liberté des femmes, la liberté de la presse. Je suis beaucoup de belles choses et nous sommes assiégés par les barbares. Une prétention à l’universalisme... »*¹⁹⁵

Le slogan « Je suis Charlie », inventé sur-le-champ par un graphiste parisien, offre l'avantage d'afficher la volonté de solidarité de façon frappante. En même temps, il incite à répéter et pas à réfléchir. Un slogan, on est pour ou est contre, impossible de le modifier ou de le nuancer (certains l'ont fait pourtant, ce qui a révélé un clivage). Un slogan regroupe, mais il exclut aussi. Comme la ministre Vallaud-Belkacem : avec nous ou contre nous. Du coup, sous le slogan se regroupent de façon trompeuse des gens qui pensent différemment : aussi bien des gens sincères que des manipulateurs, aussi bien les « sans-dents » que François Hollande, aussi bien les antisionistes que Netanyahu. Ce qui accentue le clivage et l'absence d'échange.

Sous le titre « Eux » et « nous », après quelques semaines nécessaires pour prendre du recul, le philosophe belge Vincent de Coorebyter appelle aussi à « *s’interroger sur l’absence de réflexivité qui a entouré ce mouvement alors que, dès le lendemain du drame, les médias auraient pu jeter les bases d’une interrogation plus ouverte. (...) On n’abattra pas un mur d’incompréhension en ostracisant ou en disqualifiant.* »¹⁹⁶

195 Je suis l’Ouest, entretien, *commonware.org*, 11 janvier 2015.

196 Vincent de Coorebyter, “Eux” et “nous”, *Le Soir*, 28 janvier 2015.

Rejetant cette muraille érigée entre les bons et les méchants, de Coorebyter interpelle : « *Quel sens cela a-t-il de traiter les assassins, systématiquement, de sauvages ou de barbares ? Ce sont incontestablement les termes qui viennent en premier lieu à l'esprit, et qui traduisent le mieux l'indignation ressentie. Il n'empêche qu'ils devraient faire réfléchir. Ces termes reviennent à assimiler les assassins à des animaux ou à des fous, c'est-à-dire à les exclure de l'humanité. Or c'est là agir, au plan symbolique, comme les assassins eux-mêmes l'ont fait avec leurs victimes au plan physique. Les deux gestes sont incomparables, mais ils possèdent un fonds commun qui est troublant.* »

« *Ce n'étaient pas des barbares* »

Le philosophe Jean-Paul Sartre avait insisté sur le fait que « *tout homme est tout l'homme* » et que nous devons assumer les gestes de l'humanité entière, pour le meilleur et pour le pire. C'est-à-dire nous sentir responsables de les comprendre afin de voir comment agir.

Dans une autre culture, le poète libanais Khalil Gibran avait pareillement écrit dans « *Le prophète* » : « *Je vous ai souvent entendu parler de quelqu'un qui a mal agi comme s'il n'était pas l'un des vôtres, mais un étranger parmi vous, un intrus dans votre monde. J'affirme ceci : de même que les saints et les justes ne peuvent s'élever plus haut que le plus haut en chacun de vous, les méchants et les faibles ne peuvent tomber plus bas que ce qui en vous est le plus bas. Et de même que pas une feuille ne jaunit sans que l'arbre entier en soit silencieuse-*

ment informé, le pécheur ne peut commettre son péché sans l'assentiment de tous. »¹⁹⁷

De Coorebyter applique cette idée à l'attentat : « *Nous pouvons prétendre être Charlie mais nous sommes aussi, potentiellement, Hitler ou Marc Dutroux, nous aurions pu être pareils à eux si nous avions été placés dans les mêmes conditions obscures de développement psychique. Cela vaut aussi, qu'on le veuille ou non, pour les frères Kouachi et pour Amedy Coulibaly : ce n'étaient pas des barbares, leur geste insensé a des causes auxquelles il faut réfléchir et dont la France et la planète entière – car tout est globalisé aujourd'hui – sont responsables. A l'égard des écoliers qui ont refusé de respecter la minute de silence décrétée par les autorités françaises, traiter les assassins de sauvages est de mauvaise pédagogie. (...) Cela renforce le problème qu'il faut régler, cette division dans les têtes qui fait penser en termes de « eux » et « nous ». »¹⁹⁸*

Réfléchir aux causes

Cette phrase me frappe : « *Leur geste insensé a des causes auxquelles il faut réfléchir et dont la France et la planète entière sont responsables. »*

Réfléchir aux causes, c'est d'abord écouter l'Historie, toujours absente des médias mais sans laquelle on ne peut comprendre aucun événement contemporain. Comment cela ? On envoie des soldats français en Afrique « combattre les djihadistes » ? Le gendarme colonialiste d'hier, celui qui a laissé derrière lui un héritage chaotique de

197 Khalil Gibran, « Le Prophète », Gallimard (Folio), Paris, 1992, p.60.

198 Vincent de Coorebyter, “Eux” et “nous”, *Le Soir*, 28 janvier 2015.

frontières démantelées, de dictatures sanglantes et d'économies asservies, revient aujourd'hui « faire respecter le droit » ? Associé au gendarme US qui a détruit l'Irak sans jamais s'excuser, il vient bombarder Daesh ? Comme par hasard juste à côté des puits de pétrole tant chérissés ?

Cet émouvant conte de fées n'évoque-t-il pas les fameux principes de la propagande de guerre ? 1. Cacher l'Histoire. 2. Cacher les intérêts. 3. Diaboliser. 4. Se prétendre défenseur des victimes. 5. Empêcher le débat.

En réalité, si les USA et leurs alliés bombardent au Moyen-Orient, n'est-ce pas la meilleure façon de produire de nouveaux terroristes comme ce fut le cas en Afghanistan, au Yémen et ailleurs ? Si on ne s'en prend pas aux causes fondamentales du terrorisme, c'est parti pour une guerre sans fin, avertit l'historien Shlomo Sand : « *Cette situation conflictuelle ira en s'aggravant si l'on ne s'emploie pas ensemble, athées et croyants, à œuvrer à de véritables perspectives du vivre ensemble sans la haine de l'autre.* »¹⁹⁹

Les Etats-Unis et la France sont-ils la solution face à la barbarie ou bien sont-ils le problème ?

Le barbare, c'est d'abord l'Occident

L'Occident - c'est-à-dire l'Europe et les Etats-Unis - ne peuvent prétendre incarner la civilisation et les plus nobles valeurs de l'humanité. La barbarie,

199 Shlomo Sand, "Je ne suis pas Charlie", ujfp.org, 13 janvier 2015.

c'est le capitalisme occidental qui l'a portée à son paroxysme. Ses « conquêtes » constituent les actes les plus monstrueux de l'histoire de l'humanité : génocide barbare contre les Indiens en Amérique latine, génocide barbare contre les Africains par la traite des esclaves, génocide barbare contre les Indiens d'Amérique du Nord, colonisation barbare de l'Afrique par Léopold II, la France et la Grande-Bretagne, déchaînement barbare de la Première Guerre mondiale par toutes les grandes puissances capitalistes pour contrôler les richesses stratégiques, déchaînement barbare de la Seconde Guerre mondiale par les capitalistes allemands pour repartager le monde, utilisation barbare de l'arme atomique à Hiroshima, massacres barbares du colonialisme français après-guerre à Madagascar (800.000 morts), en Algérie, au Maroc et en Tunisie, guerre barbare pour maintenir l'Algérie sous le joug colonial, utilisation barbare des armes chimiques pour mettre le Vietnam à genoux, soutien barbare à l'apartheid criminel en Afrique du Sud et en Israël, génocide barbare en Indonésie avec la CIA, escadrons de la mort et dictatures militaires barbares en Amérique latine, assassinats barbares des dirigeants politiques progressistes africains et mise en place des dictateurs les plus sanguinaires dans la Françafrique, complicité barbare avec les guerres de l'Afrique du Sud contre l'Angola et le Mozambique (trois millions de victimes) embargo médical barbare contre l'Irak (cinq cent mille enfants irakiens victimes), complicité barbare dans le génocide au Rwanda, guerres barbares déclenchées à coups de médiomensonges dans nombre de pays ces vingt-cinq dernières années, soutien barbare

de Washington, Paris et Bruxelles aux massacres à répétitions contre Gaza, génocide économique barbare par les multinationales qui maintiennent la pauvreté dans le Sud : treize millions d'enfants assassinés chaque année...

La barbarie, ce sont les Etats-Unis et la France qui l'ont apportée au Moyen-Orient depuis des décennies, ce sont eux qui ont traité leurs victimes comme des non-humains, ce sont eux qui ont ainsi « éduqué » les frères Kouachi. Et quand les dirigeants français lancent leur solennel « *Nous sommes en guerre* », c'est totalement hypocrite. Depuis Paris, est-il impossible de voir qu'une bonne partie du monde subit déjà la guerre au quotidien depuis des années ? A cause de la France.

Premier facteur de division : l'islamophobie. Qui menace qui ?

Un peu plus haut, nous avons posé la question : pourquoi sommes-nous divisés ? 1. A cause de l'islamophobie qui sépare la classe travailleuse en deux blocs qui s'affrontent. 2. A cause de la stratégie sur la Palestine qui empêche de l'emporter face au colonialisme israélien. 3. A cause des médias qui en semant la peur empêchent de comprendre les guerres. Peut-on lutter contre ces trois divisions ?

Le premier facteur qui divise le peuple en France, en Belgique et en général en Europe, c'est l'islamophobie. Comme le signalait mon ami Freddy, de nombreux travailleurs voient en l'Arabe une

menace. Des années de propagande sur le thème des profiteurs et de « l'invasion » ont peu à peu provoqué une paranoïa anti-arabe qui à travers les médias populistes pénètre dans l'inconscient collectif des populations occidentales. Au point d'inverser complètement la réalité. La grande majorité de la population européenne blanche se considère « menacée » par les musulmans. Ceux du Moyen-Orient et ceux en Europe. Elle n'est pas consciente que c'est exactement le contraire. Tant au Moyen-Orient qu'en Europe.

En réalité, ce sont les musulmans qui sont non seulement menacés, mais carrément détruits par « nos » guerres. L'ignorance rend aveugle : malgré le nombre colossal des victimes de nos guerres, malgré l'ampleur des dévastations, tant sur le plan des infrastructures vitales : sanitaires, eau potable, nourriture, énergie, hôpitaux, écoles, etc. (théoriquement protégées par les Conventions de Genève) que du patrimoine historique et archéologique mondial, les guerres de l'OTAN contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye ou la Syrie n'ont suscité aucune mobilisation anti-guerre en Europe (si l'on excepte février-mars 2003). Pire, une large partie du mouvement anti-guerre soutient ces guerres ! L'islamophobie paralyse toutes les luttes sociales et démocratiques.

« Je ne sors plus de chez moi »

Après l'affaire Charlie, l'islamophobie s'est déchaînée en France. Le discours « Nous sommes

en guerre » a renforcé la peur et donc la haine. « *Quelque 116 actes anti-musulmans (signalés) en quinze jours* » estime *Libération*. Un climat de peur s'installe. Particulièrement pour les femmes portant un foulard : « *Je ne sors plus de chez moi ou juste pour faire les courses* », « *Pour la première fois je pense à enlever mon foulard car j'ai peur* », « *Je ne laisse plus sortir ma fille, j'ai peur pour elle* », etc.²⁰⁰

Cette peur, témoigne le sociologue Saïd Bouamama, « *s'accompagne souvent d'un sentiment d'humiliation. L'humiliation en tant que rabaissement de l'être humain attentant à sa dignité est lourde de conséquences. Le terme arabe de « Hogra » est quotidiennement utilisé dans les conversations familiales et amicales. Nous l'avons également fréquemment rencontré dans les réunions que nous avons eues avec plusieurs collectifs dans des quartiers populaires. Ce terme employé par les jeunes exprime un mélange de négation de la réalité vécue, une impression d'être méprisé et rabaisé volontairement et une discrimination vécue comme permanente*

²⁰¹ ».

Malgré quoi le « Blanc » considère que c'est lui qui est menacé. Bref, la peur s'installe des deux côtés, et donc une division qui profite à qui ? Le pire, c'est que tout ceci n'a rien de nouveau, c'est exactement de cette manière que la classe travailleuse est affaiblie depuis cent cinquante ans...

A l'époque de Karl Marx, la classe ouvrière anglaise possédait des organisations politiques et syndicales très fortes, mais elle était affectée par un racisme

200 Saïd Bouamama, *Les premiers fruits amers de l'unité nationale*, michelcollon.info, 22 janvier 2015.

201 Idem.

anti-irlandais maladif. Aujourd’hui, l’immigration intra-européenne est plus ou moins acceptée et on a peine à imaginer qu’à l’époque l’hostilité envers les Irlandais était énorme.

Karl Marx déjà à propos du racisme et de la division

Dans une lettre de 1870, Karl Marx décrit ainsi le racisme anti-irlandais et le chauvinisme nationaliste qui infectaient la classe ouvrière : « *Tous les centres industriels et commerciaux d’Angleterre ont maintenant une classe ouvrière scindée en deux camps ennemis : prolétaires anglais et prolétaires irlandais. L’ouvrier anglais ordinaire déteste l’ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Il se sent à son égard membre d’une nation dominatrice, devient, de ce fait, un instrument de ses aristocrates et capitalistes contre l’Irlande, et consolide ainsi leur pouvoir sur lui-même. Des préjugés religieux, sociaux et nationaux le dressent contre l’ouvrier irlandais. Il se conduit envers lui à peu près comme les Blancs pauvres envers les Noirs dans les anciens États esclavagistes de l’Union américaine. L’Irlandais lui rend la pareille largement. Il voit en lui à la fois le complice et l’instrument aveugle de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est entretenu artificiellement et attisé par la presse, les sermons, les revues humoristiques, bref, par tous les moyens dont disposent les classes au pouvoir. Cet antagonisme constitue le secret de l’impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de sa bonne organisation. C’est aussi le secret de la puissance persistante de la classe capitaliste, qui s’en rend*

parfaitement compte. »²⁰² Toute ressemblance avec la situation actuelle (y compris à propos des revues humoristiques) ne serait pas le fruit du hasard.

Marx accordait beaucoup d'importance à cette division que le racisme créait au sein de la classe travailleuse. Sa conclusion était : tant que la classe ouvrière anglaise ne se sera pas libérée de cette maladie du racisme chauvin, tant qu'elle ne cherchera pas l'unité de tous les exploités, il lui sera impossible de lutter vraiment contre sa propre bourgeoisie. L'Histoire lui donna raison.

Aujourd'hui, nos « Irlandais », ce sont les musulmans. Et c'est aux organisations progressistes de décider s'ils veulent que cette triste Histoire se répète ou non... Comme l'explique aujourd'hui Angela Davis, pionnière du mouvement antiraciste aux USA : « *Pour comprendre le racisme, ce dont on a le plus besoin, c'est de développer un vocabulaire populaire qui rende compte du caractère structurel du racisme. Parce que l'idée dominante reste que le racisme est une question de conscience individuelle. C'est en quelque sorte une conception néolibérale du racisme.* »²⁰³

Deuxième facteur de division : une stratégie insuffisante pour la Palestine

Un deuxième facteur de division au sein du peuple, c'est une stratégie insuffisante pour développer la solidarité avec les Palestiniens et donc la lutte

202 Karl Marx et Friedrich Engels, Correspondance, Editions du Progrès, 1971, pp 239- 240.

203 Le monde n'est pas censé être comme ça, *Solidaire.org*,

contre le colonialisme israélien. Cette lutte est au cœur des contradictions du monde d'aujourd'hui et ce n'est pas pour rien que tant de gens se mobilisent depuis soixante ans. Tant qu'on accepte le colonialisme au Moyen-Orient, celui-ci ne pourra se libérer, il restera un pion sur l'échiquier de la domination US et le monde arabe restera colonisé. Mais si le front arabe s'ajoute au front latino et au front africain qui est en train de se former, alors le Sud pourra se libérer, coopérer dans la fraternité et dire aux Etats-Unis et à la France « *Go home !* » ou « *Dégage !* »

D'un côté, grâce aux efforts de nombreux militants, cette lutte a fort progressé, une grande partie de l'opinion est à présent bien informée et rejette clairement le colonialisme israélien. D'un autre côté, malheureusement, cette lutte est encore handicapée par la seule arme qu'Israël puisse encore employer : le chantage à un présumé « antisémitisme » de ceux qui le critiquent.

Nous avons vu au chapitre 5 que la principale fabrique du racisme anti-juifs est le gouvernement israélien lui-même. Cependant, par la pression qu'il réussit à exercer au niveau des médias, le lobby pro-Israël parvient encore à intimider le public. L'écrivain juif Norman Finkelstein a bien décrit ce chantage émotionnel de très mauvais goût, cette « industrie de l'Holocauste » selon le titre d'un de ses ouvrages.

La réponse à ce chantage est très simple... Le racisme anti-juif doit être fermement combattu,

comme tous les racismes. Mais critiquer le gouvernement israélien n'est pas du racisme anti-juif, c'est simplement refuser le colonialisme, refuser qu'un Etat raciste viole l'égalité entre les hommes. Beaucoup de juifs critiquent Israël pour ces raisons et ne sont pas « antisémites ». Le gouvernement israélien utilise ce chantage à l'antisémitisme car son dossier est indéfendable.

Bush aussi a traité d'« *anti-américains* » ceux qui dénonçaient sa guerre en Irak. Le truc consiste à camoufler un conflit économique et politique en un conflit de religions ou un « choc des civilisations ». On invoque le génocide et le « devoir de mémoire ». Pas question d'oublier ces victimes, qu'elles soient juives, tziganes ou slaves. Ni les dizaines de millions de victimes du colonialisme européen (traite des esclaves, génocide des Indiens, massacres de populations...). Mais pas question non plus d'utiliser les crimes nazis d'hier pour excuser les crimes israéliens d'aujourd'hui. Critiquer Israël, ce n'est pas haïr les juifs, c'est au contraire vouloir la paix entre juifs et Arabes, et donc la justice.²⁰⁴

L'amalgame entre « antisionisme » et « antisémitisme »

Comme Israël n'a aucun argument pour justifier la colonisation et le vol des terres (prétendument basés sur la « volonté de Dieu », en plus, ce qui est quand même incroyable au 21^{ème} siècle et rapproche le régime israélien du régime saoudien !),

204 Michel Collon, *Israël, parlons-en !*, Investig'Action, 2010, p 318.

comme Israël n'a donc aucun argument, le seul truc qui lui reste, c'est de tenter d'assimiler par un amalgame malhonnête l'antisionisme et l'antisémitisme : « Vous critiquez Israël ? C'est que vous détestez les juifs ! »

C'est ridicule. On aime les Palestiniens autant que les juifs et c'est pour ça qu'on exige l'égalité. L'antisémitisme, c'est du racisme, mais l'antisionisme lutte contre le racisme.

En commercialisant la mémoire du génocide 40–45, le lobby pro-Israël commet deux crimes. Premièrement, il prétend attribuer à ce génocide-là une valeur supérieure aux autres et il rabaisse tous les autres génocides, anciens ou récents. Ce qui est en soi une discrimination raciste : un homme vaut un homme et tout génocide présente la même importance pour notre travail de mémoire et pour l'éducation qu'il faut apporter. Deuxièmement, ce lobby pro-Israël souille la mémoire des juifs assassinés en les utilisant pour justifier de nouveaux crimes, ceux commis aujourd'hui par Israël contre les Palestiniens.

Tout ceci est très simple, tellement simple que le lobby pro-Israël refuse les débats car il se sait perdant. Malheureusement, une partie assez importante du mouvement pro-Palestine se laisse intimider par ce chantage émotionnel et voit des « antisémites » là où il n'y en a pas. S'il en existe effectivement, particulièrement à l'extrême droite, il faut les dénoncer fermement. Mais sans tomber dans le panneau de se laisser diviser.

Un certain sectarisme au nom de la « laïcité »

En France et en Belgique, on a vécu assez souvent ce spectacle désolant de manifestations de solidarité avec Gaza qui ne sont pas solidaires et se déroulent... séparément ! Les Blancs d'un côté, les Arabes de l'autre ! Une certaine gauche européenne blanche se cramponne à une conception étroite et sectaire de la « laïcité » et donc refuse de manifester avec « *des courants religieux qui soutiennent le Hamas et le Hezbollah* ».

« *Pourquoi la gauche européenne ne supporte-t-elle pas ouvertement la résistance palestinienne ?* », a-t-on demandé au politologue Mohamed Hassan. Sa réponse : « *Le problème de la gauche européenne, c'est qu'elle refuse de faire une grande alliance contre l'impérialisme, à cause du Hamas, des femmes voilées et de toutes sortes de prétextes. En fait, elle se laisse aller à la grande alliance des chrétiens contre l'Islam, elle rentre dans la « guerre des civilisations » lancée par les idéologues américains. Elle subit très profondément cette influence, beaucoup plus qu'elle ne le croit. En fait, le problème de l'Européen, c'est qu'il a été élevé dans une civilisation qui a des préjugés sur les juifs et les musulmans.* »²⁰⁵

Mais, objectera-t-on, le Hamas a une vision oppressive de la femme et son projet de société pour la future Palestine libre est basé sur « l'identité musulmane ». De fait, mais ce problème devra être résolu par les différentes composantes de la société palestinienne au moment adéquat, c'est-à-dire quand elles auront à définir la forme de la future

205 Grégoire Lalieu, *Jihad made in USA, Investig'Action*, pp. 204-205.

société palestinienne libérée. Pour le moment, le plus important, c'est que sur le terrain, le Hamas résiste à Israël (alors que d'autres courants collaborent). Aux yeux du peuple palestinien, il représente la résistance, honnête et non corrompue.

Franchement, aujourd'hui, quel est le principal danger pour une femme de Gaza ? Que le Hamas a des conceptions sexistes ou que ses enfants peuvent à tout moment être assassinés par Israël ?

Pas de victoire possible sans unité

Que l'ennemi cherche à nous diviser, c'est normal, c'est sa seule chance de maintenir l'injustice du colonialisme. Qu'il soit direct par l'occupation ou qu'il soit indirect par le néocolonialisme dissimulé. Mais notre seule chance à nous d'y mettre fin, c'est l'unité.

C'est seulement en unissant dans le même combat côté à côté tous les hommes de bonne volonté, chrétiens, musulmans, juifs et athées que nous pourrons mettre fin aux injustices du néocolonialisme. C'est pourquoi construire cette unité par l'information et l'échange est toujours le premier pas sur le chemin de la lutte.

Cessons de nous laisser intimider par des chantages de mauvaise foi. Ne restons pas sur la défensive. Soyons plutôt à l'offensive en créant les meilleurs instruments possibles pour informer et débattre : articles, vidéos, sketches, livres sur les

crimes d'Israël et pour donner la parole aux Palestiniens exclus des médias, ateliers d'échanges d'expériences pour discuter plus efficacement et convaincre des publics hésitants ou même opposés...

Pour vaincre l'ennemi, il faut des alliances

Les choses, les gens et les organisations n'ont pas qu'un seul aspect, il y en a toujours plusieurs. Pour porter un jugement objectif, il convient de voir l'ensemble et l'importance de chaque aspect à un moment donné.

Le Hamas présente deux aspects et aujourd'hui la résistance à Israël est son aspect principal et positif. On peut très bien être en désaccord avec son aspect réactionnaire et quand même soutenir son aspect résistance. Celui qui ne s'allie qu'avec des gens purs qui pensent plus ou moins comme lui, ne fera jamais d'alliance. Mais il fera le jeu de l'opposseur.

D'ailleurs, c'est en pratiquant le front uni, en résistant ensemble sur le terrain que l'on crée les meilleures conditions pour que les points de vue puissent évoluer. Les dernières guerres menées par Israël ont poussé le Hamas vers l'unité d'action avec d'autres mouvements de résistance comme les branches militaires du Fatah et du Front populaire de libération de la Palestine. Cela finira forcément par influencer les conceptions du Hamas. Sur le Hezbollah, nous avons déjà signalé combien ce mouvement est en fait mécon-

nu par les organisations de gauche qui font trop confiance à leurs médias.

Se tirer une balle dans le pied ?

Qui a intérêt à diviser, qui a intérêt à unir ? Les gouvernements néolibéraux doivent cacher le fait qu'ils détournent des milliards des revenus du travail vers les revenus du capital, c'est-à-dire qu'ils sont en guerre économique et sociale contre les 99%.

Dans ce contexte, la politique antiterroriste de nos élites met en avant la figure de l'ennemi, ce barbare qui met en péril notre liberté et nos valeurs. Le syndrome de la « race blanche » assiégée par les barbares alors qu'elle n'a rien fait.

De la part des stratégies du pouvoir, c'est logique : il faut absolument empêcher la population de réfléchir aux causes profondes, il faut la souder autour de ses dirigeants dans une grande « unité nationale ». Pour masquer la responsabilité de nos dirigeants dans la pauvreté, le racisme et le terrorisme.

Comment vont réagir les progressistes ? Si la gauche française et européenne ne combat pas avec fermeté l'islamophobie, elle se tire une balle dans le pied. En effet, peut-on organiser une riposte efficace à l'exploitation sociale si on laisse de côté une grande partie de la classe travailleuse à cause des préjugés sur sa religion ? Et comment rallier les musulmans au combat social si on refuse

de lutter avec eux contre le colonialisme français en Palestine et dans tout le Moyen-Orient ?

La seule façon efficace de combattre la stratégie de division et du « bouc émissaire » est de lutter ensemble sur tous les terrains : à la fois contre les politiques antisociales, à la fois contre les politiques racistes et à la fois contre les politiques de guerre, car elles forment un ensemble.

Mais ceci implique tout un travail de mise à distance et d'analyse critique envers l'info que nous recevons des médias traditionnels. Que ce soit sur l'immigration, sur l'islamophobie ou sur les guerres. Et là, il y a du travail !

Troisième facteur de division : l'attitude face aux médias

Les médiemensonges ont causé des dégâts énormes depuis vingt-cinq ans avec le mythe des armes de destruction massive de Saddam, en 1990 déjà, ou l'invention du vol des couveuses au Koweït. Les médiemensonges ou plutôt l'absence d'une résistance organisée aux médiemensonges.

Ces dernières années, beaucoup de membres du monde associatif et même de la gauche radicale française ont répété mot pour mot des informations provenant des agences de Washington. Sans jamais se demander : n'est-on pas en train de nous refaire le coup des armes de destruction massive ? Quelqu'un peut-il citer un exemple où des organi-

sations de la gauche française ont organisé un débat franc et ouvert pour examiner l'info, confronter les points de vue, vérifier s'il y avait ou non désinformation ?

La question de conscience qui se pose donc à chaque progressiste est simple. Est-il possible de résister à l'exploitation des multinationales sans s'opposer à leurs guerres ? Est-il possible de s'opposer aux guerres des multinationales sans remettre en question l'information dominée par les multinationales ? Ce problème est crucial pour l'évolution du monde dans les années à venir. Quoi qu'il advienne de Daesh, le terrorisme continuera à marquer l'actualité : d'une part parce que de nombreux pays seront maintenus dans la dépendance, la pauvreté et la frustration, d'autre part parce que c'est une arme pas chère aux mains des grandes puissances quand elles souhaitent bouleverser des sociétés.

« Que vaut mon info ? »

Qui est prêt à se demander : « Que vaut mon info ? » Au chapitre 8, nous avons constaté que sous la direction de Philippe Val, Charlie s'était aligné sur les positions de l'OTAN et de Bernard-Henri Lévy concernant ces guerres. Mais le problème ne s'est pas posé seulement à Charlie. De nombreuses organisations de gauche françaises ont pris des positions très confuses, et parfois même ont carrément marché avec l'OTAN. Sous prétexte de combattre des dictateurs et de protéger des populations. Comme chacun peut le voir, les

populations d'Irak, de Libye et de Syrie vont beaucoup mieux maintenant.

Soutenir l'OTAN en acceptant ses infos mensongères sous prétexte de combattre des dictateurs, c'est une contradiction en soi. On ne combat pas un danger local en s'appuyant sur le danger global.

Du coup, certains amis de la Palestine ont aidé les Etats-Unis à détruire des Etats qui soutenaient les Palestiniens. Aucun lien n'a été fait entre ces deux politiques de l'Empire US. Comme si ces guerres ne faisaient pas partie d'un même plan d'ensemble pour recoloniser tout le Moyen-Orient dans le cadre de la bataille générale pour dominer le monde. Comme si les médias influents et les agences de presse étaient neutres et objectifs.

Elaborer une stratégie efficace contre la guerre dans un monde aussi complexe n'est pas simple. Mais si on le fait sur base d'informations manipulées, alors on est certain de se planter. Je lance un appel à tous les groupes de la gauche française et à tous les journalistes honnêtes : êtes-vous prêts à participer à une commission d'enquête qui examinerait sur base de faits et de témoignages ces deux questions cruciales : 1. Quels ont été les liens entre les Etats-Unis et le terrorisme ? 2. Que valait l'info diffusée sur les guerres ces dernières années ?

Trois pistes pour agir

Nous venons d'analyser les obstacles qui divisent

et affaiblissent nos résistances : l'islamophobie, la stratégie face à Israël et les médias. Face à ces trois défis, il existe des pistes d'action que chaque citoyen peut appliquer dans son quotidien.

1. Action contre l'islamophobie

Le racisme islamophobe est un cancer qui ronge la capacité de résistance populaire et prépare les esprits aux pires crimes. Une semaine après l'attentat, six intellectuels français de grande valeur ont lancé cet appel remarquable :

*« Pourquoi combattre l'islamophobie ? Parce que cet engagement offre une analyse rationnelle à une jeunesse qui ne comprend pas pourquoi on la déteste et qui finit par raisonner en termes de « choc des civilisations ». Plus nombreux seront les antiracistes qui se joignent à ces mobilisations, plus il sera clair que nous ne sommes pas engagés dans un conflit identitaire, religieux ou culturel mais politique. Nous produisons un espoir face à tous les fabricants de désespoir. Nous mettons en garde, avec l'Union juive française pour la paix, contre l'essentialisation des juifs et insistons sur le caractère politique, colonial et non confessionnel du conflit israélo-palestinien. Nous ne défendons pas les musulmans, mais l'avenir de la société française dans sa diversité. Nous représentons un espoir que nos détracteurs risquent de détruire. L'essentiel est d'assurer l'égalité entre tous. « L'égalité ou rien », proclamait l'intellectuel américainopalestinien Edward Said. »*²⁰⁶

206 Saïd Bouamama, porte-parole du Front uni des immigrations et des quartiers populaires ; Houria Bouteldja, membre du Parti des indigènes de la République ; Ismahane Chouder, coprésidente du collectif féministe pour l'égalité ; Alain Gresh, journaliste ; Michèle Sibony, l'Union juive française pour la paix ; Denis Sieffert, directeur de Politis, Plus que jamais, il faut combattre l'islamophobie, *Le Monde*, 15 janvier 2015.

Ce travail implique d'analyser ensemble le rôle que joue le racisme dans notre société capitaliste néo-libérale. Ce n'est pas « un problème en plus », il est au cœur du système. Mais c'est aussi à chaque citoyen, là où il est, de se donner les moyens de parler concrètement du racisme avec des faits concrets et une bonne connaissance du dossier. Cela peut se faire le mieux par des ateliers locaux d'échanges d'expériences.

2. Action pour la Palestine

La lutte pour le droit à l'autodétermination de tous les Palestiniens occupe une place centrale dans les conflits du monde contemporain. Le porte-avion Israël joue un rôle décisif dans la stratégie impériale, mais il est bien plus fragile qu'on ne le croit. Gagner est possible et ferait avancer l'Histoire d'un pas de géant. Mais cela implique d'être mieux armés et mieux coordonnés.

Là aussi, on ne changera le rapport de forces qu'en mobilisant chaque citoyen révolté pour un travail concret d'information et de conscientisation autour de soi. Ne pas se laisser impressionner par le chantage à l'antisémitisme. Organiser des ateliers pour rechercher et s'exercer à la meilleure façon d'argumenter contre les médiamensonges sur Israël. Maîtriser l'Histoire toujours cachée. Développer des articles, des infographies, des livres, des vidéos sur les multiples crimes d'Israël dont les médias ne parlent pas. Dénoncer la scandaleuse collaboration de l'Union européenne qui va offrir 1,4 milliard d'euros d'aides pour développer les drones meurtriers d'Israël et pour les instituts de

recherche de son armée²⁰⁷. Donner la parole aux Palestiniens pour faire connaître leur quotidien, qu'ils puissent répondre aux mensonges répandus par Israël dans les médias occidentaux.

3. Action sur l'information

La lutte contre l'islamophobie, la lutte contre le colonialisme israélien et la lutte contre les médiamensonges de guerre sont trois batailles étroitement liées entre elles. Par le contenu des problèmes, mais aussi par la méthode d'action qui sera nécessaire.

Notre point de départ, c'est la nécessité de développer une démocratie de l'information. A l'heure actuelle, elle n'existe pas. La très grande majorité des contenus servis aux gens est déterminée par les multinationales. Que les journalistes en soient ou non conscients ne change pas cette réalité. Le citoyen n'a pratiquement rien à dire sur l'info dont il a pourtant besoin pour faire ses choix.

Dans le système des médias traditionnels, le lecteur ou le spectateur est réduit au rôle de consommateur passif qui avale des contenus sans pouvoir les questionner. Sa liberté se limite à zapper sur la télécommande d'une chaîne en réalité unique ou à changer de journal pour retomber toujours sur le même point de vue pro-occidental.

Pour une démocratie médiatique participative

La seule manière de changer cette situation, c'est de mettre en place une démocratie médiatique

²⁰⁷ La Libre.be, 8 juin 2014.

participative, un mouvement citoyen pour l'information indépendante et fiable. Ce n'est possible que si les citoyens deviennent actifs.

De nombreuses initiatives spontanées se sont d'ailleurs développées ces dernières années sur Internet et sous des formes très variées. On a compris que l'information est une chose trop importante pour la laisser aux seuls intérêts en place. Tout comme l'économie est trop importante pour être confiée aux économistes en place.

Avec l'équipe du site Investig'Action²⁰⁸ qui a été fondé en 2004, nous souhaitons contribuer à renforcer ce mouvement citoyen pour l'info. Il existe de nombreuses formes de participation pour rechercher, évaluer, confronter, diffuser les informations, et nous proposerons des formes concrètes.

Le mouvement citoyen pour l'info n'est pas une fin en soi, c'est un instrument de solidarité, comme il existe un mouvement antiraciste ou un mouvement anti-guerre. Un jour, il sera possible d'empêcher une guerre parce que les citoyens du Nord, conscients de son caractère injuste et des média-mensonges, se seront mobilisés avec force. Tel est l'enjeu fondamental.

Tout ceci implique un grand travail pour développer l'implication et la participation active des citoyens. C'est l'objectif que s'est fixé Investig'Action depuis sa naissance en 2004. C'est sur cette voie que j'appelle à travailler tous ensemble.

208 Investig'Action, site www.michelcollon.info

Il y a quarante ans, à l'époque de leur révolution assassinée, les Chiliens chantaient : « *Un pueblo unido jamás será vencido* » : un peuple uni jamais ne sera vaincu. Aujourd'hui, après des décennies de médiéumsonges meurtriers mais aussi de résistances courageuses, nous pouvons dire :

Un peuple informé jamais ne sera manipulé.

Merci

Je dédie ce livre à l'équipe Investig'Action,
qui se bat avec moi au quotidien contre
les médiamensonges et pour le droit des citoyens
à recevoir l'information correcte
dont ils ont besoin pour comprendre le monde
et pour en faire un monde meilleur.
Sans eux, ce travail n'aurait pas été possible.
Ils sont l'espoir des nouvelles générations.

A Grégoire Lalieu, Alex Anfruns, Nicolas
Castillo, Miléna Trivier, Emmanuel Wathelet,
Johann Soibinet, Raffaele Morgantini,
notre équipe permanente.

A Jean Araud, Carlos Sielenou, Olivier
N'Denkop, Tarik Bouafia et Pablo
Gandolfo, nos correspondants au Venezuela,
au Cameroun et en Argentine pour le Journal
Notre Amérique et le Journal de l'Afrique.

A Maxime Coton, Tine Demyttenaere, Denise
Vindevogel, Marie-Françoise Cordemans, Inès
Monteiro, Elisabeth Beague, Mikaël Doulson,
Philippe Caron, Maxime Deroeux, Jean Winants,
Jean-Marie Dansette, Fatima Koutaine, Bruno
Drweski, Saïd Bouamama, Roland Marounek,
Samia Kriens, Dominique Arias, yAce, Rose-May
Liebaert, Jos Roobaert, Marko Loparic, Goran
Mitrovitch, Amir Forotan, Esteban Munoz,
Jennifer Malherbe, Hamdan Aldamiri, Carlos

Perez , Michèle Janss, Roland Diagne, Mustapha Bahman, Lode Vanoost et bien d'autres que je ne peux nommer ici, pour leur aide précieuse et leurs conseils dans notre bataille pour l'information citoyenne indépendante.

Merci aussi à tous ceux qui, au fil des années, ont aidé à construire Investig'Action depuis sa fondation en 2004.

Merci tout particulièrement à Bruno Drweski, Saïd Bouamama, Roland Marounek, Christophe Meynier pour leur aide précieuse dans nos recherches et réflexions pour ce livre.

Merci à tous ceux qui nous aident financièrement chaque mois et qui nous permettent de développer notre travail.

Pour réagir à ce livre :
facebook Michel Collon & Investig'Action

Pour s'inscrire à notre newsletter :
www.michelcollon.info

Pour nous soutenir financièrement :
www.michelcollon.info

Pour proposer des activités et nous aider :
participer@investigaction.org

INDEX

A

Abdallah 116
Abdullah 124
Abou Ghraïb 10, 12, 55, 126, 192, 210
Abrams Elliott , 27, 225
Adriaensens Dirk , 64
Adultère 146
Afghanistan 23, 39, 41, 42-44, 47-48, 53, 66-67, 73, 77, 82, 109, 111, 114, 120, 126, 137, 144, 192, 249, 256, 288, 291
Afrique du Sud 20, 289
Al Arabiya 94, 113, 126
Al Chougou, Jisr 105
Al Hamad, Khalid 16
Al Jazeera 94, 105, 125 - 126
Al Sissi 195
Alaouite 27, 95
Alde'emeh, Montasser 93, 99
Al-Hasidi, Hakim 67
Al-Khatib Ali 26
Al-Lehaydan, Saleh 148
Al-Nosra 15-17, 82, 90, 102, 107
Al-Qaïda 15, 33, 40, 45, 46, 48, 51, 66, 67, 72, 82, 91, 107, 110, 112, 113, 119, 143, 187, 216, 217, 254, 277
Al-Thani 119
Antiracisme 142
Antisémitisme 123, 129, 175, 296, 306

Apostasie 146
Arabie saoudite 17, 25-28, 31, 34, 38-41, 82, 84, 95, 109, 113, 116, 119, 137, 143-146, 147, 150-152, 220, 245
Armée Syrienne Libre(ASL) 16, 82
Assange, Julian 187, 269
Auque, Roger 239
Avnery, Uri 123, 129, 132
Aziz ibn Abdullah, Abdul 145
Aznar, José Maria 225, 258

B

Bath 105
Bachar al-Assad 16, 72, 79, 80, 94-97, 99, 102-104, 108
Bahrein 124
Baker, James 34, 49, 53, 246
Bandar Ben Sultan 25-28
Banlieue 7, 57, 89, 106, 119, 152, 173, 181, 182, 250, 277, 281
Barak, Ehud 226
Barroso, José Manuel 258
Becob 211-213
Begin, Menahem 241
Belgique 11, 85, 92, 93, 99, 136, 158, 162, 251, 255, 257, 258, 265, 278, 290, 298
Ben Ali 95
Benghazi 67

- Bennet, Naftali 128
Benzine, Rachid 149
Berlusconi, Silvio 258
BFMTV 10
BHL (Bernard-Henri Lévy)
167, 193, 203, 211-
216, 218, 220, 222-
224, 226
Big Brother 260
Blackwater 108
Blair, Tony 26, 218, 258
Blasphème 146
Blinney, William 260
Bolloré 186
Bombardement 52, 66, 70,
73, 76, 81, 112, 186,
204, 215
Bongo, Omar 211
Bonnet, Yves 17, 66
Boomerang 24, 91, 249, 255
Bosnie 23, 49-52, 77
Bouamama, Saïd 23, 139,
182, 280, 292, 305,
310, 311
Bouddhiste 13, 78
Boutih, Malek 250
Bouygues 133, 186
Boycott 132
Brauman, Rony 206
Breivik, Anders 137, 223
Brennan, John 107
British Aerospace 26
British Petroleum 36, 37
Brussels Tribunal 63-64
Bruckner, Pascal 207, 249
Brugvin, Thierry 23, 24
Brzezinski, Zbigniew 33, 34,
40, 43-45, 73-76, 109,
115, 246
Buffett, Warren 160
Bush, George 8, 22, 25-27,
33, 42, 54, 56, 60, 69,
70, 73-75, 86, 111,
115, 138, 167, 192,
209, 210, 214-218,
222, 225, 251, 258,
259, 273, 296
- C**
Cabu 203, 204, 229
Califat 93, 102
Cameron, David 117, 185,
253, 254, 264
Capitalisme 118, 153, 161,
163-167, 179, 277,
279, 289
Caprioli, Louis 17
Caputi, Ross 64-65
Caricature 144, 168, 189,
191-195, 197-200,
229, 252, 283
Carter, Jimmy 33, 34, 40,
43, 44,
Cavanna 206
Cazeneuve, Bernard 18
Centrafrique 23, 78
Césaire, Aimé 180, 181
Chaos 77, 110-112, 120
Chaplin, Charlie 199
Charb 190-192, 203, 204,
207, 228, 229
Chavez, Hugo 153, 155,
242, 271, 272
Cheney, Dick 27, 224
Chiite 16, 26, 27, 56-58, 113
Chine 20, 45, 86, 110, 115,
125, 268, 274

Chomsky, Noam 7, 19, 209, 210, 235
CIA 21, 37, 41-43, 45-47, 49, 50, 54, 62, 67, 69, 82, 112, 120, 225, 242, 257,
Clark, Wesley 70, 100
Clinton Bill 77
Clinton, Hillary 33, 68, 69, 72, 81, 143, 246
CNN 105, 127
Cohen, David 17
Coluche 98
Commission européenne 80, 165
Communiste 47, 151, 241, 275
Compétitivité 157, 161, 264, 265
Cooke, Shamus 30, 38, 39, 114, 199, 200
Coolsaet, Rik 90
Coran 85, 139, 144, 146, 149, 194, 195, 210, 220, 221, 252
Corruption 26, 48, 76, 108, 243
Coulibaly, Amedy 9, 10, 55, 101, 112, 287
Cour Pénale Internationale 91
Créationnisme 141
Criminalité 89, 145
Cuba 11, 271
Curcio, Anne 285
Cyran, Olivier 200, 201, 207, 208, 211

D
Daesh 20, 66, 102, 108, 109, 112, 119, 143, 146, 147, 254, 278, 288, 303
Damas 16, 28, 80, 105, 106, 110
Dana, Mazen 126
Danemark 136, 193
Darwin 141
Dassault 133, 186
Davis, Angela 294
Davutoglu, Ahmet 124
De Coorebyter, Vincent 281, 285-287
Dearlove, Richard 109
Debray, Régis 179
Décapitation 83, 107, 111
Delfeil de Ton 191, 191
Délinquant 10, 89, 90
Délit de facès 88, 173, 280
Déradicalisation 101, 254
Diplomatie 52, 53, 92, 103
Drogue 10, 29, 48, 87, 88, 116
Drweski, Bruno 154, 155, 310, 311
DST 17
Ducarme, Denis 252-253
Dumas, Roland 71, 100
Dupret, Paul-Emile 270-271
Durand, Stefan 216, 218
Durban 208

E
Égypte 36, 37, 39, 80, 105, 108, 143, 215
Einaudi, Jean-Luc 178

Embargo 54, 76, 289
Espionnage 9, 260, 268, 279
Eurabia 219
Eurojihadiste 9, 11, 100,
108-110

F

Fabius, Laurent 15-17, 24,
90, 101-103, 106, 148
Fallujah 10, 56, 64
False flag 106, 241, 242, 244
Fanatique 35, 94, 102, 137,
139, 144, 145, 157,
220
Fanon, Frantz 181
Farouk 16
Fatah Al-Islam 25, 26
Feletin, Clarisse 85
Finkelstein, Norman 197,
295
Finkielkraut, Alain 156, 167,
237
Foley, James 107
Fondamentalisme 34, 38,
39, 45, 52
Foulard 119, 168, 181, 292
Fourest, Caroline 167, 210,
211, 218-221, 223,
224, 226, 237
France 7, 9, 10, 11, 15, 16,
18, 20-24, 35, 83, 85,
99, 104, 120, 121,
Frankenstein 112

G

Gaza 7, 10, 128, 130, 138,
173, 204, 217, 290,
298, 299

Geluck, Philippe 206
Gendarme 80, 115, 287, 288
Ghetto 29, 88
Ghouta 106
Gibran, Khalil 286
Grande-Bretagne 26, 35, 84,
99, 162, 260, 275, 289
Guantanamo 10, 12, 192
Guerre civile 59, 62, 77, 80,
104, 120, 155

H

Hamas 80, 151, 217, 298-
300
Hara-Kiri 197, 206, 228
Harper, Stephen 117
Hassan, Mohamed 29, 143,
150, 298
Havas 186
Herman, Edward 19, 235
Hersh, Seymour 25, 27, 59,
71, 72, 100, 107
Hezbollah 26, 27, 143-145,
151, 216, 217, 298,
300
Hitler 215, 218, 241, 287
Hollande, François 11, 21,
22, 50, 106, 112, 116,
123, 127, 130, 133,
148, 185, 191, 246,
264, 283, 285
Homs 25
Houellebecq, Michel 168
Houla 106
Hugo, Victor 160
Hussein, Saddam 35, 56,
215, 258

I

- Illuminati 114
Immigré 157-160, 165-167, 171, 175, 179, 181-183, 200, 250, 263
Ingérence 44, 103, 267
Interconfessionnel 79
Irak 10, 23, 33, 37, 39, 54-59, 61-65, 68-70, 72, 73, 77, 82, 90, 102, 107-114, 120, 125-127, 138, 187, 192, 209, 215, 217, 226, 258, 259, 275, 288-291, 296, 304
Islam 35, 99, 142, 148, 153, 154, 182, 210, 284, 298, 302
Islamisme 13, 45, 117, 135, 136, 143, 148, 183, 214, 215, 220, Islamophobie 7, 135, 136, 160-163, 167, 172, 195, 284, 290, 291, 301, 302, 305, 307
Israël 10, 21, 27, 37, 58, 71, 80, 112, 116, 123, 128-132, 143, 147, 151, 167, 172-175, 177, 186, 192, 194, 203, 204, 206, 207-210, 216, 223-228, 238, 239, 241, 254, 279, 289, 295, 299, 300, 305-307

J

- Jacquier, Gilles 106

- Jihadiste 9-11, 15, 18, 20, 29, 73, 88, 91, 93, 98, 100, 102, 107-113, 140, 143, 289, 284
Joffrin, Laurent 207
Jordan, Eason 127
Jordanie 20, 90, 124
Jomaa, Medhi 124
Juncker, Jean-Claude 264
Juppé, Alain 24

K

- Kadhafi 67
Kimyongür, Bahar 6, 25, 27, 95
Kitson, Frank 242, 244
Kosovo 46, 52, 53, 77, 218
Kouachi 9, 10, 15, 101, 102, 112, 144, 177, 239, 240, 245, 281, 287, 290
Kouchner, Bernard 24, 246
Koweït 153, 302
Kucinich, Denis 68

L

- Lagarde, Christine 117
Lagardère 133, 186, 213
Laïc /Laïque 27, 34, 36-39, 82, 108, 117, 119, 148, 151, 168, 181, 223, 298
Lalieu, Grégoire 143, 310
Lapidation 146
Le Roy, Maximilien 128
Liban 23, 25-27, 69, 137, 151, 209, 216

Libération 188, 207,
Libye 15, 17, 20, 23, 39, 66-
69, 72, 74, 77, 80-83,
97, 111, 114, 120,
125, 137, 220, 256,
291, 291
Liebermann, Avigdor 128
Luz 189

M

Maghreb 181
Mahomet 198, 200
Mali 20, 23, 73, 124, 137
Marx, Karl 152, 292-294
MEMRI 223-225
Merah, Mohamed 239
Mercenaire 59, 82
Merkel, Angela 117, 123,
264
MI6 37, 47, 48
Miller, Leszek 258
Milquet, Joëlle 88, 101
Mitterrand, François 23
Moore, Michael 273
Morales, Evo 153, 155
Mosquée 42, 85, 130
Mossadegh 36
Moubarak 95
Moudjahidine 16, 40-43
Moureaux, Philippe 11
Moyen-Orient 11, 30, 37,
38, 70, 77, 80, 104,
113, 116, 143, 144,
154, 203, 209, 224,
240, 278, 288, 290,
291, 295, 302, 304

Multinationale 38, 69, 115,
155, 163, 203, 236,

246, 265-268, 271,
272, 283, 290, 303,
307

N

Nasrallah, Hassan 144
Nasser 117, 215
Nekschot 220, 221
Néolibéralisme 28, 69, 131
Netanyahu, Benyamin 11,
21, 128-130, 138,
171, 171, 172, 217,
225, 285
NSA 225, 260, 261

O

Obama, Barack 23, 50, 56,
62, 69, 73, 74, 81,
100, 106, 107, 111,
112, 115, 116, 143
Obscurantisme 36, 38, 208
Occupation 55, 57, 63, 70,
73, 76, 125, 299
OTAN 11, 21, 22, 41, 45,
46, 49, 51-53, 66, 67,
70, 72, 81, 82, 97,
111, 120, 124, 127,
185, 203, 226, 236,
241, 259, 279, 291,
303, 304
Ouléma 116, 147

P

Palestine 40, 129, 137, 290,
297-300, 302, 304,
306
Paternalisme 142

PatriotAct 225, 256, 257, 259-261
Patronat 160, 167, 168, 183
Perle, Richard 58, 225
Petraeus, David 61, 187
Pétro-monarchie 28, 50, 117, 149, 154
Pillage 155, 210, 272, 279
Pinault, François 213, 214
Pinochet 152
Pipes, Daniel 193, 194
Podhoretz, Norman 215, 219, 226
Polythéisme 153
Poncelet, Bruno 266, 267
Porochenko 124
Propagande de guerre 103, 214, 288

Q

Qatar 15, 17, 24, 25, 28, 39, 79, 82, 95, 97, 109, 113, 119, 144, 153, 155, 220, 223, 245

R

Radicalisation 29, 88, 101, 254
Ramadan, Tariq 152
Rasmussen, Anders 258
Reagan, Ronald 37, 40, 41
Rebelle 15, 20, 71, 81, 83, 97, 98, 104, 106, 116
Recolonisation 70, 104
Redeker, Robert 206
Reichstadt, Rudy 223
Riad, Seif 17

Rigouste, Mathieu 274-277
Rockefeller, David 218, 225
Roosevelt, Franklin 36
Rotschild 186
Rumsfeld, Donald 126, 214, 225

S

Samaras, Antonis 124
Sand, Shlomo 129, 198, 199, 219, 281, 288
Sarin 107
Sarkozy, Nicolas 21, 24, 72, 139, 165, 204, 206, 208, 246
Sartre, Jean-Paul 185, 188, 286
Seleka 20
Séparatisme 76, 172
Sharon 130, 138, 172, 210
Siné 206, 207, 211
Sondage 80, 86, 96, 97, 278
Spéculation 153, 155
Spin doctor 217, 218, 237
Stavridis, Amiral 67
Stoltenberg, Jens 124
Stratège 74, 77, 79, 225, 272, 273, 301
Sunnite 25-27, 56, 57, 61, 113
Sykes-Picot 35
Syrie 10, 11, 15-18, 20, 23, 25-29, 37, 39, 58, 69-74, 77, 79-85, 87, 89-93, 95-114, 116, 120, 137, 143, 217, 220, 259, 280, 291, 304

T

- Taguieff 167
Takfiri 13, 144
Tchad 23
Terrorisme 13, 17, 18, 20,
25, 27, 28, 33, 34, 39,
48, 49, 60, 69, 72, 73,
82, 86, 91, 104, 112,
114, 118, 120, 154,
156, 167, 171, 179,
182, 194, 216, 236,
240, 245, 246, 251-
254, 257, 260-264,
273, 279, 301, 303
Tignous 203, 206, 229
Todenhofer, Jurgen 106
Touareg 20
Tribalisme 77
TTIP 266-271
Tunisie 17, 80, 108, 124,
180, 289
Turquie 20, 82, 83, 88, 112,
124, 245
Tusk, Donald 117

U

- Union européenne 22, 23,
47, 117, 130, 176,
206, 261, 269, 293,
306
URSS 23, 44, 44
Usure 153, 155

V

- Val, Philippe 196, 203, 206-
211, 217, 218, 226,
228, 229, 303
Vallaud-Belkacem, Najat 8,

101, 285

- Valls, Manue 19, 18, 24, 283
Vande Winkel, Aurore 238
Vanoost, Lode 148, 255
Vatican 8, 138
Verhofstadt, Guy 258, 259
Vigipirate 255
Vilvorde 89

W

- Wahhabite 35, 146
Wikileaks 62, 63, 67, 187
Wilders, Geert 194
Wolfowitz, Paul 74, 225
Wolinski 11, 191, 203, 205,
229
Woolsey, James 225
Wurmser, Meyrav 224

Y

- Yémen 137, 240, 288

Z

- Zemmour, Eric 168
Zemni, Sami 140, 142